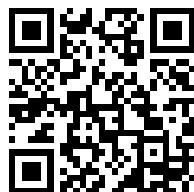

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

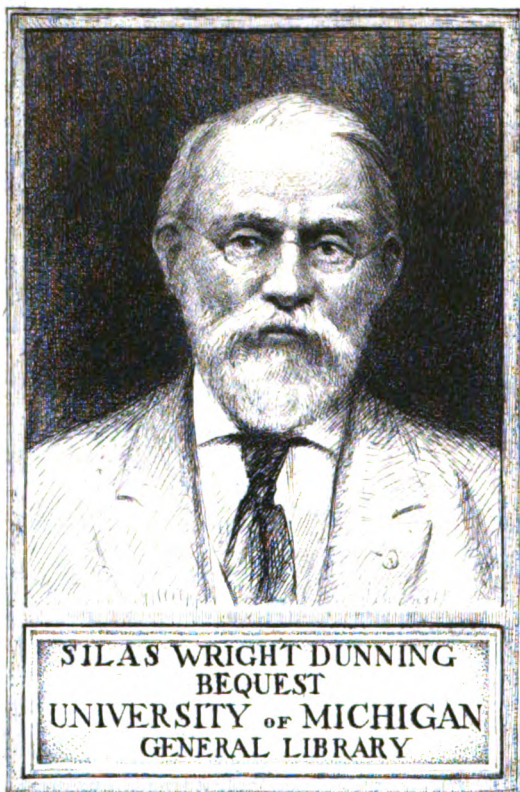
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 49840 1



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

DC
611
A601
A6

L'ANJOU HISTORIQUE

Paraissant en Janvier, Avril, Juillet et Octobre

DIRECTEUR : ABBÉ F. UZUREAU

Vingt-troisième Année



ANGERS

J. SIRAUDEAU, Imprimeur-Éditeur

6, place de la Visitation, 6

1923

Bunning
Hijw
18-18-29
19418

Le Chapitre de la Cathédrale d'Angers avant la Révolution : Processions

Le chapitre de la cathédrale d'Angers faisait 37 processions chaque année, sans compter celles qui avaient lieu pour nécessités publiques. Parmi ces processions, 18 étaient générales et 19 particulières au chapitre.

I. — *Processions générales*

Le premier dimanche de *janvier*, on allait à Saint-Pierre (place du Ralliement). On s'y rendait par la porte Angevine (au bas de la rue de l'Evêché), la rue Saint-Laud et la chaussée Saint-Pierre; on revenait par la chaussée Saint-Pierre, la rue de l'Aiguillerie et la porte Angevine. Assistaient à la procession : les quatre ordres mendiants (Cordeliers, Jacobins, Augustins et Carmes), la communauté de la Trinité, les quatre collégiales (Saint-Mainbeuf, Saint-Maurille, Saint-Julien, Saint-Pierre), les chanoines réguliers de Toussaint, les deux chapitres royaux (Saint-Martin et Saint-Laud), le chapitre de la cathédrale et quelquefois l'Evêque d'Angers. Les religieux, la Trinité et les chapitres entraient dans l'église de Saint-Pierre, mais n'assistaient pas à la messe, chantée par le seul chapitre de la cathédrale. Pendant la messe on exposait le chef de saint Gohard, évêque de Nantes. La maison de ville assistait, quand bon lui semblait, aux processions du premier dimanche du mois; elle marchait alors après l'Evêque, précédée de quatre gardes en casaques et haliebardes. En allant, on chantait des psaumes et au retour les litanies des saints.

Le premier dimanche de *février*, la procession générale allait à Saint-Maurille (au bas de la rue du même nom) par la rue Saint-Laud et la chaussée Saint-Pierre; au retour on repassait devant le placître de Saint-Pierre, puis on prenait la rue de l'Aiguillerie. Pendant la station, on exposait le chef de saint Benoît, évêque d'Angers.

Le premier dimanche de *mars*, on allait à Saint-Mainbeuf (au bas de la rue d'Alsace), par la rue Saint-Laud et la chaussée Saint-Pierre; le retour se faisait par la rue Saint-Julien et la rue de l'Aiguillerie. Au cours de la cérémonie, on exposait le bras de saint Mainbeuf.

Le premier dimanche d'*avril*, la procession allait à Saint-Julien, par la place Neuve et la rue de l'Aiguillerie, et on revenait par le même chemin. On y exposait le bras de saint Julien et le doigt de saint Jean-Baptiste.

Le premier dimanche de *mai*, on allait à Saint-Laud (cour Saint-Laud), par la porte de la Vieille Chartre (au bas de la rue Rangeard), par les Lices et ensuite par le chemin qui se trouvait entre les Récollets (aujourd'hui le presbytère de Saint-Laud) et le couvent de Sainte-Catherine (rue Delaage). Pendant la cérémonie, on exposait la célèbre relique de la Vraie Croix. Contrairement à ce qui se faisait aux onze autres processions du premier dimanche du mois, les quatre collégiales restaient à la messe de Saint-Laud et revenaient avec la procession jusqu'à la porte de la Vieille Chartre.

Le premier dimanche de *juin*, la procession se rendait à Saint-Martin, par la place Neuve, la rue Saint-Martin, et le retour s'effectuait par la rue Saint-Aubin, la rue Courte (rue du Musée) et la porte de la Vieille Chartre. Pendant la station de la messe, on exposait le chef de saint Loup, évêque d'Angers.

Le premier dimanche de *juillet*, on retournait à Saint-Pierre; le premier dimanche d'*août*, à Saint-Maurille; le premier dimanche de *septembre*, à Saint-Mainbeuf; le premier dimanche d'*octobre*, à Saint-Julien; le premier dimanche de *novembre*, à Toussaint (par la Vieille Chartre); le premier dimanche de *décembre*, à Saint-Martin.

A la procession des *Rameaux*, qui se faisait à Saint-Michel-du-Tertre (rue Jules-Guitton), où il y avait un sermon, assistaient les quatre collégiales, les chanoines réguliers de Toussaint, les deux chapitres royaux, la cathédrale et enfin l'Evêque, tous ayant leurs rameaux à la main. Les maires-chapelains de la cathédrale portaient la châsse de saint Séréné jusqu'à la porte Angevine, le curé de Saint-Evroul et le garde-reliques jusqu'à la porte Girard (carrefour de la rue des Poëliers), le curé de Sainte-Croix et le prieur-curé de Saint-Aignan jusqu'à l'église de la station. Les religieux de l'abbaye de Saint-Aubin faisaient aussi leur procession particulière à Saint-Michel-du-Tertre; ils portaient la châsse de saint Gérard, par la rue Saint-Aubin, la rue Chaperonnière, la chaussée Saint-Pierre, la rue haute du Figuier, le Pilon et la rue Saint-Michel. De leur côté, les religieux de l'abbaye Saint-Serge venaient aussi en procession, à la même église en longeant les fossés de la ville (boulevard Carnot) et passaient par la porte Saint-Michel (au haut de la rue Jules-Guitton); ils portaient la châsse de saint

Godebert, évêque d'Angers, et étaient accompagnés des curés de Saint-Michel-du-Tertre et de Saint-Samson (le premier se rendait à l'abbaye pour l'aller mais n'assistait pas au retour, le second se joignait à la procession au haut de la vallée Saint-Samson et reconduisait les moines jusqu'à la porte de leur église). Les religieux de Saint-Aubin et de Saint-Serge se rencontraient à Saint-Michel-du-Tertre pour assister à la prédication, après quoi ils retournaient directement chez eux. On sonnait à l'Oratoire (église Notre-Dame) quand la procession passait devant l'église, et on faisait la même chose dans toutes les autres églises devant lesquelles passait la procession de la cathédrale quand on y portait des reliques. Les deux chapitres royaux n'assistaient point à la procession au retour. C'est à la porte Angevine qu'on chantait le *Gloria laus*. Après l'ouverture de cette porte, les quatre collégiales s'en retournaient, et les chanoines réguliers de Toussaint quittaient la procession au parvis de Saint-Maurice. Le Présidial et l'hôtel-de-ville assistaient à la procession derrière l'Evêque. A l'aller et au retour, on chantait les psaumes graduels.

A la procession de *saint Marc* (25 avril), on chantait les psaumes à l'aller et les litanies des saints au retour. Y prenaient part : les quatre collégiales, les deux chapitres royaux, la cathédrale et quelquefois l'Evêque. On allait au Ronceray, par la rue Baudrière, les grands ponts et on entra dans l'église abbatiale par la grande porte sans passer par l'église de la Trinité. La châsse de saint Séréné était portée par les maires-chapelains jusqu'à la porte Angevine, et ensuite par le curé de Saint-Evroul et le garde-reliques jusqu'à la croix dorée, plantée sur le milieu des grands ponts (pont de Verdun) et qui faisait la séparation des paroisses de Saint-Maurice et de la Trinité ; le curé de Sainte-Croix et le prieur-curé de Saint-Aignan prenaient ensuite la châsse. L'abbesse faisait sonner les cloches à l'arrivée et au départ de la procession. Après la messe, on revenait par la même route. A la porte Angevine, le chapitre royal de Saint-Martin quittait la procession, et celui de Saint-Laud la quittait devant la cathédrale (Pendant que la procession générale était au Ronceray, les chanoines réguliers de l'abbaye de Toussaint venaient en procession à la cathédrale, où ils chantaient la messe.)

Aux *Rogations*, il y avait la même assistance que le jour de saint Marc. Le corps de ville suivait l'Evêque et les fidèles marchaient après les officiers municipaux. Le lundi, on allait à l'église abbatiale de Saint-Serge, par la rue Saint-Laud, la rue

des Poëliers, la rue Saint-Michel (aujourd'hui rue Pocquet-de-Livonnière), on sortait par la porte de ville de Saint-Michel. Les maires-chapelains portaient la châsse de saint Séréné jusqu'à la porte Angevine, le curé de Saint-Evroul et le garde-reliques jusqu'au commencement de la rue Saint-Michel, et ensuite le curé de Sainte-Croix et le prieur-curé de Saint-Aignan (1). On sonnait à l'Oratoire et à Saint-Michel-du-Tertre au passage de la procession, et à Saint-Serge à l'arrivée comme au départ. Les deux chapitres royaux quittaient la procession à la porte Saint-Michel au retour et rentraient directement (Pendant que la procession générale était à l'abbaye Saint-Serge, les religieux de l'abbaye Saint-Aubin venaient chanter la messe à la cathédrale, en même temps que la communauté de la Trinité chantait la sienne à Saint-Aubin.)

Le *mardi des Rogattons*, on se rendait à l'église abbatiale de Saint-Aubin (mail de la Préfecture). A l'aller, on faisait des stations dans l'église Saint-Maurille, dans l'église de Saint-Mainbeuf, à la porte de l'église de Saint-Denis, dans l'église de Saint-Julien et dans celle de Saint-Martin. Après la station faite dans son église, le chapitre royal de Saint-Martin ne continuait pas d'aller en procession; quant à celui de Saint-Laud, il entrait dans l'église de Saint-Aubin avec la procession, mais il n'assistait pas à la messe. Les maires-chapelains portaient la châsse de saint Séréné jusqu'à la porte Angevine, le curé de Saint-Evroul et le garde-reliques jusqu'à l'église Saint-Denis, et ensuite le curé de Sainte-Croix et le prieur-curé de Saint-Aignan. On revenait par la rue Saint-Aubin et la porte Angevine (Pendant que la procession générale était à l'abbaye Saint-Aubin, les religieux de l'abbaye de Saint-Serge venaient chanter la messe de station à la cathédrale, accompagnés des curés de Saint-Michel-du-Tertre et de Saint-Samson).

C'est à l'église du prieuré de Lesvière que la procession générale allait le *mercredi des Rogations*. Elle trouvait le chapitre royal de Saint-Laud à la croix des Lices. A l'aller, on faisait des stations dans l'église Saint-Laud, devant la porte de la chapelle de la Commanderie (rue du Temple) et à la porte de la chapelle du prieuré de Saint-Eutrope (rue Kellerman). Les deux chapitres royaux n'assistaient pas à la messe à Lesvière. La châsse de saint Séréné était portée par les maires-chapelains jusqu'à la porte de la Vieille Chartre, puis par le curé de Saint-Evroul et

(1) Au commencement du XVIII^e siècle, pendant quelques années à partir de 1702, on alla par la rue Saint-Laud, la rue du Cornet, la porte de ville de Saint-Serge dite porte Cupif.

le garde-reliques jusqu'à Saint-Laud, et enfin par le curé de Sainte-Croix et le prieur-curé de Saint-Aignan. En passant par le cimetière de Saint-Laud et celui de Lesvière, les chanoines et les chapelains récitaient deux à deux le *De profundis*. On retournait à la cathédrale pardevant l'Académie. Le curé de Sainte-Croix et le prieur-curé de Saint-Aignan portaient la châsse jusqu'au commencement des Lices, le curé de Saint-Evroul et le garde-reliques jusqu'à la Vieille Chartre, et ensuite les maires-chapelains. Les quatre collégiales quittaient la procession vis à vis la Vieille Chartre. A la porte de la nef de la cathédrale, les maires-chapelains élevaient la châsse, tout le clergé passait dessous en la touchant de la main (Pendant que la procession générale était à Lesvière, les moines de ce prieuré venaient chanter la messe à la cathédrale).

La ville tout entière assistait à la *procession du Très Saint-Sacrement* qui se faisait de la cathédrale au Tertre Saint-Laurent, le jeudi après la Trinité. A la suite du Présidial et de l'hôtel de ville marchaient les Capucins, les Minimes, les Récollets, les Cordeliers, les Jacobins, les Augustins, les Carmes, la communauté de la Trinité, les quatre collégiales, les prêtres de l'hôtel-Dieu, les chanoines réguliers de Toussaint, les deux chapitres royaux, le chapitre de la cathédrale et enfin l'Evêque portant le Saint-Sacrement avec le doyen du chapitre. On entrait dans l'église abbatiale du Ronceray et on passait par le chœur des religieuses avant de se rendre à la chapelle du Tertre. Les prêtres de l'hôtel-Dieu et la communauté de la Trinité n'assistaient point au retour de la procession.

II. Processions particulières

Le 20 janvier, *fête de saint Sébastien*, le chapitre de la cathédrale allait chanter la messe dans l'église des Cordeliers ; on portait sur un brancard la relique du saint. Le Présidial et la maison de ville assistaient à cette procession et suivaient l'Evêque. Au retour on chantait les litanies des saints.

Le *Mercredi des Cendres*, la cathédrale allait aux Jacobins. On sortait par la grande porte de la nef, on passait devant la psalette et on entrait dans l'église des religieuses par la grande porte. Pendant la station, le tombeau de Michel de Villoseau, évêque d'Angers, était ouvert. On sortait par la petite porte de la chapelle du Rosaire pour le retour.

Le *mercredi de la première semaine de Carême*, la cathédrale allait faire une station à Lesvière, au chant des litanies

des saints. On passait par la grande porte de la nef, pardevant la psalette, par la porte de la Vieille Chartre, par la porte de ville de Toussaint, pardevant les Récollets et on revenait pardevant l'Académie. Le *vendredi* de la même semaine, le chapitre de la cathédrale se rendait au Carmes. Vers 1720, on changea et on choisit le Ronceray. Enfin après 1730, on alla à Sainte-Catherine.

Le *mercredi* et le *vendredi de la deuxième semaine*, la procession allaient à Saint-Pierre et à Saint-Maurille; le *mercredi* et le *vendredi de la troisième semaine*, à Saint-Mainbeuf et à Saint-Julien; le *mercredi* et le *vendredi de la quatrième semaine*, à Saint-Martin et à Saint-Aubin (1); le *mercredi* et le *vendredi de la cinquième semaine*, à Saint-Laud et à Toussaint.

Le *lundi de Pâques*, le chapitre de la cathédrale et l'Evêque allaient en procession à l'abbaye Saint-Aubin par la porte Angevine, pardevant Sainte-Croix, rue Saint-Aubin, et après la station on revenait par le même chemin (2).

Le dimanche de la *Quasimodo*, on faisait une procession autour de la Cité: on sortait par la grande porte de la cathédrale, on entrait dans le placître, on sortait de la Cité par la porte Angevine, on passait pardevant Sainte-Croix, on rentrait à la Cité par la porte de la Vieille Chartre, puis on entrait dans les cloîtres par la porte proche la salle de Théologie qui était devant l'église des Jacobins.

Le jour de l'*Ascension*, la procession faisait également le tour de la Cité. Les maires-chapelains portaient la chässe de saint Séréné jusqu'à la porte Angevine, le curé de Saint-Evroul et le garde reliques jusqu'à l'église Sainte-Croix, le prieur-curé de Saint-Aignan et le curé de Sainte-Croix jusqu'à la porte de la Vieille Chartre et ensuite les maires-chapelains. Comme le mercredi des Rogations, tout le clergé touchait la chässe en passant dessous à l'entrée de la cathédrale.

Le jeudi, *octave de la fête du Très Saint-Sacrement*, le chapitre de la cathédrale faisait une procession du Très Saint-Sacrement dans la Cité. On passait devant l'église Saint-Evroul, par la place du Château, par la rue Saint-Aignan, puis on rentrait. L'Evêque assistait à cette procession, ainsi que les religieux Jacobins.

(1) On allait par la porte Angevine, la place Neuve, la rue Saint-Aubin, puis le retour s'effectuait par la rue Courte (rue du Musée) et la Vieille Chartre.

(2) Au Moyen Age, on faisait pendant toute la semaine de Pâques des processions, le lundi à Saint-Aubin, le mardi à Saint-Martin, le mercredi à Saint-Julien, le jeudi à Saint-Mainbeuf, le vendredi à Saint-Maurille, le samedi à Saint-Serge.

Le jour de la fête de *saint Sérené* (21 juillet), on portait la châsse du saint autour de la Cité; elle était portée par deux maires-chapelains seulement.

A l'*Assomption*, on faisait la procession autour de la Cité, en chantant les litanies de la Sainte Vierge. Le Présidial et l'hôtel de ville suivaient M^{sr} l'Evêque.

Enfin le 2 novembre, le chapitre de la cathédrale allait en procession au cimetière paroissial de Saint-Maurice (situé place Freppel).

Une grande dame janséniste en Anjou (XVIII^e siècle)

Marie-Renée Nepveu d'Urbé, fille de Thomas Nepveu, seigneur d'Urbé, conseiller au Parlement de Bretagne, et de Marie du Pont d'Oville, épousa, en 1716, Antoine de l'Esperonnière, marquis de la Roche-Bardoul, seigneur de la Saulaie, du Breil et de Vritz. Le jeune ménage alla demeurer au château de la Saulaie, paroisse de Freigné. C'est là que naquirent les cinq enfants, dont trois moururent en bas âge. Le mari décéda en 1734, et sa veuve resta à la Saulaie, avec sa fille Perrine et son fils Jacques. Cette dame avait embrassé les erreurs du jansénisme : elle ne voulait pas accepter la Bulle ou Constitution « Unigenitus », promulguée en 1713 par Clément XI, et dans laquelle le Pape avait condamné les « Réflexions morales » de l'oratorien Quesnel, devenu le chef du jansénisme. C'est la raison pour laquelle M^{me} de l'Esperonnière de Vritz eut de grands démêlés avec l'ecclésiastique qui desservait la chapelle de Beaulieu, située près du château de la Saulaie et sur la même paroisse de Freigné (1). Voici comment la chose nous est racontée par les « Nouvelles ecclésiastiques », organe de la secte :

Le dimanche des Rameaux de l'année 1741, le sieur Mathurin Fiat, desservant de la succursale de Beaulieu, paroisse de Freigné, refusa publiquement la communion pascalle à M^{me} Marie Nepveu d'Urbé, veuve de M. de l'Esperonnière de Vritz, gentilhomme distingué dans sa province. Ce prêtre, qui est du village même de Freigné, avait eu de si grandes preuves de la charité de cette pieuse dame, qu'on pourrait dire qu'elle avait excédé en ce point. S'il n'avait suivi que ses lumières, il n'aurait

(1) Beaulieu fait aujourd'hui partie de Candé.

apparemment inquiété personne au sujet d'une Bulle (*Unigenitus*) qu'il ne connaît que de nom, étant d'ailleurs d'une ignorance bien avérée. Mais le curé de Candé (François Farion, mort en 1742), petite ville du voisinage, constitutionnaire (partisan de la Constitution *Unigenitus*) des plus fougueux, lui dénonça M^{me} de Vritz comme janséniste. Il lui dit que, comme telle, elle était excommuniée et qu'il ne pouvait conséquemment lui donner la communion. Le sieur Fiat, sans en savoir davantage, alla en 1740 trouver cette dame, la veille de la quinzaine de Pâques, pour lui déclarer que si elle se présentait à la communion, il la lui refuserait. Il n'allégua point d'autre raison, si ce n'est qu'on lui avait dit qu'elle n'était pas de bonne doctrine. « Vous êtes, répondait-il à tout ce qu'on lui opposait, vous êtes d'une doctrine que nous ne connaissons pas, vous lisez Quesnel ». M^{me} de Vritz désespérant de faire entendre raison à un homme qui ne paraissait guère moins obstiné qu'ignorant, prit le parti d'aller faire ses Pâques à l'église même de Freigné.

L'année suivante (1741), quelques jours encore avant la quinzaine, M^{me} de Vritz reçut la même visite et le même compliment. « Nous ne connaissons pas votre doctrine », lui dit toujours le sieur Fiat. Alors elle répond que, ne devant pas s'excommunier elle-même, elle irait faire ses Pâques à Beaulieu, annexe où on est dans l'usage de faire ses Pâques comme à Freigné et dont cette dame était beaucoup plus à portée. Elle ajouta qu'elle ne pouvait croire le sieur Fiat capable de causer le scandale dont il la menaçait. Pendant le cours de l'année, elle avait toujours communie à l'église de Vritz, dont elle est dame, mais elle fait son domicile dans un château qui est sur la paroisse de Freigné. Elle se présente donc à la sainte table le dimanche des Rameaux dans l'église de Beaulieu, avec tous les fidèles. Le sieur Fiat la passe une première et une seconde fois, et la dame l'en ayant fait avertir, il se tourna vers le peuple et dit tout haut : « Je refuse la communion à M^{me} de Vritz, parce qu'elle n'est pas de bonne doctrine, quoiqu'elle soit de bonnes mœurs ». La diffamation était assez marquée pour que la vertueuse dame qui en était l'objet, s'adressât aux dépositaires de l'autorité royale, à qui il appartient en pareil cas, de venger l'innocence calomniée et de réprimer des abus aussi scandaleux. Quoique le lieu de cette triste scène soit du diocèse de Nantes, il est néanmoins du ressort du présidial d'Angers (1).

(1) Freigné faisait partie de la province d'Anjou pour l'administration civile mais relevait au spirituel de l'évêché de Nantes (jusqu'en 1802).

M^{me} de Vritz y porte ses plaintes par une requête au lieutenant criminel, tendante à ce qu'il lui fût permis « d'informer et de faire assigner des témoins, etc. ». Le juge, plus sensible à la crainte des disgrâces dont il se crut menacé qu'à ce que le devoir de sa charge exigeait évidemment de lui en cette occasion, garda la requête plus d'un mois, sans vouloir la répondre, et ne se détermina que le 3 mai à la rendre à la suppliante, avec une ordonnance conçue en ces termes : « Attendu qu'il s'agit d'une action qui paraît personnelle, dirigée contre un ecclésiastique dans l'administration des sacrements, la partie se pourvoira vers et ainsi qu'elle avisera bon être ». Un déni de justice si formel obligea la suppliante à se pourvoir au Parlement de Paris par une requête, où, après l'exposition des faits, elle observait que « tout refus public des sacrements à toute personne non juridiquement excommuniée suivant les saints canons, dont le roi est le protecteur et dont ses juges sont spécialement chargés de maintenir l'exécution, est un crime dont la vengeance ne peut être confiée qu'au juge royal dans le ressort duquel il est commis ».

Arrêt du 5 juin 1741, qui, sur les conclusions du procureur général, « renvoie la requête en plainte pardevant le plus ancien officier de la sénéchaussée d'Angers suivant l'ordre du tableau, autre néanmoins que le lieutenant criminel ». Cet arrêt ayant été présenté à M. Chotard, lieutenant particulier, il se transporta à Candé, et y fit l'information dans laquelle la déposition unanime de dix témoins fit preuve des faits énoncés dans les requêtes. Sur cette information, le prêtre fut décrété d'ajournement personnel, et dans l'interrogatoire il convint de tout. Il crut devoir faire signifier, le 6 juillet, à M^{me} de Vritz, une prétendue réparation, dans laquelle il déclarait que « quoi-qu'elle lui eût donné dans ses discours de *justes soupçons* sur ses sentiments et sur le défaut de soumission à l'autorité de l'Eglise, cependant attendu qu'elle n'est point dans le cas de l'excommunication prononcée ni dénoncée, il veut bien reconnaître qu'il a eu tort et lui déclare, par le présent acte, avoir eu tort de lui refuser la communion pascale. Et comme ladite dame ne peut pour ledit refus prétendre à une plus grande satisfaction que la déclaration présente, lui, Mathurin Fiat, proteste de nullité des nouvelles poursuites et procédures qu'elle voudrait faire contre lui à ce sujet ».

M^{me} de Vritz, non satisfaite d'une réparation qui devenait une nouvelle insulte, présenta requête au lieutenant particulier. Le sieur Fiat comparut le 9 août 1741 : il fut condamné à recon-

naitre la dame de Vritz pour être de bonne religion et à 50 livres d'amende ainsi qu'aux dépens.

Le journal anti-janséniste que dirigeait, à Paris, le P. Patouillet, jésuite, publia les réflexions suivantes au sujet de ce jugement du 9 août 1741 :

J'ai vu la sentence rendue par le sieur Chotard, juge laïque, contre M. Mathurin Fiat, prêtre de la paroisse de Freigné, pour avoir refusé dans l'église de Beaulieu, le dimanche des Rameaux, la communion pascale à une fameuse dame janséniste, nommée Marie Nepveu d'Urbé, veuve de M. Antoine de l'Esperonnière, seigneur de Vritz. Par un article de cette sentence, ce prêtre est condamné à reconnaître que M^{me} de Vritz est de bonne religion. M. Fiat a répondu : « Je ne puis faire en conscience ce qu'on exige de moi sur ce point, puisque la dame est notoirement rebelle à la Bulle *Unigenitus* et hautement déclarée pour la doctrine hérétique de Jansénius ». La bonne religion n'est pas où se trouvent la révolte contre une décision du corps épiscopal uni au Souverain Pontife et l'adhésion scandaleuse à des sentiments réprouvés par l'Eglise.

Selon le préambule de la même sentence, le sieur Gontard, avocat, procureur de la dame de Vritz, avait conclu à ce qu'on obligeât M. Fiat à reconnaître publiquement que cette dame est, par la pureté de sa foi et de ses mœurs, enfant de l'Eglise catholique, apostolique et romaine. Comme si cette Epouse sainte de Jésus-Christ pouvait admettre au nombre de ses véritables enfants les personnes ouvertement réfractaires à ses jugements dogmatiques les plus solennels. Quiconque résiste opiniâtrément à la voix des premiers Pasteurs ne peut avoir la pureté de la foi. Les expressions des sieurs Gontard et Chotard donnent lieu de croire qu'ils ne condamnent pas ceux et celles qui se déclarent rebelles aux décrets œcuméniques publiés contre le jansénisme et le Quesnellisme. Le sieur Chotard qui a prononcé cette sentence, est lieutenant particulier civil et assesseur criminel en la sénéchaussée et siège présidial d'Angers. M^{me} de Vritz est allée depuis peu en Bretagne pour voir M. Grout de Montiers, son intime ami, et quelques autres zélateurs de la nouvelle secte.

Les « Nouvelles ecclésiastiques », organe des jansénistes, donnèrent la suite et la conclusion de cette affaire :

Le sieur Fiat n'eut garde de déférer à un jugement aussi équitable que celui du 9 août 1741. Il en appela. Cet appel

ayant été signifié à M^{me} de Vritz, elle se rendit à Paris, pour suivre l'affaire au Parlement, qui en était saisi. Jusque-là tout était en règle, mais le cours ordinaire de la justice fut arrêté. On se servit des agents généraux du clergé, qui présentèrent une requête au Conseil, où ils exposaient que la sentence rendue par le sieur Chotard renfermait une entreprise manifeste sur l'autorité ecclésiastique. Un arrêt du Conseil rendu le 5 janvier 1742 cassa ou annula la sentence du 9 août précédent et fit défense au sieur Chotard de rendre à l'avenir de pareils jugements. L'arrêt ordonna même que ce juge demeurerait interdit de ses fonctions pendant un mois (GG. 34).

D'Angers, on écrivait, le 2 mars 1742, au journal anti-janséniste :

Le parti Quesnelliste a triomphé, à Angers, au sujet de la fameuse sentence qui fut rendue le 9 août dernier par le sieur Chotard contre le sieur Mathurin Fiat, prêtre de la paroisse de Freigné, diocèse de Nantes, pour avoir refusé dans l'église de Beaulieu, succursale de Freigné, la communion pascalle à M^{me} de Vritz. Cette femme est connue dans les provinces d'Anjou et de Bretagne pour une des plus grandes zélatrices de la nouvelle secte. Aussi les jansénistes ont-ils eu soin de publier partout sa prétendue victoire. Mais son triomphe n'a pas été de longue durée. Un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 5 janvier, a cassé et annulé le jugement du sieur Chotard, lequel a été interdit pour un mois de ses fonctions. Une pareille flétrissure a confondu et réduit au silence les partisans de l'erreur. — Notre lieutenant criminel se sait bon gré d'avoir refusé d'admettre la plainte de M^{me} de Vritz, ayant allégué avec raison son incompétence dans une affaire où il s'agissait de l'administration des sacrements. MM. Boucault, Menoir et Ayrault, conseillers du roi et juges au siège présidial d'Angers, voudraient bien n'avoir eu aucune part à la sentence rendue contre le sieur Mathurin Fiat. M. Coquereau de Boisbernier, avocat du roi, et M^e André Gontard, avocat, procureur de M^{me} de Vritz, souhaiteraient aussi n'avoir jamais défendu une semblable cause. Par la raison contraire, M^e François Guérin, avocat, procureur de M. Fiat, a tout lieu de s'applaudir d'avoir pris sa défense. — M^{me} de Vritz tâche d'élever ses enfants dans les principes schismatiques de la religion jansénienne. La terre où elle fait sa résidence ordinaire, se nomme la Saulaie. Elle est située proche la petite ville de Candé, sur la paroisse de Freigné qui est dans l'évêché de Nantes, mais qui dépend pour le temporel de la sénéchaussée d'Angers.

On mandait enfin, de Candé, le 10 avril 1742, à l'organe anti-janséniste du P. Patouillet :

La dame Marie Nepveu d'Urbé, veuve de M. de l'Esperonnière de Vritz, n'est que trop connue dans tout le canton par les excès où elle se porte en parlant des Papes et des Evêques. Elle ne craint pas de dire à qui veut l'entendre que Clément XI avait signé la Bulle *Unigenitus* comme un sot et un ignorant, qui ne savait ce qu'il signait, non plus que ceux qui l'ont suivi : que tous les prélats qui ont accepté cette Constitution, sont des ignorants ou des ambitieux, lesquels ne se sont soumis qu'en vue des biens temporels ; que cette Bulle renverse les fondements de la religion, en détruisant la nécessité de la grâce, de la pénitence et de la charité ; qu'elle est la bête de l'Apocalypse et qu'elle aimerait mieux être brûlée que de la recevoir. Toute sa conduite à l'égard de la Bulle répond à ses sentiments. Il s'est tenu souvent à la Saulaie des conventicules où assistaient un grand nombre de personnes attachées au parti. Le sieur Gondé, prieur de la Selle-Guerchaise (Ille-et-Vilaine), exilé, et le feu Père Deniau, religieux Grandmontain (*Anjou historique*, XVIII, 40), ont présidé plus d'une fois à ces sortes d'assemblées.

Toutes les remontrances du pasteur de la dame et celles des recteurs voisins ont été inutiles. C'est pourquoi M. le Recteur de Freigné (M. Desrués) la pria, en 1741, avant la quinzaine de Pâques, de ne pas se présenter à la Sainte Table, parce que la communion lui serait refusée, si elle la demandait. Elle ne laissa pas de la demander, le dimanche des Rameaux 26 mars, dans la chapelle de Beaulieu, desservie par le sieur Mathurin Fiat. Ce prêtre, âgé de 69 ans, refusa de lui administrer la Sainte Eucharistie. M^{me} de Vritz en porta sa plainte devant M. Ayrault, lieutenant criminel d'Angers. Celui-ci, se jugeant incompétent, rendit, le 3 mai, une ordonnance conçue en ces termes : « Attendu qu'il s'agit d'une action qui paraît personnelle, dirigée contre un ecclésiastique dans l'administration des sacrements, la partie se pourvoira vers et ainsi qu'elle avisera bon être ».

La suppliante s'étant pourvue au Parlement de Paris fut renvoyée pardevant M. Chotard, lieutenant particulier à la sénéchaussée d'Angers, lequel fut commis à cet effet. Cet officier descendit sur les lieux pour informer et décréta le sieur Fiat d'ajournement personnel, qui se présenta en conséquence du décret et demanda son renvoi à l'officialité de Nantes. Le sieur Chotard refusa de rapporter la réquisition du renvoi et le

menaça, s'il ne répondait pas autrement, de convertir le premier décret en prise de corps et de le faire emprisonner. Intimidé par ces menaces, le sieur Fiat subit l'interrogatoire et avoua le refus de communion. — Le 6 juillet, il fit notifier à M^{me} de Vritz par Guérin, huissier royal, un acte portant que « quoiqu'elle lui eût donné par ses discours de justes soupçons sur ses sentiments et sur le défaut de soumission à l'autorité de l'Eglise, cependant attendu qu'elle n'est point dans le cas de l'excommunication prononcée et défoncée, il veut bien reconnaître qu'il a eu tort de lui refuser la communion pascalle. Et comme ladite dame, ajoute-t-on, ne peut pour ledit refus prétendre une plus grande justification que la déclaration présente, le sieur Fiat proteste de nullité contre les nouvelles poursuites et procédures qu'elle voudrait faire contre lui à ce sujet ».

La dame ne discontinua pas pour cela ses poursuites et obtint, le 9 août 1741, la fameuse sentence référée dans le préambule de l'arrêt du Conseil d'Etat donné le 5 janvier 1742. Pour rendre cette sentence, M. Chotard se fit assister de trois jeunes conseillers du Présidial, MM. Boucault, Menoir et Ayrault. Les gens sensés pensèrent qu'il eût mieux fait de choisir ses assesseurs à la tête qu'à la queue de la Compagnie, et l'événement a justifié cette pensée. La sentence fut imprimée et affichée, tant à Angers qu'aux portes des églises de Freigné, Beaulieu, Candé et au poteau de la même ville. Le sieur Fiat en déclara appel, et M^{me} de Vritz le fit anticiper au Parlement de Paris. — Tel était l'état de cette affaire, lorsque M. l'Evêque de Nantes (M^{sr} Turpin de Crissé de Sanzay) porta à M. le Cardinal Ministre (Fleury) et à M. le Chancelier (Daguesseau) ses plaintes de l'entreprise du sieur Chotard. MM. les abbés de la Bastie et de Rastignac, agents généraux du Clergé, présentèrent, de leur part, à Sa Majesté, la requête sur laquelle a été rendu l'arrêt du 5 janvier. Il fut signifié le 30 du même mois, tant au sieur Fiat et à M^{me} de Vritz qu'au sieur Chotard. Ce magistrat fit ses efforts pour engager sa Compagnie à prendre sa défense et à écrire en sa faveur à M. le Chancelier. Mais ces messieurs ne jugèrent pas la démarche convenable, et on assure qu'ils ont fort désapprouvé la sentence qui lui a attiré l'humiliation et la flétrissure dont il s'agit. MM. Boucault et Ayrault, ses assesseurs, sont les premiers à désapprouver ce jugement, comme contraire à leur avis, et ils prétendent que le lieutenant particulier le rédigea comme il voulut, après qu'ils furent descendus du siège. Le jour même de la signification de l'arrêt portant interdiction du sieur Chotard, il essaya de charmer son ennui

en allant à un bal public qui se donnait au jeu de paume des halles. Un masque en robe lui fit compliment sur cet arrêt et lui dit ensuite : « Je ne connais, mon cher confrère, qu'un remède à votre disgrâce : signez le Formulaire (15 février 1665), et votre interdiction sera bientôt levée. — Je ne le puis, répondit M. Chotard, j'ai les bras cassés ». Deux jours après, le 2 février, fête de la Purification, ce magistrat alla à la messe à l'Oratoire, et à la sortie de l'église, il fut investi d'un double cercle de gens du parti. La dame la plus qualifiée de la troupe commença son compliment en ces termes : « Ah ! M. Chotard, la belle fleur qui vient d'être mise à votre couronne ! » Les autres compliments furent du même goût, et il fut conclu que M. Chotard conserverait précieusement à ses descendants l'arrêt en question comme un monument honorable.

Peu de temps après, il fut résolu que le gazetier de la secte vengerait à sa façon M^{me} de Vritz et M. Chotard, en décrivant de son mieux le sieur Fiat et en faisant des réflexions critiques sur la requête des agents généraux du Clergé et sur l'arrêt du Conseil d'Etat. C'est ce qui a été fidèlement exécuté par le *Nouvelliste* dans son libelle du 25 février 1742, où, selon sa coutume, il emploie uniquement pour moyens de défense les injures et les invectives, les imputations calomnieuses, les vaines chicanes, les fausses subtilités et interprétations, les déclamations également outrageantes et iniques contre le Gouvernement présent et les ordres du Souverain.

Après avoir rapporté le dispositif de l'arrêt du Conseil rendu le 5 janvier 1742, sur la requête de MM. les agents généraux du Clergé, il s'écrie avec la dernière insolence : « Voilà un nouvel exemple de l'attention scrupuleuse du Ministère à empêcher que le schisme ne soit réprimé. On sent aisément les pernicieuses conséquences d'un pareil arrêt. Outre qu'il ouvre une très grande porte au schisme, les jurisconsultes français et les Parlements surtout sentiront sans peine tout ce qui en résulte contre des maximes regardées jusqu'ici comme constantes dans le royaume ; et en suivant la nouvelle jurisprudence des arrêts du Conseil, le schisme le plus scandaleux, les actions de trouble public dans le service divin et dans l'administration des sacrements ne seront plus de la compétence des juges royaux, et ne pourront plus être portés qu'aux tribunaux qui en sont eux-mêmes coupables et qui se font gloire de les autoriser. Les Evêques de Cour seront écoutés au préjudice des lois les plus précieuses du royaume, etc. ».

De quel front ose-t-on ici taxer le Roi, son Conseil et ses

Ministres, de vouloir autoriser le schisme le plus scandaleux et le violement des lois les plus précieuses du royaume ? Quelle idée sinistre ne doit-on pas se former d'un parti rebelle aux deux puissances, qui ne craint pas de s'expliquer ainsi par l'organe de son écrivain périodique !

Les deux enfants de M^{me} de l'Esperonnière de Vritz se marièrent tous deux, en 1746 : M^{lle} Perrine épousa M. de Santo-Domingo, seigneur du Plessis, et M. Jacques-Thomas se maria avec M^{lle} Robineau de Rochequairie.

M. de Romain (1725-1812)

René-Marie de Romain, sieur de la Possonnière, fils de René de Romain, écuyer, sieur du Perray et de la Samsonnière, maire d'Angers, et de Marie-Anne Cassin, naquit à Angers, en 1725. Il épousa Madeleine Blanchard, le 27 décembre 1760, à Saint-Julien d'Angers. Leur fille Madeleine se maria en 1782 à M. Boucault de Melliant. Quant à leur fils Félix, il émigra pendant la Révolution.

« Dès le 17 mars 1793, écrit M. Gruget dans ses *Mémoires*, M. de Romain fut conduit en prison, et y fut à tous les autres un exemple de vertu. Il en sortit quand l'armée catholique fit son entrée à Angers dans le mois de juin, et fut repris ensuite (8 octobre 1793). Personne n'en était surpris. C'était un homme vertueux, estimé et honoré de tous les honnêtes gens, tant de la ville que de la campagne, où il passait une grande partie de l'année. Il n'en fallait pas davantage pour être persécuté. Il fut conduit avec les autres aux Ponts-de-Cé, à Brissac et à Doué. Le Seigneur lui a donné des forces et n'a pas permis qu'il succombât comme tant d'autres, quoique d'une santé cependant bien délicate et d'un âge avancé, afin de soutenir et d'encourager ceux qui étaient avec lui et qui souffraient pour la justice. On les laissa quelque temps à Doué, et on eut soin de leur donner une forte garde pour empêcher qu'ils ne vinssent à s'échapper de leurs mains. »

Transféré de Doué à Chartres, M. de Romain resta sept mois prisonnier en cette ville.

Après la chute de Robespierre, un décret de la Convention, du 5 août 1794, obligea les Comités révolutionnaires à faire con-

naître les motifs des arrestations des détenus. A la date du 23 août, le Comité révolutionnaire d'Angers délivra le certificat que voici : « Après recherche la plus exacte, il ne s'est rien trouvé de relatif au citoyen Romain sur le registre du Comité. Il n'a été mis en état d'arrestation que par mesure de sûreté générale, comme ci-devant noble, et a été réclamé par la municipalité de Savennières, comme n'ayant rien dit ni fait de contraire aux intérêts de la République. »

Quand le Comité de Sûreté générale et de surveillance de la Convention nationale eut connaissance de ce certificat, il accorda la libération (23 octobre 1794) : « Le Comité arrête que le citoyen René-Marie Romain, âgé de 68 ans, détenu au ci-devant couvent des Jacobins de Chartres, sera sur-le-champ mis en liberté et les scellés levés partout où ils auraient été apposés. »

Après sa sortie de prison, la municipalité de Chartres fit son éloge et lui remit l'attestation suivante : « Le citoyen René-Marie Romain, habitant de Savennières (Maine-et-Loire) qui a été détenu depuis plus de sept mois dans la maison des ci-devant Jacobins de Chartres et qui vient d'avoir son élargissement du Comité de Sûreté générale, s'y est toujours comporté de manière à ne pas faire douter de son civisme et de son attachement à la République. Par son intelligence et les soins gratuits qu'il s'est volontairement donnés pour l'établissement d'une entreprise de filatures en cotons, fils, laines et autres ouvrages, il a procuré à 200 femmes pauvres et détenues dans ladite maison, auxquelles il n'était fourni que le pain, les moyens de subsister et d'être d'autant moins à charge à la République. Par le bon exemple et les principes qu'il a toujours manifestés, il a contribué à maintenir l'ordre, la paix et la tranquillité que nous avons eu la satisfaction de voir régner dans cette maison de détention. » (21 novembre 1794).

M. de Romain était de retour à Angers depuis plusieurs mois, quand, le 30 juillet 1795, il adressa au district de Saumur un rapport que nous reproduisons *in extenso* :

« Le citoyen René-Marie Romain, domicilié de la commune de Savennières, âgé de 68 ans, ayant eu le malheur de se trouver mis en état d'arrestation, le 17 vendémiaire de l'an II (8 octobre 1793), simplement pour cause de sûreté générale, et conduit de maisons de détention en maisons de détention jusqu'à Chartres, où il a été détenu pendant sept mois dans la maison des ci-devant Jacobins, vous expose qu'il avait une habitation, nommée la Samsonnière, à Saint-Georges-des-Sept-Voies. Elle était meublée de façon à pouvoir y trouver tout son

nécessaire, lorsque ses affaires l'appelaient dans cette commune. Dès qu'il eut été instruit que la Convention avait rendu le 18 thermidor (5 août 1794) un décret qui obligeait les Comités révolutionnaires à donner des certificats des motifs des arrestations des détenus, il n'eut rien de plus pressé que de faire venir le sien, assuré qu'on avait point eu de vrai motif pour l'arrêter. Il envoya son certificat au Comité de Sûreté générale et de surveillance de la Convention nationale avec une pétition à fin de mise en liberté. Ce Comité, par son arrêté du 2 brumaire an III (23 octobre 1794), la lui accorda et, de plus, ordonna que les scellés seraient levés partout où ils auraient été apposés.

« De Chartres, d'où sa santé altérée par toutes les misères qu'il avait éprouvées dans ses différentes détentions, ne lui permettait pas de revenir, il vous en envoya une copie avec une pétition, afin d'obtenir la levée des scellés qui avaient été mis dans ladite habitation. Mais n'ayant point eu de réponse à sa pétition, qui sans doute s'est trouvée égarée, il apprit, au contraire, avec la plus grande surprise, que les officiers municipaux de Saint-Georges-des-Sept-Voies avaient vendu ses meubles, les blés, tous les matériaux et effets qu'il y avait.

« Quoiqu'il pût se plaindre de cette conduite, il a resté tranquille jusqu'à ce moment. Mais aujourd'hui, de retour dans son domicile, il vient vous supplier d'ordonner la levée des scellés restés apposés à la Samsonnière, ordonner que les officiers municipaux de Saint-Georges-des-Sept-Voies lui remetttront ses meubles, ses blés, matériaux et effets, ou, s'il n'y a pas moyen, du moins le montant des deniers d'une vente qui ne peut que lui être fort préjudiciable, le montant des arrérages de ses fermes qu'ils ont touchés.

« Connaissant l'esprit d'équité qui vous dirige, votre sensibilité pour les infortunés qui, comme moi, se trouvent dans ce moment-ci privés de tout, il ne doute point que vous ne lui accordiez ce qu'il vous demande. » (*Série Q*).

M. de Romain mourut à Savennières le 15 avril 1812. Son fils, Félix de Romain, l'auteur des *Souvenirs d'un officier royaliste*, est décédé à Angers, le 8 mars 1858, âgé de 92 ans.

La Faculté de Théologie d'Angers à la fin du XVIII^e siècle

L'Université d'Angers était composée de quatre Facultés : Droit, Théologie, Médecine et Arts. Nous n'avons à nous occuper que de la Faculté de Théologie.

Le 27 novembre 1790, l'Assemblée nationale votait le fameux décret sur le serment à la constitution civile du clergé, et il fut sanctionné par Louis XVI le 26 décembre : « Tous les ecclésiastiques fonctionnaires publics feront le serment de remplir leurs fonctions avec exactitude, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, et de *maintenir* de tout leur pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi. » L'Université d'Angers déclara qu'elle n'était pas comprise dans ce décret, ce qui fut contredit par le *Journal du département de Maine-et-Loire*, organe de la Société des Amis de la Constitution d'Angers.

Le 22 mars 1791, l'Assemblée constituante vota un nouveau décret, que Louis XVI sanctionna le même jour. Il était ainsi conçu : « Nul agrégé, et, en général, nul individu ne sera appelé à exercer, et nul professeur ne pourra continuer aucune fonction ou remplir aucune place dans les établissements appartenant à l'instruction publique dans tout le royaume, qu'auparavant il n'ait prêté le serment civique; et s'il est ecclésiastique, le serment des fonctionnaires publics ecclésiastiques. » Cette fois-ci il n'y avait plus de doute, et l'Université était bel et bien soumise à la loi du serment.

Dès le 30 mars, le directoire du département arrêta qu'on sommerait de cesser leurs fonctions, parce qu'ils étaient insermentés, M. Touchet, chanoine de Saint-Maurille, et M. Bernier, curé de Saint-Laud, *les deux professeurs de la Faculté de Théologie*, qui en cette qualité étaient fonctionnaires publics et dont l'enseignement (place Saint-Maurice) avait continué jusqu'à ce jour.

On sait que le serment fut solennellement condamné par Pie VI le 13 avril. Aucun des autres docteurs de la Faculté de Théologie qui résidaient à Angers, ne le fit. Voici leurs noms : MM. Robin, curé de Saint-Pierre, *doyen*, Mahier, Ribay, chanoine de la Trinité, Boumard, chanoine de Saint-Laud, du Tremblier de Chauvigny, chanoine de la cathédrale, Boumard, curé de Sainte-Croix, Tremblay, chanoine de Saint-Martin,

syndic, Barat, chanoine de Saint-Martin, Guillon, chanoine de la cathédrale, Maumousseau, chanoine honoraire de Saint-Pierre, Waillant, chanoine de la cathédrale, dom Mancel, prieur de l'abbaye Saint-Aubin, Turmeau, directeur du séminaire, Béguyer du Marais, chanoine de la cathédrale, Lenoir, chanoine de la cathédrale, Frontault, curé de Saint-Aubin des Ponts-de-Cé, et Tardif, vicaire à la Trinité.

L'abbé Bernier, curé de Saint-Laud, poursuivi avec acharnement par les patriotes d'Angers, dont il était devenu la « bête noire », fut obligé de se cacher dès le 17 avril 1791, et l'ancien professeur de la Faculté de Théologie ne reparut plus. Quant à son collègue, M. Touchet, il continua d'habiter rue de la Chartre Saint-Maurille, dans sa maison canoniale devenue propriété de la nation, et le 17 juin 1792 il fut traîtreusement emprisonné au Séminaire (*rue du Musée*), en même temps que les autres ecclésiastiques non assermentés.

Quelques semaines après son internement, le 12 juillet, M. Touchet écrivit au directoire du district d'Angers la lettre suivante, qui nous donne d'intéressants détails sur la Faculté de Théologie :

« Quoique j'aie continué l'enseignement de théologie pendant près des deux tiers de l'année 1791, ayant commencé, suivant la coutume, au mois de novembre 1790 et n'ayant cessé qu'aux environs de Pâques 1791, en conséquence de la sommation qui me fut faite par les ordres de M. le procureur général syndic du département, cependant je n'ai rien perçu jusqu'ici des honoraires qui m'étaient dus pour cette année 1791. — Je me crois d'autant plus autorisé à réclamer ces honoraires que, prévoyant tous les désagréments auxquels la cessation des études et le changement de régime allaient m'exposer, je n'avais consenti d'accepter la charge de l'enseignement pour 1791, qu'à raison de l'impossibilité où était la Faculté de trouver quelqu'un qui voulût me remplacer dans la circonstance; et je ne m'étais déterminé à le continuer jusqu'à la sortie du Séminaire, que d'après l'invitation formelle qui m'en fut faite par M. le maire, M. le procureur-syndic et plusieurs autres membres du district, et l'assurance la plus positive, qui me fut alors donnée par eux, que mes émoluments me seraient payés comme par le passé, soit par la Faculté, soit par le district. — L'espérance où j'avais toujours été d'être payé pour 1791 par la Faculté, m'avait empêché jusqu'ici de présenter aucune requête à cet égard; mais les biens spécialement affectés au paiement des professeurs ayant été vendus et les autres revenus de la Faculté ayant été

saïsis dès 1791, je ne puis plus m'adresser à elle pour les honoraires de cette année. — Les revenus des deux professeurs consistaient dans le temporel des chapelles réunies à la Faculté se montant à 1.923 livres, suivant l'état ci-joint; dans 300 livres payées par la chambre ecclésiastique d'Angers; dans leur part et portion des autres revenus dépendants de la Faculté, lesquels revenus se partageaient chacun an par égale portion entre tous les docteurs résidant en cette ville. — Ayant continué mes leçons pendant près de six mois et environ les deux tiers de l'année académique 1791, je crois avoir droit à la plus grande partie des honoraires de cette année; d'autant plus que les six premiers mois sont les plus pénibles de toute l'année, et qu'aucune loi n'ayant obligé les professeurs de continuer leurs leçons jusqu'au mois d'août, il leur était libre de les interrompre dès le 20 juin, ainsi que le pratiquaient mes prédécesseurs. Ces deux derniers mois, d'ailleurs, étaient presque tous occupés par les examens et la thèse de licence. » (*Archives départementales, série Q.*)

Les biens et revenus de la Faculté de Théologie consistaient en biens de campagne, en rentes hypothécaires et en gagnages. Voici les renseignements fournis à ce sujet par M. Touchet :

« Les *biens de campagne* consistaient dans le temporel de la chapelle Saint Julien, paroisse d'Andard, affermé 140 livres; dans le temporel de la chapelle de Saint-Jean d'Aubance, paroisse de Saint-Lezin, affermé 500 livres; dans le temporel de la chapelle de Racapé, paroisse de Saint-Léonard de Chemillé, affermé 600 livres; dans le temporel de la chapelle de l'Aumône, fondée dans la paroisse de Saint-Léonard de Chemillé, estimé 600 livres; dans un trait de dime dépendante de cette même chapelle de l'Aumône, en la paroisse de Joué, affermée 80 livres; dans le cinquième de la métairie des Noues, appartenant à l'Université, sise paroisse d'Avrillé, soit 200 livres. — Les *rentes hypothécaires* consistaient dans la somme de 120 livres dues à la Faculté par les Pères de l'Oratoire; 240 livres dues par le clergé de France; 125 livres dues par l'hôtel de ville d'Angers; 150 livres dues par les Bénédictins de Saint-Florent-le-Vieil; 300 livres dues par la chambre ecclésiastique d'Angers; 60 livres par le chapitre de Saint Laud; 15 livres dues par M. Dubuat; 10 livres dues sur une maison nommée la Côte de Baleine, sise paroisse Saint-Maurice; 40 livres dues par le chapitre de la cathédrale. — Les *gagnages* consistaient dans le produit des consignations pour les doc-

torances, les licences, thèses, principes, degrés, examens, etc. Ils étaient partagés chacun an par égale portion entre tous les docteurs, et ils montaient année commune à 1.200 livres. »

Le total général des revenus de la Faculté de Théologie était donc de 4.380 livres.

Aucune réponse ne fut faite à M. Touchet, qui dut partir pour la déportation en Espagne le 12 septembre 1792.

C'est la loi du 15 septembre 1793 qui détruisit légalement la Faculté de Théologie : « Les collèges de plein exercice et les Facultés de Théologie, de Médecine, des Arts et de Droit sont supprimés sur toute la surface de la République. » Ainsi s'écroula, sous le souffle d'une implacable Révolution, la célèbre Faculté de Théologie d'Angers, dont le P. d'Avrigny avait dit qu'il n'y en avait pas dont la foi fût plus pure ni qui eût été plus constamment attachée à l'Eglise et au centre de l'unité. Elle avait été créée par Eugène IV en 1432, et confirmée par lettres patentes de Charles VII, datées d'Amboise, au mois de mai 1433.

Il fallut attendre presque un siècle pour que la ville d'Angers pût reconquérir, grâce à l'initiative de M^r Freppel, son ancienne Faculté de Théologie. Elle a été inaugurée le 14 décembre 1879.

Le district de Vihiers (1791-92)

Le district de Vihiers, qui subsista de 1790 à 1795, comprenant les sept cantons de Brissac, Chanzeaux, Coron, Martigné-Briant, Passavant, Thouarcé et Vihiers. Le procès-verbal de la séance tenue, le 16 octobre 1791, par le conseil général du district de Vihiers nous fait connaître quelle était à cette époque la situation politique et religieuse de ce district. (Il faut se rappeler que le Pape avait condamné solennellement le serment demandé aux ecclésiastiques, par son Bref du 13 avril 1791 ; les nombreux insermentés avaient été remplacés en mai 1791 par des jureurs ou intrus ; l'administration du district persécutait violemment les prêtres non assermentés, traités de réfractaires et de fanatiques).

Les principes que les *prêtres fanatiques* s'efforcent plus que jamais d'insinuer dans l'esprit du peuple, occasionnent les troubles les plus violents dans plusieurs paroisses du district,

où les ci-devant curés sont encore résidents. Ces réfractaires, par leurs propos alarmants pour le peuple crédule sur le sort de la religion, ne cessent de le provoquer à des excès contre les curés constitutionnels, les officiers municipaux et les citoyens dont le civisme leur est connu. Ces instigateurs, perturbateurs du repos et des consciences de leurs prosélytes, parviendraient malheureusement à les exciter à des excès fâcheux contre les révolutionnaires, s'ils restaient encore du temps dans les paroisses où ils étaient fonctionnaires publics, par l'ascendant qu'ils ont sur l'esprit du peuple. Déjà plusieurs curés constitutionnels tout récemment installés ont essuyé, à l'instigation des réfractaires, des insultes et des menaces, même en faisant leurs offices ecclésiastiques, ainsi que les officiers municipaux de quelques paroisses, qui ont été menacés de la perte de la vie s'ils continuaient davantage leurs fonctions. Telles sont les suites des principes de ces Messieurs réfractaires, qui ne tendent à rien moins qu'à soulever le peuple trompé par leurs propos empoisonnés du fiel de l'animosité contre les révolutionnaires. Pour ramener à l'état de tranquillité tous les citoyens des paroisses dont le repos est absolument troublé, le conseil du district de Vihiers supplie les administrateurs du département de Maine-et-Loire de solliciter les autorités les plus promptes à l'effet de contraindre les ci-devant curés réfractaires à évacuer les paroisses où ils étaient fonctionnaires publics (Ce fut l'objet de l'arrêté départemental du 1^{er} février 1792).

Dans toutes les paroisses où les curés ont été remplacés, les *sacristains* ont déserté et abandonné leurs fonctions. Consulté par ces curés, le directoire du district les a autorisés à en chercher et à en choisir, qui par leur patriotisme et leur bonne volonté se prêtassent au besoin du service public. Ces curés en ont trouvé, mais quels seront les appointements de ces officiers ? Dans plusieurs paroisses où les curés ont choisi des sacristains qui les aident et les accompagnent dans toutes leurs fonctions, les municipalités mécontentes se proposent d'en nommer d'autres, prétendant que ce choix leur appartient. Après avoir rassasié d'ignominies les nouveaux curés, après leur avoir fait éprouver les plus mauvais traitements, ces municipalités ne cherchent aujourd'hui à exercer le droit de nommer des sacristains que pour associer aux curés constitutionnels des gens qui les tourmentent et les contrarient journellement. Quelle confiance peut avoir un nouveau curé dans un sacristain nommé par une municipalité aristocrate, qui le premier contrarie ses fonctions les plus nécessaires, qui, comme celui de Saint-

Hilaire-du-Bois, vient sonner la messe, allume les cierges et court à toutes jambes à la porte de l'église, où il ne rentre qu'après la messe pour éteindre les cierges ? Ce n'est pas avec de pareilles dispositions qu'il faut accepter et exercer de pareilles fonctions. Un tel sacristain appelé la nuit pour accompagner le curé auprès d'un malade, ou ne l'y accompagnera pas ou ne le fera que pour augmenter le nombre de ceux qu'il trouvera disposés à lui faire outrage. Dans ces circonstances, on doit confirmer et maintenir le choix fait par les nouveaux curés.

Dans tous les temps, le Gouvernement s'est occupé à faire donner à la jeunesse de l'un et de l'autre sexe des instructions conformes à ses principes. Le Corps Législatif a décrété qu'il serait présenté et adopté un plan général d'éducation commune à tous les citoyens, gratuite pour les enseignements indispensables, par établissements graduellement distribués et combinés avec la division du royaume. En conséquence, il y a tout lieu de croire qu'il sera établi dans chaque ville de district une maison d'éducation. La ville de Vihiers se trouve placée on ne peut plus avantageusement pour avoir un de ces nouveaux établissements ; elle est éloignée de huit lieues d'Angers, autant de Saumur, et six de Cholet, placée au milieu du territoire de son district, dans lequel il n'existe aucune autre ville ; elle a dans son enceinte une église supprimée, une cure supérieurement bâtie, placée dans un bon air, propre à faire un *collège* et un pensionnat à peu de frais. Les pères de famille des environs attendent avec impatience l'établissement d'une maison d'éducation à leur proximité pour y placer leurs enfants, afin de leur procurer les sentiments qui doivent animer tous les Français et qui ne peuvent se propager que par l'établissement des écoles publiques, où on n'enseignera que sous la même forme donnée par le Gouvernement. On ne saurait donc trop s'occuper de ces établissements publics. — Il est également intéressant de réformer les abus qui règnent dans les campagnes. *Dans toutes les paroisses, il s'est établi des maîtres et maîtresses d'écoles, dont les principes sont entièrement constitutionnels.* Plusieurs municipalités ont cherché à réformer ces abus, mais ce n'est qu'une réforme partielle et imparfaite. Nous croyons qu'il serait intéressant d'établir provisoirement dans chaque canton un maître et une maîtresse d'école dont la conduite et les sentiments fussent reconnus constitutionnels pour apprendre à lire et à écrire aux jeunes personnes de l'un et de l'autre sexe, les élever dans les principes de la nouvelle

Constitution, gratuitement aux pauvres munis d'un certificat de la municipalité, qu'il fût fait défense aux anciens maîtres et anciennes maîtresses d'écoles en titre et à tous autres d'enseigner la jeunesse, qu'au préalable ils ne soient autorisés par écrit, après avoir prêté le serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi et de n'enseigner que conformément à la nouvelle Constitution. Nous croyons qu'on pourrait réunir le revenu des différentes écoles du même canton, en cas qu'il y en ait de fondées, pour en former une masse générale et la division entre le maître et la maîtresse d'école qui seraient établis au canton. Nous croyons également intéressant, en attendant le nouvel établissement, d'enjoindre aux maîtres et maîtresses d'écoles actuellement en exercice de prêter le serment ci-dessus devant la municipalité du canton ou de cesser leurs fonctions, et en ce cas permettre aux municipalités d'en nommer d'autres provisoirement. (Le serment avait été imposé le 26 décembre 1790 aux ecclésiastiques et le 22 mars 1791 aux professeurs).

Les personnes et les propriétés sont sous la protection de tous les corps administratifs, mais ces derniers ont besoin d'être secondés par les gardes nationales, les troupes de ligne et la gendarmerie. Les troupes de ligne ont reçu des ordres pour se rendre sur les frontières, les gardes nationales se sont réunies pour former des corps particuliers qui se rendent aux lieux qui leur sont indiqués. La gendarmerie ancienne reste seule pour procurer des secours à ceux qui les requièrent. On attend avec impatience l'établissement de la gendarmerie suivant le nouvel ordre décrété par l'Assemblée Nationale. Cet établissement rappellerait l'ordre et la tranquillité que les ennemis du bien public cherchent continuellement à troubler. *La suppression des communautés religieuses, la réduction du revenu des curés, l'émigration des ci-devant nobles ont diminué et presque fait cesser les charités, seules ressources pour les misérables.* Les contestations particulières, les différentes façons de penser sur les affaires du temps ne donneraient aucune inquiétude, s'il ne se commettait journellement des assassinats et des incendies contre les personnes, suite naturelle de la misère ou des mauvaises suggestions des ennemis du bien public (*Archives de Maine-et-Loire*).

Le 5 novembre 1792, le directoire du district de Vihiers présenta au conseil général du même district un « Compte de gestion » dans lequel nous lisons ce qui suit :

Les ornements et le mobilier des églises supprimées (par le décret du 19 octobre 1791) devaient être vendus. Il n'existait

dans le district de Vihiers aucune communauté d'hommes ni de femmes. Le chapitre de Martigné-Briant seul s'y trouvait compris ; mais comme le service de la paroisse se faisait dans la même église et que les ornements servaient aux deux offices, canonical et paroissial, la suppression du chapitre n'a donné lieu à aucune vente de mobilier, demeuré pour la paroisse. Il en a été de même à Cernusson réuni à Montilliers, à la Fosse réunie à Tigné, à Passavant et à la Lande réunis à Nueil, à Saint-Ellier réuni à Charcé, à Quincé réuni à Brissac, à Luigné réuni à Saulgé.

Le 30 décembre 1791, les 26 février et 11 avril 1792, le directoire a fait passer à la fonderie de Saumur les *cloches* et les cuivres des églises supprimées ; les cloches étaient au nombre de 24. L'*argenterie* des églises supprimées a été envoyée au district d'Angers les 14 janvier et 24 avril 1792.

La fontaine de *Jouannettes*, renommée au loin par la salubrité de ses eaux, devenue fameuse par le concours des malades qui de toutes les parties de la République accourent y puiser la santé, méritait les plus grands soins. Il existait des réparations intéressantes à y faire : le directoire du district présenta une pétition au département, qui, le 28 juin 1791, l'autorisa à employer à ces réfections 600 livres.

Il existe trois *hospitaux* dans le district de Vihiers : Coron, Gonnord et Martigné-Briant.

Le district de Vihiers est coupé dans sa largeur par le *Layon*. Une Compagnie se fit autoriser, par arrêt du Conseil du 17 août 1774, à rendre ce canal navigable, depuis Saint-Georges-Châtelaison jusqu'à son embouchure dans la Loire, à Chalonnes ; elle obtint en conséquence un privilège exclusif de la navigation sur ce canal pendant quarante ans. Ce privilège fut étendu à soixante années, par lettres-patentes du 25 juillet 1776. Les ouvrages indiqués pour la perfection de ce canal et sa navigation sont achevés dans toute sa longueur. Les commissaires sont autorisés à percevoir, pour raison de la navigation, 15 deniers par lieue de 2.400 toises, pour chaque quintal de toutes les marchandises et denrées, telles que fers, merceries, épiceries, grains, vins, chanvres, foin, pailles, charbon de terre et de bois, et autres de cette nature ; 20 deniers aussi par lieue, et pour chaque quintal de marchandises fragiles, telles que glaces, porcelaines, faïence et autres de ce genre ; enfin 9 deniers par quintal et par lieue, sur tous métaux, tels que bois, pierre, chaux, tuile, ardoise, et autres de même espèce. Et au moyen de cette perception, les concessionnaires demeurèrent garants et respon-

sables de ces denrées et marchandises, et de toutes pertes, dommages et avaries, suivant la coutume de la navigation.

Les lettres-patentes de 1776 portent que les communications de bourg à bourg seront conservées ; qu'il sera fait des gués pour ces communications, et dans le cas où ces gués ne suffiraient pas, qu'il y sera construit, aux frais des concessionnaires, des ponts en maçonnerie ou en charpente pour le passage public. Il est à croire que, d'après une disposition aussi précise, les concessionnaires ne se refuseront pas plus longtemps à remplir une obligation aussi importante, que les réclamations des communes de Martigné-Briand, Tigné et autres circonvoisines seront enfin écoutées, et qu'il sera construit un pont au passage périlleux de la Roirie, afin qu'en tous les temps la communication entre ces bourgs soit établie. Le sieur Pauly a proposé au département de céder son privilège de navigation du Layon ; mais il est intéressant que ce particulier remplisse préalablement ses obligations.

Vial, procureur général syndic de Maine-et-Loire

Né à Cipières (Var) le 18 novembre 1742, Jean-Antoine Vial devint successivement membre du Conseil général du département de Maine-et-Loire (21 novembre 1792-1^{er} janvier 1793), maître de Chalonnnes-sur-Loire (1^{er} janvier-20 juillet 1793), membre du Comité révolutionnaire d'Angers (20 juillet-11 octobre 1793), procureur général syndic du département de Maine-et-Loire (11 octobre-13 décembre 1793). Arrêté le 19 avril 1794, à Baugé, transféré à la prison du château d'Angers le 24 avril, il fut renvoyé le 5 juin devant le tribunal révolutionnaire de Paris, qui l'acquitta le 20 octobre.

Etienne-Michel Myionnet, juge de paix du 2^e arrondissement d'Angers, ayant reçu des dénonciations contre Vial, le fit arrêter le 15 mai 1795. De la prison du château d'Angers, il fut le 1^{er} juin transféré à la prison nationale, place des Halles. Son procès n'était pas encore terminé quand l'amnistie générale du 26 octobre de la même année le remit en liberté et cette fois définitivement. Il mourut à Angers le 21 mars 1811, détesté de tous les partis.

Nous allons publier les différentes dépositions faites devant

le juge de paix Myionnet, depuis le 24 avril jusqu'au 14 mai 1795, et qui furent la cause de la seconde arrestation de Vial (Archives de Maine-et-Loire, série L).

Déposition de Charles-Jean Brouillet. — Quelques jours avant l'évacuation de Chalonnes (22 mars 1793), Vial avait fait sauver sa femme, son ménage et autres effets, excepté les gros meubles, en la ferme du Petit-Port-Girault, dans l'île de Chalonnes, qu'il avait achetée à la Nation. Lors de l'évacuation, il laissa ses armes entre les mains des brigands (Vendéens), ainsi que ses chevaux. Quand les brigands eurent évacué Chalonnes, le reste des effets de Vial a été amené à Angers par Chamaillé, voiturier par eau. L'argenterie trouvée chez Vial par les brigands appartenait au citoyen Henriette ; cette argenterie a été déposée chez la veuve Brouillet, par ordre de Bonchamps, pour être remise à Henriette.

Quand Vial fut nommé maire, il alla dans la métairie de la Turpinière enlever du grain pour plus de 2.000 livres. Il a été partagé entre Vial, Henriette, Pelletier et Mairault, membres de la municipalité. Ils ont donné à la municipalité un billet de 500 livres chacun.

Vial ayant obtenu des secours pour les habitants de Chalonnes, nombre de pauvres personnes sont venues se plaindre à moi de n'avoir rien reçu. Je n'ai aucune connaissance de l'emploi de ces fonds.

Trois mois avant l'arrivée des brigands à Chalonnes, Dieusie et Bichet furent nommés commissaires par les membres du Département pour diriger la grande route de Chalonnes à Chemillé. Ils vinrent accompagnés de Moreau et Goujet, arpenteurs. Arrivés à Chalonnes, ils furent écrasés de sottises par Vial, qui leur dit qu'ils étaient des coquins et qu'il les ferait guillotiner. Il a répété plus de 200 fois ces propos à tous les habitants de Chalonnes. Après l'évacuation, Vial se rendit à Angers, où plusieurs Chalonnais lui firent des reproches sanglants, lui dirent qu'il était un scélérat et la cause de toutes leurs pertes.

Depuis, Vial se fit jour auprès du Département, où il obtint une carte d'entrée. Peu de temps après, il dit aux administrateurs, qui riaient en le voyant : *Vous vous moquez de moi, mais soyez sûrs que je vous ferai tous guillotiner.* Un jour, j'étais dans la chambre municipale à Angers ; Vial dit que le district et la municipalité étaient tous des coquins, qu'ils seraient tous guillotines ; il ajouta que si je ne quittais pas ma place, il me ferait aussi passer à la petite fenêtre, attendu qu'il ne voulait pas qu'on occupât une place à Angers donnée par un autre que

par lui, qu'il allait faire guillotiner Lagoublaie, parce qu'il m'avait donné une place dans les charrois. Effectivement, quelques jours après, il fut chez le commissaire des guerres me dénoncer pour tâcher de me faire perdre ma place (le commissaire Tapiel avait pour secrétaire mon beau-frère).

La femme Vial et ses enfants, un an avant la Révolution, ne vivaient que de la bonne grâce de différents habitants de Chalonnnes, entre autres la citoyenne Martin, la veuve Huet, qui ont été les premières personnes de cette commune à être incarcérées.

On ne connaît présentement aucun bien à Vial, excepté celui qui est à Chalonnnes, qui lui vient de sa femme, héritière d'une très modique fortune, et le bien qu'il a acheté à la Nation. Il a épousé cette femme en Amérique. Il repassa en France, avec peu de fortune, tellement qu'il fut à Paris acheter des affaires ; il y a embrassé la cause de la succession Chauveau à Chalonnnes et celle des citoyens Jacques, négociants à Nantes, qui ont été les sources de toute sa fortune.

Vial ayant connaissance qu'on nommait des députés pour aller à Paris, fit convoquer par ses agents à Savennières une assemblée de tous les Chalonnais. Là, il leur dit qu'il fallait nommer un député pour aller à Paris. Partie des Chalonnais assemblés acceptèrent sa proposition, et d'un commun accord choisirent pour député le citoyen Bellanger, qui avait leur confiance entière. Mais Bellanger refusant la commission, Vial lui dit : *Acceptez. Il en faut deux. J'irai avec vous.* Auparavant il avait dit qu'il n'en fallait qu'un. A quoi Bellanger répondit qu'un député serait suffisant, que lui Vial pouvait aller seul. Prenant ces paroles pour une nomination, Vial accepta et donna de suite 18 livres pour payer à boire, en disant : *Voyez comme ces braves Chalonnais ont confiance en moi.* De suite, il fit rédiger le procès-verbal et partit pour Paris.

Vial obtint une place au Comité révolutionnaire d'Angers et commença par faire incarcérer tous ceux qui n'avaient pas été de son parti, puis les membres du Département (6 octobre 1793), de la place desquels il s'est poillé ensuite.

Lors de la levée en masse (septembre 1793), Vial l'organisa de concert avec Duhoux, à qui il abandonna la gauche, pendant qu'il prenait la droite. Dans la route suivie par son armée, Vial eut des réclamations de plusieurs indigents. Pour toute solution, il répondit à tous que quiconque n'avait pas de pain méritait la guillotine ; que, de plus, ils pouvaient aller à Chalonnnes manger la terre de son lieu des Frénais. Cet article a été

déposé, avec d'autres, lors du procès de Vial à Paris (octobre 1794), par le nommé Puissant et autres de l'armée.

Après la sortie des brigands de la Vendée, lors de leur passage à Varades (18 octobre 1793), Vial vint à Chalonnes, muni d'une large médaille, à la tête d'une colonne, qu'il commandait plutôt que le général. Partout où il a passé, il a fait arrêter et incarcérer tous les honnêtes gens qu'il connaissait pour ne pas être de son parti ; il en a fait mourir la majeure partie ; la moitié de ce qui restait est morte dans les prisons, et enfin les autres sont actuellement à Angers et peuvent certifier le fait.

J'ai vu une lettre écrite par la Commission Militaire alors à Doué pour faire élargir les innocents. J'obtins de faire remettre quelques Chalonnais à la citadelle au lieu de la prison nationale, où la peste régnait. Avant de répondre à cette lettre, la municipalité de Chalonnes demanda à Vial son avis. Il dit qu'on n'eût pas le malheur de faire élargir un seul des détenus qu'il avait incarcérés, sinon il ferait fusiller tous ceux qui les réclameraient. Cependant parmi tous ces détenus il y avait des hommes d'un très grand âge, entre autres Harpin, menuisier, Hérain, serger, Boisteau, métayer, tous les trois de 75 à 78 ans, et des fermiers comme Plumegeau. Par ce moyen, le plus grand nombre (plus de 200) des communes environnant Chalonnes n'étant point réclamés et encombrant les prisons, en ont été les victimes.

Ayant été connu par toutes ces trames odieuses et se voyant honni de tout le monde, Vial vint se réfugier à Chalonnes parmi ses agents municipaux, où il empêcha la fin de la guerre de Vendée, en faisant fusiller ou en envoyant faire fusiller à Angers, de concert avec la municipalité, tous les braves laboureurs qui venaient rendre les armes et reconnaître leurs erreurs. Huit cents brigands firent dire par deux meuniers, leurs chefs, nommés Gallard et Humeau, de la Delière (Saint-Laurent-de-la-Plaine), qu'ils allaient se rendre de suite si on leur promettait la vie sauve ; mais ces deux chefs ayant été mis à mort, les brigands, au lieu de se rendre, se réunirent en force, vinrent attaquer Chalonnes, contraignirent les habitants à évacuer cette ville et à se retirer dans l'île (20 février 1794). Là, un nommé Tresneau, métayer au Petit-Montaigu, vint se rendre, mais on le fusilla, quoiqu'il fût père de sept enfants : un autre, nommé Dailleux, à qui ils promettaient grâce s'il voulait leur déclarer tout ce qui était dans la Vendée et qui en effet donna beaucoup de renseignements, fut néanmoins mis à mort par leurs ordres.

Ils firent ensuite incarcérer au moins 200 personnes, femmes et enfants, réfugiés comme eux dans l'île ou y habitant ; la majeure partie a été mise à mort, notamment Drouet de Grassigny, ci-devant curé d'Azé, près Châteaugontier, prêtre assermenté, qui avait 6.000 livres de rente à Chalonnes et qui est mort dans les prisons d'Angers (20 juin 1794). Au fur et à mesure de l'incarcération de ces personnes, ils faisaient transférer le reste des meubles et effets qui n'étaient pas pillés. J'en ai eu parfaite connaissance, aussi bien que de l'intelligence qui existait entre les agents de Vial et les pillards.

Vial a dit publiquement, et à la municipalité de Chalonnes et à moi, qu'il présentait et faisait signer à Francastel la nomination aux différentes fonctions publiques, et qu'il obtenait de lui tout ce qu'il voulait.

Vial était présent et a fait ordonner lui-même la fusillade de Tresneau et de Dailleux.

Toutes ces horreurs journalières dans l'île de Chalonnes furent le plus puissant prétexte qui força Bastard, fermier de Désert, et Jean Cady, fermier de l'Onglée, à abandonner tous leurs bestiaux pour éviter ces vexations, ce qui entraîna plusieurs des réfugiés eux-mêmes à passer parmi les brigands.

Pendant tout ce règne de sang, j'ai eu connaissance, étant officier public, de tous ces décès, et du genre de mort. J'en ai tenu enregistrement sur des registres secrets et particuliers, mais je n'en faisais pas enregistrement public, de crainte d'être fusillé par eux, à cause de l'inimitié qu'ils m'ont portée, à la connaissance de tout le monde.

Pierre Pasquier, dit Boussard, demeurant faubourg Saint-Michel, a connaissance des faits que je viens d'énoncer, particulièrement des pillages de grains et fourrages, de la fusillade de Gallard, Humeau, Dailleux et Tresneau. Comme témoins d'une partie de ces faits, il y a encore Mathurin Boumier, cloutier, rue de la Poissonnerie, et Marchand, laboureur.

La femme Grosneau, de la Route-au-Loup, Thuleau, du Bordage, avec d'autres femmes enceintes, fermières à la tête de l'île, furent élargies fort peu de temps après leur incarcération, mais elles trouvèrent leurs habitations vides d'effets. François Métivier, Bureau, Malineau, etc., de Chalonnes, voituriers par eau, ont parfaite connaissance de ces pillages et transports prématurés d'effets, qui ont été exécutés en une quantité prodigieuse de ménages.

Jean Aubry, administrateur du district d'Angers, ancien membre du Comité révolutionnaire. — Vial m'a dit nombre de

fois que j'étais un modéré et qu'il ne dépendait que de lui de me faire passer par la porte ou la fenêtre. C'est lui qui a appris au Comité révolutionnaire d'Angers ce que c'était que le fédéralisme. Il se chargea lui seul et se réserva la connaissance de toute cette affaire. Lorsque nous lui en demandions communication, il nous disait que nous étions des enfants, que nous ne connaissions pas cela, que nous étions des modérés. Vial est le principal auteur du mouvement que le Comité a exercé contre les prétendus fédéralistes. Il répétait que Mamert-Coullion était un aristocrate, qu'il avait été peu favorable aux habitants et à la municipalité de Chalonnes parce qu'ils étaient patriotes, et ce à raison de différentes demandes pécuniaires formées en leur nom.

Maillocheau. — En septembre 1793, Couraudin, Brevet et moi fûmes arrêtés par ordre du Comité révolutionnaire. Les différents membres de ce Comité qui venaient à la citadelle, nous disaient qu'ils ne savaient pas les raisons pour lesquelles nous avions été arrêtés, que Vial seul était saisi de cette affaire, qu'il ne leur en donnait aucune connaissance, que tous les papiers étaient renfermés sous clef par Vial.

Mamert-Coullion. — Je ne sais pas la raison pour laquelle j'ai été incarcéré. Mais je me doute de Vial, à qui j'avais refusé, du temps de mon administration au département, de consentir des fonds pour les habitants de Chalonnes, jusqu'à ce qu'il eût apuré ses comptes d'une première somme de 1.500 livres donnée pour le même objet, et à l'appui de laquelle il ne présentait aucun bordereau. Je ne peux également connaître les raisons pour lesquelles plusieurs de mes anciens collègues ont été arrêtés ; mais Vial avait contre eux tous en particulier des inimitiés particulières.

Brichet. — Je ne peux avoir été désigné que par Vial, qui m'en voulait beaucoup. Etant en détention avec Dieusie et s'expliquant avec moi sur les causes de son arrestation, Dieusie m'a dit qu'il croyait que Vial en était le principal auteur.

Claude-Augustin Fourmond. — Au commencement d'octobre 1793, les colonnes républicaines, ayant à leur tête Vial, s'emparèrent de Montjean, dont elles furent obligées de sortir et où elles ne restèrent qu'une demi-journée, étant alors harcelées par les rebelles de la Vendée. Je faisais alors partie de ces derniers. Arrivé avec eux à Montjean, j'appris par des femmes de cette commune que le feu qu'on voyait dans les écuries du château de Montjean et où il y avait beaucoup de foin, avait

été mis par les ordres de Vial. Ayant vu dans les écuries les ossements fumants de deux vaches, j'appris de ces mêmes femmes que les militaires avaient demandé à Vial de les ramener, et qu'il s'y était opposé en disant que ces vaches seraient meilleures rôties.

Françoise-Cécile Delorme, femme du précédent. — Arrêtée le 25 octobre 1793, en ma maison, au bourg de Rochefort, je vis le pillage s'exécuter chez moi par les militaires. Maîtres des clefs des armoires, ils cherchaient et prenaient des serviettes et ce sous les yeux de Vial ; le domestique de ce dernier s'empara des bottes et des gants de mon mari. Vial me dit que les scellés allaient être mis, mais je ne les ai pas vu mettre, et ne sais à quelle époque ils ont été apposés. Lors de mon arrestation, j'appris des militaires que cinq cultivateurs de Mozé, dont l'un âgé de 77 ans, avaient été fusillés par eux, en conséquence des ordres de Vial, et ce la veille de leur arrivée à Rochefort.

Jean Lefaure, membre du Conseil général de la commune d'Angers. — Etant allé au département pour demander des charrettes à Vial, procureur général syndic, il me dit entre autres choses : « Je casserai cette municipalité ». Lui ayant demandé de quel droit et quelle autorité était la sienne, Vial baissa d'un ton et s'excusa sur sa vivacité. Bardou, alors officier municipal, était présent.

Jacques Delaunay, capitaine au bataillon soldé. — J'ai séjourné 15 mois à Chalonnnes. Au commencement de notre mission, nous étions sous les ordres de Lefebvre, nommé commissaire par le représentant Francastel. Par ses ordres, nous avons fait plusieurs enlèvements de grains ; les forces qui accompagnaient les voitures n'étant pas suffisantes pour faire face aux rebelles, nous avons perdu beaucoup d'hommes ; Béguyer, alors mon capitaine, y a été blessé. J'ai vu à Chalonnnes Vial, procureur général syndic, à qui j'ai observé plusieurs fois qu'il n'avait pas à donner des ordres, qu'il n'était pas à son poste, que le commissaire Lefebvre devait seul en donner. Je crois me rappeler que, par ordre de Lefebvre et de la municipalité de Chalonnnes, Gallard, Humeau et autres rebelles Vendéens ont été fusillés, mais je ne me souviens pas s'ils s'étaient rendus à Chalonnnes même et s'ils déclaraient être à la tête de plusieurs autres brigands qui proposaient de se rendre. Un jour, ayant eu beaucoup de peine dans l'exécution d'un ordre d'enlèvement de grains, je fis des reproches à

Lefebvre de nous avoir envoyés à deux lieues de Chalonnes, dans la commune de Sainte-Christine : le commissaire rejeta cet ordre sur Vial. Etant presque toujours à l'extrémité de l'île de Chalonnes, vis-à-vis Montjean, j'ai seulement connaissance que Plumegeau, cultivateur de ce côté-là, sur le point d'être mis en liberté, eut son mobilier vendu. La municipalité de Chalonnes consommait du vin à profusion. — Je ne sais ce que sont devenus un très grand nombre de bœufs, vaches et moutons, pris par nous en incursion sur le territoire de la Vendée vers le mois de ventôse an II (février-mars 1794). Vial avait promis à la troupe du bataillon soldé de lui donner tant par chaque tête, mais nous n'en avons jamais entendu parler. En ces mêmes temps, Vial voulut former à Chalonnes un bataillon dit de la Montagne, à qui il commença de faire donner, même avant sa formation, les vivres et la viande. Quelques-unes de ces bêtes à cornes ont été consommées par ce prétendu bataillon. Je sais du boucher qu'étant venu présenter au fournisseur de l'armée les bons qu'il avait fournis pour ce bataillon, il fut renvoyé à Vial pour en être payé, ce qui n'a pas été fait.

Renée Mercier, fille de confiance de Lebeau, demeurant dans l'île de Chalonnes. — J'ai entendu dire de différentes personnes à Chalonnes que Vial avait rapporté que Chalonnes n'était habité que par des coquins, qu'il fallait l'évacuer et qu'il repeuplerait cette commune de meilleurs habitants. Ce propos fut tenu vers le commencement de la guerre de Vendée.

Jacques Bureau, marinier à Chalonnes. — Deux ou trois jours avant le siège d'Angers, je fus mandé au département pour réquisition, ayant mon bateau vide. Arrivé là avec Jean Moreau, Jacques Bourgeois, Jarry et Pasquier, tous de Chalonnes, et actuellement en voyage, Vial, procureur général syndic, se mit à dire à un autre homme qui était allé me chercher : « Ah ! c'est un bon bougre, c'est Bureau ! — Eh bien ! me dit-il, que veux-tu faire de cette marchandise, de ces hommes ? (On m'avait dit en arrivant au département que c'était des prêtres). — Les mener en leur endroit, lui répondis-je. — Ils sont bons à faire périr, dit Vial. — Mettez un exécuter dans mon bateau, lui répondis-je. — Je ne veux pas faire cela ». Alors Vial me demanda le prix et estimation de mon bateau, lequel étant monté haut, Vial reprit : « Eh bien ! on te paiera la voiture ». En effet, on embarqua les prêtres (29 novembre 1793). On me donna pour escorter mon bateau trois gendarmes de Paris et un brigadier. Arrivés à la hauteur de Cha-

lonnes, les trois gendarmes éveillent le brigadier, lui disent qu'il est temps de faire le coup. Le brigadier s'y refuse, dit qu'il mettra à exécution les ordres qu'il a, qu'il conduira tout à bord et à sa destination. Les gendarmes s'adressèrent à moi : « Est-ce que tu as peur de faire périr un homme ? bois un coup d'eau-de-vie ! » Cependant les prêtres ont été conduits et arrivèrent à Montjean.

Pierre Gerfault, marinier à Chalonnnes. — Il y a eu à Chalonnnes, un gaspillage de vin considérable. La municipalité n'en manquait pas, qui ne lui coûtait guère. Je ne sais d'où il provenait. — J'ai vu dire à Vial que les Chalonnais étaient des coquins. Longtemps auparavant, il avait dit qu'il voulait voir à Chalonnnes des visages nouveaux.

Marie-Charlotte Chauveau, femme de Joseph-Claude Fleury, domiciliée à Chalonnnes. — Vial était à la tête de la troupe qui arrêtait les différentes personnes. Il est venu me chercher dans mon domicile, et m'a conduite au rendez-vous commun avec beaucoup d'autres femmes. Il faisait le tour de la commune. Il me dit que j'y passerais. Je l'entendis qui disait : « Il faut faire promener par Chalonnnes ces coquines-là ». Les scellés n'ont été apposés sur mes meubles et effets que six semaines après mon incarcération. La nommée Goullet, actuellement ma fille de confiance, ayant plaint les personnes qu'on incarcérait, Vial la mit au rang des détenues et menaça de la faire fusiller. — On était assez tranquille à Chalonnnes avant l'arrivée de Vial en cette commune pour raison de la fête de la Montagne. Mais dès le lendemain les perquisitions recommencèrent, et il y eut même un massacre dans le village de la Grande-Lande, à Saint-Laurent-de-la-Plaine.

Mathurin Leblon, cultivateur, réfugié de l'île de Chalonnnes. — J'ai été en prison à Cholet. A mon retour, je n'ai reçu aucun secours ni de Vial ni d'Henriette ; et cependant j'étais bien dans le cas d'en recevoir, ayant une femme et trois enfants. Vial vint faire les arrestations à la fin de vendémiaire (octobre 1793). Depuis, il était de temps en temps à Chalonnnes. — J'ai vu Dailleux et Tresneau, du Petit-Montaigu, rendus à Chalonnnes, être saisis, arrêtés, incarcérés, conduits à la municipalité et de suite fusillés. Lefebvre et Vial étaient alors à Chalonnnes, ce à la fin de ventôse et au commencement de germinal (mars 1794). Ils ont fait incarcérer plusieurs personnes dans le même temps, et on dépouillait leur ménage de tous leurs effets et marchandises.

Marie Goulet, fille de confiance de la femme Fleury. — Au moment où Vial ordonnait les arrestations des femmes de Chalonnes, j'en marquai ma surprise. Ce propos étant parvenu à Vial, il me fit incarcérer, quoique je fusse patriote. Il dit : « C'est une gueuse, qu'on la prenne, fusillez-la sur-le-champ ! » Je fus ainsi renfermée. Mon père n'obtint que très difficilement ma libération. Vial l'accorda à la longue. Aussi je ne passai qu'une nuit en prison.

Maurille Chaperon. — Toute la municipalité de Chalonnes avait été nommée par Vial, et elle n'était composée que de ses agents. Pour faire piller les maisons, les municipaux mettaient sur les billets de logement le nom de « Monsieur ».

Jacques Béguyer. — Je ne suis entré dans l'île de Chalonnes, à la tête du détachement du bataillon soldé, qu'au mois de pluviôse (janvier-février 1794), et j'y suis resté six semaines à deux mois. Pendant ce temps, il n'a été fusillé que deux hommes pris dans une cheminée à Saint-Laurent-de-la-Plaine ou dans les environs. Lefebvre, alors commissaire, les fit fusiller. Revêtu d'aucun pouvoir, Vial conduisait et dirigeait toute la municipalité de Chalonnes, ainsi que Lefebvre. Un jour, ayant eu consigne de ne laisser passer personne à Chalonnes, un officier municipal se présenta pour aller chercher les bestiaux qui étaient de l'autre côté. Je lui observai qu'il ne passerait pas, à moins de me donner par écrit une décharge de ma consigne. Il s'en retourna vers la municipalité et revint avec Vial. Ce dernier me reprocha de ne pas reconnaître un officier municipal. Je demandai à Vial en vertu de quelle autorité il parlait. Il me répondit, à moi et aux volontaires présents qui ne voulaient pas reconnaître son prétendu pouvoir, qu'il nous ferait guillotiner. La municipalité et Vial buvaient de bons coups ; je ne sais d'où provenait ce vin, qui était consommé avec profusion.

L'acte d'accusation, rédigé le 24 mai 1795, par le juge de paix Myionnet, contre Vial et les autres terroristes, a été publié par l'« Anjou historique » (IV, 503).

Le pillage du château de Jalesnes, à Vernantes (1793)

Charles-Henri-François de Maillé de la Tour-Landry, né le 3 mars 1755, fut officier de cavalerie, colonel du régiment de Royal-Picardie. Le 5 décembre 1780, il épousa Jeanne de Shéridan. On le voit, au mois de mars 1789, assister à la réunion de l'ordre de la noblesse angevine, en vue de nommer des députés aux Etats Généraux.

Le marquis de Maillé habitait Paris, rue Caumartin, quand, le 7 novembre 1792, on mit les scellés à son château de Jalesnes, commune de Vernantes. Une année après, ce fut le pillage.

A la date du 11 décembre 1793, le général Commaire, qui commandait à Saumur, envoya aux officiers municipaux de Vernantes l'ordre que voici : « La municipalité de Vernantes, district de Baugé, est requise, vu l'absence des administrateurs de ce district, de faire lever les scellés apposés dans le ci-devant château de Jalesnes, appartenant à Maillé, et de se concerter avec le citoyen Meunier, aide de camp du général divisionnaire Commaire, « pour faire filer de suite à Saumur les vins, linges, blés et autres effets nécessaires aux malades de l'armée qui pourraient tomber entre les mains des brigands (Vendéens). »

Le 13 décembre, la municipalité alla à Jalesnes, en compagnie de Meunier, pour lever les scellés, et, le lendemain, 12 charrettes furent requises par Meunier pour rendre le mobilier à Saumur. Le 15 décembre, les officiers municipaux mandaient au district de Baugé : « Le général Commaire a donné des ordres pour faire enlever la majeure partie du mobilier du ci-devant château de Jalesnes, situé à Vernantes. Cet ordre a été exécuté. » Meunier revint encore à Jalesnes, le 19 et le 20 décembre.

Le 25 décembre, l'agent *national* près le district de Baugé se rendit à Vernantes. Voici la déposition que lui firent les officiers municipaux :

« Pendant les jours de l'enlèvement des meubles et effets de la maison de Jalesnes par le citoyen Meunier, aide de camp du général Commaire, il a été commis des dilapidations de toutes espèces de meubles ; les serrures ont même été forcées et les portes enfoncées, malgré les représentations réitérées des officiers municipaux. L'aide de camp Meunier distribuait à différents particuliers les meubles qu'il ne voulait pas faire voiturer à Saumur. L'ordre était si peu observé dans cet enlèvement que, malgré que cet aide de camp eût avec lui environ 15 à 20 hommes,

plusieurs particuliers du bourg de Vernantes et des environs s'introduisirent à la maison de Jalesnes et emportèrent différents effets. Lorsque le citoyen Meunier fit faire l'enlèvement des vins en bouteilles de différentes espèces, il dit au commis du secrétaire-greffier de la municipalité : *Je ne veux pas que tu inscrives sur ton procès-verbal les vins que j'emporte; ce sera bon pour faire boire à notre général.* Il en fut de même des liqueurs qui étaient dans la chambre du ci-devant abbé Maillé, en sorte que dans ce procès-verbal il n'est question que de deux paniers de vin de Malaga et plusieurs bouteilles de sirop trouvés dans la chambre de la lingerie. tandis que dans les différentes caves et dans les placards de la maison il y en avait une quantité prodigieuse, que nous avons vu enlever. Meunier nous a engagés à prendre différents effets dont nous nous sommes en effet nantis, mais nous les avons laissés dans une chambre de la maison, et sur-le-champ nous l'avons déclaré au citoyen Macault, homme d'affaires de la maison. Nous n'eûmes l'air d'accepter ces effets que parce que le citoyen Meunier nous dit qu'il avait des ordres pour y faire mettre le feu. Nous remarquâmes même que, quoique le citoyen Meunier eût pris avec lui un serrurier et un menuisier, il brisait lui-même les portes à coups de pied, ainsi que les meubles de bois. » (*Archives de Maine-et-Loire, série Q.*)

Blot, de Vernantes, dit : « Le 30 frimaire (20 décembre), je vins au ci-devant château de Jalesnes et je vis le citoyen Meunier disposer de différents effets qui étaient dans la chambre du ci-devant abbé Maillé. Meunier me dit même : *Prenez ce qui vous fera plaisir*, et il m'offrit une petite boîte rompue, dont la clef était perdue. Voyant qu'on emportait une quantité prodigieuse de livres qui étaient déposés dans une armoire alors renversée par terre, je remarquai qu'il y avait une partie des Œuvres de Voltaire. Je comptai 11 volumes du Théâtre de cet auteur. Cet aide de camp me dit alors : *Puisque vous êtes un amateur, prenez-en ce qu'il vous plaira.* En effet, je pris 6 volumes des Œuvres de Voltaire, savoir les 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, et 24^e volumes ; les cinq volumes suivants furent donnés au citoyen Cholet, commis greffier de la municipalité, qui, ne croyant pas devoir les emporter, les laissa dans la maison. On me donna encore deux petites scies à refendre avec un baromètre et deux volumes des Œuvres de Boileau. J'offre de les réintégrer tous à la première réquisition, n'ayant eu d'autre intention que celle de les sauver du pillage. »

Les officiers municipaux ajoutèrent : « Nous avons vu empor-

ter, par différents particuliers et même par des cavaliers, gendarmes et dragons venus avec l'aide de camp, une quantité assez considérable d'effets, tels que linges, équipages de chevaux, etc. »

Le 8 mars 1794, le Comité de Sûreté Générale fit arrêter le marquis de Maillé et l'emprisonna à la maison de la Force, d'où il fut relâché le 12 octobre suivant. Conseiller général de Maine-et-Loire de 1800 à 1824, le marquis de Maillé fût aussi maire de Vernantes depuis 1821 jusqu'à la Révolution de 1830. Il mourut au château de Jalesnes, le 6 janvier 1845. Il avait épousé en secondes noces, le 2 octobre 1804, Isabelle de Campbell.

Une religieuse angevine guillotinée le 2 janvier 1794

Marguerite-Françoise de Gresseau, née à La Rochelle en 1759, entra au milieu de l'année 1782 à l'abbaye du Ronceray d'Angers (aujourd'hui l'*Ecole des Arts*), où on ne recevait que des demoiselles d'une noblesse bien authentique. Le 13 juin 1782, la jeune postulante écrivait à M^{me} Duvau de Chavagnes, qui demeurait au château de la Barbinière, paroisse de Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée):

« Je ne sais quand ma lettre vous parviendra, car je ne connais point les jours de poste. Permettez-moi de demander comment est votre santé et celle de tous vos aimables habitants, c'est-à-dire de Monsieur et de Mesdemoiselles. M^{lle} du Vau m'a fait faire un grand sacrifice de me priver de la satisfaction que j'aurais eue en l'embrassant. Il est vrai que j'aurais laissé couler quelques larmes. Il est impossible de les refuser à un objet qui nous est si cher et de qui on est sûr d'être aimé, sans témérité ni présomption. Je me flatte de l'être de vous tous; vous m'en avez donné des marques assez sensibles, entre autres celle de m'avoir procuré une place si favorable, comme est celle que j'ai le bonheur de posséder parmi d'aussi respectables dames qui composent l'abbaye du Ronceray. J'y goûte une vraie satisfaction. J'y suis déjà très accoutumée. Madame l'abbesse est tout à fait charmante, d'une douceur sans égale, remplie de bonté et de charité pour les jeunes personnes. Madame la doyenne ne me rencontre pas une seule fois sans me faire mille amitiés. Les postulantes et novices sont très bien, mais elles n'ont pas

toutes les douceurs qu'on s'imagine. J'en bénis le Seigneur, car on doit entrer dans la religion pour faire pénitence. La vie de ces dames est très retirée. On est bien nourri. Pour déjeuner, nous avons du pain bis et du beurre frais, ce qui ne relève guère le cœur, surtout quand on n'est point accoutumé; pour les autres repas, on est bien. Voici le détail de ma journée et de celle de mes compagnes novices : à 6 heures, le réveil; à 6 h. 1/2, au chœur pour faire sa prière; à 7 heures, l'oraison; à 7 h. 1/2, la messe, suivie de prime; à 8 h. 1/4, déjeuner; à 9 heures, tierce, suivie d'une grande messe et de sexte; à 10 h. 1/4, au noviciat pour étudier son bréviaire; à 11 heures, au réfectoire; à 11 h. 3/4, nous allons dire les grâces devant le Saint-Sacrement; à midi, récréation; à 1 heure, devant le Saint-Sacrement; à 1 h. 3/4, à nos chambres, où il faut lire, prier ou écrire (j'ai une demi-heure tous les jours pour m'entretenir avec mes amis); à 2 h. 1/4, au noviciat, pour faire une demi-heure de lecture; à 2 h. 3/4, nous allons à Sous-Terre, lieu où je ne vous oublie pas, vous et tous les vôtres; à 3 heures, vêpres, suivies de l'oraison; ensuite, au noviciat, pour étudier; à 5 heures, au réfectoire; à 6 heures, en récréation; à 7 heures, complies, suivies de la prière; à 8 heures, au lit. La maîtresse fait la visite dans nos chambres, pour voir notre exactitude. Le règlement défend aux postulantes et novices d'avoir entretien avec les dames religieuses, les séculières et servantes de la maison, pas même avec celle qui a soin de nous. Nous allons tous les jeudis faire visite à Madame l'abbesse. Ces dames font maigre le lundi; ce jour-là, elles ont de la soupe grasse. Elles jeûnent le mercredi et le vendredi. Les postulantes et novices en sont exemptes. Elles ne vont point à matines. Elles observent la règle en tout pendant l'année d'épreuve. On voit pour lors si on s'en accommode et si la santé peut se soutenir. J'ai une compagne charmante, remplie d'esprit et possédant beaucoup de talent. On en attend trois autres et une autre, M^{lle} La Touche Le Bault, de la Gaubretière. On ne garde point d'argent, on le met entre les mains de la maîtresse des novices en entrant. On ne porte point de déshabillé; ayez la bonté, à la première occasion, de m'envoyer les deux robes que j'ai laissées. On ne porte point non plus de polonaise. Il me faut être coiffée toute basse. J'ai dit adieu à toute la parure; j'en fais le sacrifice avec générosité, ne voulant plus penser qu'à l'importante affaire de mon salut. » (*Archives de M^{re} Pasquier*).

Marguerite de Gresseau persévéra dans sa vocation et fut admise aux vœux de religion.

Quand le 26 avril 1790 la municipalité d'Angers vint à l'ab-

baye du Ronceray pour interroger chacune des religieuses, toutes déclarèrent que, fidèles à leurs vœux, elles avaient la ferme volonté de vivre en commun. C'est le 30 septembre 1792 que l'abbaye fut fermée et les religieuses mises en demeure d'aller loger ailleurs. La sœur Marguerite de Gresseau se retira rue du Coucher-des-Pauvres, n° 3100. Au mois de juin 1793, elle suivit son abbesse au château de Beaupréau, et chaque jour elles chantaient l'office, avec dix autres religieuses ou novices, dans l'église collégiale de Sainte-Croix. Avec l'armée catholique et royale, elles furent obligées de passer la Loire à Saint-Florent-le-Vieil, le 18 octobre 1793, et durent partager le sort des Vendéens pendant la désastreuse campagne d'Outre-Loire.

Arrêtée dans les environs de La Flèche le 14 décembre 1793, Marguerite de Gresseau fut conduite devant le comité révolutionnaire de cette ville. Voici le résumé de son interrogatoire : « Ex-religieuse du Ronceray ; réfugiée à Beaupréau avec son abbesse dans un château appartenant à la famille d'Aubeterre ; absente depuis que les brigands (Vendéens) ont pris cette ville, et à leur suite depuis ce temps. Ayant avoué être noble, fille unique. Ignore ce qu'est devenue cette abbesse d'Aubeterre, et a dit qu'elle n'était rien moins que patriote. » (*Archives de Maine-et-Loire, série L*).

Le même jour, le comité révolutionnaire de La Flèche donna ordre à la garde nationale de conduire la religieuse à Saumur, pour y être jugée par la Commission militaire, qui y tenait alors ses séances. Mais peu après son arrivée à Saumur, la Commission militaire ayant quitté cette ville pour aller siéger à Angers, Marguerite de Gresseau y fut également transférée.

Le 2 janvier 1794, la religieuse bénédictine du Ronceray fut interrogée comme suit par les membres de la Commission, dans l'ancienne église des Dominicains, où avaient lieu les séances publiques :

« Pourquoi elle a suivi constamment l'armée des brigands ? — Elle est allée à Beaupréau avec son abbesse ; l'incendie dudit lieu la força d'en sortir et de passer la Loire avec les brigands ; elle les a suivis à Granville, Laval et autres lieux. — Quels étaient ses moyens d'exister ? — Son abbesse la faisait vivre, et elles allaient dans les métairies, où on leur donnait à manger. — Combien étaient-elles de leur société ? — Douze ou treize, qui sont les deux Vaugirault, Veillon la Roche ; elle ne se souvient pas des autres, si ce n'est Lunesse, Courson, Montjean, deux demoiselles Bellefonds, Goulard. »

Séance tenante, elle fut condamnée à mort, pour trois motifs :

1) *Avoir eu des intelligences avec les brigands de la Vendée ;*
2) *avoir, en sa qualité de ci-devant noble, suivi, excité ou*
maintenu leur rassemblement, tant par ses discours et
actions que par ses facultés pécuniaires ; 3) *avoir provoqué*
au rétablissement de la royauté et à l'anéantissement de la
souveraineté du peuple français.

Le même jour, 2 janvier, à quatre heures du soir, la sœur Marguerite de Gresseau fut guillotinée sur la place du Rallie-ment.

Le brûlement des chapelets, à Saumur (13 mars 1794)

Nous allons donner quelques détails sur le brûlement considérable de chapelets, qui eut lieu à Saumur, le 13 mars 1794, en pleine Terreur.

Malgré l'abolition du culte catholique, l'industrie des chapelets continuait à prospérer à Saumur. Le citoyen Lepetit, membre du Comité révolutionnaire de cette ville, résolut d'y mettre bon ordre ; à la séance du 9 mars 1794, il s'exprima en ces termes : « Malgré l'expérience la plus horrible des fureurs du fanatisme, malgré les plus grands efforts de la philosophie contre la superstition, la cupidité mercantile se complaît et s'obstine, à Saumur en particulier, à en perpétuer et promulguer les signes et instruments. Aucun intérêt particulier, de quelque égard qu'il puisse être d'ailleurs, même lorsqu'il se rapporterait à une pluralité de citoyens qui y trouveraient leur bien-être et un moyen habituel d'exister, ne peut ni ne doit contrarier le progrès et la sûreté de l'intérêt général. Il est de raison essentielle de se défendre d'un culte amené aux excès les plus criminels par des ministres pervers et absolument incorrigibles. C'est plutôt par les signes sensibles et extérieurs et par des pratiques oiseuses que par la force des principes et d'une juste conviction, que ces ministres égoïstes et charlatans ont fondé l'empire du régime religieux. Tous ces signes ayant, malgré leur futilité, suffi pendant des siècles à étourdir et aliéner la raison naturelle, ne comportent plus, au moment où celle-ci se restaure, qu'une indignation profonde ou un mépris absolu, et ce serait un véritable attentat aux droits de l'homme que de vouloir maintenir ces signes contre le torrent révolutionnaire, par quelque prétexte que ce puisse être. Enfin, la ressource qui

pourrait résulter à Saumur du commerce des chapelets, christs et autres joujous religieux, se trouve aujourd'hui suffisamment compensée par les divers travaux nécessaires au cours de la République. »

Toutes ces élucubrations de Lepetit sont approuvées par le Comité révolutionnaire, qui aussitôt les admet comme autant de *considéran*ts pour l'arrêté, qu'il prend séance tenante : « 1°) Toutes les maisons de fabrique ou de commerce de tous ces différents objets seront visitées, dans ce jour, par deux commissaires pris dans le sein du Comité; 2°) Ces commissaires se feront ouvrir tous les ateliers et magasins qui les préparent ou les renferment; 3°) Ils en enlèveront tout ce qui se trouvera de ces objets, sans exception ni remise aucune à aucun réclamant; 4°) Ils déposeront tout ce qu'ils auront enlevé, au lieu des séances du Comité, pour qu'il en soit fait un autodafé public; 5°) Tout ce qui sera en nature entière de cocos sera respecté et laissé intact aux propriétaires, même tout ce qui en cette matière se trouvera sous forme indifférente; 6°) Sont nommés pour commissaires à cette opération les citoyens Lepetit et Moret, membres du Comité; 7°) Sont déclarés suspects tout ouvrier ou marchand tenant ces objets réprouvés qui se seront permis d'en dérober pour la vente, ou se permettront par la suite d'en fabriquer de nouveau, et dans ce cas susceptibles d'arrestation; et comme le chapelet est la marque principale des rebelles et leur signe de convenance et de ralliement le plus solennel, le Comité déclare la même peine contre quiconque se retiendra ce signe et s'en permettra l'usage visible. »

A l'issue de la séance, le Comité révolutionnaire écrivit aux représentants du peuple Hentz et Francastel, qui étaient alors à Saumur : « Nous vous adressons l'arrêté que nous venons de prendre, relativement à l'affaire des chapelets et autres objets superstitieux. Vous voudrez bien en arbitrer l'emploi et nous dire, de suite, ce que vous y aurez statué ».

Dans la soirée du même jour 9 mars, Hentz et Francastel approuvèrent l'arrêté du Comité révolutionnaire (L 115).

Au cours des journées des 10 et 11 mars, les commissaires du Comité se transportèrent chez les divers fabricants et marchands de chapelets, pour les dévaliser.

Le 12 mars, le Comité Révolutionnaire de Saumur mandait au Comité de Sûreté Générale de la Convention : « Il restait encore dans notre ville de nombreuses racines à la superstition. Nous y avons d'antiques ateliers et magasins de chapelets, christs et autres niaiseries, importantes aux faibles, aux

charlatans et surtout à nos marchands, dont plusieurs ont édifié des fortunes considérables par le débit incroyable qu'ils en faisaient. Nous avons fait main-basse sur ce reste fécond de scandales, par un arrêté dont nous vous adressons un exemplaire ci-inclus. Tous ces ustensiles nous ont été apportés (?) sans réserve ni distinction, et ils ont subi en un énorme monceau la peine de l'autodafé » (L 1226).

Le brûlement n'avait pas encore eu lieu, comme nous l'apprend la lettre que le Comité écrivait, le même jour 12 mars, au district de Saumur : « Le Comité révolutionnaire, jaloux d'arracher à la funeste superstition jusqu'aux dernières ressources de son empire et d'étouffer tous les accents possibles de sa voix mensongère, vient de saisir et enlever nombre de ses signes les plus chéris, malgré le cri de l'intérêt particulier. Tous les chapelets, christes, reliquaires, en un mot tout le tas de vétilles monacales qui de temps immémorial produisaient à Saumur le grand bien de quelques-uns en détruisant le bon sens et nourrissant la stupide crédulité d'un fort grand nombre d'autres, viennent de tomber sous la serre révolutionnaire. Ils doivent y trouver leur fin dernière. Un autodafé résolu par un arrêté qui doit vous avoir été communiqué et muni de l'approbation des représentants du peuple, va en faire justice demain à trois heures de l'après-midi. C'est à l'arbre de la liberté que sera offert l'holocauste. Vous êtes invités à vous y trouver avec nous. On s'assemblera à la salle du Comité ». (Série L, *District de Saumur*, n° 20 ter).

Le brûlement des chapelets se fit effectivement le 13 mars. Le surlendemain, le comité révolutionnaire rendait compte de l'opération à Hentz et Francastel : « L'autodafé des chapelets et autres prétintailles chrétiennes a été éclairé du plus beau jour. Un vent fait exprès et qu'on pourrait dire républicain, a pressé de son souffle la combustion du béat holocauste, qui était énorme par sa masse. Tout cela a été vu de bien bon œil, à l'exception peut-être de certaines gens, qui s'en faisaient un bien très terrestre, mais qui ne se sont permis que des soupirs étouffés » (L 1213).

À la séance du conseil général de la Commune de Paris tenue le 12 avril, on lut une lettre de la municipalité de Saumur, dont voici le résumé, d'après le *Moniteur* : — Il y avait à Saumur une réunion de mille à douze cents personnes qui, pour subsister, se livraient à l'industrie de la fabrication des chapelets. Ces chapelets s'exportaient annuellement en Espagne et en Allemagne, et formaient une branche de com-

merce considérable. Les autorités constituées ayant manifesté le désir de détruire ces objets inventés par le fanatisme, tous les particuliers qui en possédaient, les ont apportés volontairement(?) et il en a été brûlé pour 150.000 livres.

L'Anjou historique (XVI, 658) a publié la déposition que Vachon aîné, officier municipal de Saumur, fit, le 24 octobre 1794, au Comité révolutionnaire de cette ville. On y trouve quelques renseignements sur les opérations « révolutionnaires » dont nous venons de parler. Le 2 novembre, le même fit une nouvelle déclaration à la municipalité : « Le 20 ventôse (10 mars), je vis Lepetit et Moret jeter des masses de cristal dans des chariots. Les volontaires s'en faisaient des bandoulières et dilapidaient cette marchandise qui n'était point composée de chapelets. Des citoyens de la campagne en emportaient dans leurs paniers, dans leurs poches, malgré une garde de 200 volontaires, qui, à la vérité, le facilitait plutôt que de l'empêcher. Après avoir vu ces manœuvres, je m'empressai de faire l'inventaire des marchandises que j'avais dans ce genre. Je me transportai à la municipalité, où je fis inscrire (10 mars) le susdit inventaire sur un livre à ce destiné ; et, de suite, je me transportai au Comité révolutionnaire, où je trouvai Vilneau, Gautier, Moret et Berot. Je leur présentai mon inventaire, que je déposai sur leur bureau, mais ils me répondirent qu'il était inutile et ils me tinrent des propos. Le lendemain (11 mars), sans proclamation préalable d'aucun arrêté ni décret, Moret et Berot vinrent chez moi. Pour la seconde fois, je leur offris l'inventaire des marchandises qu'ils réclamaient, avec prière de vérifier. Ils le rejetèrent et dirent qu'il était inutile, et, de suite, ils jetèrent ma marchandise dans deux chariots couverts ou caissons de l'armée » (*District de Saumur* L 179 bis).

Au faubourg de Fenet, il y avait une maison de commerce tenue par P. Mayaud, Noël-Henri Mayaud, son frère cadet, et Estevon. Voici la déclaration qu'ils firent au Comité révolutionnaire de Saumur, le 28 octobre 1794 : « Le 20 ventôse (10 mars), à dix heures du matin, ayant appris que deux commissaires du Comité révolutionnaire étaient entrés dans notre magasin et y avaient enlevé quelques douzaines de chapelets, en annonçant qu'ils allaient revenir pour s'emparer de tout ce qui nous en restait, P. Mayaud, l'un de nous, alla au Comité révolutionnaire pour s'instruire de ce que cela voulait dire. Il trouva Lepetit, qui répondit que c'était une mesure révolutionnaire et qu'il n'y avait pas de réclamation à faire. Sollicité de donner au moins quelqu'un pour faire l'inventaire de concert,

Lepetit répondit qu'on n'en avait pas le temps, parce qu'il fallait que cela fût exécuté de suite, et, au reste, cette précaution serait inutile. En conséquence P. Mayaud se retira et se rendit à la maison, où avec son frère et leur famille ils firent l'inventaire de ce qui allait être enlevé de chapelets et autres objets du même genre. Ils les descendirent du grenier où ils en avaient une bonne partie, à l'entrée de leur magasin. Un instant après, arrivèrent les commissaires du Comité révolutionnaire, Lepetit et Moret, armés et accompagnés d'une voiture attelée de quatre chevaux, qu'ils firent charger par les volontaires. Pendant ce chargement, Lepetit nous fit beaucoup de rodomontades et de reproches d'avoir continué un semblable commerce, malgré l'exposé que nous lui fîmes que si nous ne l'avions pas fait depuis deux ans, plus de 100 à 150 familles auraient manqué de pain. Il nous dit que le Comité révolutionnaire avait pris cette mesure sur la représentation qu'il lui avait faite, d'après l'insulte qu'il avait reçue la veille chez un ouvrier en chapelet. Après le chargement de cette première voiture, comme il y en avait encore autant, on revint faire un second tour, qui fut aussi considérable que le premier. Le total de cette perte est de 32.000 livres » (L 1302).

Ce brûlement de chapelets était rappelé par le préfet de Maine-et-Loire, dans un rapport qu'il adressait au Ministre de l'Intérieur, le 17 septembre 1802 : « A côté de la chapelle connue à Saumur sous le nom de Notre-Dame-des-Ardilliers et renommée par une dévotion particulière, s'éleva, il y a des siècles, une fabrique de chapelets, qui est devenue tellement considérable, que tout le quartier de cette ville, appelé *Fenet*, est habité par des ouvriers employés à ce genre d'industrie, qui occupe de quatre à cinq cents personnes, surtout des femmes, des vieillards, des infirmes et même des enfants depuis l'âge de six ans. L'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Portugal sont les débouchés de ces produits, en retour desquels nos négociants se procurent des toiles, mousselines et dentelles qui forment le le commerce qu'on nomme *blanc*. Tel est celui qui a fait prospérer les meilleures maisons de Saumur, dont plusieurs ont été millionnaires. Le coco est la matière la plus prisée pour la fabrication des chapelets. L'étranger le fournit brut, nous le lui renvoyons ouvragé; ainsi il paie notre industrie. On fait encore des chapelets d'os et de verre. Depuis 1794, qu'on en brûla pour quatre-vingts à cent mille francs qui étaient emmagasinés, le fabrication cessa entièrement. Elle a repris avec la liberté des cultes, et avec d'autant plus de vigueur que

les demandes avaient été plus longtemps interrompues. Ce commerce, qui met annuellement en circulation 300.000 francs, paraît devoir se soutenir, au moyen de ce que les pratiques pieuses sont toujours à peu près les mêmes dans les principaux débouchés, comme l'Espagne, l'Italie et le Portugal (*Anjou historique*, V, 497).

Les Fédéralistes angevins guillotisés à Paris

Parmi les fédéralistes qui furent arrêtés et incarcérés au château d'Angers en septembre et octobre 1793, il faut citer : 1° Aimé Couraudin de la Noue, qui avait été notable d'Angers (février-novembre 1790), procureur de la commune d'Angers (décembre 1790-novembre 1792), président du tribunal du district d'Angers (novembre 1792-septembre 1793), notable d'Angers pour la seconde fois (décembre 1792-septembre 1793); — 2° Louis-Etienne Brevet de Beaujour, membre de l'Assemblée constituante (1789-1791), membre du Conseil général du département de Maine-et-Loire (septembre 1791-octobre 1793), commissaire national près le tribunal du district d'Angers (novembre 1792-octobre 1793); — 3° Joseph-François-Alexandre Tessier du Clozeau, officier municipal d'Angers (décembre 1790-décembre 1792), membre du Conseil général du département de Maine-et-Loire (novembre 1792-juillet 1793), puis engagé dans un bataillon de volontaires à Vannes; — 4° Jean-Baptiste-Louis Laréveillière, procureur de la commune d'Angers (juin-novembre 1790), président du tribunal du district d'Angers (novembre 1790-novembre 1792), président du tribunal criminel de Maine-et-Loire (novembre 1792-octobre 1793), membre du Conseil général du département (novembre 1792-octobre 1793); — 5° le comte de Dieusie, membre de l'Assemblée constituante (1789-1791), président du département de Maine-et-Loire (1791-1793).

On les transféra presque immédiatement au château d'Amboise (sauf Tessié), mais le 25 janvier 1794 la Commission militaire les manda à Angers, et, après avoir instruit leur procès, les renvoya, le 27 février, devant le tribunal révolutionnaire de Paris. Nos cinq fédéralistes subirent un interrogatoire sommaire le 11 avril, et trois jours après Fouquier-Tinville dressa contre eux l'acte d'accusation que voici :

1° *Couraudin* dit *La Noue*, naturellement attaché aux privilèges des dignités dont il était revêtu sous le règne du tyran, n'a paru d'abord embrasser le système de la Révolution que parce qu'il n'y voyait, en empruntant le masque du patriotisme, que l'espoir de pouvoir un jour, par ses intrigues, se venger des pertes qu'il en éprouvait. Quelques traits de sa conduite depuis la Révolution en offrent une preuve convaincante. S'étant fait recevoir membre de la Société populaire des Jacobins dès 1789, et ayant su, à cette époque, couvrir sa perfidie du dehors spécieux du patriotisme, Couraudin ne tarda pas à capter la confiance de ses concitoyens, et parvint à obtenir les différentes places qu'il ambitionnait et qui devaient favoriser ses desseins liberticides. Il fut élu successivement procureur de la commune (8 décembre 1790) et président du tribunal du district d'Angers (fin novembre 1792), sans parler de ses liaisons sous l'Assemblée constituante avec différents membres dont les principes subversifs de la liberté ne sont que trop connus, et que sa conduite postérieure prouve suffisamment. Dès l'année 1791, il manifesta ses desseins perfides par une lettre qu'il adressa à la Société des Jacobins de Paris. Cette lettre, datée de Paris, le 11 juillet 1791, qu'il fit imprimer, intitulée *Lettre de Couraudin, membre des Sociétés des Amis de la Constitution de Paris et d'Angers, à une partie de ses ci-devant frères, encore réunis aux Jacobins, à Paris*, contient les principes du système de modérantisme adopté par tous les faux amis de la liberté, et dont Couraudin se faisait déjà gloire à cette époque de partager les sentiments. Aussi, le masque dont ce fourbe s'était couvert, tombe tout à coup et on n'aperçoit en lui qu'intrigues et perfidies. En 1792, il entretenait une correspondance suivie avec les députés fédéralistes et contre-révolutionnaires du département de Maine-et-Loire, notamment avec Pilastre, l'un des plus zélés partisans de la faction qui commençait déjà à tramer la dissolution de la Convention et l'anéantissement de la République. Une seule lettre écrite par ce Pilastre à Couraudin suffit pour faire connaître la confiance que les factieux avaient en lui. Dans cette lettre, du 10 octobre 1792, on remarque cette phrase : « Nos affaires extérieures vont toujours très bien, et j'espère que la fermeté de l'Assemblée déconcertera toutes les intrigues de l'intérieur. La faction Marat travaille de toutes ses forces, mais elle est généralement méprisée, et leurs poignards ne sont pas capables de nous en imposer. Les succès de nos armées les désespèrent; ces malheureux sont comme des oiseaux de proie, qui ne se plaisent que

dans le trouble. » La conduite de Couraudin depuis cette époque prouve bien que la confiance que les factieux avaient mise en lui était bien placée, et ils pouvaient compter sur ses services, car il n'y a pas d'intrigues qu'il n'employât pour faire réussir leurs projets liberticides. Il fut un de ceux qui contribuèrent à la rédaction d'une lettre du Conseil général du département de Maine-et-Loire, en date du 30 janvier 1793, adressée à l'ex-ministre Roland, lettre infâme, remplie de basses flagorneries prodiguées à un Ministre qui avait trahi les intérêts du peuple en cherchant à égarer et corrompre l'esprit public, lettre en un mot bien digne de ses auteurs. C'est lui qui, dans le courant de mars suivant, fut nommé commissaire pour se rendre auprès de l'armée qui était dans le pays des Mauges et fut chargé par les administrateurs du département, ses collègues (1), qui de concert avec lui tramaient la perte de ce département, d'une mission dont le succès suivit de près l'attente qu'ils en espéraient. Cette mission, en effet, avait pour but de faire rentrer la force armée dans la ville d'Angers et de laisser aux rebelles la faculté d'augmenter leurs forces, afin de rendre, comme l'événement ne l'a que trop justifié, leur réduction infiniment difficile. Dans cette mission, Couraudin, remployant parfaitement les intentions perfides de cette administration, contribua pareillement à faire passer aux rebelles un convoi de munitions de toutes espèces et au massacre des braves Chalonnois qui escortaient ce convoi. Couraudin n'est revenu de cette expédition infâme que pour accumuler sur sa tête de nouveaux forfaits. De concert avec ses infidèles collègues, il cherchait à égarer le peuple et à tromper les citoyens d'Angers, au point de les engager à adopter une adresse à la Convention, à la rédaction de laquelle il avait pris part, adresse remplie de ses insinuations perfides, dont le but était de calomnier les patriotes et de faire haïr la Révolution (30 mai 1793). Il fut un des députés chargés de porter cette adresse; et comme cette mission n'avait pu être goûtée par la saine partie de la Convention (6 juin), de retour, ajoutant encore à cette démarche odieuse, il fabriqua avec ses collègues un rapport du compte calomnieux, qu'ils firent imprimer et distribuer avec profusion pour égarer le peuple et le soulever contre la Convention (9 juin). Couraudin fut encore un des administrateurs qui contribua le plus à la rédaction de l'arrêté liberticide du département de Maine-et-Loire par lequel ces administrateurs

(1) Couraudin ne fut jamais membre du Conseil général du département de Maine-et-Loire.

provoquaient la levée d'une force départementale pour marcher sur Paris; c'est même lui qui, après avoir signé le manuscrit de cet arrêté, le porta chez l'imprimeur Mame; c'est encore lui qui, d'intelligence avec les administrateurs, ses collègues, pour anéantir la liberté et détruire la République, fit, lors de l'invasion des brigands de la Vendée dans la ville d'Angers, un accueil favorable aux deux députés du Calvados (Varin et Liberge) qui venaient leur proposer leurs projets liberticides, et se réunit aux administrateurs de la Mayenne pour y donner son adhésion. Enfin Couraudin était tellement voué à l'exécration faction des fédéralistes, qu'il fut encore un des députés envoyés à Rennes, qui était le foyer de la contre-Révolution, pour y solliciter des secours.

2^e Brevet dit *Beausjour*, ex-avocat du tyran Capet, prouva par sa conduite qu'il partageait les sentiments de Couraudin et des autres fédéralistes de ce département. Dès 1791, il manifesta ses principes dans une lettre, dont il est l'auteur, écrite le 16 juillet de la même année par les députés de ce département à l'Assemblée constituante, dans laquelle lui et ses collègues témoignaient aux administrateurs du département leur attachement invincible à la *Constitution monarchique*, en disant que c'était la seule qui convenait à la France. Depuis, Brevet confirma ces sentiments dans une adresse, dont il est pareillement l'auteur, dans laquelle il peignait sous les couleurs les plus noires ceux qui les premiers prononcèrent le mot de *République*. Cette Adresse, en date du 24 juillet 1792, en forme de proclamation, porte en substance : « Citoyens, reconnaissez les révolutionnaires par métier, les éternels agitateurs, dont la plupart sont aveugles et de bonne foi et quelques-uns incroyablement corrompus; ces hommes qui vantaient il y a quelques mois la Constitution française comme le chef-d'œuvre de l'esprit humain et comme devant servir de corps à l'univers, et qui n'en parlent plus maintenant que comme d'une imparfaite et timide ébauche qui pourra fournir quelques principes au nouveau Gouvernement qu'on vous propose, *c'est-à-dire, ah! je ne sais quelle extravagante République, digne à peine de mépris et de pitié, si elle ne soulevait pas contre ses inventeurs la haine et l'indignation de tous les gens de bien* ». C'est Brevet qui proposa cette infâme proclamation à ses collègues, dont il n'eut pas de peine à avoir l'assentiment, et ensuite la fit imprimer et afficher, pour égarer les citoyens d'Angers et les préparer aux sentiments de contre-Révolution que lui et ses collègues cherchaient déjà à leur suggérer, pour pouvoir réussir

dans leurs projets liberticides. Brevet est encore un des signataires de l'Adresse du 30 mai, dans laquelle les administrateurs du département de Maine-et-Loire faisaient calomnier de la plus étrange manière les sauveurs de la République. Il participa aussi à l'arrêté de ce département qui tendait à provoquer une force armée pour marcher contre Paris et dissoudre la Convention. Enfin, à l'époque où l'administration d'Angers cherchait à se fédéraliser avec les départements qui l'étaient déjà, Brevet fut aussi député avec Couraudin vers celui de Rennes, pour tendre les bras aux fédéralistes et contre-révolutionnaires qui étaient dans cette ville.

3° *Tessier dit Duclozeau* fut aussi un des zélés partisans du fédéralisme. Il contribua à la rédaction de la lettre du Conseil général de ce département en date du 30 janvier 1793, adressée à l'ex-ministre Roland ; et, en prenant part dans cette Adresse aux regrets qu'il éprouvait avec ses collègues sur la disgrâce de cet apôtre du fédéralisme, Tessier ne fit que confirmer les sentiments contre-révolutionnaires dont sa conduite depuis offre la preuve. En effet, à l'époque où les administrateurs de ce département se coalisèrent pour égarer le peuple et soutenir la faction liberticide des Buzot, Brissot et autres fédéralistes, Tessier, qui était membre de cette administration, participa à toutes les délibérations qui furent prises dans le Conseil et qui tendaient à provoquer une force départementale pour marcher contre Paris. Tessier fut encore un des députés nommés par l'administration pour aller à Caen, où était alors l'armée de Buzot ; et le but de sa mission, qu'il remplit parfaitement, était d'endoctriner cette armée, de manière à lui persuader que le foyer de la Vendée était dans le sein de la Convention. Il est pareillement signataire de tous les arrêtés et adresses liberticides de ce département, ce qui ne laisse aucun doute sur les connivences et intelligences contre-révolutionnaires qu'il avait avec Couraudin, Brevet et ses autres collègues.

4° *Larévellière*, ami de Couraudin et confident des Pilastre, Leclerc et autres fédéralistes de ce département, a servi leurs projets dans toutes les circonstances. C'est lui qui, de concert avec ses collègues, cherchant à tromper les citoyens d'Angers au point de les engager à adopter l'Adresse qu'il avait rédigée et qu'on a déjà citée, dont le but était de calomnier les patriotes et de soulever le peuple contre la Convention, fit, après la démarche odieuse des commissaires qui avaient été chargés de porter cette Adresse, le compte calomnieux rendu par lui, Pilastre, Leclerc et Lemaignan relativement aux événe-

ments du 31 mai, ouvrage enfanté par le fédéralisme qui l'animait lui et ses adhérents, et qui donna lieu à l'arrêté du département qui tendait à provoquer la force du département pour marcher sur Paris, adresse et arrêté dont il était signataire.

5° *Dieusie*, attaché à cette caste ennemie de la liberté, trouva dans la Révolution les moyens d'en défendre la cause et saisit toutes les circonstances favorables à ses projets contre-révolutionnaires. Sous l'Assemblée Constituante, il fut le partisan de ceux qui se montrèrent les plus zélés défenseurs de la tyrannie et du despotisme. En 1791, il écrivit, conjointement avec Brevet, Larévellière, Pilastre et autres contre-révolutionnaires de son département, la lettre du 16 juillet de cette année, adressée aux administrateurs de ce département, dans laquelle il leur marquait qu'ils étaient invinciblement déterminés à maintenir la Constitution monarchique parce que, disait-il, c'était la seule qui pouvait convenir à la France. Aussi pour soutenir et accréditer les principes de cette lettre, on l'a vu constamment, lui et ses collègues, cabaler dans toutes les assemblées, pour se faire nommer alternativement aux assemblées nationales administratives du département, du district et juge dans les tribunaux, afin de mieux réussir à corrompre l'esprit public. Au mois de juillet 1792, Dieusie et ses complices, dans la vue de soutenir la Constitution monarchique et d'empêcher les progrès de la liberté, surprirent le consentement des autres administrateurs du département pour publier une Adresse destructive des principes républicains, et dans laquelle ils calomniaient les véritables amis de la liberté par cette phrase qu'on y remarque : « Citoyens, voulez-vous avoir une idée de la morale de ceux qui voudraient vous donner des lois ? Voyez-les se faire un jeu des serments et une habitude du parjure, répéter mille fois le serment de la Constitution et tendre de tous leurs efforts à la renverser ». Par cette Adresse, en égarant le peuple, il cherchait déjà à le soulever contre la représentation nationale. C'est encore Dieusie qui, dans la lettre déjà citée et adressée à l'ex-ministre Roland, en flagornant ce traître, le louait des services qu'il avait rendus, en cherchant à corrompre l'esprit public. Dieusie était tellement attaché aux principes de Roland, qu'il a été secrétaire d'un des députés qui tenaient des conciliabules chez cet ex-ministre. Dieusie était président du département à l'époque où la faction liberticide des fédéralistes avait fait entrer cette partie de la République dans leurs plans de contre-révolution. Aussi fut-il un des agents les plus actifs de cette faction. C'est du Conseil présidé par lui que sont émanés toutes

les délibérations, adresses et arrêtés qui tendaient à égarer le peuple et à le porter contre la Convention pour dissoudre la représentation nationale. Il est inutile de s'appesantir sur tous les crimes et attentats contre-révolutionnaires qu'il a commis dans ce département ; ils sont trop notoires. On observe seulement que Dieusie avait un fils, ci-devant page de Capet, qui a servi dans la compagnie des chevaliers du poignard (Vendéens). Il a, en outre, favorisé l'émigration de plusieurs de ses parents, qui sont dans l'armée des tyrans coalisés et avec lesquels il a entretenu des intelligences et correspondances.

D'après l'exposé ci-dessus, Couraudin, Brevet, Tessier, Larévellière et Dieusie sont accusés d'avoir conspiré contre l'unité et l'indivisibilité de la République, la liberté et la sûreté du peuple français, en employant des manœuvres tendantes à favoriser et propager le système de fédéralisme, en faisant et signant des adresses et arrêtés tendant à corrompre l'esprit public, en provoquant par leurs arrêtés une force départementale pour marcher contre Paris, exciter la guerre civile en armant les citoyens les uns contre les autres, et, en outre, en provoquant par ces mêmes arrêtés la dissolution de la représentation nationale, l'avilissement des autorités constituées et le renversement du gouvernement républicain, ce qui est contraire aux lois de la République.

Le 15 avril, le Tribunal révolutionnaire les condamna tous à mort, en exécution de la loi du 16 décembre 1792 : « Quiconque proposera ou tentera de rompre l'unité de la République française, ou en détacher des parties intégrantes pour les unir à un territoire étranger, sera puni de mort. » Dans la soirée du même jour, 15 avril, tous cinq furent guillotins à la barrière du Trône. Le « Moniteur » mentionna en ces termes la condamnation des fédéralistes angevins :

Aimé Couraudin dit la Noue, âgé de 31 ans, natif d'Angers, ex-conseiller du tyran Capet au ci-devant présidial d'Angers, depuis président du tribunal du district d'Angers ; Louis-Etienne Brevet dit Beaujour, âgé de 30 ans, natif d'Angers, ex-avocat du tyran au même présidial, député à l'Assemblée constituante, membre du Conseil général du département de Maine-et-Loire ; Joseph-François-Alexandre Tessier dit Duclozeau, âgé de 39 ans, né aux Rosiers, physicien et membre du Conseil général du département de Maine-et-Loire ; Jean-Baptiste Larévellière, âgé de 41 ans, natif de Montaigu (Vendée), ex-conseiller du tyran Capet au présidial d'Angers, président du tribunal criminel du département de Maine-et-Loire ; Louis Dieusie, âgé

de 45 ans, natif de Mézanger (Loire-Inférieure), ci-devant comte, député à l'Assemblée constituante, président du département de Maine-et-Loire; — convaincus d'une conspiration qui a existé contre l'unité et l'indivisibilité de la République, ont été condamnés à la peine de mort.

La mort de ces cinq fédéralistes fit une grande impression à Angers, où ils avaient tant d'amis. Les « Affiches d'Angers » parlèrent d'eux à plusieurs reprises dans la suite :

Le jeune et malheureux Brevet de Beaujour a été lâchement assassiné; lui que tous les hommes sensibles aimaient, que tous les amis de la liberté et des talents pleurent encore et regretteront toujours. La Révolution, fille de la philosophie et des lumières, a tout renversé, tout détruit dans son cours impétueux. Comme Saturne, disait l'éloquent Vergniaud, elle a dévoré tous ses enfants. Où est cette belle génération que le génie de la France avait élevée pour elle? cette génération formée à l'école de Montesquieu, Rousseau, Diderot, Voltaire? Hélas! elle est étouffée jusque dans son germe; à peine en reste-t-il quelques rejetons précieux (15 octobre 1795.)

Nous vous aurions eu parmi nous, illustres victimes, dont les bourreaux ont osé voter dans nos assemblées, nous vous aurions portées aux places dont vous étiez si dignes et vous y auriez acquis de nouveaux droits à la reconnaissance publique (26 mars 1797).

La prise de Segré par les Chouans (21 juillet 1795)

Le 19 mars 1795, le général Hoche et les chefs chouans signèrent, à Moncontour, une suspension d'hostilité. Elle fut changée en traité le 20 avril, à la Mabilais. La guerre reprit quelques mois après, avivée encore par la descente des émigrés à Quiberon. Dès le 21 juillet, les Chouans s'emparèrent de la ville de Segré. Voici le procès-verbal rédigé, le lendemain, par le district, la municipalité et le juge de paix de Segré :

Le 3 thermidor an III (mardi 21 juillet 1795), sur les huit heures du matin, un nombre infini de Chouans qu'on n'a pu déterminer, se portèrent sur tous les points et avant-postes de la commune de Segré, en entrant d'abord par le poste de Châteaugontier, ensuite par celui de Craon et dans le même

moment par ceux de l'ancien district et le pont de la Verzée sur la route du Lion-d'Angers. Ils forcèrent tous ces postes, ils entrèrent en ville en fusillant et faisant un feu continu. Alors les administrateurs et commis du district étaient à leur poste. Le feu ayant cessé au bout d'une heure, ils trouvèrent jour à se sauver et à se cacher jusqu'à ce que les brigands eussent évacué la ville; après quoi, s'étant rassemblés sur les six heures, ils se transportèrent au lieu des séances publiques dans le secrétariat et les différents bureaux de l'administration, où ils remarquèrent la présence des ci-après soussignés. On y a commis tous les excès possibles en se livrant à déchirer tous les registres, les papiers, en un mot tout ce qui concerne les différentes parties de l'administration, renversé, cassé et brisé tous les bureaux, forcé les serrures et enlevé tout ce qui était renfermé, tels que cire, papier, etc., ensemble tous les cachets destinés pour l'usage de l'administration. Dans le bureau de la recette, ils ont enfoncé la porte d'entrée que le receveur avait fermée en se sauvant. Entrés, ils ont cassé la caisse qui renfermait les assignats. Ils ont enlevé 700.000 livres, au moyen que depuis certains temps les acquéreurs de biens nationaux s'étaient empressés d'acquitter les sommes dont ils étaient reliquataires. Ils ont renversé et brûlé plusieurs registres, qui ont été dispersés çà et là. Enfin sortis de ce dernier bureau, profondément affligés de ces désastreux événements, ils ont abandonné ce déchirant tableau pour promener leurs regards sur des tableaux plus déchirants encore. Sortis de ce chaos, les soussignés se sont transportés sur les hauteurs de Saint-Jean, à Saint-Sauveur; rendus là ils ont eu la douleur de voir 33 défenseurs égorgés, qu'on a sur-le-champ fait enlever et inhumer avec autant de décence qu'ont pu le permettre des circonstances aussi orageuses et aussi difficiles.

Après avoir constaté ces événements affreux, il est un événement qu'on ne pourrait ensevelir dans l'oubli : c'est qu'au moment où les brigands se sont portés sur Segré, ils ont investi la caserne de Haute-Bize, où étaient plusieurs défenseurs, formant, dit-on, une compagnie dont partie se trouvait de garde, au nombre de 35. Ces braves se sont retranchés et ont soutenu le feu pendant quatre heures. Enfin les Chouans ne pouvant plus les débusquer, ont abandonné leur tentative et évacué. Après quoi, ils se sont sauvés sur les quatre heures de l'après-midi, sains et saufs.

Sur les six heures du soir, les Chouans ont mis le feu à la caserne.

Toutes les routes du Lion-d'Angers, Craon, Châteaugontier, Pouancé et Candé étaient gardées par des détachements de Chouans. La troupe et plusieurs habitants ne croyant pas pouvoir résister à la multitude des ennemis qui abondaient de toutes parts, se portèrent sur la route du Lion. Rendus vis-à-vis le château de la Lorie, ils furent attaqués de nouveau par les Chouans qui y étaient embusqués. Le nombre des morts en cet endroit et dans les environs peut être porté de 120 à 130. Pendant le temps qu'ils ont resté à Segré, ils ont désarmé les habitants, enlevé toutes leurs munitions, dix fusils déposés dans les bureaux de l'administration, de sorte que le nombre des fusils dont ils se sont emparés sur les particuliers et sur les victimes est au moins de 300, sans y comprendre sabres, pistolets, etc. Ils ont emmené les chevaux de la gendarmerie et tous ceux des citoyens, 23 bœufs et une vache, cinq barriques d'eau-de-vie destinées pour l'approvisionnement de l'armée. Ils ont pillé les bureaux des préposés aux subsistances, volé leurs portefeuilles, montres et autres effets, volé également tout ce qui se rencontrait chez les gendarmes, le receveur du district, et généralement tous les sacs de volontaires et officiers qui étaient déposés chez les habitants.

Sur les cinq heures du soir, un nombre de cavaliers chouans sont revenus avec des charrettes et ont enlevé des magasins de la manutention quatre charrettes de farine, des avoines et les draps des casernes. Après s'être assurés de l'évasion des braves défenseurs de la caserne de Haute-Bize, ils s'y sont transportés, en ont également enlevé les draps et y ont mis le feu. Pendant la nuit, des patrouilles de Chouans sont entrés en ville et ont parcouru les environs (*Archives départementales*, district de Segré).

Dès le 22 juillet 1795, le directoire du district de Segré partit pour Angers, où il établit le siège de son administration. On sait que Hoche fit la pacification, en 1796.

La démission de M^{sr} de Lorry, évêque d'Angers (1802)

M^{sr} Michel-François Couët du Viviers de Lorry, qui fut évêque d'Angers de 1782 à 1802, naquit à Metz le 19 janvier 1727. Docteur de Sorbonne, il fut sacré évêque de Vence le 1^{er} mai 1764; le prélat fut transféré à Tarbes le 11 septembre 1769 et enfin

transféré à Angers le 4 août 1782. Il prit possession par procureur le 9 novembre et son installation solennelle eut lieu le 20 décembre.

Parti d'Angers le 18 avril 1791, M^r de Lorry passa la Révolution à Paris et à Évreux. Il ne devait jamais revoir l'Anjou.

Au mois de mai 1800, le prélat écrivit, de Paris, une lettre-circulaire à tous les prêtres de son diocèse, pour qu'ils eussent à reprendre leur poste. Le 22 juillet 1801, il adressa, également de Paris, une lettre pastorale au clergé et aux fidèles de son diocèse, pour les engager à faire la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII.

M^r de Lorry reçut, le 19 septembre 1801, de M^r Spina une lettre lui faisant part du Bref pontifical *Tam multa*, qui exhortait les évêques légitimes à se démettre. Le jour même de la réception de la lettre du mandataire de Pie VII, le prélat adressa sa démission de l'évêché d'Angers. Le 21 septembre, l'abbé Bernier, curé de Saint-Laud, négociateur du Concordat, envoya au Premier Consul la démission de l'évêque d'Angers (*Moniteur*). Quelque temps après, M^r de Lorry recevait du Pape le Bref *Novum ac luculentum*, qui le félicitait et le louait de son désintéressement; en même temps, le cardinal Caprara, légat à latere, confirmait l'évêque démissionnaire dans l'exercice de sa juridiction sur le diocèse d'Angers, jusqu'à la prise de possession du nouveau diocèse par le titulaire choisi par le Gouvernement et agréé par le Siège Apostolique.

Le 9 avril 1802, M^r de Lorry fut nommé par le Premier Consul évêque de La Rochelle. Deux jours après, le cardinal Caprara sacra, à Notre-Dame, M^r Bernier, évêque d'Orléans; l'un des prélats assistants était M^r de Lorry. Le 17 avril, le légat donna l'institution canonique au nouvel évêque de La Rochelle, qui, le lendemain, jour de Pâques, assista à la cérémonie de Notre-Dame et prêta serment de fidélité au Gouvernement entre les mains de Bonaparte.

C'est le 6 juin que M^r de Lorry cessa ses fonctions d'administrateur apostolique du diocèse d'Angers par la prise de possession de M^r Montault, qui eut lieu ce jour-là.

Le diocèse de La Rochelle comprenait la Charente-Inférieure et la Vendée. Le 15 juillet, le préfet de la Vendée mandait à celui de Maine-et-Loire : « M. de Lorry est parti de Paris depuis près d'un mois : j'étais en correspondance suivie avec lui. Il m'avait annoncé qu'il passerait par Fontenay. Portalis me l'avait écrit. Depuis, je n'en ai pas entendu parler, sinon qu'on répond vaguement qu'il a donné sa démission. »

Au début de juillet, M^r de Lorry, dont la santé était chancelante, avait effectivement envoyé sa démission de l'évêché de La Rochelle. Le Premier Consul ne voulut pas l'accepter, et l'abbé Jauffret fut chargé d'administrer provisoirement le diocèse de La Rochelle.

Le dimanche 3 octobre, l'abbé Mirlin, curé de Saint-Barthélemy, prit possession au nom de M^r de Lorry, en présence d'un délégué de l'archevêque de Bordeaux. Le 6 octobre, fut publiée une Ordonnance du nouvel évêque de La Rochelle concernant la suppression de certaines fêtes.

A la date du 17 novembre, le cardinal Caprara mandait à M^r de Lorry : « Le Souverain Pontife a accueilli favorablement la lettre par laquelle vous l'avez supplié d'accepter votre démission de l'évêché de La Rochelle. Il m'a ordonné de vous donner connaissance de ses dispositions à votre égard et de vous annoncer qu'il répondra sous peu directement à votre lettre. Voilà donc enfin vos vœux exaucés, et vous restez déchargé du fardeau de l'épiscopat, devenu trop pesant pour votre âge et vos infirmités. Votre démission étant acceptée par Sa Sainteté, pour que les fidèles du diocèse de La Rochelle ne restent pas, même momentanément, privés des secours spirituels dont ils peuvent avoir besoin, je vais en confier l'administration à M. de Mandolx, désigné pour être votre successeur. Jouissez donc du repos que vous souhaitez après tant d'années d'épiscopat, et soyez persuadé de la parfaite estime avec laquelle je continuerai toujours d'être, Monseigneur, votre très humble serviteur. » (*Archives du baron de Couët, capitaine de husards, à Strasbourg.*)

Nouvelle lettre du cardinal légat à M^r de Lorry, le 18 novembre : « Après vous avoir envoyé ma lettre d'hier, j'ai appris que vous aviez fait le travail de l'organisation du diocèse de La Rochelle et que vous n'attendiez que l'agrément du Gouvernement pour le mettre à exécution. Je m'empresse de vous prier d'achever votre ouvrage, jusqu'à ce que la besogne soit entièrement accomplie, et je vous donne pour cet objet tous les pouvoirs nécessaires. J'en prévien dans les mêmes termes M. de Mandolx, votre digne successeur, et je vous réitère les assurances de la parfaite estime avec laquelle je suis, etc. »

Dernière lettre du cardinal Caprara, datée du 20 novembre : « Je n'ai jamais douté que vous n'ayez employé les moyens tendant le plus directement à l'utilité de l'Église et à la tranquillité publique, en vous appliquant au travail de l'organisation du diocèse de La Rochelle, et je suis très satisfait que vous ne

vous refusiez pas à compléter une besogne que vous aviez déjà presque portée à son terme. Quant aux mesures qu'il conviendra d'adopter pour l'installation des curés et des desservants, le tout pourra se combiner avec M. de Mandolx, qui se concertera avec vous sur cet objet. »

M^{sr} de Lorry était encore chargé de l'administration du diocèse de La Rochelle quand il mourut à Paris, le 14 mars 1803. En effet M^{sr} de Mandolx, sacré le 2 février à Notre-Dame de Paris, ne prit possession que le dimanche de la Passion, 27 mars.

Un service solennel pour le repos de l'âme du prélat fut célébré à la cathédrale d'Angers, le 28 mars 1803.

Les paroisses poitevines du diocèse d'Angers (1802)

C'est le 6 juin 1802 que M^{sr} Montault, évêque concordataire d'Angers, prit possession du siège d'Angers. Le même jour, vingt-quatre paroisses de l'ancien diocèse de Poitiers furent annexées au nouveau diocèse d'Angers. Nous allons donner les notes rédigées antérieurement par les administrateurs apostoliques poitevins sur les ecclésiastiques qui habitaient ces paroisses (Archives de l'évêché de Poitiers, communication de M. Pouliot). Le mot « jureur » veut dire : ayant fait le serment à la constitution civile du clergé, demandé par le décret du 27 novembre 1790 et condamné par le Pape le 13 avril suivant. Le mot « intrus » indique ceux qui, après avoir fait ce serment, ont pris la place d'un curé légitime.

Cure de Saint-Martin d'*Antoigné*. — M. Lelivec, curé légitime, jureur, rétracté, puis soumissionnaire (1795), haineux. — Rétracté de tout en janvier 1802.

Prieuré-cure de Saint-Vincent de *Brézé*. — M. Lebrun, prieur, jureur, marié.

Cure de Sainte-Catherine du *château de Brézé*. — M. Milon, curé du château, mort.

Cure de Notre-Dame de la *Chapelle-sous-Doué*. — M. Malécot, intrus, exerce. M. Bâcher, curé légitime, non jureur, déporté, rentré en 1801.

Cure de Saint-Hilaire de *Cléré*. — M. de Huictmuidz, curé légitime, jureur, mort assassiné.

Cure de Saint-Hilaire de *Concourson*. — M. Boussinot, curé légitime, jureur, rétracté.

Cure de Saint-Pierre-aux-Liens d'*Epteds*. — M. Prodeau, curé légitime, jureur, rétracté, mort à Poitiers. M....., intrus, ancien chanoine de Candes, du diocèse de Tours.

Cure de Saint-Michel de *Fontevrault*. — M. Guerrier, curé légitime, jureur, supérieur du séminaire de l'évêque constitutionnel de Maine-et-Loire, mort (guillotiné à Paris, le 8 octobre 1794). M. Nau, vicaire légitime, marié et veuf, a quitté cette paroisse pour s'intruser à Couziers, en Touraine. M. Rangeard, vicaire intrus.

Cure de Saint-Martin de Vertou de *Lenay*. — M. Trouvé, curé légitime, jureur, exerce.

Cure de Saint-Aubin de *Méron*. — M. Contreau, curé légitime, jureur, rétracté, n'exerce pas.

Cure de Saint-Pierre de *Montreuil-Bellay*. — M. Lefebvre, curé légitime, jureur, exerce. M. Chassereau, chanoine de Thouars, jureur, mort. M. Dalais, chanoine idem, non jureur, fusillé à Nantes. M. Lefebvre a quitté sa paroisse pour se faire vicaire constitutionnel de l'intrus de la Loire-Inférieure.

Cure de Saint-Hilaire de *Nuelt-sous-Passavant*. — M. Phelipponneau, curé légitime, jureur, rétracté, exerce. M. Sidenne, vicaire légitime, jureur.

Cure de Sainte-Marie et Saint-Etienne de *Passavant* (deux paroisses réunies). — M. Dubled, curé légitime, jureur, exerce. M. Leguindron, intrus.

Cure du *Puy-Notre-Dame*. — M. Roblain, curé légitime, non jureur, mort. M. Marillet, chanoine du Puy, intrus, mort. M. Estienvrot, chapelain de Nantilly de Saumur, intrus après le dernier. MM. Texier, chanoines, jureurs, rétractés, n'exercent pas. M. Gourdault des Marais, chanoine, jureur, n'exerce pas, rétracté en 1800. M. Marné, chanoine, jureur, rétracté et retiré près Richelieu. M. Souchet, chanoine, mort.

Cure de Saint-Hilaire de *Rillé*. — M. Bertaud, curé légitime, mort. M. Cercler, intrus.

Cure de *Saint-Cyr-en-Bourg*. — M. Dézé, curé légitime, jureur, persévérant schismatique. Jureur sans rétractation et sans envie de se rétracter, a toujours exercé et exerce encore publiquement.

Cure de *Saint-Hilaire-le-Doyen*. — M. Moliet, curé légitime, déporté. M. Jamet, intrus.

Prieuré-cure de *Saint-Hippolyte-sur-Dive*. — M. Targé, curé légitime, mort.

Cure de *Saint-Just-sur-Dive*. — M. Justeau, curé légitime, jureur, n'exerce pas.

Cure de *Saint-Macaire-du-Bois*. — M. Lierre, curé légitime, déporté.

Cure de Saint-Pierre de *Vaudelnay*. — M. Paterné, curé légitime, jureur, marié. M. Baillon, jureur de la soumission (1795), du serment de haine (1797), exerce ici publiquement et vient de faire la promesse de fidélité (1800) ; mauvais sujet, ivrogne. *A voir*.

Cure de la *Lande-des-Verchers*.

Cure de *Saint-Just-des-Verchers*. — M. Chamars, curé légitime, jureur, exerce.

Cure de *Saint-Pierre-des-Verchers*. — M. Poupard, curé légitime, jureur, exerce.

Sept paroisses ont été supprimées : 1) Sainte-Catherine du château de Brézé, réunie en 1802 à Saint-Vincent de Brézé ; 2) Lenay, réuni à Montreuil-Bellay en 1802 ; 3) Rillé, réuni à Vaudelnay en 1802 ; 4) Saint-Hilaire-le-Doyen, réuni à Montreuil-Bellay en 1835 ; 5) Saint-Hippolyte-sur-Dive, réuni à Saint-Just-sur-Dive en 1802 ; 6) Lande des Verchers, réunie à Saint-Pierre-des-Verchers en 1802 ; 7) Saint-Pierre des Verchers, réuni à Saint-Just-des-Verchers en 1806.

L'arrondissement de Saumur en 1803

A la fin de septembre 1803, le sous-préfet de Saumur adressa au préfet de Maine-et-Loire le compte de la situation de son arrondissement pendant le dernier trimestre de l'an XI, c'est-à-dire depuis le 20 juin 1803 jusqu'au 23 septembre. A cette époque, le canton de Thouarcé faisait partie de l'arrondissement de Saumur. L'abbé Raymond, curé de Saint-Paul-du-Bois, était le seul prêtre de l'arrondissement qui avait refusé de se soumettre au Concordat et créait alors le schisme de la « Petite Eglise ».

Sûreté publique. — Les événements qui se sont passés pendant le quatrième trimestre de l'an XI, ont été peu importants par leur influence sur la tranquillité publique.

Haute police. — Les maires ayant enfin senti la nécessité de purger leurs communes des gens capables de troubler la tranquillité, avaient, en conséquence des ordres du préfet, fait arrêter et conduire devant lui divers individus qui étaient un sujet d'in-

quiétudes pour les honnêtes habitants ; mais les mesures de haute police ayant cessé d'avoir leur effet, ces individus ont été mis en liberté.

Substances. — La circulation des grains se fait plus remarquer dans l'arrondissement de Saumur qu'ailleurs, à raison de la facilité du transport par la Loire et des spéculations de quelques négociants de la commune de Saumur. Le peuple s'étonne que, malgré le mouvement de cette denrée qui est abondante, le prix en soit aussi haut ; mais il voit avec tranquillité l'exportation, persuadé qu'elle n'est qu'intérieure et que les autorités veillent à ce qu'elle n'ait pas lieu pour l'étranger. La police des marchés continue toujours d'être nulle, par l'insouciance des fonctionnaires chargés d'établir ou de maintenir cette police.

Commerce. — La place de Saumur avait l'espoir de redonner à son commerce l'essor qu'il avait anciennement ; déjà nos vins des coteaux et de l'Anjou étaient vendus et en partie expédiés pour l'étranger. lorsque la guerre est venue arrêter ces spéculations. Le vœu général ici est pour l'heureux et prompt succès des mesures extraordinaires que prend le Gouvernement pour punir l'Anglais d'avoir manqué à ses engagements. — L'altération des monnaies et la grande quantité de fausses qui se trouvent en circulation, en nécessitaient la refonte générale, que le Gouvernement a adoptée ; mais avant la démonétisation absolue on aurait dû établir des bureaux de change à proximité des citoyens.

Cultes. — Un seul prêtre dans l'arrondissement de Saumur du nombre de ceux conservés en fonctions, s'est refusé au serment prescrit par la loi du 18 germinal (8 avril 1802). Il a échappé jusqu'à présent à toutes les recherches qui ont été faites pour l'arrêter. Placé à Saint-Paul-du-Bois, frontière de Maine-et-Loire, il passe dans le département voisin lorsqu'il est inquiet des recherches faites en Maine-et-Loire, et ainsi alternativement. On continue à le rechercher, et sans doute on parviendra à en purger le pays.

Police personnelle. — Les renseignements parvenus sur la conduite de quelques particuliers ont été transmis au préfet.

Esprit public. — L'esprit public est généralement bon dans cet arrondissement. Peu de communes ont pris part à l'insurrection ; mais dans chacune il existe des individus qui se sont prononcés pour la Révolution et d'autres qui se sont prononcés contre. Ils sont en défiance et s'accusent réciproquement de

n'être pas amis du Gouvernement : les motifs quelconques de réunion, les repas mêmes sont dénoncés comme assemblées où l'on traite de conspiration. On ne peut se dissimuler qu'il existe encore de part et d'autre de mauvaises têtes, des gens qui se bercent de chimères. Mais comment croire que l'homme qui a des motifs d'être attaché à l'état de choses actuel, puisse être suspect? Sans donc rien généraliser, il est néanmoins prudent, à raison de la guerre, de recueillir les différents rapports, de les vérifier et de ne prendre une opinion qu'après des renseignements certains. (Série V, *Police des cultes, Petite Eglise*).

Le Gérant : J. CREUSÉ.

La Chambre ecclésiastique du diocèse d'Angers

Dans les premiers siècles de l'Eglise, l'évêque seul réglait les affaires de son diocèse avec son archidiacre. Plus tard, les conciles et quelquefois les synodes fixèrent tout ce qui pouvait intéresser l'administration temporelle des diocèses, mais l'évêque avec son presbytère décidait les affaires provisoires. Dans la suite des temps, les conciles étant devenus rares, presque impossibles, et le presbytère de nos anciens évêques n'existant plus, il fallut trouver une autre forme de gouvernement. Les évêques formèrent dans leur ville épiscopale une assemblée de tous les ordres ecclésiastiques, qu'on appela *Assemblée générale du Clergé*, parce que tout le clergé choisissait ceux qui le représentaient.

Toutes les affaires concernant l'administration temporelle étaient traitées dans cette Assemblée générale du Clergé, dont les séances avaient lieu une ou plusieurs fois l'année, suivant l'exigence des cas. Ce corps députait aux assemblées provinciales, indiquait à ses députés ceux qui devaient être nommés pour assister à l'assemblée générale du clergé, à Paris. Il réglait les emprunts, les aliénations, les échanges, les arrentements. Il nommait les commissaires pour régir et administrer les biens du clergé.

C'est l'évêque, ou un de ses vicaires généraux, qui convoquait l'Assemblée générale du Clergé. Le billet de convocation indiquait les objets qu'on devait mettre en délibération, et était adressé, par le secrétaire du clergé, à tous les chefs de compagnie. Ceux-ci réunissaient leur corps, afin de délibérer et de nommer un ou deux députés, suivant leurs droits respectifs, dont les registres font mention depuis le début du xvii^e siècle. Les députés portaient les vœux de leurs commettants de vive voix ou par écrit, suivant l'importance ou la multiplicité des affaires qui devaient être traitées. Les pouvoirs de tous les députés à cette Assemblée générale n'étaient que momentanés ; ils finissaient avec la séance qui y avait donné lieu.

Les députés étaient au nombre de vingt-cinq, savoir : l'Evêque (ou un vicaire général), *président* ; deux chanoines de la Cathédrale ; les quatre Abbés de Saint-Aubin, Saint-Serge, Saint-Nicolas et Toussaint, représentant les autres Abbés, les prieurs et bénéficiers simples du diocèse ; un représentant de l'abbesse

du Ronceray, agissant au nom de toutes les communautés de femmes ; un chanoine de Saint-Laud ; un chanoine de Saint-Martin ; quatre chanoines de Saint-Pierre, Saint-Julien, Saint-Maurille et Saint-Mainbeuf, représentant tous les chapitres du diocèse ; un membre de la communauté de la Trinité, formant chapitre ; les huit membres de la Chambre ecclésiastique ; le syndic et le secrétaire du clergé (1).

Nous allons donner les noms des membres qui assistèrent à l'Assemblée générale du Clergé tenue le lundi 13 mars 1786 : Mgr de Lorry, évêque d'Angers et abbé de Saint-Serge, *président* ; MM. d'Alichoux et du Tertre, chanoines de la Cathédrale ; dom Flosceau, prieur de l'abbaye Saint-Aubin ; dom Barat, doyen de l'abbaye Saint-Nicolas ; M. Dufay, chanoine régulier de l'abbaye Toussaint ; M. Ribay, député de l'abbesse du Ronceray ; M. Boumard, chanoine de Saint-Laud ; M. Barat, chanoine de Saint-Martin ; M. Mongodin, chanoine de Saint-Pierre ; M. du Pouget du Claux, doyen du chapitre de Saint-Julien et supérieur du Séminaire ; M. Gontard, chanoine de Saint-Maurille ; M. Lejeune, chanoine de Saint-Mainbeuf et directeur au Séminaire ; M. Duval, député de la communauté de la Trinité ; les membres de la Chambre ecclésiastique (Louet et de la Brosse, chanoines de la Cathédrale, dom Piolaine, bénédictin, Tonnelet, prieur de Toussaint, de Fontenay, chanoine de Saint-Laud, Roussel, curé de Saint-Maurille ; manquaient Guillot, chanoine de Saint-Maurille, et Chotard, curé de Saint-Martin) ; Béguyer du Marais, syndic du clergé ; Voisin, secrétaire du clergé.

★★

Le clergé contribuait aux charges de l'Etat et était astreint à des impositions connues sous le nom de « décimes ». L'Assemblée générale du Clergé ne se mêlait en aucune manière de cette imposition, et en laissait le soin à la *Chambre Ecclésiastique* ou Bureau diocésain.

Dans le principe, la Chambre Ecclésiastique n'avait aucune juridiction. Elle dut son existence, comme tribunal, à l'Assemblée générale, qui sollicita des lettres-patentes pour l'autoriser à juger, nommer des officiers, etc. Elle les obtint le 28 juin 1639.

La Chambre Ecclésiastique (ou Bureau diocésain) était composée de huit membres : deux chanoines de la Cathédrale, deux

(1) Le roi ordonna que seraient adjoints à l'Assemblée générale deux curés, élus par tous les curés du diocèse (13 avril 1786).

députés des réguliers (un Bénédictin et un chanoine régulier de la Congrégation de France), un député des chapitres royaux de Saint-Laud et de Saint-Martin, un député des quatre chapitres de Saint-Pierre, Saint-Julien, Saint-Maurille et Saint-Mainbeuf, enfin deux curés.

Les membres de la Chambre Ecclésiastique étaient nommés par l'Assemblée générale du Clergé, sauf de 1692 à 1786 où ils furent désignés par la Chambre elle-même.

Les fonctions de la Chambre Ecclésiastique consistaient à faire la répartition des décimes et à juger les différends qui s'élevaient à ce sujet. Elle tenait ses audiences tous les jeudis, dans la salle de l'Officialité, et elle s'assemblait chaque trimestre au Bureau des décimes pour examiner les requêtes des contribuables, nommer des commissaires chargés d'arrêter à la fin de chaque mois les comptes du receveur, de mettre la recette du mois en caisse, et enfin de délivrer à chaque terme l'argent qui devait être envoyé à la recette générale (1).

Outre ces séances ordinaires, la Chambre en tenait toutes les fois qu'elle était convoquée pour des affaires imprévues. Quand il survenait des changements dans la taxe du diocèse, elle s'assemblait matin et soir, trois jours par semaine, pendant trois ou quatre mois, pour la confection du rôle (1781).

Chacun des huit membres de la Chambre Ecclésiastique touchait 200 livres d'honoraires. Le syndic du clergé et le secrétaire, qui assistaient aux séances, avaient le premier 500 livres et le second 300 livres d'émoluments.

Voici les membres qui composèrent la Chambre Ecclésiastique depuis 1760 jusqu'à la Révolution (en l'absence de l'Evêque, elle était présidée par un vicaire général) : MM. de Montecler, doyen de la Cathédrale (1760-1768), Roustille, chanoine de la Cathédrale (1769-1780), Louet, maître-école (1780-1790) ; — Delaunay de la Mottaye, chanoine de la Cathédrale (1760-1773), Nioche de la Brosse (1774-1786), Dutertre des Roches (1786-1790) ; — Dom de Bos, prieur de Saint-Nicolas (1760-1761), dom Le Chapelier, prieur de Saint-Aubin (1761-1769), dom Malherbe, prieur de Saint-Aubin (1769-1775), dom Maucler, prieur de Saint-Serge (1775-1781), dom Piolaine, prieur de Saint-Nicolas (1782-1790) ; — MM. Flament, prieur de Saint-Augustin-lès-Angers (1760-1762), Minau de la Charbonnerie, prieur de Toussaint (1762-1770), Compain, prieur de Toussaint

(1) Le clergé du diocèse d'Angers versait tous les six mois 94.000 livres dans la Caisse générale du Clergé de France.

(1771-1780), Tonnelet, prieur de Toussaint (1780-1790); — Aubry, chanoine de Saint-Laud (1760-1774), Terrien de l'Épinay, chanoine de Saint-Martin (1774-1781), de Fontenay, chanoine de Saint-Laud (1781-1787), Barat, chanoine de Saint-Martin (1787-1790); — Dumolin, chanoine de Saint-Julien et supérieur du Séminaire (1760-1776), Guillot, chanoine de Saint-Maurille (1776-1787), Mongodin, chanoine de Saint-Pierre (1788-1790); — Tuau, curé de la Trinité (1760-1768), Dubé, curé de Lesvière (1768-1782), Roussel, curé de Saint-Maurille (1782-1790); — Chotard, curé de Saint-Martin (1760-1788), Gaudin, curé de Saint-Nicolas (1788-1790).

Voici maintenant les *syndics du clergé* : MM. de Javary jusqu'en 1750, Mézeray (1750-1785), Béguyer du Marais (1785-1786), Nioche de la Brosse (1786-1790), tous chanoines de la Cathédrale.

Les *secrétaires du clergé* furent : MM. Frémont jusqu'en 1760, Voisin, doyen de Saint-Pierre (1760-1786), Corbin, chanoine de Saint-Martin (1786-1790).

Receveurs des décimes : MM. Lointier jusqu'en 1773, François-Jean-Marc Lointier, fils du précédent (1773-1782), Guérin (1782-1790).

Huissiers au recouvrement des décimes : MM. Gillebert (1772-1790), Dumesnil (1778-1790).

Le syndic du clergé, le secrétaire du clergé, le receveur des décimes, étaient nommés par l'Assemblée générale du clergé.

A propos des obsèques d'un Janséniste angevin (1739)

L'oratorien Quesnel devint à la mort du grand Arnauld (1694) le chef incontesté du jansénisme. Son ouvrage en quatre volumes, intitulé les « Réflexions morales sur le Nouveau Testament », était en grand honneur auprès des jansénistes ; ils le regardaient presque comme un second Évangile. Selon eux, il égalait, s'il ne les surpassait, les livres de spiritualité les plus réputés. Ils s'en nourrissaient ; beaucoup en avaient fait leur livre de chevet et comme leur bréviaire. On devine, dès lors, l'indignation que sa condamnation souleva parmi les membres de la secte. C'est le 8 septembre 1713 que le Pape Clément XI promulgua la Bulle « Unigenitus », qui censurait 101 proposi-

tions extraites des « *Réflexions morales* », et frappait du même coup le livre et son auteur. Les jansénistes créèrent aussitôt une Revue, intitulée les « *Nouvelles ecclésiastiques* », qui subsista de 1713 à 1803. Le P. Patouillet, jésuite, publia, de 1734 à 1748, une autre Revue, qui avait pour titre « *Supplément aux Nouvelles Ecclésiastiques* », et dont l'esprit était nettement anti-janséniste.

Parmi les opposants à la Bulle « *Unigenitus* », il faut mentionner un Angevin, M. Grimaudet du Landreau, qui mourut dans son erreur le 11 septembre 1739. Le 4 octobre suivant, on écrivait, d'Angers, au journal du P. Patouillet, qui se publiait à Paris :

M. Marin-Claude Grimaudet, parent d'un conseiller de ce nom au Parlement de Bretagne, mourut en bon janséniste le 11 du mois dernier, sur la paroisse de Saint-Maurille d'Angers. M. Levacher, desservant de cette paroisse, prévoyant que le sieur Grimaudet lui ferait demander les sacrements, avait pris d'avance les ordres de Monsieur notre Evêque (Mgr de Vaugrauld) et lui avait écrit pour cela à Eventard, sa maison de campagne (Ecouflant). La réponse du prélat fut de ne point donner les sacrements au malade s'il refusait de se soumettre à la Bulle *Unigenitus*. Le desservant fut requis, comme il s'y était attendu, de porter les sacrements (Viatique et Extrême-Onction) à M. Grimaudet. Il l'alla voir et lui demanda s'il s'était confessé et à qui. Le malade dit qu'il s'était confessé à un prêtre approuvé de Monsieur l'Evêque d'Angers et refusa de le nommer. Le desservant répondit qu'il ne le communierait point jusqu'à ce qu'il sût à qui il s'était confessé ; mais les instances furent inutiles. Il dit ensuite au malade qu'il lui était revenu que ses sentiments en matière de religion n'étaient pas tels qu'ils devaient être : pour s'en assurer, il le pria de vouloir bien lui dire s'il était soumis à toutes les décisions de l'Eglise. M. Grimaudet assura sans balancer qu'il y était soumis. Le desservant : *Et à la Constitution « Unigenitus » ?* — *Oui*, dit le malade, *si elle est une décision de l'Eglise.* — *En doutez-vous, Monsieur ?* ajouta le desservant. — *Oui, j'en doute*, répliqua le malade. — *Vous ne vous y soumettez donc pas ?* reprit M. Levacher. — *Non*, dit M. Grimaudet, *je n'y ai jamais été soumis et je ne m'y soumettrai jamais.* Le desservant se fit répéter la même chose devant témoins et déclara qu'il était prêt à lui administrer les sacrements, aussitôt qu'il le trouverait soumis.

Monsieur l'Evêque d'Angers vint en ville le 11 septembre,

et alla voir M. Grimaudet, avec lequel il eut une conférence de près de trois heures. Mais il ne put rien gagner sur lui. Le malade mourut ce jour-là même, comme on l'a déjà dit. On assure, mais on n'en a point de preuves certaines, qu'un Oratorien (1) lui a donné furtivement le Saint Viatique. Aussitôt après son décès, M. le desservant envoya à Eventard pour recevoir les ordres de Monsieur l'Evêque d'Angers au sujet de l'enterrement. Le chevalier Grimaudet et le chevalier de la Morouzière y allèrent eux-mêmes et obtinrent une lettre du prélat à M. du Rouzay, un de ses grands vicaires, qui était à Angers, par laquelle il lui marquait que, pour ne pas jeter dans la consternation une famille affligée et d'ailleurs respectable, il avait consenti que M. Grimaudet fût enterré par le clergé de la paroisse, avec le moins de cérémonies que faire se pourrait, sans cependant rien omettre de ce qui est prescrit par le Rituel. On observera que la paroisse de Saint-Maurille d'Angers est desservie dans une église collégiale, et il est d'usage que le Chapitre fasse les obsèques des personnes de distinction. Mais le prélat ne voulut pas que le défunt reçût cet honneur. Il l'aurait même inutilement demandé. Le Chapitre est trop orthodoxe pour avoir pu consentir de prêter son ministère à de telles funérailles. Le desservant obéit, avec toute la répugnance possible, aux ordres de son Evêque. Il faut en excepter l'injonction de faire peu de cérémonies, à laquelle il se conforma de son mieux. La famille désirait que l'enterrement se fît à sept heures du soir. Comme il est très ordinaire d'enterrer à cette heure-là les personnes d'un certain rang, le desservant pensa que la sépulture serait moins solennelle et le convoi moins nombreux en l'avancant de quelques heures. Immédiatement après vêpres (12 septembre), il fit sonner par trois fois : les trois sons ensemble durèrent à peine le temps d'un *Pater*, après quoi il ne fut plus question de cloches pour le reste de la cérémonie. Le clergé de la paroisse, quoique nombreux, se réduisit au desservant, à une prêtre nommé Doublet et à trois officiers laïcs du Chapitre revêtus de surplis. M. Levacher omit dans les oraisons le nom du défunt et dirigea son intention pour le dernier des fidèles décédés dans la communion de l'Eglise. Dès que le *Subvenite* eut été chanté à la porte du défunt, le magnifique clergé partit avec tant de précipitation que les porteurs du corps ne purent le suivre que de fort loin et en laissant vide un très grand intervalle. M. le des-

(1) De 1717 à 1749, les évêques d'Angers défendirent aux Oratoriens de prêcher et de confesser dans le diocèse, pour raison de jansénisme.

servant entrant à l'église, jeta de l'eau bénite par derrière lui sans se détourner, comme s'il eût voulu chasser le diable qui l'aurait suivi. Il ne se trouva à l'église que deux ou trois parents avec deux Pères de l'Oratoire et M. Rateur, conseiller au Présidial d'Angers, aussi connu par son dévouement à la nouvelle secte que par sa profonde ignorance sur les matières de religion. Sur la fin de la cérémonie arrivèrent M. de Pignerolles le jeune et ses trois neveux. Ils se placèrent dans le chœur du Chapitre, où le deuil a coutume de se mettre durant les obsèques qui se font par la collégiale. M. Péan, un des chanoines, les fit sortir, en leur disant que ce n'était point là leur place. En sortant de l'église, le sieur de Pignerolles demanda à une femme qu'il rencontra, pourquoi il y avait si peu de prêtres à l'enterrement et s'il n'y en avait pas davantage à cette paroisse. — *C'est, répondit-elle, que nos prêtres sont catholiques, et ils ne veulent point enterrer les huguenots !* Après l'enterrement, arrivèrent quatre ou cinq Bénédictins (jansénistes) à dessein d'y assister. Ils se plaignirent amèrement de ce qu'on l'avait fait de si bonne heure. La mort du sieur Grimaudet n'a point été annoncée dans la ville par les crieurs, selon la coutume, et il ne s'est trouvé à la sépulture aucune des communautés religieuses, qui y assistent pour l'ordinaire. Les porteurs chargés du corps disaient en marchant qu'il vaudrait mieux le jeter dans l'eau que de le mettre en terre sainte. En l'enterrant, ils renversèrent le cercueil, par mégarde ou par malice, de sorte qu'il est resté en terre la face en bas. M. Grimaudet de Gazon, conseiller au Parlement de Bretagne, et Madame son épouse, passent constamment pour avoir des sentiments très orthodoxes et tout à fait opposés à ceux dans lesquels est malheureusement mort leur parent au sujet de la Bulle *Unigenitus*.

Dans son numéro du 16 janvier 1740, le journal janséniste publia à son tour, sur la vie, la mort et la sépulture du sieur Grimaudet, une autre relation, envoyée également d'Angers :

M. Grimaudet du Landreau, d'une famille distinguée dans la province d'Anjou, mourut à Angers le 11 septembre 1739, âgé de 47 ans. Il avait passé une partie de sa jeunesse à la Cour de Lorraine, et fait de longs voyages en Allemagne et en Italie ; après quoi il s'était retiré il y a huit ans pour s'occuper uniquement de son salut. Les liaisons qu'il avait eues dans les pays étrangers, avaient rempli son esprit de sentiments ultramontains, et il était si prévenu, surtout en faveur de l'infaillibilité

du Pape, que pour cela seul il ne croyait pas qu'il fût permis d'hésiter sur l'acceptation de la Bulle. Mais comme il avait l'esprit juste et le cœur droit, on réussit à lui faire comprendre, d'un côté, que cette prétendue infailibilité n'était qu'une chimère, et, de l'autre, qu'il était déraisonnable de s'entêter dans un parti qu'on avait pris sans connaissance de cause, ni de regarder comme hérétiques des gens de bien dont les lumières étaient connues et la vertu hors d'atteinte, sans savoir au moins ce qu'ils disaient pour leur justification. Il commença donc à lire, quoiqu'avec beaucoup de défiance, quelques ouvrages sur la Constitution, et il ne fut pas longtemps à se convaincre que ce fatal décret, pris à la lettre et dans son sens propre et naturel, sape la religion par les fondements. La lecture assidue qu'il faisait du *Nouveau Testament* (du Père Quesnel) et de M. Nicole, contribua beaucoup à lui faire apercevoir l'opposition qu'il y avait entre la doctrine de l'Evangile et celle de la Bulle. Dès qu'il eut connu la vérité, il s'y attacha fortement, non pour en remplir seulement son esprit, mais pour en nourrir son cœur et en faire la règle de sa conduite. Le témoignage qu'il lui a rendu en mourant, a bien fait voir qu'elle y était en effet profondément gravée. Dieu le préparait depuis longtemps à ce dernier sacrifice par une chaîne d'infirmités et de maladies compliquées, qui lui rendaient la mort toujours présente et qui n'empêchaient pas qu'il ne menât une vie pénitente et appliquée, faisant paraître au milieu des douleurs les plus vives et les plus pénétrantes une patience et une douceur dont tous ceux qui le voyaient étaient édifiés.

Vers la fin du mois d'août, il fut forcé de garder le lit, et, le 9 septembre, M. Levacher, desservant de la paroisse de Saint-Maurille, lui fit une première visite, où il ne fut question de rien. Le 10 au matin, ce même ecclésiastique revint et ne vit point le malade, qu'on saignait alors. Le soir du même jour, il revint encore, et on va voir si c'était la charité qui produisait ce zèle apparent. Sans autre préambule, il commença par offrir un confesseur au malade. Celui-ci répondit qu'il en avait un, qu'il était disposé à recevoir les sacrements, qu'il en avait un vrai désir et les demandait avec instance. Sourd à cette prière, le desservant s'informa à plusieurs reprises qui était le confesseur, et ne put tirer d'autre réponse à cette question, sinon que c'était un prêtre *approuvé*. Il demanda aussi plus d'une fois si le malade était soumis à l'Eglise et à ses décisions, à quoi M. du Landreau répondit toujours affirmativement,

confessant qu'il était « chrétien, enfant de l'Eglise catholique, apostolique et romaine ». Mais à la question s'il recevait la Constitution *Unigenitus* et s'il la regardait comme une décision de l'Eglise, la réponse fut négative. On lui offrit de lui amener des « docteurs », et il répondit judicieusement : « Est-ce un traité de théologie qu'il faut faire à un moribond ? Il faut le soutenir et le consoler. Je vais mourir, j'y suis préparé. Je vous demande les sacrements. — La Constitution est une décision de l'Eglise et une règle dogmatique. » C'est l'unique réponse que le desservant ne se lassa point de répéter ; et lorsque le malade lui représenta que le roi défendait qu'on inquiétât les mourants sur ces sortes de matières : « J'ai, dit-il en se retirant, des ordres de mes supérieurs pour vous faire expliquer. » Il reparut pour la troisième fois du même jour, sur les huit heures du soir ; et étant entré précipitamment dans la chambre du malade, accompagné du vicaire et d'un chapelain de la paroisse, il lui demanda le nom de son confesseur et s'il était encore dans les mêmes sentiments, à quoi il fit toujours les mêmes réponses, dont le desservant prit ses deux assistants à témoins, en persistant toujours dans le refus des sacrements. Enfin, pour abrégér cet affligeant récit, les choses continuèrent à se traiter sur ce pied-là jusqu'au vendredi 11 du même mois, que Monsieur l'Evêque voulut voir lui-même le malade. Un médecin, nommé Devas, voulut dans cet intervalle se mêler aussi de persuader l'acceptation de la Bulle à son malade, mais il ne réussit pas mieux sur l'esprit que sur le corps, et il eut beau faire valoir les explications des *Quarante* (1730), M. du Landreau ne voulut point faire l'essai de ce prétendu contrepoison. Le prélat fit donc enfin sa tentative particulière, et ce fut le dernier assaut que le moribond eut à essuyer. Il était réellement agonisant, quoiqu'avec une pleine connaissance. Monsieur l'Evêque d'Angers trouvant auprès de lui plusieurs parents et amis, les fit retirer. On a su néanmoins et d'une manière bien sûre tout le détail de cette conversation, de laquelle il résulte exactement que Monsieur de Vaugirauld, évêque d'Angers, fatigua le malade pendant près d'une heure par de vaines déclamations, incapables de faire impression sur un cœur comme celui de M. du Landreau, qui s'était nourri depuis longtemps des saintes vérités que la Bulle condamne et qui en avait senti tout le prix.

Dès qu'on lui eut refusé la première fois les sacrements, il comprit qu'il fallait se résoudre à porter aux yeux des hommes l'ignominie de cet injuste refus. Il entra dès lors dans des sen-

timents de sacrifice et de soumission à la volonté de Dieu, lui rendant sans cesse des actions de grâces de ce qu'il voulait bien lui donner ce dernier trait de conformité avec son Fils, en retraçant en sa personne, pour la défense de la vérité, l'anathème que Jésus-Christ avait souffert comme vérité incarnée. Dans ces dispositions, qu'il conserva bien distinctement jusqu'au dernier soupir, il rendit son âme à Dieu avec une paix, et on peut dire même avec une joie qui était le fruit d'une piété solide et longtemps éprouvée. Monsieur l'Evêque, qui avait défendu qu'on lui administrât les sacrements, voulut bien, par considération pour la famille et à la sollicitation d'un gentilhomme parent du défunt, accorder la sépulture ecclésiastique, avec ordre par écrit de n'omettre aucune des cérémonies prescrites par le Rituel. Mais ensuite il défendit de faire aucun service, et on assure qu'il a même défendu depuis à tous les confesseurs réguliers d'entendre les confessions des mourants, sans une permission expresse de sa part. Malgré les ordres positifs de cet Evêque, adressés au desservant, plusieurs prêtres refusèrent d'assister au convoi, entre autres le sieur Gaux, vicaire, qu'on soupçonne d'avoir ameuté le menu peuple, qui cria à *l'hérétique, au damné*, etc. De plus, quelques ecclésiastiques et autres élèves et suppôts des Sulpiciens, qui dominent dans la ville d'Angers, ont entrepris publiquement plusieurs personnes pour avoir assisté aux funérailles du respectable défunt, en sorte que l'étendard du schisme est hautement et publiquement levé dans cette grande ville.

Le *Supplément* jésuitique, qui ne manque jamais de faire l'éloge de ces actes de schisme, ne manque pas non plus en rapportant ce qui concerne M. du Landreau, d'observer que le desservant avait pris les ordres de son Evêque pour refuser les sacrements ; qu'il avait aussi consulté le prélat au sujet de l'inhumation ; que M. d'Angers, « pour ne pas jeter dans la consternation une famille affligée et d'ailleurs respectable », avait consenti que le défunt fût enterré, etc. A quoi le libelle schismatique ajoute que la paroisse de Saint-Maurille d'Angers étant desservie dans une collégiale, il est d'usage que le Chapitre fasse les obsèques des personnes de distinction, mais que le prélat ne voulut pas que le défunt reçût cet honneur ; que même il l'aurait inutilement demandé, le Chapitre étant trop orthodoxe pour avoir pu consentir à prêter son ministère à de telles funérailles ; que le desservant obéit avec toute la répugnance possible aux ordres de son Evêque, excepté à l'injonction de faire peu de cérémonies, à laquelle il se conforma de

son mieux ; qu'il avança le convoi de quelques heures, dans la pensée qu'il serait moins solennel et moins nombreux ; que toute la sonnerie dura à peine le temps d'un *Pater* ; que le desservant omit dans les oraisons le nom du défunt et qu'il dirigea son intention pour le dernier des fidèles décédé dans la communion de l'Eglise (ce qui dans le style de cet écrivain forcené signifie d'entre les Constitutionnaires) ; que le magnifique clergé partit de la porte du défunt avec tant de précipitation, que les porteurs du corps ne purent le suivre que de fort loin ; que le desservant entrant dans l'église jeta de l'eau bénite par derrière lui sans se détourner, comme s'il eût voulu chasser le diable qui l'aurait suivi. On fait en cet endroit une énumération affectée et pleine de malignité du petit nombre prétendu des assistants. On raconte que l'un d'eux ayant demandé à une femme pourquoi il y avait si peu de prêtres à cet enterrement et s'il n'y en avait pas davantage à cette paroisse, elle répondit : « C'est que nos prêtres sont catholiques, et ne veulent point enterrer les huguenots ! » Enfin on prétend que les porteurs du corps disaient en marchant qu'il vaudrait mieux le jeter dans l'eau que de le mettre en terre sainte, et qu'en l'enterrant ils renversèrent le cercueil, de sorte qu'il est resté en terre la face en bas. On termine cet article en observant avec complaisance que M. Grimaudet de Gazon, conseiller au Parlement de Bretagne, et Madame son épouse, passent constamment pour avoir des sentiments très orthodoxes et tout à fait opposés à ceux dans lesquels est malheureusement mort leur parent au sujet de la Bulle *Unigenitus*.

Nous ne prétendons pas à beaucoup près garantir l'exactitude de cet étrange récit, dont nous ne faisons mention que pour donner en passant un exemple palpable de l'esprit séditieux qui anime ces sonneurs de tocsin dans tous leurs libelles, toutes les fois surtout qu'il s'agit de refus de sépulture ou de sacrements. La postérité croira-t-elle que le libelle qui contient des excès si évidemment contraires à la religion, au bon ordre et à la tranquillité de l'Etat, se sera débité impunément, et même avec une sorte d'autorisation secrète, au milieu de la capitale d'un royaume chrétien et sous les yeux de tous ceux à qui il appartient essentiellement d'y tenir la main ? Nous savons que quelques personnes, faisant trop peu d'attention à l'état des choses, tournent en preuves pour la cause des Constitutionnaires le silence que nous gardons sur ce libelle jésuitique...

Enfin, le 30 avril 1740, on mandait encore une fois, d'Angers, à l'organe antijanséniste :

L'auteur des *Nouvelles Ecclésiastiques*, dans sa feuille du 16 janvier, accuse Monsieur notre Evêque et son clergé d'avoir levé hautement et publiquement l'étendard du schisme dans la ville d'Angers. L'unique fondement d'une accusation si atroce est le refus des sacrements faits à M. Grimaudet du Landreau, de famille distinguée en Anjou, mort le 11 septembre 1739, âgé de 47 ans. Et comment mourut-il ? Quelles furent les dispositions du malade ? Nous apprenons du *Nouvelliste* même que ce gentilhomme regardait la Bulle *Unigenitus* comme un « fatal décret, lequel pris à la lettre et dans son sens propre et naturel sape la religion par les fondements. » M. Levacher, desservant de la paroisse de Saint-Maurille, ne put savoir qui était son confesseur. A la question s'il recevait la Constitution *Unigenitus* et s'il la regardait comme une décision de l'Eglise, la réponse fut négative. Un médecin nommé Devas voulant aussi « persuader l'acceptation de la Bulle à son malade ne réussit pas mieux ; il eut beau faire valoir les explications des *Quarante*, M. du Landreau ne voulut point faire l'essai de ce prétendu contre-poison. » Monsieur de Vaugirauld, évêque d'Angers, l'ayant entretenu près d'une heure, ne put faire aucune « impression sur son cœur. » Dès qu'on lui eut refusé une première fois les sacrements, « il comprit qu'il fallait se résoudre à porter aux yeux des hommes l'ignominie de cet injuste refus. Il entra dès lors dans des sentiments de sacrifice et de soumission à la volonté de Dieu, lui rendant sans cesse des actions de grâces de ce qu'il voulait bien lui donner ce dernier trait de conformité avec son Fils, en retraçant en sa personne pour la défense de la vérité l'anathème que Jésus-Christ avait souffert comme vérité incarnée. » C'est à de pareils traits qu'on reconnaît l'esprit de schisme et de rébellion contre l'Eglise.

Le *Nouvelliste* prétend que la lecture assidue du *Nouveau Testament* et de M. Nicole contribua beaucoup à faire apercevoir au sieur Grimaudet « l'opposition qu'il y a entre la doctrine de l'Evangile et celle de la Bulle. » Ce blasphème contre l'Eglise et la doctrine de Jésus-Christ suppose visiblement qu'il y a une grande conformité entre les principes de Quesnel (1634-1719) et de Nicole (1625-1695) sur les dogmes capitaux qui font l'objet principal de la Bulle *Unigenitus*. La ressemblance n'est, en effet, que trop réelle et trop parfaite, ainsi que l'ont fait voir plusieurs écrivains orthodoxes...

La marquise de Jousselin (1780-1867)

Le 25 janvier 1780, naquit à Saint-Germain-des-Prés, Marie-Louise Hunault de la Chevalerie, fille de René-Gérard Hunault de la Chevalerie et de Marie-Geneviève-Jeanne Jouault. La famille demeurait au château de la Touche, où, au milieu de l'année 1791, elle donna asile à M. l'abbé Béguyer du Marais, vicaire général d'Angers.

M. Hunault de la Chevalerie ayant émigré avec son fils, la Touche ne fut plus habitée que par M^{me} de la Chevalerie et sa fille. Le 1^{er} février 1792, elles allèrent demeurer à Angers ; elles y restèrent jusqu'au 24 juin 1793, époque où les Vendéens, maîtres de cette ville, la quittèrent afin d'aller attaquer Nantes. Pour mettre leur existence à l'abri, toutes deux se jetèrent alors dans la Vendée, abandonnant leurs propriétés. Dans ses *Souvenirs*, la comtesse de la Bouère (1770-1867) donne d'intéressants détails sur nos deux héroïnes :

« M^{me} de la Chevalerie se fixa à Beaupréau jusqu'à la bataille de Cholet (17 octobre 1793). L'armée vendéenne, comme poussée par un mauvais génie, s'accula de Beaupréau à Saint-Florent-le-Vieil et passa le fleuve (18 octobre). M^{me} de la Chevalerie la suivit, jusqu'à ce que sa fille étant attaquée de la petite vérole, elle fut obligée de s'arrêter dans une métairie de la paroisse de Saint-Germain (1). Un grenier devint leur asile dans la saison la plus froide ; mais les maux physiques s'effaçaient devant les frayeurs, et elles en éprouvèrent plus d'une fois de bien grandes quand les bleus venaient visiter cette métairie, jurant d'exterminer les *brigands* (Vendéens) et tout ce qui leur appartenait ! Grâce aux braves gens qui les cachaient, la mère et la fille échappèrent à leurs poursuites.

« Dès que M^{me} de la Chevalerie fut en état de s'éloigner, par prudence elles changèrent de domicile ; mais, ayant été rencontrées par les bleus, elles furent menées dans la prison de Saint-Aubin, à Angers (22 novembre 1793). Au moment où cette ville était menacée d'être assiégée, M^{me} de la Chevalerie et sa fille, avec d'autres prisonniers, furent conduits aux Ponts-de-Cé (30 novembre). Là, beaucoup d'entre eux furent fusillés,

(1) M^{me} de la Rochejaquelein dit, à propos de la bataille de Dol, qui eut lieu les 21 et 22 novembre 1793 : « J'ai vu une femme de chambre de M^{me} de la Chevalerie, pleine d'ardeur, prendre au galop, un fusil à la main, le chemin de la ville, en criant : « *En avant ; au feu les Poitevines !* »

d'autres sabrés et jetés dans la Loire, ce qui était facile, les prisonniers étant réunis en masse sur ces ponts. Chacune des victimes s'attendait à la mort, était résignée et faisait le sacrifice de sa vie, à laquelle il semblait qu'on ne tenait plus, surtout quand la barbarie des républicains les porta à séparer les enfants de leurs mères, spectacle qui fut si déchirant qu'il ne faut pas essayer de le peindre (1^{er} décembre).

« M^{lle} de la Chevalerie fut donc arrachée des bras de celle qui lui avait donné l'existence ; il en fut de même de M^{lle} de la Béraudière, etc. On délibéra sur ce qu'on ferait des prisonniers qui restaient. Il fut décidé qu'on remettrait leur exécution après le siège d'Angers (3 et 4 décembre), et qu'aucun ne serait épargné si les républicains n'étaient pas victorieux. Les jeunes personnes furent réunies à d'autres encore qui avaient été enlevées à leurs mères. Sans pitié pour leurs larmes et leurs cris de désespoir, elles furent entraînées en prison dans une église, à Doué-la-Fontaine. Le hasard fit, sans qu'on pût l'expliquer, que le jeune de Violaine (fils du propriétaire du château et de la terre de la Morozière, à Neuvy) fut emmené avec ces jeunes filles parmi lesquelles il s'était trouvé. Il partagea leur réclusion. Plus tard, ces enfants furent mis sous la sauvegarde de la loi, ce qui les sauva du cruel tribunal de sang.

« Un jour que des officiers républicains pénétrèrent dans cette prison, l'un d'eux, aux regards farouches, trouvant M^{lle} de la Chevalerie à son gré (la petite vérole avait épargné ses traits, elle est devenue très belle femme), s'approche d'elle pour l'embrasser. La prisonnière ne cherche pas à dissimuler son horreur pour cet homme : il menace de la tuer, si elle refuse de se laisser embrasser ; mais la jeune fille répond courageusement qu'elle ne craint pas la mort. Alors, ce furieux tire son sabre et s'avance vers sa victime pour exécuter sa menace, quand il en fut empêché par un de ses camarades, qui arrêta son bras et l'entraîna au dehors. La pauvre petite prisonnière se croyait délivrée ; mais bientôt on l'avertit que ce bandit revenait. Effrayée, elle se cacha bien vite sous la paille qui lui servait de couche. Cet homme féroce, désappointé de ne pas trouver celle qu'il cherchait parmi ses compagnes, se mit à jurer qu'il voulait la retrouver pour la punir de son audace. Le tapage qu'il faisait, fut entendu du dehors par des hommes plus qu'humains. Ils rappelèrent que ces infortunées étaient, par leur jeunesse, sous la sauvegarde de

la loi. Ces paroles leur valurent des protecteurs, et on défendit à cet homme de franchir le seuil de la prison.

« Si au travers des horreurs de ce temps il se trouve un être compatissant, le cœur se dilate et son nom ne doit pas tomber dans l'oubli. Je veux parler d'un peintre de Paris, nommé Lebel : par sa fermeté, il contribua à sauver ces jeunes filles de la brutalité d'un monstre. Il fallait plus que du courage, à cette époque, pour faire le bien. Cet homme estimable chercha à donner des soulagements aux pauvres recluses, et à la mère de celle qui lui devait la vie, en lui donnant des nouvelles de son enfant.

« Par bonheur, M^{me} de la Chevalerie avait été envoyée à Chartres, où elle fut oubliée dans la prison. La mort de Robespierre vint à propos pour la sauver, ainsi que bien d'autres (1). Son mari et son fils avaient émigré. M^{me} de la Chevalerie fut rendue à la liberté, ainsi que la plupart de ses compagnes ; elle épousa M. de Jousselin, brave Vendéen, qui avait combattu jusqu'à la bataille de Savenay. Là, réduit, pour éviter la mort, à entrer dans un corps républicain, il put s'y soustraire et rentrer dans la Vendée, où il servit jusqu'à la pacification. »

C'est le 1^{er} mars 1794 que M^{me} de la Chevalerie était arrivée à la prison de Chartres. Le 6 décembre suivant, un arrêté du Comité de Sécurité générale ordonna sa mise en liberté, et le 11 décembre, la municipalité de Chartres lui délivra un passeport pour le département de Maine-et-Loire. Le 5 mai 1795, elle fit la déclaration suivante à Etienne-Michel Myionnet, juge de paix du 2^e arrondissement d'Angers : « Quand nous fûmes transférées aux Ponts-de-Cé, on arracha les enfants d'entre les mains de leurs mères. Etant de ce nombre, j'eus beaucoup de peine à me séparer de ma fille. Je ne m'en séparai que dans l'espoir qu'elle serait mise en liberté et parce que je fus menacée d'être fusillée, ainsi que les autres mères. C'est Gouppil qui fit cette opération. »

C'est le lundi 28 décembre 1795 qu'eut lieu, dans le salon du Lavoir, transformé en chapelle, le mariage de Louis-Charles-Emmanuel marquis de Jousselin, né le 25 octobre 1774 à la Gaucherie-aux-Dames (Montilliers) de Louis-René de Jousselin et de Louise-Mélanie de Laurens, avec Marie-Louise Hunault de la Chevalerie. Stofflet, qui demeurait à la Morozière, vint ce jour au Lavoir pour servir de père à la jeune et gracieuse

(1) Par exemple, M^{me} Richard de Castelneau, dont l'histoire a été racontée dans l'*Anjou historique* (XIII, 255).

fiancée, et la cérémonie fut faite par l'abbé Bernier, curé de Saint-Laud, commissaire civil auprès de l'armée catholique et royale. Des vers charmants, composés par un officier vendéen, furent chantés à ce mariage. Ils exprimaient d'admirables sentiments de loyauté et d'honneur. M^{me} de Cambourg (1763-1855) aimait à les redire jusqu'à la fin de sa vie.

Le marquis de Jousselin reçut en 1815 le brevet de colonel d'infanterie, et mourut à Angers le 24 mai 1854 ; il était chevalier de saint Louis et de saint Ferdinand d'Espagne. Quant à la marquise de Jousselin, sa veuve, elle décéda à Angers, boulevard du Château, le 24 octobre 1867, dans sa 88^e année.

M. et M^{me} de Jousselin avaient eu deux fils et deux filles. L'une d'elles, M^{lle} Marie-Elisabeth, née en 1799, épousa en 1820 M. Magdelon-Hyacinthe du Buat, et mourut en 1859.

Les chanoines de la cathédrale d'Angers pendant la Révolution

Voici quelle était la composition du Chapitre de la cathédrale d'Angers au moment de la Révolution :

I. *Dignités* (1). — MM. de Villeneuve, *doyen*, demeurant au doyenné, dans la Cité ; d'Alichoux, *grand archidiacre* ou archidiacre d'Angers, à l'archidiaconé, placître Saint-Maurice ; Le Tresle de Kbernard, *trésorier*, rue des Jacobins ; Poulain de la Guerche, *chantre*, rue Saint-Blaise ; Brossier, *archidiacre d'Outre-Loire*, rue du Vollier ; de Crény, *archidiacre d'Outre-Maine*, rue Saint-Aignan ; Louet, *maître-école*, placître Saint-Maurice ; Béguyer du Marais, *pénitencier*, cul-de-sac des Jacobins.

II. *Chanoines*. — MM. de la Haye-Montbault, rue de la Croix-Blanche ; Dutertre des Roches, placître Saint-Maurice ; Poulain de la Forestrie, rue Saint-Evroul ; du Tremblier de Chauvigny, rue du Vollier ; Wiot, rue du Château ou de Cunault (rue Donadieu) ; Nioche de la Brosse, à la Cité ;

(1) Les huit *Dignités* étaient en même temps *chanoines*, sans MM. Le Tresle et Brossier.

Chaussard, à la *Cour* ; Gilly, rue du Château ; Hullin de la Maillardière, rue du Vollier ; Waillant, rue Saint-Paul ; Boulnoy, place Saint-Maurice ; Guillon, rue de la Vieille-Chartre (rue Rangeard) ; Dari d'Ernemont, place du Château ; Bardoul, rue Saint-Aignan ; Chalopin, rue de la Vieille-Chartre ; Ganault, à la Cité ; Lenoir, près l'évêché ; de Sapinaud de la Rairie, à la Cité ; de Perrochel, à *Paris* ; Fayon, à la *Cour* ; Mongeot, à l'évêché ; de la Corbière, rue Saint-Aignan ; Dumouchel, à *Paris*.

C'est le 12 juillet 1790 que la constitution civile du clergé fut définitivement votée par l'Assemblée Constituante. Acceptée par le roi le 22 juillet, elle fut promulguée le 24 août, et le 18 septembre le district d'Angers notifiait au Chapitre de la cathédrale la nouvelle loi qui prononçait sa suppression.

Un nouveau décret du 27 novembre 1790, sanctionné le 26 décembre par le roi, enjoignit à tous les ecclésiastiques fonctionnaires publics de faire le serment à la constitution civile du clergé. Ce serment fut solennellement condamné par le Pape le 13 avril 1791. « Aucun chanoine, ni de la cathédrale ni des autres chapitres, écrivait en 1794 M. Gruget, ne pensa à le faire. Ils rejetèrent bien loin d'eux toutes les promesses qu'on put leur faire » (*Anjou historique*, III, 577). Pendant l'année 1791 et la première moitié de 1792, l'accord fut toujours unanime parmi les vingt-cinq chanoines de la cathédrale d'Angers (1). Plus tard, on eut à déplorer la chute d'un renégat (Bardoul) et d'un demi-renégat (Dutertre) ; quelques autres furent peut-être de subtils chercheurs d'accommodements avec le ciel ; mais on peut les ranger, presque tous, parmi ceux qui, dans toute la simplicité généreuse de leur sacrifice, ont été de vrais confesseurs de la foi.

Disons un mot de la conduite tenue par chacun d'eux pendant la Révolution.

I. — César-Scipion de Villeneuve naquit, le 27 novembre 1734, à Tourrettes-de-Vence (Var), de Scipion de Villeneuve-Saint-Jeannet et de Marie de Raymond d'Aups. Il entra d'abord dans la Compagnie de Jésus. Le 16 mai 1768, il devint chanoine de la cathédrale d'Angers, et deux mois après, le 23 juillet, il était installé *doyen* du Chapitre. Mgr de Grasse le nomma vicaire général en 1769, mais M. de Villeneuve donna sa démis-

(1) Nous ne parlons pas de MM. Wiot et Nioche de la Brosse, qui moururent en 1790 avant l'époque du serment, ni de MM. Chaussard, Fayon, Perrochel et Dumouchel, qui n'étaient chanoines que de nom et n'avaient jamais habité Angers.

sion le 3 avril 1776. Le 14 novembre 1781, il fut élu membre de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres d'Angers. M. de Villeneuve fut de nouveau vicaire général pendant tout l'épiscopat de Mgr de Lorry (1782-1802). De 1787 à 1790, il fit partie de l'Assemblée provinciale d'Anjou. Emprisonné traîtreusement au Séminaire (rue du Musée) le 17 juin 1792, il fut déporté en Espagne le 12 septembre suivant, et revint à Angers le 12 février 1802. Mgr Montault le nomma vicaire général, et il mourut le 10 avril 1809 (*Anjou historique*, XV, 129).

II. — Dominique-Balthazar d'Alichoux, devenu chanoine en 1757, pénitencier le 12 janvier 1760, prit possession du *grand archidiaconé* ou archidiaconé d'Angers le 24 avril 1767. La même année, Mgr de Grasse lui donna des lettres de vicaire général, mais il démissionna le 3 avril 1776. Mgr de Lorry le renomma grand vicaire en 1782. M. d'Alichoux fut un des membres de l'Assemblée provinciale d'Anjou et fit partie de sa Commission intermédiaire (1787-1790). Dès le début de 1791, il quitta le diocèse et n'y revint plus. Il vivait encore en 1802.

III. — Jacques *Le Tresle de Kbernard*, né à Guérande, devint chanoine de la cathédrale le 22 juin 1742. Dix ans après, le 26 juin 1752, il fut nommé *trésorier* de la cathédrale, et à partir de ce moment cessa d'être chanoine, ayant résigné sa prébende à M. Louet. Le 13 août 1792, on le saisit dans son domicile pour l'interner au Séminaire, et le 30 novembre on le transféra à la prison de la Rossignolerie. A la fin de décembre, le confesseur de la foi demanda sa libération, en raison de ses infirmités. La municipalité refusa : « Les infirmités de Le Tresle ne sont que celles qui accompagnent ordinairement la vieillesse ; il n'y a pas lieu de lui accorder la liberté, sauf à lui donner un domestique au choix des instituteurs (de la Rossignolerie) et à ses frais, à l'exception néanmoins de son ancien domestique dont l'incivisme est connu » (2 janvier 1793). Quand les Vendéens ouvrirent les portes de sa prison, le 18 juin 1793, M. Le Tresle resta à la Rossignolerie, à cause de ses infirmités. Parti le 29 novembre pour Nantes, il fut noyé en cette ville par Carrier, dans la nuit du 9 au 10 décembre 1793.

IV. — Germain-François-Guillaume *Poulain de la Guerche*, né à Nantes le 27 avril 1729, fut nommé chanoine de la cathédrale d'Angers le 19 août 1754 et *chantre* le 4 novembre 1780. Au mois de juin 1792, il quitta sa maison de la rue Saint-Blaise, à Angers, pour se rendre à Nantes, dans le but de

s'embarquer pour l'Angleterre. Le 24 juillet, il fut emprisonné au Séminaire Saint-Clément. Ayant demandé à être reconduit à Angers, le directoire du département de Maine-et-Loire répondit à celui de la Loire-Inférieure qu'on n'avait aucun reproche à lui faire et qu'il était en état de payer sa pension partout. Il suivit dès lors le sort des prêtres nantais, fut détenu avec eux aux Carmélites, puis aux Petits-Capucins, et enfin transféré sur le bateau *La Gloire* et noyé le 16 novembre 1793.

V. — Né au Lude le 6 mai 1736, Gaspard-Marie *Brossier* fut reçu maître de grammaire des enfants de chœur de la cathédrale le 14 juillet 1755. Le Chapitre lui accorda 30 livres de gratification pour aller recevoir le sous-diaconat à Nantes le 27 mai 1757 et autant pour le diaconat le 8 mai 1758. M. Brossier fut nommé garde-reliques le 10 novembre 1758, et le 21 mai 1760 il était ordonné prêtre à Nantes. Le sieur Bontemps, maître de musique, ayant donné sa démission, le Chapitre chargea l'abbé Brossier de l'administration de la psalette (10 novembre 1760). On lui donna la recette du censif le 9 janvier 1761. Voici quelques notes auto-biographiques de M. Brossier : « M. le curé de Saint-Maurice me demanda au Chapitre pour être son vicaire. Le Chapitre ayant des vues sur moi me fit dire par M. Louet, chanoine, procureur, de ne pas quitter la psalette, que j'aurais lieu d'être content. J'obéis. M. Rangeard s'étant démis de la place de secrétaire du Chapitre, je fus choisi pour lui succéder, le 1^{er} mai 1761. Vu les travaux extraordinaires du secrétariat, causés par le procès contre les corbelliers et maires-chapelains, j'ai prié Messieurs de trouver bon que je quittasse ma place de maître de grammaire, à quoi le Chapitre consentit le 15 mars 1762. Je sortis de la psalette le 5 avril 1762, après y avoir passé sept années et avoir fait faire toutes les classes à Leroy, enfant de chœur, qui en sortant de la psalette entra au petit Séminaire, où il a soutenu toutes ses thèses (23 septembre 1761), et y a été professeur en 1766, 1767 et 1768. Ledit sieur Leroy est docteur en théologie depuis 1770. — A peine fus-je reçu secrétaire, que mon seul désir fut d'apprendre à lire les vieilles écritures. En 1762, je fis une copie du papier terrier de Joué et Etiau. En 1764, je fis les deux tables qui sont au Cartulaire violet. En 1765, je fis pareillement celles qui sont au Cartulaire noir, et la même année je fis l'*Ami du Secrétaire*, auquel je fus trois ans à travailler. » (Bibliothèque d'Angers, mss 656). M. Brossier cessa d'être secrétaire du Chapitre quand, le

31 août 1772, il prit possession de l'*archidiaconé d'Outre-Loire*.

Le 9 décembre 1790, le directoire du département lui accorda la jouissance de la maison qu'il occupait, rue du Vollier, parce qu'il l'avait fait construire à neuf (jouissance confirmée par arrêté préfectoral du 31 mai 1802). Emprisonné au Séminaire le 17 juin 1792 et déporté le 12 septembre suivant, M. Brossier écrivit, d'Espagne, au préfet de Maine-et-Loire, le 30 juillet 1800, pour lui demander un certificat de non inscription sur la liste des *émigrés*, afin de pouvoir rentrer en France. En débarquant, il fut arrêté par ordre du préfet de la Charente-Inférieure ; mais, sur la demande de son collègue de Maine-et-Loire, ce fonctionnaire finit par lui donner un passeport, le 21 octobre 1800. M. Brossier fit, au Mans, le 20 juin 1801, la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII. Il se fixa alors à Nantes, et le préfet de la Loire-Inférieure écrivait à cette époque à son collègue de Maine-et-Loire que cet « ex-archidiacre d'Angers » était « un homme estimable sous tous les rapports. » Le 26 janvier 1803, M. Brossier, devenu chanoine honoraire de Nantes, fit, à la cathédrale, devant le préfet, en même temps que les autres prêtres du diocèse de Nantes, le serment prescrit par le Concordat.

Le 8 novembre 1818, le chanoine Brossier écrivait, de Nantes, au conservateur de la Bibliothèque d'Angers : « Engagé par feu Mgr l'ancien évêque de Limoges (de Coëtlosquet), premier aumônier de Monsieur, aujourd'hui Louis XVIII, notre roi, pour faire les recherches nécessaires à l'histoire de notre Anjou, je les fis dans toutes les abbayes des deux sexes de la province, les chapitres et prieurés du diocèse et des environs. J'acquis la certitude que le chapitre de Doué avait été fondé par Dagobert. Le chartier de l'église d'Angers, qui était à ma disposition, me donna et me fournit la lecture des chartes de Dagobert, Charlemagne, Pépin et de leurs successeurs. *L'Histoire de Sablé*, Bourdigné, Hiret et beaucoup d'autres, qui m'appartenaient, me furent d'un grand secours. Je fis mon manuscrit (*Ami du Secrétaire*) par ordre de dates, et beaucoup de feuilles volantes, remplies de notes intéressantes. Avec des pièces aussi essentielles, il était facile à un habile écrivain de faire de bonne besogne après mon décès, et d'en avoir tout le mérite et la récompense. Mais les vandales ont tout dispersé, tout anéanti, comme des sauvages. Je suis fâché de n'avoir pas été lié d'amitié avec vous : je vous aurais mis dans le cas de sauver des recherches qui m'ont coûté beaucoup de travail. A mon âge de 83 ans et une attaque de paralysie il y a quatre ans, je

me trouve encore heureux, après tant de malheurs, de vous prouver la parfaite considération, etc. »

Dans une autre lettre de cette époque, M. Brossier disait encore : « M. Rangeard, archiprêtre d'Andard, m'avait proposé de s'associer avec moi pour travailler à l'histoire d'Anjou. MM. Labry et Cloquet pourraient vous fournir et procurer des renseignements. M. Thorode avait beaucoup de notes, que je lui donnais. Feu M. Guillon, chanoine, avait l'*Ami du Secrétaire*, le *Cartulaire noir* écrit d'après les originaux par M. Besnard, un de mes prédécesseurs archidiacres, qui vivait en 1400, étant en même temps chanoine de Saint-Jacques de Compostelle, en Espagne. J'ai lu dans le chapitre de cette église un cartulaire qui est copié sur les titres originaux des rois d'Espagne. Il ne me reste plus qu'un discours que je donnai à débiter au desservant de l'île Béhuard, fait par moi à l'occasion de la grossesse de la reine (*Anjou historique*, II, 38), avec quelques notes historiques. »

Troisième lettre : « A mon retour d'Espagne, je tombai malade de fatigues à Nantes, et la seconde année, vers 1801, j'appris par M. Davau, marchand épicier à la Fosse, mon parent, qu'il était arrivé d'Angers un grand bateau chargé de papiers, qui furent vendus aux épiciers. Il n'acheta que de vieux bouquins. Il me remit ma filiation imprimée remontant jusqu'à 1500, qui prouvait mon droit comme parent à des bénéfices dont j'ai été pourvu. Cela me donna la certitude que tous mes papiers étaient du nombre de ceux qu'on avait vendus 3.000 livres. — J'ai vu les titres du Chapitre de Nantes et de tout le département. A peine reste-t-il de quoi remplir mes deux mains. Tout a disparu. Il en est de même à Angers, dont les titres étaient si précieux, vu l'antiquité, et pouvaient servir à l'histoire. Je ne puis penser à toutes ces pertes sans affliction. » (*Mss Grille*).

M. Brossier mourut dans sa maison située près la cathédrale de Nantes, le 25 mars 1823. Son portrait est conservé au Musée Saint-Jean d'Angers.

VI. — Charles-François de Creny, né le 23 octobre 1755, à Notre-Dame-d'Aliermont (Seine-Inférieure), n'était que sous-diacre quand, le 27 juin 1778, il devint chanoine d'Angers. Il ajouta à son titre de chanoine la dignité d'*archidiacre d'Outre-Maine* le 2 mars 1782. Mgr de Lorry lui donna des lettres de vicaire général en 1783. Dès le début de la Révolution, il quitta l'Anjou, et à la fin de 1792 le district d'Angers le croyait émigré. Pourtant, on lui envoya, d'Angers, le 2 juin 1797, un

certificat de cessation de paiement, ce qui porterait à croire qu'il avait fait le serment de Liberté et d'Egalité. Après la tourmente, M. de Creny rentra dans son diocèse d'origine. Il vivait encore à Rouen en 1817.

VII. — Georges-Gabriel-Guillaume *Louet*, né à Angers le 13 juillet 1725, reçu docteur en théologie en 1750, était vicaire à Saint-Maurice quand, le 30 juin 1752, il devint chanoine de la cathédrale. Le 21 mai 1766, il prit possession de la dignité de *maitre-école* et chancelier de l'Université d'Angers. En 1782, M. Louet fut nommé official et vicaire général. Interné au Séminaire le 17 juin 1792, il partit d'Angers pour Jersey le 28 novembre suivant. Au début du Consulat, il se fixa à Longué, où il décéda le 2 janvier 1806 (*Anjou historique*, XIX, 29).

VIII. — François-Félix *Béguyer du Marais*, originaire du diocèse, reçu docteur en théologie le 7 août 1777, devint chanoine de la cathédrale le 3 juin 1780. Mgr de Lorry le nomma vicaire général en 1785 et à partir du 31 décembre 1787 il remplit les fonctions de *pénitencier*. Parti pour Paris en 1791, il mourut en cette ville le 15 mai 1792 (*Anjou historique*, XXI, 80).

IX. — Né à Saint-Martin de Beaupréau, René-Guy de la *Haye-Montbault* devint chanoine de la cathédrale le 15 décembre 1747, et le 18 janvier 1753 archidiacre d'Outre-Loire. En 1772, il cessa d'être archidiacre pour redevenir simple chanoine. A l'été de 1791, il était à sa maison de campagne de la Marre, située à la Roche-Foulques, commune de Soucelles : le 31 août, l'intrus de Soucelles écrivait au directoire du département que M. de la Haye-Montbault ne voulait pas communiquer avec lui (L 364). Emprisonné au Séminaire le 13 août 1792, transféré à la Rossignolerie le 30 novembre, délivré par les Vendéens le 18 juin 1793, il mourut, le 17 septembre suivant, en son domicile, rue de la Croix-Blanche, âgé de 71 ans.

X. — Louis-Henri *Dutertre des Roches*, né à Nantilly le 26 février 1730, était fils de René-François Dutertre des Roches, lieutenant particulier à la sénéchaussée de Saumur, et de Marie-Anne Vallois. Il n'avait que dix-neuf ans quand, le 15 juillet 1749, il fut installé chanoine de la cathédrale. La Faculté de Théologie d'Angers le reçut au nombre de ses docteurs en 1756. Depuis 1758 jusqu'en 1767 il remplit les fonctions de promoteur de l'Officialité diocésaine, et à partir de 1782 il en devint vice-gérant. A partir de 1786, il fit partie de la Chambre ecclésiastique du diocèse. Le 20 février 1792, il déclara à la muni-

cipalité d'Angers qu'il était insermenté, et le 15 avril suivant cette municipalité lui délivra un passeport pour Paris. M. Dutertre des Roches s'arrêta à Saumur, le 25 avril, et resta dans sa ville natale pendant une partie de la Révolution. Il fit le serment de Liberté et d'Egalité devant les officiers municipaux, le 26 août 1792 (*Anjou historique*, X, 277), et ce fut là le commencement de ses malheurs.

Le 5 octobre 1793, le district d'Angers envoya à M. Dutertre des Roches le mandat du trimestre de juillet, mais il refusa de toucher désormais sa pension et, le 23 novembre, il fit à la municipalité de Saumur la déclaration que voici : « Voyant les efforts de la République et ses besoins, je renonce au traitement que j'en recevais, et même aux arrérages des deux derniers trimestres échus le 1^{er} octobre dernier. Pourquoi je prie la municipalité de faire passer les présentes où besoin sera. » Effectivement le maire de Saumur fit connaître cette décision de M. Dutertre des Roches aux autorités constituées. Le même jour, 23 novembre, le chanoine angevin faisait une seconde déclaration autrement grave : « Je certifie ne faire aucune fonction ecclésiastique, et je demande à être considéré comme citoyen privé. » Ce n'était pas assez. Les révolutionnaires voulurent avoir quelque chose de plus net, et, le 26 janvier 1794, le pauvre M. Dutertre des Roches fit cette nouvelle déclaration au Comité révolutionnaire de Saumur : « Ainsi que je l'ai déclaré à la municipalité, je renonce à exercer aucune fonction ecclésiastique ; je renonce purement et simplement au caractère de prêtrise. Je n'ai plus mes lettres de prêtrise, attendu que je les avais mises avec les titres de mon ci-devant canonat et avec ceux d'une dime inféodée ; je remis le total à la municipalité pour être brûlé » (L 1274). Le scandale était complet. Quatre jours après, il faisait viser son certificat de civisme par le Comité révolutionnaire de Saumur, et le 27 février 1794 Louis Dutertre, « sans état », arrivait à Angers. Au début de 1796, il demeurait place des Halles. En février 1800, nous le retrouvons place Falloux, et le 12 de ce mois il fait la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII. Le 20 mars 1800, il signait l'attestation que voici : « J'assure n'avoir jamais rétracté les serments que j'ai faits de soumission aux lois de la République, et je déclare me soumettre aux lois de la Constitution actuelle. » Le 11 juillet suivant, le préfet arrêta sa pension d'ancien chanoine. Le 7 juillet 1802, Mgr Montault le nomma chanoine honoraire, mais cette nomination ne fut pas maintenue. Sous le Consulat et l'Empire, M. Dutertre des Roches vécut sans dire

sa messe. Il mourut, rue des Ursules, le 23 novembre 1818, à l'âge de 88 ans, muni des sacrements de l'Eglise.

XI. — Antoine *Poulain de la Forestrie*, né au Lion-d'Angers au mois de janvier 1722, devint chanoine de la cathédrale le 12 avril 1750. Interné au Grand-Séminaire le 13 août 1792, il décéda dans cette prison le 1^{er} octobre de la même année.

XII. — René-François *du Tremblier de Chauvigny*, né à Angers de Gabriel-Pierre du Tremblier de Chauvigny et de Catherine Hunault de la Chevalerie, fut reçu docteur en théologie en 1752 et devint chanoine de la cathédrale le 7 février 1753. Emprisonné le 17 juin 1792 au Séminaire, transféré à la Rossignolerie le 30 novembre, libéré le 18 juin 1793 par les Vendéens, rentré à la Rossignolerie en septembre, il partit d'Angers le 29 novembre et fut noyé à Nantes par Carrier, dans la nuit du 9 au 10 décembre 1793. Il était procureur du Chapitre depuis 1766.

XIII. — Claude-Pierre *Wiot*, originaire du diocèse de Beauvais, licencié ès lois, devint chanoine de la cathédrale d'Angers le 12 janvier 1760. Il mourut le 29 novembre 1790, et fut inhumé le 1^{er} décembre à Saint-Aignan. Il avait été promoteur, vicaire-gérant de l'Officialité du diocèse d'Angers, procureur général et recteur de l'Université d'Angers.

XIV. — François-Marie-Alexis-Jérôme *Nioche de la Brosse*, né à Saint-Jean-d'Angély, devint chanoine de la cathédrale d'Angers le 29 novembre 1760, et en 1786 il fut nommé syndic du clergé. Il mourut le 7 octobre 1790, et fut inhumé le lendemain à Saint-Maurice.

XV. — Edme-François *Chaussard*, né le 24 février 1728, simple clerc, précepteur des pages de la grande écurie du Roi, prit possession d'une stalle de chanoine à la cathédrale d'Angers le 3 septembre 1763. Il ne reparut plus en Anjou et résida à la Cour jusqu'à la Révolution.

XVI. — Jean-David *Gilly*, né à Angers, devint chanoine de la cathédrale le 16 mai 1766. Interné au Séminaire le 13 août 1792, il fut autorisé par le directoire du département, à cause de son état paralytique, à quitter cette prison pour une maison particulière en ville (3 décembre 1792). Incarcéré à la Rossignolerie en septembre 1793, il partit d'Angers le 13 mars 1794 et mourut à Nantes, sur la galiote hollandaise où il était interné, le 26 mars 1794. Il était âgé de 65 ans.

XVII. — Thugal-François *Hullin de la Maillardière*, né à

Saint-Michel-du-Tertre, à Angers, le 14 novembre 1721, devint chanoine de la cathédrale le 1^{er} août 1766. Emprisonné au Séminaire le 13 août 1792, transféré à la Rossignolerie le 30 novembre, libéré par les Vendéens le 18 juin 1793, rentré à la Rossignolerie à la fin du mois d'août, parti d'Angers le 29 novembre, il fut noyé à Nantes par Carrier dans la nuit du 9 au 10 décembre 1793. •

XVIII. — Pierre-Claude-Charlemagne *Waillant* naquit, le 1^{er} juillet 1743, à Catillon (Oise), de Claude *Waillant* et d'Elisabeth *Wiot*. En 1768, il fut reçu docteur en théologie par la Faculté d'Angers, et le 11 juin de la même année il était pourvu de la prébende théologale à la cathédrale. Le 17 novembre 1777, il fut élu membre de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres d'Angers.

M. *Waillant* allait de temps en temps à la *Gaillardière*, paroisse de Sainte-Gemmes-sur-Loire, où il avait fait construire une chapelle. Le 31 mai 1791, la municipalité de Sainte-Gemmes le dénonça au district d'Angers : « M. l'abbé *Waillant* avait encore dimanche dernier, 29 mai, au moins soixante personnes assistant à la messe qu'il disait dans sa chapelle » (L 365). Comme cet état de choses était de nature à nuire à l'intrus de Sainte-Gemmes, le directoire du département ordonna, le 1^{er} juin, que les scellés seraient mis sur la porte de la chapelle de la *Gaillardière*, ce que les membres du district effectuèrent eux-mêmes le 4 juin. Cinq mois après, le 7 novembre, M. *Waillant* écrivit au directoire du district de Baugé pour refuser la cure constitutionnelle de Beaufort, à laquelle venaient de le nommer les électeurs de ce district.

Avec les autres prêtres insermentés, il fut emprisonné au Séminaire le 17 juin 1792. Peu de temps après, M. *Brossier*, archidiacre d'Outre-Loire, détenu lui aussi, écrivit en faveur de M. *Waillant* à M. de Soland, commandant de la garde nationale d'Angers. Pour bien comprendre cette lettre, il faut savoir que MM. *Waillant*, *Brossier* et de Soland étaient tous trois francs-maçons. Voici cette curieuse pièce, conservée aux Archives départementales, série L, n° 375 : « L'humanité autant que l'amitié, T. C. F., me forcent de vous prévenir que notre F. *Waillant* est dans l'état le plus déplorable. Le jour de notre arrestation illégale, il lui a pris des oppressions qui ne le quittent ni jour ni nuit. Hier, il n'a pu descendre pour répondre à ceux qui le demandaient à la porte. Il a passé la nuit dernière sur une chaise sans pouvoir se coucher ni reposer un seul instant. Je me suis levé cette nuit pour lui procurer

quelque soulagement. J'ai cru qu'il allait étouffer. Si vous avez encore pour lui les sentiments d'estime et d'amitié que vous lui avez témoignés, vous devez faire tous vos efforts pour l'arracher promptement à un séjour dans lequel ni lui ni ceux dont vous connaissez les sentiments paisibles n'auraient jamais dû entrer.

— En vain direz-vous, T. C. F., que vous ne pouvez rien. Tout le monde sait qu'il faut votre attache pour sortir d'ici, et une demande de votre part sera bien accueillie au département, surtout quand elle sera motivée sur des raisons aussi vraies et aussi urgentes que celles que je viens d'exposer. Sinon, permettez à sa domestique de monter dans sa chambre deux fois par jour pendant sa maladie. — J'ai la faveur d'être, avec les sentiments vraiment M., votre affectionné et dévoué F. ci-devant Architecte. » — M. de Soland écrivit aussitôt à M. Boulay, procureur général syndic, lui aussi affilié à une loge d'Angers : « Monsieur, je joins ici une lettre du F. Brossier, dont je vous prie de prendre lecture, et de faire pour le F. Waillant ce que les circonstances vous permettront relativement à sa situation. Je suis avec cordialité et estime votre F. et concitoyen. »

Il est probable que la domestique eut l'autorisation de venir donner des soins à M. Waillant. Quoi qu'il en soit, il partit le 12 septembre pour la déportation, en même temps que les autres prêtres insermentés. Le 2 mars 1800, un habitant de Sainte-Gemmes-sur-Loire lui écrivit pour l'engager à revenir d'Espagne. Nous voyons M. Waillant faire un mariage, le 22 décembre 1800, dans la chapelle de l'Oratoire d'Angers, et un autre à Saint-Michel-la-Palud le 17 février suivant. Renommé chanoine titulaire par Mgr Montault, le 10 décembre 1802, M. Waillant mourut le 1^{er} décembre 1807.

M. Waillant avait été l'un des fondateurs de la Loge du *Père de Famille* à Angers avant la Révolution. Cette Loge, tombée en sommeil pendant la tourmente, reprit ses travaux en 1803, mais M. Waillant n'eut plus aucune relation avec elle à cause des défenses ecclésiastiques. Néanmoins la Loge fit une « pompe funèbre » en son honneur, le 3 mars 1808 (*Anjou historique*, XXIII, 116).

XIX. — Geoffroy Boulnoy, né à Amiens, d'abord chanoine de Saint-Pierre d'Angers, devint chanoine de la cathédrale le 18 avril 1769. Interné au Séminaire le 13 août 1792, il fut autorisé, le 6 décembre, par le directoire du département, à quitter cette prison pour retourner dans sa maison, en raison de la paralysie dont il était atteint depuis plus de deux ans (L 375). Au début d'octobre 1793, M. Boulnoy fut réemprisonné à la

Rossignolerie, comme en témoigne un certificat délivré le 6 octobre par le Comité révolutionnaire d'Angers : « Les gendarmes Poyé et Reyneau ont découvert et arrêté le nommé Boulnoy, ci-devant chanoine de Saint-Maurice, âgé de 60 ans, et ils ont droit de prétendre aux gratifications accordées par la loi » (L 376). Le 13 mars 1794, le confesseur de la foi quittait Angers, et, un mois après, le 16 avril, il mourait à Nantes, sur la galiote hollandaise qui lui servait de prison.

XX. — Pierre-François-André *Guillon*, né à Saint-Clément-des-Levées le 19 août 1737, fut reçu docteur en théologie en 1764, et le 7 mai 1770 il devenait chanoine de la cathédrale. Avec les autres prêtres insermentés il fut traitreusement emprisonné au Séminaire le 17 juin 1792. Le 8 juillet, il écrivait au procureur général syndic : « J'ai des pièces importantes à communiquer aux héritiers de M. l'abbé du Marais (mort le 15 mai 1792). Une matinée me suffira. Je me rendrai ensuite à l'hôtel de la force que j'habite, pour ne pas me séparer du troupeau captif » (L 375). Transféré à la Rossignolerie le 30 novembre, M. Guillon fut libéré par les Vendéens le 18 juin 1793. Il s'attacha dès lors à la fortune de ses libérateurs.

On sait que la paix fut signée à la Jaunaye, le 17 février 1795, entre les chefs Vendéens et les représentants de la Convention. L'un des articles était ainsi conçu : « Les habitants insurgés de la Vendée rentrent de fait dans la propriété et possession de tous leurs droits, biens, meubles et immeubles, par leur soumission aux lois de la République. » Quatre mois après, le 12 juin, M. Guillon « se présente à la municipalité de Nantes et fait sa déclaration qu'il est habitant dans la Vendée depuis deux ans et qu'il se soumet aux lois de la République, à l'effet de profiter du bénéfice de l'amnistie. » Il fit viser cette déclaration par le district de Cholet le 18 juin. (*District de Saumur*, L 51), et se retira à Saint-Clément-des-Levées. Lors du coup d'Etat du 18 fructidor, M. Guillon écrivit au commissaire du Directoire près l'administration cantonale des Rosiers : « J'avais fait ma déclaration d'habitant de la Vendée, tant à Nantes qu'à Cholet, au mois de juin 1795, à l'effet de profiter du bénéfice de la pacification et amnistie portée dans les traités de la Jaunaye et de Barot et de la Mabilaye, dont j'ai un exemplaire en forme. Je vis les représentants du peuple à Nantes, le 23 juin 1795, qui me dictèrent la marche à suivre pour me faire rayer de la liste des émigrés et réintégrer dans mes propriétés. J'ai suivi leur procédé, j'ai obtenu main-levée. » Le 11 novembre 1797, le commissaire du Directoire près l'admi-

nistration centrale de Maine-et-Loire mandait au commissaire cantonal des Rosiers : « Guillon, ex-chanoine de la cathédrale et domicilié à Saint-Clément-des-Levées, est autorisé à rester sur le territoire français en vertu de l'amnistie accordée aux prêtres Vendéens par le traité de la Mabilais. Il n'est pas même assujéti à la loi du 19 fructidor an V, s'il n'exerce pas ses fonctions. » Le 4 février 1802, un arrêté du Ministre de la Police raya définitivement M. Guillon de la liste des émigrés, et le 2 juin il fit devant le préfet de Maine-et-Loire la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII. Il mourut le 7 février 1808, à Saint-Clément-des-Levées.

XXI. — Claude-Marie-Henri *Dari d'Ernemont*, nommé chanoine de la cathédrale le 8 octobre 1774, quitta Angers en 1791, pour se rendre à Paris. Il y prêta le serment de Liberté et d'Égalité après le 10 août 1792. Le 26 novembre 1795, on lui délivrait, d'Angers, un mandat pour se faire payer de sa pension à Paris.

XXII. — François-Jean *Bardoul*, né le 11 novembre 1742, à la Trinité d'Angers, de Jean-François Bardoul, tanneur, et de Perrine-Marguerite Touchaleaume, fut nommé chanoine de la cathédrale le 16 septembre 1775. Il déclara, le 29 février 1792, à la municipalité d'Angers, qu'il était insermenté et demeurait rue Saint-Aignan. L'internement général des prêtres fidèles, qui eut lieu treize jours après le 17 juin 1792, lui fit peur, et trois jours après il prêtait serment devant les officiers municipaux. Il se retira ensuite à Corzé. En 1794, il était agent national de cette commune, et le 26 septembre de cette année, il y épousa civilement Anne-Andrée-Perrine Touchaleaume, sa cousine, âgée de 27 ans. Pendant l'hiver de 1795-96, le ménage dut se réfugier à Angers, rue Saint-Laud, en raison des incursions des Chouans dans le Baugéois. Le pauvre M. Bardoul mourut à Corzé, dans sa maison de la Jousselinière, le 5 octobre 1797.

XXIII. — Né le 12 avril 1751, Joseph *Chalopin* devint chanoine de la cathédrale le 4 janvier 1776. Au cours de l'année 1791, il alla demeurer à sa maison de l'Alleu, près La Possonnière. L'arrêté du 1^{er} février 1792 qui obligeait les insermentés à venir résider à Angers, le força à revenir en cette ville. Interné au Séminaire le 17 juin 1792 en même temps que les autres prêtres non conformistes, M. Chalopin écrivit, le 26 juin, au directoire du département : « Demeurant chez moi depuis la fin du mois de février dernier, sans avoir causé aucun trouble, sous la protection de la municipalité sur les registres

de laquelle je m'étais fait inscrire, en exécution de la loi, j'ai été arrêté par quelques gardes nationaux au lieu de l'appel où je m'étais rendu, conformément à votre arrêté, et de suite conduit au petit Séminaire, où je suis en état d'arrestation. Je vous supplie d'ordonner mon élargissement, garantissant sous ma responsabilité que je ne causerai aucun trouble » (L 375). Parti d'Angers pour la déportation en Espagne le 12 septembre 1792, M. Chalopin passa ensuite en Angleterre, où il résidait en 1794. A son retour, Mgr Montault le nomma chanoine honoraire (1802), et il mourut, place du Ralliement, le 13 octobre 1803.

XXIV. — François-Alexis-César *Ganault*, natif d'Angers, devint chanoine de la cathédrale le 28 octobre 1778. Interné au Séminaire le 17 juin 1792, transféré à la Rossignolerie le 30 novembre, libéré par les Vendéens le 18 juin 1793, rentré à la Rossignolerie en septembre, M. Ganault partit d'Angers le 13 mars 1794, et il mourut à Nantes, le 31 du même mois, sur la galiote hollandaise qui lui servait de prison. Il était âgé de 86 ans.

XXV. — Né au Lude le 17 juin 1755, François-Jacques-Modeste *Lenoir* fut reçu docteur en théologie en 1779, et le 11 novembre de l'année suivante il devenait chanoine de la cathédrale. Mgr de Lorry lui donna, en 1783, des lettres de vicaire général. Emigré en Italie, puis en Allemagne, M. Lenoir revint à Angers au commencement du Consulat, mais il partit pour Paris le 24 octobre 1802, et mourut en cette ville le 23 septembre 1828. (*Anjou historique*, XXI, 14).

XXVI. — Louis-Esprit *de Sapinaud de la Rairie*, originaire du diocèse de Luçon, était licencié en théologie de l'Université de Paris, quand il vint demeurer à l'évêché d'Angers en 1776, et fut nommé vicaire général par Mgr de Grasse. Il alla ensuite demeurer dans le quartier de la Cité. Mgr de Lorry, qui fut installé en 1782, lui donna également des lettres de vicaire général, et le 27 septembre 1783, il devenait chanoine de la cathédrale. Dès 1791, il partit pour l'étranger. Revenu sous le Consulat, il se retira au château de la Rairie, paroisse de Bazoges-en-Paillers. (*Anjou historique*, XXI, 79).

XXVII. — Henri-François-Constant *de Perrochel*, d'abord lieutenant de dragons, puis ordonné prêtre et attaché à la chapelle de Monsieur, fut gratifié par bulles du 1^{er} janvier 1783 de l'abbaye de Toussaint d'Angers et installé en sa prébende abbatiale de la cathédrale le 17 mars 1784. Il se mit alors à voyager

en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, dans le Nord, et à son retour fut des premiers à se déclarer pour la cause de la Révolution. Ce fut lui que les députés d'Anjou chargèrent de présenter au conseil municipal d'Angers (24 février 1790) la carte du département de Maine-et-Loire. Il se trouvait à Paris au moment de la fuite du roi, et en donna avis aux Amis de la Constitution d'Angers. Le *Journal du Département* publia sa lettre, dans laquelle il réclamait qu'on lui réservât une place parmi les volontaires. Il partit simple soldat avec le premier bataillon des Volontaires de Maine-et-Loire. De retour à Angers, il entra avec le grade de capitaine dans le 19^e régiment de dragons, qui s'y formait, fut envoyé contre les Vendéens et tomba grièvement blessé à l'affaire de Martigné-Briand (15 juillet 1793). Obligé de quitter le service, il fut attaché au Comité militaire de la Convention, et, sous le Directoire, envoyé comme chargé d'affaires en Suède, puis secrétaire d'ambassade à Madrid, enfin ministre de la République en Helvétie. Laissé sans emploi après le 18 brumaire, il mourut en 1810.

XXVIII. — Antoine *Fayon* prit possession de sa stalle de chanoine le 13 mai 1784. Mais, comme il était chapelain de la chapelle du Roi, il n'habita jamais Angers.

XXIX. — Bernard *Mongeot* fut installé chanoine de la cathédrale le 23 juin 1785. A la date du 11 septembre 1791, la municipalité de Champigné mandait au directoire du département : « Le sieur Mongeot, ancien chanoine de Saint-Maurice, s'est retiré à Champigné chez le sieur Roustille. Depuis qu'il y est arrivé, les habitants n'assistent plus avec la même assiduité à l'office paroissial. N'ayant aucune possession dans le canton, il est intéressant pour la paix et la tranquillité publique qu'il sorte de notre paroisse. » Deux jours après, le département prenait l'arrêté qui suit : « Le sieur Mongeot sera tenu de se retirer au chef-lieu du département. Faute par lui d'obtempérer dans trois jours à l'injonction qui lui en sera faite, il sera appréhendé par la force armée et conduit de suite en la maison du Séminaire d'Angers, dans laquelle il restera jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. » Mais l'amnistie générale du 14 septembre redonna à M. Mongeot toute sa liberté. Le 22 février 1792, il déclara à la municipalité d'Angers qu'il était insermenté et qu'il demeurait près le district, chez l'abbé Roustille. Trois mois après, le 9 mai, la municipalité lui délivra un passeport pour Paris. Il y prêta serment de Liberté et d'Egalité, puisque d'après un certificat délivré le 24 février 1794 par le

district d'Angers, il demandait alors à toucher sa pension dans la capitale.

XXX. — Lucien-François *de la Corbière*, né à Avranches le 7 janvier 1754, fut nommé chanoine de la cathédrale d'Angers le 3 juin 1788 et prit possession le 14 du même mois. Vers le milieu de 1791 il se retira à Avranches. En juin 1792, il partit pour l'île de Jersey, et le 20 février 1793 il s'embarqua pour l'Angleterre et passa quatre mois à Londres. Il séjourna successivement dans la Belgique, la Hollande et l'Allemagne. Parti de Munich le 17 juin 1802, il revint à Angers, où Mgr Montault le nomma curé de Roussay (1803). Démissionnaire le 20 février 1815, M. de la Corbière devint chanoine de Luçon en 1821 et mourut en cette ville au mois de décembre 1825. Les Mémoires que le chanoine angevin écrivit pendant son exil, ont été publiés par M. l'abbé Uzureau (Paris, Sueur-Charruey, 1909).

XXXI. — Jean-Baptiste *Dumouchel*, né à Saint-Clair-sur-Epte (Seine-et-Oise), le 9 janvier 1748, devint professeur de rhétorique à Rodez, où il eut pour élève le fameux Chaptal. Plus tard, il fut nommé professeur d'éloquence au collège de la Marche, à Paris, et en 1786 il devint recteur de l'Université de Paris. Nommé chanoine de la cathédrale d'Angers le 21 janvier 1789, « en vertu de son droit de professeur septennaire de l'Université de Paris », il prit possession le 13 février suivant. Elu député aux Etats Généraux par le clergé de la capitale, M. Dumouchel se montra un partisan déclaré des idées nouvelles. Il prêta serment le 27 décembre 1790 et fut élu le 27 février 1791 évêque constitutionnel du Gard. Le 28 mars il écrivait, d'Angers, au directoire du département : « Vous avez fixé mon traitement de chanoine à 2.460 livres. Vous avez sursis au paiement jusqu'au jugement de la contestation pendante entre le sieur abbé René Gaultier (prêtre du diocèse d'Angers) et moi. Le sieur Gaultier est mort le 6 mars 1791 à Saint-Germain-l'Auxerrois (75 ans). Attendu qu'il n'y a plus d'obstacle à ce que je jouisse paisiblement de mon traitement, je m'adresse à vous pour que vous ordonniez que je sois payé de l'année 1790 et du premier trimestre de 1791. » Les administrateurs angevins lui donnèrent gain de cause (L 979). Sacré à Paris par Gobel le 3 avril, il se rendit après Pâques dans le Gard. Il abdiqua ses fonctions en décembre 1793 et retourna à Paris, où il se maria. Chaptal le nomma en 1799 chef du bureau de l'Instruction publique au Ministère de l'Intérieur.

Mis à la retraite en 1814, il vécut à Paris, rue du Bac, et y mourut le 17 décembre 1820, sans s'être réconcilié avec l'Eglise, qu'il avait déshonorée.

Le pillage de l'abbaye de Fontevrault (1792-1796)

Le 16 août 1791, eut lieu la vente du mobilier de Saint-Jean-de-l'Habit, où demeuraient les religieux de l'ordre de Fontevrault ; cette vente produisit net 951 livres. Le 12 décembre, on descendit les sept cloches de l'Habit, pour les envoyer à Saumur. Commencée le 15 octobre 1792, la vente du mobilier du splendide monastère des religieuses ne fut terminée que le 12 février 1793 et produisit 19.134 livres (1).

Les voleurs voulurent, eux aussi, se mettre de la partie. Dès le 25 octobre 1792, le maire de Fontevrault requiert le juge de paix du canton de se transporter à l'Habit pour constater les vols avec effraction qui avaient été commis la nuit précédente. Le 9 novembre, le procureur-syndic du district de Saumur, alors à Fontevrault pour la vente du mobilier des religieuses, rédige un procès-verbal au sujet de la capture d'un homme, nanti d'une feuille de plomb qu'il venait de couper sur l'un des toits du monastère, et s'exprime ainsi : « Différentes dénonciations nous ont été faites par les officiers municipaux, les gendarmes nationaux, les gardes de bois et plusieurs autres citoyens, des dilapidations sans nombre et des vols qui se commettent dans l'enceinte de l'abbaye, où on enlève non seulement les meubles mais encore des barres de fer, carreaux, planches de plomb, portes de dortoirs, serrures, lambris et autres objets. » Bref, les vols et pillages furent si considérables, que le district de Saumur, dans sa séance du 29 décembre 1792, nomma des commissaires pour aller visiter l'abbaye. Voici le procès-verbal de cette visite, qui eut lieu le 31 décembre 1792 et le 1^{er} janvier 1793 :

« Nous sommes entrés d'abord dans le bâtiment appelé le

(1) Au sujet de ces ventes de 1791-93, le maire de Fontevrault écrivait, le 19 août 1803, au sous-préfet de Saumur : « Non seulement tout ce qu'on pouvait regarder comme effet mobilier, mais, de plus, tout ce qui était meuble meublant a été vendu en totalité. Les cheminées de marbre, contre-feux, les parquets, les boiseries, rien n'a été conservé. Il n'est rien resté, si ce n'est quelques ferrailles, que le district de Saumur fit conserver. »

Grand Vendôme, ensuite dans celui dit la *Secrétainerie*. Nous avons vu que tous les placards, portes et croisées ont été emportés. Dans plusieurs chambres de ces deux bâtiments, les carreaux ont été levés en majeure partie et enlevés, des trous faits dans les planchers et les matériaux d'iceux en grande partie volés. — De là, nous sommes descendus dans la maison dite l'*Habit*. La majeure partie des portes, fenêtres et placards a été également enlevée, et les barres de fer de tous les endroits où il y en avait, emportées de vive force. Néanmoins, dans ce bâtiment, le gaspillage a été moins grand, par la raison présumée que trois ci-devant religieux y demeurent encore. — Remontés ensuite dans la principale maison, celle des ci-devant religieuses, dite le *Grand-Moutier*, nous avons commencé par la visite des *appartements occupés par la ci-devant abbesse* et le ci-devant duc de Penthievre. Les acquéreurs des devant de cheminée de marbre se sont permis de démolir en grande partie les cheminées, en sorte qu'il ne serait plus possible d'y faire du feu sans des réparations coûteuses. Dans quelques chambres de cette même partie de maison, les adjudicataires des meubles et boiseries ont dégradé les murs. — Les citoyens Guillon et Alexandre, demeurant à Fontevault, ont enlevé la grille de fer de la tribune de Matines, grille d'un poids considérable, quoiqu'ils n'aient acheté que les stalles et boiseries de cette tribune. — Des appartements de la ci-devant abbesse nous sommes passés dans plusieurs chambres et enfin dans un endroit nommé la *Dépense*, qui sert de corps de garde à la garde nationale de Fontevault. Nous y avons trouvé deux morceaux de plomb, dont un de canaux de différentes grosseurs et l'autre de nappes qui couvraient les toits des maisons. Dans ce même lieu, nous avons aussi vu plusieurs objets de fer, tels que balustres, des grilles, rampes, tient-mains, etc. Nous étant informés pourquoi ces choses étaient dans cet endroit, le citoyen maire nous a répondu qu'elles y avaient été déposées dans la vue de les soustraire au pillage. — Dans la salle nommée le *Dépôt*, se sont trouvés plusieurs portes, grilles de parloirs et autres objets, le tout de fer. — Dans une petite cour à côté, se sont trouvés des grilles de parloirs, de clôtures et des balcons, sur lesquelles sont quelques dorures, le tout également de fer. — Dans une cuisine nommée le *Dépôt*, nous avons pareillement trouvé plusieurs châssis de croisées, garnies de leurs vitres et panneaux, le tout peint en petit gris. — Nous étant informés auprès des officiers municipaux si les différents objets désignés ci-dessus n'appartenaient pas à quelques adjudicataires

d'effets, ils ont répondu qu'ils les avaient fait renfermer dans ces endroits, pour éviter qu'ils fussent enlevés par des mal-intentionnés et n'avaient pas été vendus. — Ensuite nous avons passé aux *dortoirs*, que nous avons trouvés en assez bon état, à quelques adjudications près. — De la maison principale, nous sommes descendus dans le bâtiment de l'*Infirmerie*, que nous avons trouvé dégradé en quelques endroits. — De là, nous nous sommes rendus dans la maison de *Saint-Lazare*, où une grande partie des portes et croisées ont été emportées. — Ensuite nous avons passé dans la *Greneterie* : les portes et les fenêtres du bas et quelques-unes du haut ont été emportées. — De là, nous nous sommes rendus au lieu dit *Saint-Robert* : tous les objets qui composent ce bâtiment, sont en assez bon état. — Définitivement, nous avons visité le lieu nommé la *Madeleine*, où il n'y a aucune dégradation commise. — Examen fait à vue d'œil des couvertures de tous les bâtiments, nous avons vu que la majeure partie des nappes de plomb qui les couvraient, ont été enlevées de vive force ; quelques-unes ont été presque détachées par les effets des malveillants. » (*Série Q*).

En communiquant ce procès-verbal au département, le 3 janvier 1793, le district disait : « Vous jugerez s'il est urgent de prendre des mesures vigoureuses pour arrêter les désordres qui ont eu lieu dans ces propriétés nationales. Notre lettre du 22 décembre vous avait tracé tous ces désordres ; votre silence (1) nous a déterminés à constater le pillage par procès-verbal. Notre surveillance ne peut opérer aucun bien ; il devient indispensable de vendre cet objet (l'abbaye de Fontevrault), qui était propre à remplir par son importance et son étendue les vues du citoyen Amelot, en y formant un grand établissement. » Le 6 janvier, l'administration départementale ordonna de poursuivre ceux qui avaient fait des dilapidations à Fontevrault.

En exécution des décrets des 23 juillet et 3 août 1793, relatifs à la conversion des cloches en canons, le citoyen Guillon se rendit, le 10 décembre 1793, adjudicataire de la descente des cloches. Il y en avait quatorze : huit sur le Grand-Moutier (2), une sur Saint-Benoît, deux sur Saint-Lazare, une sur l'église de Bourbon, deux sur l'église Saint-Michel (église paroissiale).

(1) Le 31 décembre 1792, le département rendit la municipalité de Fontevrault responsable des dilapidations.

(2) Le 8 octobre 1793, la municipalité écrivait au district : « Il y a six grosses cloches dans le grand clocher et deux petites dans le clocher qui est à côté du grand de la ci-devant abbaye. »

On en réserva deux pour la commune de Fontevrault, et les autres furent transportées à Saumur.

Il y avait à Fontevrault un moulin économique de nouvelle construction servant à moudre la provision de blé pour l'abbaye. Ce moulin était servi par six chevaux, qui se relevaient par trois de deux heures en deux heures. Le 13 décembre 1793, un arrêté du département ordonna de transférer ce moulin à Angers.

Le 4 mai 1794, le couvreur Guignard mutila les signes de royauté et de féodalité existant dans l'abbaye, et on envoya à Saumur 740 livres de plomb provenant de cette opération. Mais ce n'était pas suffisant. Le 28 juillet, le même couvreur fut chargé de faire disparaître totalement tous ces signes qui se trouvaient dans l'intérieur et à l'extérieur de l'abbaye, et de n'en laisser paraître absolument aucun vestige, comme le demandait formellement la loi du 24 juin 1794.

★★

Cependant le pillage continuait dans les bâtiments de l'ancienne abbaye. Le 11 février 1795, le district de Saumur prit un nouvel arrêté : « Considérant que les deux gardiens de ce vaste édifice résident dans la commune de Fontevrault et non dans la maison même dont la garde leur est confiée, le directoire *arrête* : 1) Les gardiens Herbault et Bernard seront tenus de demeurer dans cette maison ; ils seront logés l'un près la porte dite des Logis près le ci-devant palais abbatial, et l'autre près la porte dite d'en bas. 2) Ces deux gardiens, logés chacun à chacune de ces deux portes, en auront seuls l'ouverture ; ils tiendront la main à ce que personne ne sorte de la maison qu'à heures de jour et après un examen sévère ; ils sont encore tenus de faire de jour et de nuit des rondes de surveillance dans toute l'étendue de l'enceinte. 3) Le directoire rappelle à la municipalité de Fontevrault qu'elle est chargée de la surveillance des maisons nationales. 4) L'agent national est invité à se transporter de temps à autre dans la maison ci-devant abbatiale et toutes les fois qu'il le jugera convenable, d'y surveiller les gardes eux-mêmes, de poursuivre tous les auteurs et dilapidateurs, de les dénoncer à l'administration et de prendre aussi tous les renseignements sur les réparations à faire. »

A la date du 17 février, les officiers municipaux prenaient, à leur tour, un arrêté : « *La municipalité de Fontevrault* ; — Vivement affligée que les jeunes citoyens de cette commune

ne cessent tous les jours de commettre des dégâts dans la ci-devant abbaye de ce lieu et autour du temple (église paroissiale), soit en jetant des pierres et se faisant un plaisir de casser les vitres, soit en grimpant au haut des murailles et les démolissant ; — Considérant qu'il est de l'intérêt national que les enfants soient élevés d'une manière républicaine et ne doivent pas s'écarter du respect qu'ils doivent à leurs parents et envers tous les citoyens en les insultant par des paroles grossières et offensantes, soit en jurant, ce qui est un vice dans la société ; — Considérant, en outre, qu'on ne saurait trop recommander aux pères et mères de retenir chez eux leurs enfants au sortir des écoles, de les occuper au travail et de les élever aux vertus sociales et républicaines, plutôt que de les laisser libertiner ; — *Arrête* : I) Les pères et mères de cette commune sont tenus de retenir chez eux leurs enfants après leur sortie des écoles, de les occuper au travail, de leur défendre de jeter des pierres et de casser des vitres dans les bâtiments de la ci-devant abbaye, ainsi qu'autour du temple et dans les maisons des particuliers, sous peine d'être dénoncés à l'administration du district de Saumur et envoyés à la police correctionnelle. II) Tout enfant qui sera dénoncé ou surpris, jetant des pierres, cassant des vitres, jurant ou insultant des citoyens ou citoyennes, ou qui sera surpris à monter sur les murs et à les démolir, sera puni de trois jours de prison. III) La municipalité invite tous les bons citoyens à tenir la main au présent arrêté, qui sera lu, publié et affiché par toute la commune, afin que personne n'en ignore. Copie du présent sera délivrée à l'instituteur et à l'institutrice, qui seront tenus d'en faire lecture à leurs élèves. »

On lit dans le registre des délibérations du district de Saumur, à la date du 16 juin 1795 : « Depuis l'évacuation de la ci-devant communauté de Fontevrault, et particulièrement depuis la vente des meubles et effets qui garnissaient cette maison, il s'y est commis des déprédations énormes ; tous les moyens sages employés jusqu'à ce moment n'ont pu les faire cesser ; tous les fermiers de cette maison et autres individus s'introduisant dans l'intérieur sous différents prétextes, y commettent des malversations continuelles, en enlevant les portes, croisées, serrures, etc., et tout ce qui se présente à leurs regards cupides. Le citoyen Boutet, à qui le directoire a accordé un logement convenable pour établir un établissement de salpêtre dans cette maison, ne cesse lui-même d'autoriser par ses entreprises toutes ces malversations ; il s'est permis d'enlever des croisées

du bâtiment de l'infirmerie, des portes et placards de celui du cellerage, pour les appliquer où bon lui a semblé (1). — Le *Directoire* ; considérant que cette manière d'agir, préjudiciable au bon ordre, entraîne de grands abus, entretient l'esprit de pillage dans les autres individus, qui se croient autorisés à enlever tout ce qui se trouve dans cette maison, d'après un pareil exemple ; informé, en outre, que plusieurs citoyens, s'y étant rendus adjudicataires des meubles, ont établi de leur propre mouvement, dans l'intérieur de cette maison, des magasins composés tant de meubles que de boiseries qu'ils disent avoir achetés à la vente, et qui leur donnent entrée dans cette maison ; que ceux qui se disent acquéreurs des différentes boiseries, prétendent aussi enlever des portes d'entrée des appartements, même celles du ci-devant réfectoire, quoiqu'elles ne fassent pas partie de ces ventes... »

Suivent les mesures prises par le directoire du district. En attendant qu'on fasse les réparations nécessaires aux couvertures et qu'on dresse un inventaire, défense absolue de laisser pénétrer des étrangers, ordre d'établir une surveillance rigoureuse.

★★

A la date du 6 juillet 1796, le département prit un arrêté portant que l'ensemble du bâtiment désigné sous le nom de *logis abbatial* extérieur serait provisoirement affecté au logement et casernement de la brigade de gendarmerie du canton de Fontevault.

Le 1^{er} août, la municipalité de Fontevault mandait aux administrateurs du département (2) : « C'est avec un grand déplaisir que nous vous faisons part des vols et dilapidations qui se commettent journellement dans la ci-devant abbaye de cette commune. Il vient de renaître un appétit de cupidité effrénée telle, que l'on fait main-basse sur tout ce qui est soit en fer, soit en plomb, soit en portes et croisées, etc. Cela annonce une réu-

(1) Une autre fois, on lui reproche d'avoir pris l'infirmerie pour y établir ses domestiques et ouvriers, « d'avoir indûment cassé des matières salpêtrées, et de les avoir rassemblées dans le cloître et le rez-de-chaussée de la ci-devant infirmerie, au risque d'en casser les carreaux. »

(2) Le 21 juin 1796, la municipalité avait déjà écrit au département : « Les bâtiments de la ci-devant abbaye de Fontevault, qu'on dit être destinés à un service public, sont dans un état de délabrement qui augmente tous les jours par le défaut d'entretien et de réparations. Les couvertures sont toutes délabrées, les pluies pourrissent le dallage, la charpente et les planchers. Ajoutez à cela les vols, qui se font encore chaque nuit, de ce qui a échappé jusqu'à présent. »

nion considérable de coopérateurs : les uns exploitent, d'autres recèlent, tandis que d'autres observent et prêtent assistance. Il y a quelques décades, il fut enlevé deux portes en grilles de fer, de poids à nécessiter le concours au moins de dix hommes pour le mouvement de chacune. Elles avaient été déposées (en attendant la commodité de les enlever tout à fait) dans les recoins obscurs d'un vieux bâtiment dit le Pressoir, où le hasard les fit découvrir. On a eu beau prendre des précautions pour tâcher d'arrêter ces déprédations, on ne peut réussir et on ne découvre rien. On sent facilement que bien des gens partagent le gâteau et prêtent la main. L'immensité de l'établissement contribue aussi beaucoup à faciliter le mal et les évasions contre la surveillance. Mais ce qui nous fait un singulier déplaisir, c'est qu'ayant désiré commander une patrouille pour tâcher de prendre les voleurs sur le fait, l'officier commandé se prêta de bonne grâce, mais il ne put se faire seconder par aucun garde national. Il fallait passer la nuit, et tous disaient qu'ils avaient autre chose à faire que d'aller veiller l'intérêt des fermiers. Voilà comment, pour des misères de fermages dans cette maison, on a introduit sans y penser différents intérêts : l'indifférence, d'une part, et les dilapidations, de l'autre. Ce sont les fermiers qui facilitent et introduisent ces dilapidateurs. Par conséquent, le remède positif serait de renvoyer et annuler ces différents fermages et tâcher d'accélérer l'établissement public que le lieu et l'intérêt de la patrie sollicitent depuis longtemps. » L'administration départementale envoya cette dénonciation au juge de paix de Fontevault (6 août).

Le 7 septembre, à la séance de l'administration départementale, on constate que tous les bâtiments extérieurs de l'abbaye de Fontevault ont été vendus. Le même jour, elle décide que la municipalité, installée dans le presbytère qui venait d'être vendu, occupera désormais le bâtiment connu sous le nom de Saint-Michel.

Peu après, le 19 septembre, la municipalité cantonale de Fontevault était en séance. Un membre dit : « Tous les jours, les déprédations se renouvellent dans les établissements intérieurs de la ci-devant abbaye. En conséquence, les dégradations ne peuvent que s'accroître dans tout ce qui existe et mérite d'être conservé. Ces délits contre l'intérêt des choses et de la République proviennent particulièrement de la facilité des abus introduits par la location et fermage de quelques portions de terre à cultiver dans cet intérieur. En effet, cette location auto-

rise les fermiers à une communication libre et aisée pour leur faire-valoir ; elle couvre d'une apparence plausible un certain besoin de faire entrer ou sortir, soit à charge d'homme, soit à charge de bête ou de voiture, différents produits relatifs à leur agriculture. Il est hors de doute que ces mains-d'œuvre et leurs prétextes ont plus d'une fois servi de couverture à des spoliations. De plus, divers étrangers y sont également introduits comme travailleurs ; ainsi les hommes inconnus s'y multiplient, avec la difficulté de reconnaître les dommages et plus de facilité pour en commettre. C'est la vraie marche pour arriver à une déprédation absolue ; et par quoi des désastres qui peuvent se monter à des centaines de mille francs, sont-ils compensés ? Par une maigre rétribution de fermages, qui n'ont été portés qu'à 1.300 livres en papier ! — Le citoyen Boutet a un établissement de salpêtrerie dans l'intérieur de cette maison. Ce locataire inquiet et industriel cherche à s'étendre le plus qu'il peut. Il a sur le chemin de l'Habit une porte d'accès extérieure qui devrait être fermée. Il est intéressant de le tenir astreint dans les limites de sa location et de son atelier. Le ci-devant district de Saumur lui a concédé abusivement la jouissance du bâtiment dit des greniers, en compensation d'un bouge servant de cuisine qui était compris dans son fermage et était absolument nécessaire pour loger un gardien à poser à la porte dite d'en bas. Il serait expédient d'ôter à Boutet la jouissance du logement des greniers, et il vaudrait mieux, en conservant cette cuisine pour le logement du gardien, diminuer par compensation 25 francs par an sur le loyer de Boutet, que de le laisser étendre ses occupations. » — Aussitôt on prend un arrêté conforme : « Tous les baux de fermage des terres contenues dans l'enceinte de la ci-devant abbaye, autres que celui de Boutet pour son atelier de salpêtrerie, seront résiliés, afin de prévenir toute voie et facilité aux déprédations et dégradations dans ce qui est encore sain. Cette culture des terres dans l'intérieur de la ci-devant communauté sera laissée aux gardiens Herbault et Bernard. Le citoyen Boutet sera resserré dans la stricte possession du logement qu'il occupe à la porte d'en bas et des bâtiments et terrains propres à son atelier ; la cuisine nécessaire au logement du gardien à la porte d'en bas sera distraite de son bail ; il sera retiré des mains de Boutet la jouissance des bâtiments dits des greniers ; la porte qu'il tient ouverte sur le chemin de l'Habit pouvant être sujette à abus, sera murée. » — Dans sa séance du 25 septembre, l'adminis-

tration départementale homologua l'arrêté de la municipalité cantonale de Fontevrault.

C'est au mois d'avril 1803 que l'atelier de salpêtre évacua l'abbaye. On voulait faire des réparations en vue d'y établir une maison de détention. Le décret du 18 octobre 1804 donna définitivement cette affectation à l'ancienne abbaye de Fontevrault. Une somme de plus de 700.000 francs avait été dépensée pour les divers travaux d'aménagement, quand les prisonniers y arrivèrent enfin, au mois d'août 1814.

Un voyage dans la Vendée angevine (novembre 1793)

Le district de Cholet, qui subsista de 1790 à 1795, comprenait les neuf cantons de Chemillé, Cholet, Jallais, Maulévrier, Le May, Montfaucon, La Romagne, Saint-Macaire-en-Mauges et Vezins.

Le procureur-syndic du district de Cholet fut tué, le 14 mars 1793, par les Vendéens, qui restèrent maîtres de cette ville et des environs jusqu'au 17 octobre. Quand l'armée catholique et royale, battue à Cholet le 17 octobre, eut passé la Loire, dès le lendemain, à Saint-Florent-le-Vieil, le pays tout entier retomba au pouvoir des patriotes. Les administrateurs du district de Cholet, qui s'étaient réfugiés à Angers, se réinstallèrent dans leur ville le 29 octobre et prirent aussitôt un arrêté qui vaut d'être mis au rang des mesures révolutionnaires les plus effroyables (*Anjou historique*, I, 426). Quelques jours après, le 7 novembre, arriva à Cholet le citoyen Robin, en qualité de Commissaire du Comité révolutionnaire d'Angers. Dès le 9 et le 10 novembre, Robin ordonna au citoyen Duval, substitut du procureur-syndic du district de Cholet, de parcourir les communes de la partie occidentale du district, à l'effet : « 1° de rechercher et faire conduire à Cholet les personnes présumées coupables d'avoir trempé dans la révolte ou regardées comme dangereuses ; 2° de s'assurer si les travaux des champs étaient faits ou se faisaient, s'il existait beaucoup de subsistances en grains et bestiaux ; 3° de vérifier si les armes étaient rendues et de faire rendre celles qui existeraient encore. » Duval prit avec lui un détachement de vingt gendarmes, et le 13 novembre il rendit compte au district de son expédition en ces termes :

« Parti le 20 brumaire (dimanche 10 novembre 1793) de Cholet, je me suis rendu à La Séguinière, dans la maison de Bourasseau de la Renollière, où j'ai fait une perquisition exacte sans rien trouver qu'environ 80 boisseaux de grains et quatre ou cinq charretées de foin. De là, je me suis rendu à Saint-Macaire-en-Mauges, en passant par les bourgs de Saint-André-de-la-Marche et de La Renaudière, et je suis allé ensuite par Villedieu à Gesté, où j'ai couché. J'ai laissé aux commissaires municipaux de ces cinq communes l'ordre par écrit de faire achever sans retard toutes les semailles, de faire rendre à Cholet tous les grains et fourrages excédant les besoins des habitants, d'employer tous les moyens possibles, même de rigueur, pour faire rendre toutes les armes qui peuvent rester encore entre les mains des habitants et de les faire porter à Cholet, de faire rendre à Cholet samedi prochain au marché les bestiaux de toutes espèces, propres aux boucheries, pour y être livrés au citoyen Bel, chargé de les ramasser, par commission des représentants du peuple du 13 brumaire (3 novembre), et enfin de rendre compte de l'exécution de ces ordres au département le 13 brumaire. Pour la facilité et la sûreté de l'exécution de ces différentes opérations dans le canton, j'ai laissé à Saint-Macaire quatre gendarmes à la disposition des officiers municipaux.

« Le 21 brumaire (11 novembre), je me suis rendu au bourg de Tilliers, où j'ai établi pour commissaires municipaux, conformément à l'arrêté du 8 brumaire (29 octobre), les citoyens François Brouard, Pierre Poirier, René Chupin, René Merleau, Pierre Gaillard et Jacques Barbot, auxquels j'ai donné les mêmes ordres qu'aux commissaires des autres communes. — De Tilliers je me suis rendu à Montfaucon, où j'ai trouvé les commissaires municipaux de Saint-Crespin, que j'avais fait inviter de s'y rendre. Je leur ai donné également les mêmes ordres qu'à ceux de Montfaucon, avec prière de rendre compte de ce qu'ils auraient fait au directoire le 24 brumaire.

« Le 22 brumaire (12 novembre), je me suis transporté chez Radigon père, pour le faire arrêter, ainsi que sa fille, conformément aux deux réquisitoires des 19 et 20 brumaire (9 et 10 novembre). J'ai fait arrêter seulement la fille, le père étant absent, et je n'ai pu savoir où il était. J'ai fait arrêter aussi la veuve Hulin, marchande, dont le fils unique est parti avec l'armée des brigands, dans laquelle il était secrétaire des chefs. J'ai chargé les commissaires municipaux d'apposer les scellés dans ces deux maisons et d'y établir des gardiens. J'ai fait arrêter encore Lepage, aubergiste, regardé comme très sus-

pect, en raison de ses liaisons avec les brigands et de ses duretés envers les patriotes, et surtout parce qu'il est soupçonné de servir la correspondance des révoltés dans les fréquents voyages qu'il fait à six lieues autour sous prétexte d'acheter et vendre du tabac. Enfin j'ai fait arrêter Guittet, parce qu'il n'a point d'état et qu'il fait souvent des voyages à cheval, dont on ne connaît pas les causes ; parce qu'avant l'insurrection il s'était engagé pour le contingent de Montfaucon et il n'a pas joint. En outre, j'ai requis par écrit les commissaires municipaux de Montfaucon de faire arrêter le sieur Radigon père et un habitant du bourg de Montigné-sur-Moine, le premier en vertu des ordres du Comité révolutionnaire et le dernier pour même cause que celles qui ont déterminé l'arrestation de Lepage, dont il est le gendre. Pour la facilité et la sûreté de ces opérations, dont j'ai prié les officiers municipaux de rendre compte au directoire le 26 brumaire, j'ai laissé à leur disposition quatre gendarmes.

« Le même jour 22 brumaire, j'ai donné ordre à Barillé, commandant du détachement, de conduire à Cholet au commissaire du Comité révolutionnaire, la fille Radigon, la veuve Hulin, Lepage et Guittet, et je me suis rendu avec deux gendarmes au bourg de Roussay, et de là à La Romagne, où j'ai trouvé les commissaires municipaux de Torfou et du Longeron, que j'avais fait prévenir de s'y rendre. J'ai donné aux commissaires de ces quatre communes les mêmes ordres qu'à ceux de Montfaucon, j'ai requis les commissaires municipaux de séquestrer les effets qui se trouvent dans la maison du ci-devant chevalier Desmeslier et sœurs, et ceux qui sont dans la maison de la veuve Desmeslier, et d'apposer les scellés sur le cabinet de Hervé, ci-devant juge du tribunal de Beaupréau, membre du comité contre-révolutionnaire de Montfaucon, qui a disparu avec l'armée des brigands. Après mon opération de La Romagne, je me suis rendu à Cholet, où je suis arrivé à sept heures et demie du soir.

« Partout où j'ai passé, j'ai remarqué avec satisfaction que les travaux des champs se continuent presque comme à l'ordinaire ; les semailles sont à peu près toutes faites ; il existe encore un grand nombre de bestiaux de travail, et les hommes restés dans les campagnes parmi lesquels sont presque tous les chefs de ménage, paraissent disposés à demeurer tranquilles. Les commissaires municipaux m'ont assuré, d'ailleurs, qu'ils ne croyaient pas qu'il y eût dans leurs communes aucun rassemblement ni qu'il existât des sujets absolument dange-

reux, et qu'ils croyaient même que toutes les armes avaient été à peu près rendues, qu'enfin *les garçons des bourgs et les domestiques de métairies qui étaient les hommes qui ont fait la guerre, ont presque tous quitté le pays pour suivre l'armée des brigands*. Néanmoins, j'ai recommandé expressément aux commissaires municipaux de surveiller avec exactitude pour déjouer les complots des ennemis de la République, s'il y avait encore des hommes capables d'en former. Je leur ai dit qu'il était surtout indispensable de faire rendre toutes les armes et d'empêcher que les hommes ainsi que les femmes et les enfants sortissent de leur commune sans nécessité et surtout sans passe-port. Je leur ai recommandé aussi de faire descendre leurs cloches et de les envoyer toutes à Cholet.

« Sur l'article des subsistances, les commissaires municipaux de Villedieu, Gesté, Tilliers, Saint-Crespin et Montfaucon m'ont assuré que des détachements de la force armée de Nantes, à la tête desquels étaient des commissaires de la commission civile de la même ville, ont ramassé tout ce qu'il y avait de grains dans leurs communes et qu'il en restait à peine de quoi vivre quelques mois. Les commissaires de La Romagne et de Torfou ont déclaré que *la majeure partie des métairies de leurs communes ayant été incendiées* avec les grains qu'elles contenaient, il n'en reste pas assez pour la subsistance des habitants. Quant aux bestiaux, instruit qu'il y en avait un marché aujourd'hui 22 brumaire à Gesté, j'ai chargé les commissaires municipaux des paroisses circonvoisines de Gesté d'y envoyer demain tous les bestiaux gras, et le citoyen Bel s'y est rendu avec deux gendarmes que je lui ai donnés pour l'accompagner.

« Les renseignements qui m'ont déterminé à faire arrêter la veuve Hulin, Lepage et Guittet, m'ont été donnés par les commissaires municipaux de Montfaucon. » (*Archives de Maine-et-Loire*, série L).

Un prêtre breton guillotiné à Angers (1794)

La paroisse d'Auverné, près Châteaubriant, avait pour curé au moment de la Révolution, M. Nicolas Bréhault, aidé d'un vicaire (M. Petiteau) et d'un prêtre habitué (M. Pret). Tous trois refusèrent le serment à la constitution civile du clergé, condamnée par le Pape Pie VI. Le curé fut déporté en Espagne, et M. Pret mourut pendant la Révolution.

Né à Varades en 1758, M. Pierre *Petiteau* fut ordonné prêtre à Nantes le 22 décembre 1786 et nommé vicaire à Auverné. Au lieu de se soumettre à la loi du 26 août 1792 qui le condamnait à la déportation en raison de son refus de serment, M. *Petiteau* se cacha dans sa paroisse natale et les environs. A la fin de juin 1793, il se joignit aux Vendéens qui se dirigeaient vers Nantes pour faire le siège de cette ville. Après l'échec de l'armée catholique et royale devant Nantes (29 juin), M. *Petiteau* alla demeurer à Saint-Florent-le-Vieil. A la date du 4 août, le « conseil » de cette commune lui délivra un passeport ainsi conçu : « *De par le roi.* Laissez passer librement le sieur *Petiteau*, prêtre, allant pour ses affaires à Montjean et dans tout le pays reconquis. » Cette pièce était signée de M. Guérif et d'un autre membre.

M. *Petiteau* passa la Loire à Saint-Florent-le-Vieil au début d'octobre 1793, et, au lieu de suivre l'armée vendéenne en Normandie, il se cacha de nouveau dans son pays natal.

Un ouvrier mineur de Montrelais, nommé Piton, qui était détenu à la prison nationale d'Angers, déclara, le 10 janvier 1794, au Comité révolutionnaire de cette ville que Misset, directeur des mines, l'avait forcé de suivre les Vendéens, avec lesquels il était resté pendant trois semaines. Il jura sur sa tête de le découvrir, ainsi que l'abbé *Petiteau* et autres. Le même jour, le représentant du peuple Francastel autorisa le Comité à nommer un commissaire qui se transporterait, avec Piton et deux gendarmes, pour arrêter les personnes dénoncées. Effectivement, le 13 janvier, M. *Petiteau* fut arrêté dans les mines de Montrelais, en même temps qu'Etienne Misset et François Aubey, le premier directeur et l'autre caissier de ces mines. On les conduisit tous les trois à Angers, où, le soir du même jour, ils furent internés à la Prison nationale, place des Halles.

Le 15 janvier, le Comité révolutionnaire d'Angers fit comparaître devant lui, à l'Evêché, M. *Petiteau*, et procéda à son interrogatoire de la façon suivante : « Où avez-vous été arrêté ? Dans les mines de Montrelais, où j'étais depuis trois jours. — Depuis quand étiez-vous dans l'armée catholique ? Depuis l'époque où, sortie au mois de juin d'Angers dont elle s'était emparée, elle se porta sur Nantes, y fut repoussée et repassa la Loire à Varades. — Quelle commune avez-vous habitée dans le pays ennemi et quel emploi exerciez-vous parmi les brigands (Vendéens) ? J'habitais Saint-Florent-le-Vieil, j'y ai dit la messe et même donné la communion, à ce que je crois. — A

combien de batailles vous êtes-vous trouvé dans la Vendée ? A aucune. — Pourquoi ayant refusé le serment exigé par la loi (26 décembre 1790), vous êtes-vous ingéré de remplir les fonctions que cette loi vous interdisait ? Je ne croyais nuire à personne. — Avez-vous suivi les brigands à Varades et les avez-vous toujours accompagnés dans leurs marches ? J'ai passé la Loire avant eux (qui la passèrent le 18 octobre), et je ne les ai pas suivis depuis ce moment, errant dans les communes de Montrelais, La Chapelle-Saint-Sauveur, Saint-Herblon, Varades et autres. — N'aviez-vous pas transporté dans les mines, lieu de votre retraite, tous les vêtements de votre prétendu culte, tels que bréviaire, rabats, saintes huiles et autres pourritures de cette espèce ? Oui. — N'avez-vous jamais demandé ni obtenu de passeports des divers conseils provisoires établis par les brigands pour aller dans le pays conquis prédicander et faire des prosélytes à votre prétendue religion catholique, apostolique et romaine ? J'en ai reçu deux environ. »

Le 16 janvier, le Comité révolutionnaire envoya cet interrogatoire à la Commission militaire, qui, le lendemain, fit comparaître M. Petiteau dans la chapelle des Dominicains, lieu ordinaire de ses séances publiques. Voici les nouvelles questions que la Commission militaire lui posa : « Pourquoi ne vous êtes-vous pas soumis à la loi qui exigeait la prestation de serment ? J'étais libre dans le temps, la loi ne me forçant pas de le faire. — Quelle paroisse desserviez-vous ? Auvernay. — Pourquoi ne vous êtes-vous pas soumis à la loi de la déportation ? Pour cause de maladie et d'autres raisons particulières de pauvreté. — Ce dernier prétexte est faux, puisque la loi y pourvoyait ? Je croyais qu'on ne donnait rien aux déportés. — Pourquoi êtes-vous resté dans un pays insurgé et vous êtes-vous caché dans un des puits des mines de Montrelais ? Ne sachant où aller, j'étais obligé de me cacher, tantôt d'un côté, tantôt d'un autre. »

Séance tenante, M. Petiteau fut condamné à mort pour les cinq motifs suivants : « Avoir eu des intelligences et des liaisons intimes avec les brigands de la Vendée ; n'avoir point obéi à la loi de la déportation ; avoir suivi ces scélérats dans leur marche contre-révolutionnaire pour les exciter au massacre des patriotes ; avoir été trouvé nanti d'un passeport daté du règne d'un prétendu Louis XVII ; avoir par les délits ci-dessus conspiré contre l'égalité, la liberté et la souveraineté du peuple. »

Dans la soirée du même jour, 17 janvier, vers quatre heures, M. Petiteau fut guillotiné sur la place du Ralliement, en même temps que MM. Misset et Aubey, ses compagnons de captivité (*Archives de Maine-et-Loire*, série L).

Le lendemain de la mort de cet ecclésiastique, M. Gruget, curé de la Trinité d'Angers, caché dans une maison d'où il avait vue sur la place du Ralliement, écrivait dans son *Journal* : « Le vendredi 17 janvier 1794 (a été guillotiné) M. Pierre Petiteau, natif de Varades, prêtre non jureur, vicaire à Auvernay près Châteaubriand, diocèse de Nantes, âgé d'environ 35 ans. C'était un prêtre très instruit et très édifiant. Il s'était souvent sacrifié pour rendre service à tous ceux qui avaient recours à son ministère. Il a confessé sa foi jusqu'à la mort en mourant pour la religion. »

La loi des otages en Maine-et-Loire

C'est le 12 juillet 1799 que fut votée la loi dite des otages. Elle prescrivait des mesures révolutionnaires contre les parents d'émigrés et les nobles, et autorisait les administrations départementales de les prendre comme otages, en cas de troubles, et de séquestrer leurs biens.

Dans sa séance du 1^{er} août, l'administration centrale de Maine-et-Loire décida que les otages du département seraient logés au château d'Angers ; puis, se ravisant, elle désigna, quelques jours après (5 août), le Petit-Séminaire, aujourd'hui l'Ecole régionale des Beaux-Arts, rue du Musée.

Le 1^{er} août, les administrateurs du département désignèrent pour otages quatre hommes et deux femmes : Charles-Marie-Auguste-Joseph d'Autichamp fils ; Marie-Paul-Alexandre-César de Scépeaux ; Turpin aîné, demeurant à Angers ; Brillat de Candé fils ; Marie-Rosalie-Anne-Thérèse-Victoire de Cambourg-Genouillé, veuve de Charles-Alexandre Mabillet de la Paumelière ; Amélie-Victoire-Marie Blouin, femme de Bérityault de la Contrie.

Le 2 août, on désigna de nouveau pour otages : Marie-Louise-Charlotte-Pélagie Lefebvre de Laubrière, femme de François-Urbain de Vassé ; N. de Vassé, femme de Charles-Marie-Auguste-Joseph d'Autichamp ; Charles-Henri Turpin, d'Angrie ; veuve Turpin de Crissé ; M^{lle} de Mergot, sur le Tertre Saint-

Laurent, à Angers ; de Jousselin, rue des Jacobins, à Angers (*Archives de Maine-et-Loire*, série Q).

Un arrêté de l'administration centrale de Maine-et-Loire, en date du 11 octobre, ordonna d'apposer le séquestre sur la totalité des biens des douze otages ci-dessus. Le 27 octobre, elle mandait aux Ministres de la Police et des Finances : « Ces douze individus se sont soustraits à l'arrestation et refusent de se rendre au lieu désigné pour leur réunion. »

Le 18 septembre, le Corps Législatif avait déclaré la loi des otages applicable à une partie des départements de Maine-et-Loire, de la Manche et du Morbihan. Sur les 70 cantons qui composaient alors le Maine-et-Loire, 51 étaient soumis à la loi. En étaient exceptés les cantons suivants, au nombre de 19 : Allonnes, Ambillou, Beaufort, Brézé, Brissac, Le Coudray-Macouard, Doué, Fontevrault, Gennes, Longué, Mazé, Montreuil-Bellay, Les Ponts-de-Cé, Le Puy-Notre-Dame, Les Rosiers, Saint-Georges-des-Sept-Voies, Saint-Mathurin, Saumur, Vernueil-le-Fourrier. C'est le 23 octobre que l'administration centrale de Maine-et-Loire ordonna l'impression de la loi du 18 septembre et menaça de la rigueur des lois les individus qui donneraient asile aux émigrés, aux prêtres déportés, etc.

Quelques otages furent en définitive renfermés au Petit-Séminaire. Comme il était impossible de ne pas y faire de grandes dépenses pour rendre les chambres habitables, un arrêté rendu par l'administration centrale, le 26 octobre, décida que les otages seraient transférés dans la maison de la veuve de Terves, rue Montauban.

On sait que le coup d'Etat du 18 brumaire (9 novembre 1799) renversa le Directoire. Dès le 13 novembre, une nouvelle loi abrogeait la loi des otages, remettait en liberté les individus arrêtés et levait tout séquestre. C'est dans l'après-midi du 17 novembre que l'abrogation de la loi des otages fut proclamée à Angers ; les personnes détenues comme otages furent mises en liberté le lendemain. Le 2 décembre, l'administration centrale de Maine-et-Loire leva le séquestre établi sur les biens des douze otages désignés plus haut, et les fruits qui pouvaient avoir été perçus devaient être restitués.

Le citoyen Lecointe-Puyraveau, délégué des Consuls dans la 22^e division militaire, demanda à la municipalité d'Angers, le 9 décembre 1799 : « A-t-on regardé comme utile la loi sur les otages ? L'opinion publique lui était-elle favorable ? » — La municipalité répondit, le 15 décembre : « Les véritables amis de l'ordre, tous les hommes sages prévirent et annoncèrent les

malheureux effets que produirait cette loi. Elle a donné des chefs habiles à des rassemblements composés de brigands, elle a donné une consistance effrayante et un caractère imposant à la guerre civile ; ces résultats doivent à jamais faire la honte de ceux qui l'ont méditée et mériter des reproches bien cruels à ceux qui l'ont prématurément et impolitiquement appliquée. Telle fut l'opinion générale sur cette loi, qui pour le bonheur de l'humanité n'aurait jamais dû exister. »

La ville d'Angers en 1803-1804

M. Joubert-Bonnaire, maire d'Angers, écrivait, le 22 décembre 1803, à M. Nardon, préfet de Maine-et-Loire :

Pour répondre à votre lettre (19 décembre), je m'empresse de vous assurer que la commune que j'ai l'honneur d'administrer, jouit de la plus grande tranquillité, fruit de la confiance des habitants dans le Gouvernement. — La conscription de l'an XI et de l'an XII s'est levée sans plaintes ni murmures, et même avec une sorte de gaieté qui annonce un entier dévouement à la chose publique. — La levée des marins n'a point éprouvé de résistance. On a seulement entendu les plaintes bien naturelles des mères de famille qui se voient enlever leurs maris et les pères de leurs enfants, leur unique ressource pour se procurer l'existence. Cependant elles en ont fait le sacrifice à la patrie. — Le commerce, cette grande ressource de la prospérité publique, a aussi souffert de la stagnation accrue par cette circonstance qui le prive des grands moyens de transport, mais rien au demeurant n'a porté atteinte à la tranquillité. — Le recouvrement des impositions se fait très exactement. — Il n'existe point d'étrangers en cette ville, les gens sans aveu n'y sont pas soufferts. — Les derniers événements n'ont pas affecté sensiblement ; la confiance dans les opérations du Gouvernement a mis les habitants de cette ville au-dessus de toute crainte. D'ailleurs, le zèle du premier magistrat de ce département pour le maintien de la tranquillité publique suffit pour les rassurer. — Quant à la conduite des prêtres, elle est telle, au moins en ce moment, que nous n'avons aucun reproche à leur faire. — Telle est la situation de la commune d'Angers, et j'ose espérer qu'avec la surveillance de la police l'ordre n'y sera point troublé.

Nouvelle lettre du maire au préfet, le 6 octobre 1804 :

Pour répondre à votre lettre (4 octobre), dans laquelle vous me demandez un rapport sur la *situation politique* de la commune que j'administre, j'ai l'honneur de vous observer que je ne puis vous transmettre que les renseignements qui me seront fournis soit par le magistrat de sûreté que j'en ai prié, soit par les commissaires de police que j'ai chargés spécialement de s'occuper de cet objet. — Mes relations et celles de mes adjoints ne sont dans le cas de me procurer aucun renseignement particulier sur ceux, s'il en existe dans cette ville, qui pourraient avoir des communications secrètes avec les ennemis de la tranquillité publique. Mais notre attachement connu pour le Gouvernement doit vous garantir que nous ne laisserions pas échapper l'occasion de vous signaler les individus dont nous connaîtrions les intrigues. — Au surplus, dans l'état actuel des choses, la ville d'Angers jouit de la plus grande tranquillité, et jusqu'à ce moment aucun indice de complot, aucun ferment de trouble n'est parvenu à ma connaissance. (*Archives de l'Hôtel de Ville, correspondance administrative du Maire*).

Fêtes funèbres chez les Francs-Maçons d'Angers, sous le Premier Empire

Fondée en 1779, la loge du « Père de Famille » d'Angers cessa ses « travaux » pendant la Révolution ; elle les reprit le 27 mars 1803 dans l'ancien couvent des Récollets, aujourd'hui le presbytère de Saint-Laud. De 1803 à 1810, elle célébra trois fêtes funèbres, dont nous empruntons les comptes rendus au registre des délibérations, appartenant à Mgr Pasquier.

★★

On lit dans le procès-verbal de la séance du 19 décembre 1804 : « La mort du très cher Frère Olivier-Jean Gaignard, notre maître des cérémonies, nous plonge dans une douleur profonde. Tous les Frères sentent une perte aussi grande et arrêtent que le Frère secrétaire sera chargé de régler la pompe funèbre que la Loge veut lui décerner. Il s'entendra avec le ministre du culte catholique de la paroisse Saint-Laud, sur laquelle est situé notre local, pour le jour et l'heure du ser-

vice, auquel seront invités tous les membres de notre respectable Atelier, ceux du *Tendre Accueil* et les parents de celui dont nous pleurons la perte ».

La cérémonie eut lieu le 5 janvier 1805 : « Les Frères se sont rendus à l'heure indiquée dans le temple catholique, y ont assisté dans le recueillement le plus religieux au service solennel célébré à la mémoire du très estimable Frère Gagnard ; et en sortant de l'église de Saint-Laud, ils se sont rendus au Temple de l'Amitié, où, dans le silence le plus profond, ils ont entendu l'éloge funèbre de l'excellent Maçon qu'ils regrettent, tracé et prononcé par le Frère Maugars, orateur adjoint, auquel ils ont donné les applaudissements les mieux mérités, tant à cause des vérités qui règnent dans tout ce morceau que pour la sensibilité de l'auteur pendant tout son récit. Pendant cette séance, les Frères se sont livrés à la douleur la plus vive et se sont retirés, pénétrés plus que jamais de leur perte comme de leur néant ».

★★

Le 28 janvier 1807, une autre fête funèbre eut lieu pour honorer la mémoire des Frères Gagnard, Evain et surtout du Vénérable d'honneur, le général de division Girardon, ancien commandant du département de Maine-et-Loire. Cette fois-ci, on ne va plus à l'église.

« Le Temple était tendu de noir. Au milieu, s'élevait un cénostaphe sur lequel étaient placés une équerre, un compas et un niveau. Au bas du trône, un sceptre et un rateau renversé. De chaque côté, des cassolettes, dans lesquelles brûlaient des parfums. L'encointe était faiblement éclairée ; le soleil ne répandait aucun rayon, la lune seule jetait une lueur pâle. Un fauteuil drapé en noir était placé sous le dais ; on y voyait le glaive du général Girardon ; la décoration maçonnique, l'écharpe et le maillet du défunt y étaient suspendus. Le Vénérable en exercice (Royer) occupait un fauteuil à la droite. — Les ministres des cérémonies ont distribué à chaque Frère une branche de cyprès. Au signal donné par le Vénérable, tous les Frères se sont levés, tenant d'une main la branche funéraire, et de l'autre leur glaive renversé. Une superbe invocation au Grand Architecte de l'Univers a été chantée par le Frère Pavie, avec accompagnements lugubres. Le premier maître des cérémonies a jeté de l'encens dans les deux cassolettes. — Le Vénérable a fait asseoir les Frères, et après un moment de recueillement il a prononcé un discours analogue à la fête, dans lequel il a préparé les esprits aux

impressions pénibles qui les attendent, par des réflexions philosophiques et morales sur l'instabilité des choses humaines en général, et en particulier sur les pertes qu'a éprouvées successivement notre Atelier. — Après ce morceau d'architecture, que tous les Frères ont couvert d'applaudissements, le Frère couvreur a ouvert les portes du Temple. Tous les Frères en bon ordre, aux accents d'une musique religieuse, se sont rendus dans la chambre consacrée aux morts et ont jeté quelques fleurs sur leur tombe. Pendant cette cérémonie, l'harmonie a exécuté un air tendre et mélancolique. Un moment de silence a succédé. Puis, le Vénérable a lu à haute voix les noms gravés sur le monument funèbre et a prononcé ces mots : *Ils vivent toujours dans nos cœurs*. Tous les Frères sont retournés au Temple de la même manière qu'ils en étaient sortis. — Le Frère secrétaire (Pavie) invoque le génie sublime d'Ossian, dont les effets merveilleux rappelaient les ombres de ses guerriers morts, et adresse à l'Architecte du Monde sa prière pour qu'il permette aux mânes de nos amis de venir par leur présence adoucir nos regrets. Ses vœux sont exaucés : les Frères Evain, Gaignard et Girardon font encore une fois entendre à nos oreilles leurs accents chéris et charment ainsi pour un instant nos douleurs. Ce morceau a été couronné par le majestueux andante de Démophon. — Ensuite, le Vénérable a prononcé l'éloge funèbre du général Girardon. Le panégyriste s'est montré digne de son héros, et la profonde émotion qu'il a produite dans l'âme de ses auditeurs est le plus bel éloge qu'on puisse faire de cette belle composition. — L'harmonie a exécuté une marche funèbre, pendant laquelle tous les Frères, en commençant par le Vénérable, et de grade en grade, ont déposé en silence sur le cénotaphe leur branche de cyprès. Ils sont revenus à leur place et s'y sont tenus debout jusqu'à ce que le Vénérable ait eu salué le défunt par les acclamations et batteries maçonniques trois fois répétées. Avant de s'asseoir, le Vénérable a prononcé ces paroles : *Notre Vénérable d'honneur a laissé sa dépouille mortelle. Il vit auprès du Grand Architecte de l'Univers. Il vivra toujours dans le cœur de ses Frères*. — Le Frère Simonet de Philémon a charmé nos ennuis par une planche poétique d'une touche sévère et sentimentale, bien convenable au sujet. Après quelques considérations générales sur la destruction des corps et l'immortalité de l'âme, et nous avoir consolé par ce dogme salubre, qui doit faire notre espoir puisque le méchant y trouve sa punition et le juste sa récompense, il a évoqué les mânes des Frères décédés, et pour prix de ses prières et de leurs vertus

il demande qu'un seul instant elles viennent parmi nous. A peine a-t-il exprimé ce désir, qu'un chœur céleste a fait entendre ces paroles :

*Ah ! calmez vos douleurs, mes frères,
Et suspendez tous vos regrets :
Nos âmes, ici passagères,
Au milieu des célestes sphères,
Goûtent le bonheur et la paix.*

« Tous les Frères, ayant l'harmonie à leur tête, se sont rendus dans la salle des banquets. Elle était décorée d'une manière analogue à la fête. La place du Vénérable d'honneur était vacante, au centre du fer à cheval ; sa stalle était drapée en noir, un maillet y était suspendu. Le Vénérable d'office était placé à la droite de cette stalle. Après les deux premières santés d'obligation, le Vénérable a fait porter un toast à la mémoire du Vénérable d'honneur, décédé, que l'harmonie a couvert par l'air si connu et si bien adapté : *Ah ! laissez-moi la pleurer*. Le Frère secrétaire chante un cantique, dans lequel, s'adressant à la mélancolie, il la charge de monter sa lyre et de dicter ses chants. Inspiré par le sentiment, il effeuille quelques fleurs sur la tombe des Frères décédés et consacre aussi quelques vers au souvenir du Frère Girardon, général. Après les autres santés obligatoires, le Vénérable fait porter un toast à celle de nos Frères morts. Avant de clore les travaux, le Vénérable a dit : *Aujourd'hui finit notre année maçonnique. Demain, un nouvel an commence. Continuons d'être justes, et vivons comme si nous devions bientôt mourir*. — Cette cérémonie, dont le plan et l'exécution n'ont rien laissé à désirer sous tous les rapports, a été dignement terminée par une distribution de pain ».

★★

Le 1^{er} décembre 1807, le Frère Maugars demande qu'on accorde « aux mânes du très cher et très regretté Frère Waillant les honneurs funèbres et l'inscription de son nom sur la colonne des Frères de l'Atelier décédés. Le Frère Maugars, en retraçant les vertus de ce Maçon, rappelle qu'il a été le premier et le plus zélé fondateur de la respectable loge du *Père de Famille*. Les Frères Huard et Rhétoré-Desvaux paient leur juste tribut d'éloges à la mémoire du Frère Waillant ; ils désirent que les honneurs funèbres lui soient accordés ; mais, attendu que *depuis la reprise de la maçonnerie (1803) ce Frère n'a pris part à aucun de ses travaux*, ils pensent que son nom ne doit point paraître sur la colonne. Cette discussion intéressante se pro-

longa. Plusieurs Frères parlent en faveur du décédé. Le Frère Fauveau apprend à la Loge que si le Frère Waillant a cessé de venir s'instruire et épurer son âme au feu sacré de la Maçonnerie, c'est parce que des autorités supérieures s'y étaient opposées et avaient défendu aux ecclésiastiques de fréquenter les Loges maçonniques, mais que ce bon Frère n'avait cessé de porter la Maçonnerie et tous les maçons dans son cœur : trois jours avant sa mort (hélas ! il était loin de présumer que son âme dût si tôt s'envoler !) il témoignait encore au Frère Fauveau le regret qu'il avait de ne pouvoir plus concourir au succès de l'art royal et l'espérance qu'il entretenait qu'un nouvel ordre de choses lui permettrait bientôt de revoler au milieu de ses Frères. Enfin cette discussion passe sous le maillet du Vénérable et les conclusions de l'orateur (Dazard) sont pour que les mânes du Frère Waillant participent aux honneurs funèbres, mais que son nom ne soit point inscrit sur la colonne. Le Vénérable (Royer) pense que l'honneur de l'inscription est dû, aussi bien que les honneurs funèbres, à la mémoire du Frère Waillant. Les Frères des deux colonnes, presque à l'unanimité, se rangent à son avis ».

La fête funèbre fut célébrée le 3 mars 1808 : « Le Vénérable (Dubois) ouvre la séance par un discours qui annonce le triste objet. Il rappelle à notre souvenir les trois Frères que la mort a frappés dans le cours de l'année et jette quelques fleurs sur leur tombe. — Une invocation au Grand Architecte de l'Univers est chantée avec accompagnement lugubre. — L'orateur (Delafargue) prononce un discours sur l'immortalité de l'âme et la justice. Les avantages de ce dogme consolateur et les bienfaits de cette aimable vertu sont présentés avec une éloquence douce et persuasive, qui invite à croire à l'une et à suivre l'autre. — On exécute un morceau d'harmonie analogue. — Le Frère secrétaire (Pavie) lit les prénoms, noms et qualités maçonniques des Frères décédés. Le Frère Braillard paie à la mémoire du Frère Fabre le tribut exigé par les règlements mais qu'à leur défaut commanderait l'exacte justice. Le Frère Fourcas fait ensuite l'éloge du Frère Piquelin. Enfin le Frère Maugars a prononcé l'éloge du Frère Waillant (*chanoine de la cathédrale*). D'abord il a parlé des sciences auxquelles il s'était livré avec succès, comme la métaphysique, la physique, la chimie, etc. Il en répandait les fruits dans le commerce de la société, dont il faisait aussi l'agrément par une conversation enjouée et piquante. Il a fait connaître la générosité, la grandeur d'âme de cet estimable maçon, et s'est surtout attaché à

rappeler les nombreux motifs de reconnaissance que notre Atelier doit à cet illustre Frère, qui l'avait en quelque sorte créé. Il n'oublie pas de signaler le rare talent qu'il a développé dans les fonctions qu'il a successivement remplies dans cette respectable Loge.

« Les noms des trois Frères dont on vient de prononcer l'éloge, sont inscrits sur la colonne.

« Tous les Frères se rendent dans la chambre des morts. Pendant ce temps, l'harmonie exécute une marche religieuse. Alors le Vénérable lit les noms des Frères de l'Atelier décédés. Après cette lecture, il prononce ces mots : « Ils vivent auprès « du Grand Architecte de l'Univers : ils vivront toujours dans « nos cœurs ».

« Les Frères se rendent dans la salle du banquet. Après les santés obligatoires, le Vénérable porte un toast à la mémoire de nos Frères morts. Le F. Pavie chante un cantique funèbre, dicté par la mélancolie.

« Le Vénérable ferme les travaux et tous les FF. se retirent dans le plus grand ordre ».

L'abbé Waillant dont il vient d'être question, avait refusé le serment à la constitution civile du clergé, condamné par Pie VI le 13 avril 1791, et le 12 septembre 1792 il avait été déporté en Espagne. Dès que le confesseur de la foi revint à Angers, Mgr Montault le nomma chanoine titulaire (10 décembre 1802), et il n'eut plus aucun rapport avec la Loge.

Le sous-préfet de Beaupréau et le clergé de l'arrondissement (1807)

Le 10 avril 1807, Lin-Leu-Laud-Luc Barré, sous-préfet de Beaupréau, envoya la lettre confidentielle qui suivit tous les curés et desservants de son arrondissement (Archives départementales, série V) :

Les moyens que les lois et le Gouvernement donnent à l'autorité civile, suffisent pour réprimer l'audace et rendre vaines les tentatives de quelques vagabonds qui depuis plusieurs jours infestent notre territoire. Encore quelques instants, et leur supplice épouvantera ceux qui seraient tentés de les imiter. Comment, en effet, le succès de nos mesures pourrait-il être dou-

teux, lorsque nous ne pouvons ignorer que vous adressez continuellement au Ciel les prières et les vœux les plus sincères pour qu'il nous environne de la sagesse des lumières et de la prévoyance dont nous avons besoin ?

Nous serions donc bien coupable d'ingratitude si dans les circonstances actuelles nous ne vous faisons part d'une mesure générale à laquelle la tranquillité de ce pays nous semble irrévocablement attachée. Vous en trouverez les dispositions dans l'arrêté ci-joint.

L'appel de tous les propriétaires à la défense commune ne vous paraîtra peut-être pas nécessaire au premier coup d'œil pour repousser une aussi faible agression que celle de quelques bandits ; mais si nous entrons avec vous dans tous les motifs qui nous ont porté à cette mesure, vous la jugeriez comme nous indispensable. Il est un de ces motifs secrets que nous devons vous communiquer.

Une secte qui compte heureusement peu de prosélytes dans ces contrées (la Petite Eglise), y a pourtant eu et peut y avoir encore des propagandistes dangereux. Elle est d'autant plus encouragée par le Gouvernement Anglais qu'elle seconde ses projets désastreux. On ne peut nier qu'elle soit en opposition directe avec le Gouvernement actuel, qu'elle cherche à troubler la tranquillité publique par des rassemblements nocturnes, qu'enfin elle ait dévoué aux ministres orthodoxes de l'Eglise la haine et le mépris. J'ai été très positivement instruit que plusieurs conscrits réfractaires étaient devenus ce qu'ils appellent leurs néophytes ou *petits élus*. J'ai su qu'ils s'étaient servis de ces instruments pour menacer plusieurs d'entre vous, dépouiller vos temples, et qu'ils se promettaient bien, aussitôt que le débarquement de l'Angleterre serait effectué, de vous forcer à la retraite.

Le Gouvernement qui sait à quoi s'en tenir sur les menaces des Anglais et de leurs agents, ne voit pas que le danger soit imminent et n'a pas cru qu'il fût temps encore de mettre les fonctionnaires publics, les ministres de la religion, les propriétaires, sous la protection de ses redoutables légions. Nous lui épargnerons ce soin en mettant nos lois, nos temples, nos ministres, nos propriétés sous la sauvegarde de ceux qui ont, après vous, le plus d'influence sur la multitude, et nous prouverons que la volonté générale des habitants de l'arrondissement de Beaupréau est de vivre paisibles sous l'empire de Napoléon le Grand et dans l'exercice du culte de leurs pères.

Au Séminaire d'Angers : Projet d'échange entre le Logis Barrault et l'abbaye Saint-Serge (1814-1828)

Un décret impérial du 17 avril 1806 avait mis l'ancienne abbaye de Saint-Serge à la disposition de l'évêque d'Angers pour y établir son Séminaire, et les élèves s'y étaient installés au mois d'octobre suivant.

Après la chute de l'Empereur, la municipalité d'Angers arrêta, dans sa séance du 2 septembre 1814, un Mémoire dans lequel elle demandait à Louis XVIII le rétablissement des quatre Facultés qui composaient l'ancienne Université de cette ville. Le 5 septembre, le maire communiquait ce Mémoire au préfet de Maine-et-Loire, à l'évêque d'Angers et au premier président de la Cour d'Appel pour leur demander de vouloir bien l'appuyer auprès du Ministre de l'Intérieur ; il demandait aussi au recteur de l'Académie d'Angers de l'appuyer auprès du grand maître de l'Université de France. Le 12 septembre, le préfet transmet ce document au Ministre de l'Intérieur, qui répondit le 14 octobre : « J'ai envoyé cette demande au Grand-Maître de l'Université. » (*Andegaviana*, XIV, 363).

Mgr Montault secondait de tous ses efforts la demande de la municipalité. Le 18 novembre, il mandait au préfet de Maine-et-Loire : « Si, comme j'ai lieu de le penser, la ville d'Angers obtient la *Faculté de Théologie*, les ecclésiastiques des diocèses voisins viendront probablement faire leurs études à Angers, ainsi que cela se produisait avant la Révolution. On peut évaluer à plus de cent le nombre des étudiants extra-diocésains. Il serait très important d'avoir un bâtiment pour les loger. Avant la Révolution, ils occupaient le Petit et le Grand Séminaire (*rue du Musée*), dans lesquels il y avait 300 élèves. Le Petit Séminaire (*Ecole régionale des Beaux-Arts*) étant destiné à l'Ecole ecclésiastique, il serait utile pour la ville d'Angers de donner un autre local, qu'on pourrait joindre au Grand Séminaire (*Musée et Bibliothèque*). Je pense que les bâtiments de l'ancienne abbaye de Toussaint (*Manutention*) conviendraient parfaitement. J'avoue qu'ils sont en mauvais état, mais, avec l'aide du Gouvernement et les autres ressources que je pourrais me procurer, on parviendrait à les réparer. Il serait possible alors de remettre à votre disposition le bâtiment de Saint-Serge, occupé actuellement par le Séminaire. Vous pourriez y placer

la Bibliothèque, les tableaux, le cabinet d'histoire naturelle, etc. Vous rendriez au diocèse les bâtiments de l'ancien Grand Séminaire. A ce moyen, le Grand et Petit Séminaire et l'Ecole ecclésiastique seraient placés dans leurs anciens bâtiments et dans celui de Toussaint. La ville d'Angers aurait l'avantage d'avoir au moins 300 étudiants de plus fixés dans ses murs, ce qui occasionnerait une consommation plus considérable. L'entretien des bâtiments de Toussaint cesserait d'être à la charge de la ville. Les étapiers chargés des fournitures pour le passage de la troupe n'ont pas dans les autres villes de logement qui leur soit affecté. On peut donner ces fournitures à l'adjudication. Il me semble qu'il n'y aura pas de difficulté à faire évacuer l'abbaye de Toussaint par les étapiers qui l'occupent à présent. — Tels sont les projets que j'ai cru devoir vous soumettre. Je pense qu'ils seront avantageux à la ville. Je vous prie de les examiner avec attention. Veuillez bien aussi, si cela est nécessaire, solliciter auprès de Son Excellence le Ministre de la Guerre la remise des bâtiments de l'abbaye de Toussaint pour la destination que je vous propose, s'il est vrai qu'ils appartiennent au Ministère de la Guerre. — J'ai fait part du même projet à M. le Maire de la ville d'Angers. » (*Archives de Maine-et-Loire*, série Q).

L'ordonnance royale du 17-21 février 1815 créa 17 Universités en France, dont une à Angers. Le ressort de l'Académie devenue Université d'Angers devait comprendre l'Indre-et-Loire, le Maine-et-Loire, la Mayenne et la Sarthe. Les Angevins étaient au comble de leurs vœux, mais les événements du 20 mars 1815 empêchèrent l'exécution de cette ordonnance.

M. Meilloc, supérieur du Grand Séminaire établi à Saint-Serge, désirait toujours que les élèves rentrassent dans l'ancien Grand Séminaire de la rue du Musée. C'est ce que nous apprend Mgr Montault, dans une lettre qu'il écrivait, le 23 mars 1817, au Supérieur général de Saint-Sulpice à Paris : « M. Meilloc m'a fait part du désir que vous aviez que je présentasse un Mémoire à Mgr le Grand Aumônier, pour avoir l'ancien Grand Séminaire d'Angers. Je le souhaiterais beaucoup, mais je prévois de grandes difficultés dans la réussite de cette demande. Cette maison a été donnée à l'Université. La ville d'Angers y a établi la Bibliothèque publique, ainsi que les tableaux et le cabinet d'histoire naturelle. J'aurais désiré, pour faire cette démarche, attendre une occasion plus favorable, afin de ne pas éprouver un refus, qui pourrait nuire aux demandes que je pourrais faire, par la suite, de cette maison. Cependant, si

vous croyez que Mgr le Grand Aumônier veuille appuyer ma demande, je la ferai. Je n'attends à ce sujet qu'un mot de vous. »

C'est en 1823 que Mgr Montault fit une nouvelle démarche officielle. Le 16 juin de cette année, le conseil municipal reconnut que l'échange serait avantageux pour la ville, et le projet donna lieu, en 1824, à une correspondance entre le Ministre de l'Intérieur, le maire d'Angers et le préfet de Maine-et-Loire. Au mois de janvier 1828, une enquête *de commodo et incommodo* fut ouverte à la Mairie d'Angers. On trouvera tous les renseignements relatifs à cette affaire, qui n'aboutit pas, dans une lettre écrite, le 21 avril 1828, par l'évêque au préfet, et publiée dans l'*Anjou historique* (XIV, 209).

La cinquantaine de Mgr Angebault (8 novembre 1865)

Mgr Guillaume-Laurent-Louis Angebault, né à Rennes le 17 juin 1790, ordonné prêtre à Angers aux Quatre-Temps de septembre 1815, fut préconisé évêque d'Angers le 27 juin 1842 et sacré à la cathédrale le 10 août suivant. Le 8 novembre 1865, le prélat célébra sa cinquantaine sacerdotale, à laquelle assistèrent NN. SS. Guibert, archevêque de Tours, Boudinet, évêque d'Amiens, Cousseau, évêque d'Angoulême, de la Bouillerie, évêque de Carcassonne, Regnault, évêque de Chartres, Wicart, évêque de Laval, Fruchaud, évêque de Limoges, Colet, évêque de Luçon, Nanquette, évêque du Mans, Pic, évêque de Poitiers, Sergent, évêque de Quimper, dom Fulgence, abbé de Bellefontaine, dom Eutrope, ancien abbé de Gethsémani, Mgr de Lespinay, protonotaire apostolique.

La cathédrale, dit la *Semaine Religieuse*, avait revêtu ses plus riches parures ; des faisceaux d'oriflammes étaient suspendus aux murs, que décoraient aussi les armes de Pie IX et des prélats assistants. L'imposante cérémonie avait attiré une affluence considérable de fidèles et un innombrable cortège de prêtres.

Deux trônes en satin blanc avaient été dressés dans le sanctuaire, l'un du côté de l'Evangile pour Mgr Angebault qui officiait pontificalement, l'autre du côté de l'Épître pour Mgr Guibert. Les évêques faisaient une riche couronne devant l'autel. Un groupe nombreux d'exécutants s'étaient réunis aux

élèves de la Maîtrise pour faire entendre, sous la direction du maître de chapelle, des accents remarquables que l'orgue du chœur accompagnait. Après l'Evangile, Mgr Pie monta en chaire et, dans un admirable discours, ravit tellement son auditoire que, s'il n'avait été retenu par le respect dû au saint lieu, vingt fois il aurait interrompu l'éloquent prélat par ses applaudissements. Après la messe, le *Te Deum* chanté par la phalange sacerdotale et les lévites du Séminaire, porta jusqu'au trône de Dieu l'expression de la reconnaissance de Mgr Angebault et de tout le diocèse.

A l'issue de la messe, Mgr l'Evêque d'Angers réunit à sa table, dans la salle synodale, avec les évêques, environ deux cents prêtres et laïques. Pendant le repas, les enfants de la Maîtrise célébrèrent cette fête de famille par des chants pleins d'harmonie. Vers le milieu du dîner, une colombe descendit de la voûte et vint déposer entre les mains du vénéré jubilaire une pièce de vers due au talent de M^{lle} Marthe Lachèse. Dans l'intervalle des chants et de la récitation de ces beaux vers, Mgr Guibert se leva et, dans un discours vivement applaudi, rendit un juste hommage aux vertus et aux travaux du bien-aimé pontife. Ensuite, M. Segris, député d'Angers, au nom des nombreux laïques présents à cette fête, exprima en termes chaleureux les sentiments d'affection, de respect et de gratitude dont tous étaient pénétrés pour le vénérable prélat.

Le soir, à sept heures, les salons de l'évêché s'ouvrirent de nouveau, et cette belle fête se termina par les vœux les plus sincères et les plus ardents pour la conservation des jours précieux du père, dont on célébrait la cinquantaine.

♦♦

Disons maintenant un mot des trois discours prononcés à cette occasion.

I. — Je ne louerai pas votre personne, dit Mgr Pie ; vous me l'avez interdit, et mon cœur est d'accord avec les oracles sacrés pour me faire désirer de ne vous louer jamais, puisque l'Ecriture défend de louer un homme quelconque avant sa mort. Il me suffit que, sur le territoire de Nantes comme sur celui d'Angers, vos œuvres fassent le panégyrique de votre vie à la porte de toutes les maisons que vous avez édifiées, de toutes les familles que vous avez consolées, de toutes les bourgades que vous avez évangélisées, de tous les monastères que vous avez dirigés, de tous les séminaires que vous avez bâtis, de toutes les églises que vous avez consacrées : *et laudent eum in*

portis opera ejus ; cela me suffit, dis-je, pour que la participation de tout ce peuple, de tout ce clergé, et la participation de tant d'évêques à cette fête jubilaire, soit amplement et surabondamment justifiée, et pour qu'aux actions de grâces commandées par le passé, nous joignons nos acclamations et nos vœux pour l'avenir.

L'Eglise a une sorte de culte pour la vieillesse, et elle aime à voir ses destinées et ses intérêts reposer entre les mains des vieillards. Laissons parler saint Jean Chrysostome.

« Partout ailleurs, dit-il, la vieillesse est réputée inutile, et parfois elle l'est réellement ; dans l'Eglise, au contraire, elle est d'une grande utilité. Le soldat qui a vieilli ne peut plus bander l'arc, lancer le trait, brandir la lance, monter à cheval, donner l'assaut aux murailles ; le marin fatigué par les ans ne peut plus tendre les cordages, déployer les voiles, manier la rame, diriger le gouvernail, lutter contre les flots ; pareillement le laboureur, dans un âge avancé, ne peut plus mettre les bœufs sous le joug, conduire la charrue, ouvrir le sein de la terre, creuser les sillons, faire l'office de moissonneur. » Et, si quelques autres professions moins serviles, plus libérales, sont compatibles avec la vieillesse, l'impatience des jeunes gens a fait décréter des limites d'âge, après lesquelles il ne reste plus que « le loisir du chez soi et le charme de la retraite. Il n'en est point ainsi de l'homme d'Eglise : » *verum non sic Ecclesiæ doctor* ; « mais c'est alors surtout que son travail est apprécié, que sa parole est profitable, que sa doctrine est goûtée, que sa direction morale est recherchée... »

Du reste, que parlé-je de vieillesse, comme si la pureté de la vie sacerdotale n'était pas souvent une source de jeunesse inépuisable ? Dites-moi, mes Frères, est-ce seulement au vieillard Paul, bientôt centenaire, que s'adresse l'épître célèbre de saint Jérôme ? « Vos yeux sont bons et votre vue est nette : » *oculi puro lumine vigent* ; « votre oreille n'est point devenue si paresseuse que vous ne suiviez fort bien le discours : » *auditus penetrabilis* ; « votre voix est sonore et mélodieuse : » *vox sonora* (une version dit *canora*) ; « votre corps est solide et plein de sève : » *corpus solidum, et succi plenum* ; « votre teint contraste avec votre chevelure : » *cani cum rubore discrepant* ; « vos forces donnent un démenti à votre âge : » *vires cum ætate dissentiunt* ; « les années n'ont point démoli votre mémoire : » *non memoriæ tenacitatem antiquior senectæ dissolvit* ; « la vivacité de votre esprit toujours plein de chaleur n'a pas été émoussée par un sang refroidi : » *non calidi acumen*

ingenii frigidus sanguis obtundit ; « votre visage n'est point contracté par les rides, ni assombri par un front chargé de plis : » *non contractam rugis faciem arata frons asperat* ; « enfin et surtout, votre écriture rapide et bien alignée ne révèle point une main qui tremble ni une plume qui dévie : » *non denique tremula manus per curvos ceræ tramites errantem stylum ducit* ; « Dieu nous montre en vous la vigueur de la résurrection future, pour nous apprendre que si le péché est cause que d'autres, encore vivants, sont déjà morts dans leur chair, votre vertu vous vaut le privilège de paraître encore jeune dans un âge qui ne l'est plus. »

C'est ainsi, mes Frères, que nous voyons tous les jours se réaliser dans la tribu lévitique ce que l'Esprit-Saint a promis par la bouche du prophète royal. Et ici je reviens aux paroles de David qui m'ont servi de texte : « Ceux qui ont été plantés « dans la maison du Seigneur, fleuriront dans les parvis de la « demeure divine... »

Si nos mœurs présentes le comportaient, à l'heure où je parle, il éclaterait, sur tous les points de ce temple, des cris comme en entendit un jour la basilique d'Hippone. Le chœur des prêtres entonnerait : *Exaudi, Christe : Guillelmo vita* : « Exaucez-nous, ô Christ : à Guillaume la vie ! » Le collège des lévites s'écrierait d'une voix plus timide, mais non moins pénétrée d'affection : *Te patrem ! Te episcopum !* « Vous toujours père, vous toujours évêque ! » Et les anciens du peuple, donnant leur assentiment, diraient : *Bene dignus, Bene meritus* : « Il en est digne, il a bien mérité » ; et toutes les voix se confondant ensemble, reprendraient à l'unisson : *Exaudi Christe : Guillelmo vita*. N'est-il pas vrai, mes Frères, que je suis votre interprète ? Vos voix se taisent, et elles doivent se taire, mais vos âmes parlent, vos cœurs crient ; et cette immense assistance que l'enceinte des murailles a peine à contenir, n'est-elle pas elle-même un chœur, un cri, un hymne, un vœu, une acclamation ? « Exaucez-nous, ô Christ : à Guillaume la vie : » *Exaudi, Christe : Guillelmo vita ! Te patrem, te episcopum ! Bene dignus, bene meritus. Exaudi, Christe : Guillelmo vita.*

Et vous, vénérable pontife, n'allez pas nous alléguer la suite du psaume, et n'allez pas dire avec le vieux roi d'Israël : *Remitte mihi ut refrigerer priusquam abeam et amplius non ero* : « Donnez-moi un peu de relâche afin que je goûte quelque « rafraîchissement avant de m'en aller et de n'être plus. » Il est vrai : après une carrière si laborieuse, il est permis d'être las. Mais n'est-ce pas un proverbe populaire, cent fois justifié

par l'expérience, que « ce sont les las qui font la besogne ? » Et, puis, vous connaissez la parole d'Isaïe : Il y a une providence du Dieu tout-puissant « qui donne la force à celui qui est las : » *qui dat lasso virtutem*, « et qui double l'énergie et la vigueur à ceux qui n'en peuvent plus : » *et his qui non sunt, fortitudinem et robur multiplicat*. « On verra la fleur de l'âge défaillir et succomber au travail, on verra les jeunes gens fléchir sous le fardeau : » *Deficient pueri et laborabunt ; juvenes in infirmitate cadent* ; « mais les vieux ouvriers, ceux qui ont blanchi sous le harnais de l'Eglise, trouveront des forces toujours nouvelles ; à défaut de jambes, ils prendront des ailes comme l'aigle, ils courront sans se fatiguer, et marcheront sans défaillir : » *Mutabunt fortitudinem, assument pennas sicut aquilæ, current et non laborabunt, ambulabunt et non deficient*.

Enfin, ô heureux pontife, votre tâche vous sera rendue facile, votre fardeau vous sera rendu léger par l'amour de votre peuple, par sa docile soumission à votre autorité. Vous m'avez défendu de vous louer ; vous ne me défendez pas de louer votre Eglise, et de dire que par sa foi, par sa piété, par sa générosité, par l'esprit traditionnel qui anime les familles, soit les familles patriciennes, soit les familles bourgeoises, soit les familles populaires, par le nombre des vocations religieuses de l'un et de l'autre sexe, par la multitude des temples et des asiles sacrés qui s'élèvent de toutes parts, le tribut d'hommes et d'argent payé aux missions lointaines, par les dons offerts au Pontife romain, et aussi par les dévouements héroïques, par les sentiments élevés, par les intelligences d'élite qui ont germé sur cette terre à toutes les époques de l'histoire, cette Eglise d'Angers est l'une des premières entre les plus illustres Eglises du monde. Or, c'est ce peuple chrétien d'Anjou qui s'exprime par ma bouche et qui vous dit :

Père, les temps sont difficiles, l'horizon est chargé de nuages. les ennemis du dehors sont habiles et puissants, les dissiments et les difficultés du dedans ne sont guère moins nuisibles, beaucoup d'esprits sont incertains et flottants, plus d'un système faux et trompeur cherche à nous égarer. Père, vivez, vivez longtemps. Jamais la disparition des pontifes n'a été plus redoutée des enfants de Dieu et des amis de l'Eglise ; jamais la vie des vétérans de l'épiscopat n'a été entourée de plus de sympathie et de vœux... Communiquez-nous les trésors de votre vieille expérience. Et, comme votre sainteté égale vos lumières, interposez-vous par vos oraisons, par vos sacrifices, par toutes vos œuvres spirituelles, entre le ciel et nous : *Sta*

pro nobis, et placat. Apaisez, par votre intercession, le courroux du Seigneur ; tenez éloignés de nous les fléaux qui nous menacent : *Domini iracundiam interventu tuo reprime, plagas deinceps sequentes compesce.* Quand un père en cheveux blancs intercède pour ses fils, le Père qui est aux cieux a coutume de se laisser attendrir : *Patris canitie pro filiis obsecrantis permoveri solet.* Si vous faites cela, vous nous rendrez Dieu propice et le ciel favorable ; et après que les longues années de votre âge viril nous ont donné la pluie du matin, votre précieuse vieillesse nous donnera la pluie du soir : *Matutinam et serotinam pluviam reddes* ; et Dieu, de son côté, nous donnant sa bénignité, notre terre, cette vieille et toujours fidèle terre d'Anjou, continuera de plus en plus de donner son fruit : fruit de grâce et de mérite durant le temps de l'épreuve, fruit de gloire et de béatitude pendant les siècles des siècles. *Amen.*

II. — Vous avez montré, par votre exemple, s'écrie Mgr Guibert, avec quelle prudence et quelle fermeté les évêques doivent défendre les droits de l'Eglise et ceux de son chef vénérable ; mais vous avez prouvé, en même temps, qu'en défendant cette sainte cause avec l'indépendance de la conscience, l'évêque sait remplir tous ses devoirs envers les dépositaires de l'autorité temporelle. — Que de grandes et belles institutions ont été fondées ou perfectionnées sous votre action féconde pour l'éducation de la jeunesse, qui vous fut toujours chère ! Vous y avez mis toute votre sollicitude et même votre fortune personnelle. Que d'écoles établies par vos soins dans les campagnes, pour la propagation des principes chrétiens ! Que d'asiles pour le soulagement de la misère et de l'infirmité ! Que d'églises construites ou réparées ! Votre zèle et votre activité semblent n'avoir voulu rien laisser à faire à ceux qui viendront après vous. Que dis-je, Monseigneur, l'avenir est encore, nous l'espérons, ouvert devant vous pour longtemps. C'est le vœu de vos collègues qui demandent à Dieu de conserver longtemps parmi eux un prélat qui est à leurs yeux le vrai modèle de toutes les vertus épiscopales.

III. — Nous avons entendu la voix de nos vénérables évêques et prélats, dit M. Segrès, s'unir pour rendre hommage aux vertus épiscopales de Mgr l'Evêque d'Angers. Ils vous ont dit avec quelle abnégation et quel dévouement, depuis cinquante ans, il a su remplir les devoirs souvent pénibles et difficiles qu'impose le sacerdoce. Qu'il nous soit permis de faire entendre aussi quelques paroles à un autre point de vue et de nous rendre l'interprète du sentiment laïque si largement représenté

dans cette fête toute personnelle et privée. Est-il un seul d'entre nous, Messieurs, qui, mis en rapport avec Monseigneur, dans des situations et des conditions diverses, n'ait pu apprécier la douceur, la bienveillance et la modération dont ces relations ont toujours été empreintes ? Si ce sont là des vertus chrétiennes, ce sont aussi des vertus civiles que chacun reconnaît en vous, Monseigneur, et auxquelles il faut toujours rendre hommage, car elles rapprochent les hommes, et c'est par elles que toutes les situations peuvent s'unir et se donner la main pour réaliser le bien en ce monde et y faire prévaloir, avec l'esprit de justice, l'idée morale et religieuse.

Le Gérant : J. CREUSE.

Une visite à Fontevrault (XVII^e siècle)

Vers 1657, Jean Roussard (1635-1713) fit une visite à l'abbaye de Fontevrault. Dans la vie de cet ecclésiastique, restée inédite et conservée à la bibliothèque de l'Arsenal, on lit ce qui suit concernant dom Lardier (1601-1660), un des religieux de l'abbaye, connu par ses grands travaux sur l'histoire de l'Ordre de Fontevrault :

« Dans un de ses voyages, M. Roussard vit l'abbaye de Fontevrault, petite ville recommandable par deux couvents fort réguliers, l'un d'hommes et l'autre de filles, institués autrefois par le B. Robert d'Arbrissel, fameux missionnaire. Pour honorer les soins que saint Jean l'Évangéliste prenait de ce qui regardait la Sainte Vierge, qui lui avait été recommandée par Jésus attaché à la croix par ces termes : *Mulier, ecce filius tuus*, ensuite au disciple : *Ecce mater tua*, les religieux dans ce monastère d'hommes sont soumis à Madame l'abbesse et la reconnaissent pour leur mère. Ainsi, ils ne peuvent ni voyager ni confesser sans sa permission. Elle est, de plus, supérieure de deux cents religieuses fort nobles, et, outre celles-ci, elle gouverne encore deux ou trois autres monastères qui sont dans son enclos pour des filles de moindre condition, qu'elle visite de temps en temps. Elle a, dans la ville, ses officiers de justice, à qui elle donne ses ordres, car, d'ordinaire, l'abbesse de Fontevrault est princesse ou fille de roi. M. Roussard vit dans leur église de riches trésors et de précieuses reliques, qu'il vénéra; après quoi, il lia une étroite amitié avec un saint religieux solitaire (dom Lardier), qui était le confesseur de Madame (Jeanne-Baptiste de Bourbon, qui fut abbesse de Fontevrault depuis 1637 jusqu'en 1670). C'était un homme d'une science consommée, qui avait écrit dix gros volumes de divers sujets de secrets naturels, de mathématiques, de théologie, des saintes écritures, des chroniques de son ordre, des vies des saints. Mais, secrétaire de Dieu, ayant fait réflexion trois jours avant sa mort que ce grand travail lui pouvait acquérir dans le monde de la réputation entre les savants, il en fit par humilité le sacrifice à Dieu et les brûla tous (?) M. Roussard, naturellement curieux, apprit de lui quantité de beaux secrets, mais il fut bien plus édifié de sa vertu, surtout de son obéissance, parce qu'ayant inventé une espèce de bous-

sole, à laquelle il travaillait alors, qu'il estimait 100.000 écus, sur le modèle de laquelle on en pouvait faire une infinité d'autres qui n'auraient pas coûté plus de cinq sols, propres à porter dans les poches, avec lesquelles on aurait pu voir jour et nuit quelle heure il était, par le moyen seulement d'une aiguille aimantée, — ses supérieurs lui ayant défendu de mettre son secret au jour, de peur de faire tort à une infinité d'horlogers, il leur obéit et cessa incontinent son ouvrage. »

De 1646 à 1658, dom Lardier rédigea en sept volumes in-folio l'*Inventaire des titres du trésor de Fontevrault*, qui est conservé aux Archives de Maine-et-Loire. En 1649, le même composa, en trois volumes in-folio, le *Trésor de l'Ordre de Fontevrault*, inventaire analytique des registres du Conseil des abbesses; seul le tome I^{er} se trouve également aux Archives départementales. Dom Lardier rédigea, de 1648 à 1650, la *Sainte Famille de Fontevrault*, en trois volumes in-folio; le dernier de ce volume, de 1.215 pages, conservé à la bibliothèque de Château-Gontier, comprend l'histoire généalogique des personnes illustres dont les noms sont écrits au martyrologe de Fontevrault, la généalogie des rois, princes et souverains de la chrétienté, et la vie de toutes les abbesses de Fontevrault. M. Nepveu, de Juvardeil, possède un manuscrit de 365 pages, intitulé : *Tables générales de toutes les sciences*, parties extraites de divers auteurs, et parties composées par le P. Jean Lardier, religieux de l'ordre de Fontevrault, en 1653, pour la bibliothèque de Saint-Jean de l'Habit dudit Fontevrault.

L'hospice des Incurables de Beaufort (1681-1923)

C'est le prieur-curé de Beaufort, Claude de Caignou, aidé de M^{lle} Le Marié, fille du sénéchal, qui fonda cet hospice, consacré aux vieillards et aux infirmes. Voici ce qu'il dit à ce sujet dans son Livre-journal, conservé aux Archives de Maine-et-Loire (H 1287) :

« L'établissement des pauvres incurables de Beaufort a commencé le 19 juin 1681 sans aucun fond ni fondation par les soins particulièrement de M^{lle} Le Marié et de moi. Nous avons d'abord loué une maison au faubourg des Moulins, devant l'hôtel-Dieu, pour les retirer, n'ayant pris aussi d'abord que

des pauvres incurables qui étaient dispersés en divers endroits de la paroisse et auxquels l'hôtel-Dieu donnait quelques sous par semaine.

« Le premier qui leur a fait du bien, a été Pierre Penchien, vieux garçon, qui leur a légué ses meubles par son testament, dont l'hôtel-Dieu a profité. M^{lle} Le Marié m'a mandé, par sa lettre du 16 septembre 1682, que les administrateurs de l'hôtel-Dieu avaient pris 500 livres de l'argent de Penchien pour des réparations des maisons de l'hôtel-Dieu, et que les principaux habitants avaient arrêté qu'en cette considération l'hôpital fournirait aux Incurables 30 sols par semaine. Elle a depuis acquis la rente de 12 livres dont la maison où étaient les Incurables était chargée.

« Le 9 mai 1699, M^{lle} Le Marié étant à Beaufort, aussi bien que M^{me} de Contades, supérieure des religieuses de Beaufort, et M^{me} d'Avoir, nous avons, M^{lle} Le Marié et moi, conjointement cédé et vendu auxdites religieuses la maison prise à rente pour loger les Incurables. Le jeudi 4 juin 1699, en l'assemblée générale du bureau de l'hôpital, nous avons fait l'union et incorporation des Incurables à l'hôpital.

« Les Incurables sont allés demeurer à leur nouveau logement, joignant l'hôpital, au commencement de juillet 1702, logement auquel j'ai contribué de 100 livres cette année. »

La maison des Incurables s'enrichit peu à peu des dons que lui firent plusieurs personnes charitables. Ce ne fut qu'en 1769, que l'édifice fut construit à peu près tel qu'on le voit aujourd'hui. « Le 11 décembre, lit-on dans le registre paroissial de Beaufort, la première pierre de la maison des Infirmes fut posée par haut et puissant seigneur marquis de Contades, brigadier des armées du Roi, fils de M^r le maréchal de Contades, gouverneur en survivance de Beaufort. Ce seigneur a permis de fouiller dans les décombres du château et dans les mesures, d'y bûcher de la pierre pour le bâtiment des Infirmes. Cette maison a été bâtie par les soins et la charité de messire Mathurin-Joseph Bernard, chanoine régulier, prieur-curé de Beaufort, originaire d'Angers, ayant été aidé d'une somme de 4.000 francs qu'a léguée une demoiselle Laleu, demeurant à Saumur, pour bâtir la maison des Infirmes de Beaufort, et d'une de 1.000 francs qu'a aussi léguée un monsieur Manceau, garçon. » (*Mairie de Beaufort.*)

Un ecclésiastique de Beaufort écrivait quelques années avant la Révolution : « Le 11 décembre 1769, la première pierre des infirmes fut posée par M. le marquis de Contades. Cet établis-

sement servit d'asile à un certain nombre d'infirmes qui depuis plusieurs siècles trouvaient en partie dans la charité des fidèles le soulagement qu'elle leur procure actuellement dans cette maison. Monseigneur l'Evêque d'Angers a fixé à 24 le nombre des places. M. le prieur-curé de Beaufort est supérieur de cette maison. La supérieure est une demoiselle donnée, qui entretient ses pauvres de quêtes et du petit produit que rapporte le bureau des poudres d'Hailleau que M. Pelletier, prieur-curé, lui a procuré. Les infirmes qui décèdent dans cette maison depuis son établissement, sont inhumés dans le cimetière de l'hôpital. » (H 1290).

Le 14 septembre 1790, la municipalité de Beaufort mandait au district de Baugé : « Au-devant de l'hôtel-Dieu, il y a une maison d'Incurables, que la piété a fait construire depuis trente ans et que la charité n'a point encore dotée; des vieillards des deux sexes y reçoivent les secours que leurs infirmités exigent. Cet hospice est gouverné par une dame vouée au service de Dieu et dont le zèle et les vertus ne permettent pas de croire qu'il soit susceptible d'un meilleur régime. Le soin des vieillards ne peut être confié à des mains plus pures. Nous supplions le district de vouloir bien protéger cet établissement qui présente tous les avantages sans mélange d'aucun vice. La nouvelle Révolution le rend plus que jamais nécessaire dans une ville peuplée d'un grand nombre de misérables. »

Jeanne Gaugain, qui était supérieure de l'hospice des Incurables depuis le 7 mars 1781, mourut en février 1795 et fut remplacée par la citoyenne Marot. Le 16 février 1796, la municipalité de Beaufort mandait à l'administration centrale de Maine-et-Loire : « Les individus de l'hospice des Incurables sont gouvernés par une citoyenne. Le traitement de la gouvernante en germinal an II (avril 1794) était fixé à 273 livres; cette citoyenne ne reçoit point depuis longtemps son traitement, au moyen du défaut de fonds. Cet hospice n'a d'autres biens que sa maison et son jardin. Les revenus dont il jouissait en 1790 consistaient en 270 livres de rente, dont il ne touche que 50 livres, le surplus dû par la nation ne lui étant point payé. »

La citoyenne Marot décéda en 1798. A l'automne de cette année, les Incurables eurent pour gouvernante Suzanne Taforeau, économe de l'hôpital de Martigné-Briand, qui ne resta qu'une année à Beaufort.

Dans une lettre datée du 16 janvier 1813, le maire de Beaufort disait au sous-préfet de Baugé : « En 1812, trente individus ont été soignés chaque jour dans la maison des infirmes ou incu-

rables. Cet hospice est gouverné par deux sœurs hospitalières, les pauvres les moins malades servent les autres ; il y a un jardinier et une cuisinière. »

Nouvelle lettre, le 15 juillet 1813 : « L'hospice des Incurables de Beaufort existe depuis environ 135 ans. Il ne paraît pas qu'il ait eu une fondation particulière ; c'est, pour ainsi dire, une succursale de l'hospice des malades. Dans le principe, les incurables étaient admis dans son enceinte, et la maison qu'ils habitent actuellement en était une dépendance. Lors de leur translation, il fut arrêté par le Bureau d'administration que le receveur de l'hospice des malades verserait 30 sols par semaine dans cette nouvelle maison. Au reste, ils devaient vivre de la charité publique. Cette rente a été payée jusqu'en 1774, époque à laquelle elle fut remplacée par une pièce de terre de neuf boisselées, qui était nécessaire à cette maison pour lui faire un plus grand jardin, au moyen qu'elle venait d'être bâtie et agrandie. Elle n'a jamais eu d'autres propriétés. Depuis plusieurs années, les charités ayant cessé, la mense du grand hospice sert également à celui des Incurables. — Avant la Révolution, cette maison avait été laissée à la direction particulière du prieur-curé de Beaufort. Je pense que dans ce temps où elle n'existait que par la charité publique, on tâchait de tirer quelques sommes des pauvres ou de leurs protecteurs, lors de leur entrée. A présent, il est rare qu'ils apportent autre chose que leurs hardes. — Depuis plusieurs années, il y a toujours eu 32 pauvres à l'hospice des Incurables. Aussitôt que les bâtiments neufs seront en état d'être habités, le nombre des pauvres sera porté à 40. »

Le 28 juillet 1819, le maire de Beaufort mandait au préfet : « Les Sœurs de la Charité de Sainte-Marie établies dans la maison des Incurables de Beaufort font partie de la congrégation qui se trouve à l'Hôpital Général d'Angers (rue Lyonnaise), qui est la maison-mère. On a beaucoup à se louer des soins qu'elles donnent aux pauvres et de leur économie. » (*Archives de Maine-et-Loire, série X*).

Au XIX^e siècle, l'hospice des Incurables a été considérablement agrandi. Il est précédé d'un magnifique préau avec vastes cours. Sur l'entrée on lit : *Amor extruxit, pietas consecravit, caritas dotabit.*

Louis-Victor Pavie (1752-1796)

Joseph Pavie, imprimeur-libraire à La Rochelle, avait épousé Marie-Jeanne Couasse. Un de leurs fils, Louis-Victor, né à Saint-Barthélemy de La Rochelle, le 10 mai 1752, vint s'établir à Angers. Le 19 juillet 1779, il acquit, pour 3.000 livres et une rente de 150 livres, l'imprimerie de Charles-François-Bonaventure Dubé, rue Saint-Laud. Au mois d'avril 1781, Louis-Victor Pavie épousa, dans l'église Saint-Pierre, Marie-Marguerite Fabre, fille de Louis-Jean-Jacques Fabre, confiseur, rue Saint-Laud, et de Marie-Madeleine Barbé. Leur fils, Louis-Joseph-Marie-François Pavie, naquit le 25 août 1782.

Pavie eut une grosse déception quand, dans sa séance du 30 juin 1790, le Conseil général du département de Maine-et-Loire, par 18 voix contre 12, choisit pour imprimeur son confrère Mame. Dès le 3 juillet, il adressa une lettre publique à tous les électeurs du département pour protester : « Vous m'avez chargé de l'impression du *Procès-verbal* de votre Assemblée (tenue du 10 au 28 mai). Vous avez honoré mon travail de votre approbation, en m'accordant le titre d'*Imprimeur des Assemblées générales de MM. les Electeurs du département de Maine-et-Loire*. Vous avez manifesté unanimement votre vœu pour qu'on me chargeât des impressions nécessaires pour le service du département. Auriez-vous cru que vos délégués (les administrateurs du département !) eussent supprimé la seule demande que vous leur ayez faite et préféré à celui que vous aviez désiré pour imprimeur, un citoyen qui réunit tous les avantages que peut procurer la ville d'Angers ? Qui pourrait raisonnablement s'imaginer que 18 personnes contrarieraient le vœu bien exprimé de plus de 600 et reviendraient contre leurs propres signatures ? M. Mame est imprimeur du Roi, de la Municipalité, de l'Evêché, de l'Université, de tous les collèges de la ville et des environs, du Présidial, de tous les Bureaux ; il imprime aussi les *Affiches*, qui sont d'un très grand rapport ; enfin, au mépris des droits les plus sacrés, on le nomme imprimeur de l'Administration du département. Vous vous rappelez ce temps où je fus obligé de m'arracher à ce que j'avais de plus cher et n'évitai que par une absence longue et coûteuse (1) les vexations

(1) Par une délation au sieur Camus de Néville, alors Directeur de la Librairie, si connu par l'abus de ses pouvoirs. Cet ex-Ministre, à la faveur d'un ordre arbitraire, envoya de vils instruments du despotisme pour m'en-

des cruels agents d'une tyrannie dont on ne nous donnait que de trop fréquents exemples... »

Voici quelques-unes des brochures imprimées par Pavie au début de la Révolution :

1789. — *Cahier contenant les vœux des communes de la province d'Anjou. — Compte rendu à la commune de la ville d'Angers par le Comité permanent. — Procès-verbal de l'Assemblée générale de la province d'Anjou concernant le remplacement de l'impôt du sel. — Discours patriotique sur l'égalité et la liberté civile et politique, prononcé sur le champ-de-foire de Beaufort, par le P. Coquille d'Alleux, récollet.*

1790. — *Projet présenté par M. Beauvau à l'Assemblée des électeurs du département de Maine-et-Loire. — Réflexions sur l'alternat du département de Maine-et-Loire. — Procès-verbal de l'Assemblée des électeurs du département de Maine-et-Loire, commencée le 10 mai, en la ville d'Angers. — Adresse à MM. les Electeurs du département de Maine-et-Loire. — Détail exact d'une insurrection qui s'est manifestée à Angers le 4 septembre. — Adjudications des biens nationaux situés dans le district d'Angers, avec le tableau comparatif des estimations et des adjudications.*

1791. — *Procès-verbal de l'Assemblée des électeurs du département de Maine-et-Loire, réunis dans la ville d'Angers le 5 février pour procéder à l'élection d'un évêque. — Procès-verbal de la session du Conseil général du district de Saint-Florent.*

Passons aux publications périodiques.

En 1789, parut la *Correspondance de MM. les Députés des communes de la province d'Anjou avec leurs commettants relativement aux Etats-Généraux tenant à Versailles*. Quand les Etats-Généraux se déclarèrent Assemblée Nationale, le recueil s'appela *Correspondance des députés de la province d'Anjou avec leurs commettants*. Après la formation des départements, nouvelle modification : *Correspondance du département de Maine-et-Loire à l'Assemblée Nationale*. A la suite de la dissolution de l'Assemblée Constituante, on l'appelle : *Correspondance du département de Maine-et-Loire à l'Assemblée Nationale législative*. Enfin, sous la Convention, on nomme notre

¹ever, mort ou vif. Je fus assez heureux pour échapper à leur poursuite ; ce ne fut qu'après plus de huit mois, et après des peines et des dépenses inouïes, que je parvins à prouver mon innocence et obtenir ma liberté. (*Note de Pavie*).

journal : *Correspondance du département de Maine-et-Loire à la Convention Nationale*. Le recueil, commencé le 27 avril 1789 et terminé le 9 juin 1793, contient 18 volumes.

A partir d'octobre 1789, l'imprimeur Pavie publia l'*Observateur provincial*, qui rendait compte de ce qui se passait de plus intéressant dans les départements et à l'étranger. Ce journal disparut le 22 septembre 1792.

Pavie publia un troisième recueil à partir du 1^{er} janvier 1792, intitulé : *Les Nouvelles Affiches du département de Maine-et-Loire*, qui cessèrent de paraître au mois de juin 1793.

★★

L'armée catholique et royale de la Vendée, mattresse de Saumur, commença à arriver à Angers le 18 juin 1793, et y resta jusqu'au 27. Les chefs Vendéens, pendant leur séjour en cette ville, firent imprimer leurs affiches et proclamations chez Pavie, rue Saint-Laud. C'était le seul imprimeur qui n'eût pas fui devant les Vendéens, avec nombre d'habitants de la ville.

Sitôt après le départ de l'armée vendéenne, Pavie fut « prévenu de propos inciviques avant l'entrée des brigands (*sic*) à Angers, et depuis leur entrée d'avoir imprimé, vendu et distribué leurs écrits tendant au rétablissement de la royauté et à l'anéantissement de la liberté et de la République. » Le 16 juillet, l'imprimeur angevin dut comparaître devant la Commission Militaire près l'armée des Côtes de La Rochelle, présidée par Parcin, qui rendit la sentence que voici : « Sur la question de savoir si Louis-Victor Pavie, imprimeur, a secondé les projets contre-révolutionnaires des brigands de la Vendée, et si, par des proclamations et des écrits imprimés et distribués chez lui et de son ordre, il a provoqué soit le rétablissement de la royauté, soit la dissolution de la Convention Nationale ; — Considérant que la Commission est incompétente pour connaître de cette affaire ; — En exécution des lois rendues contre ceux qui ont fomenté et entretenu les troubles de la Vendée ainsi que contre ceux qui ont provoqué le rétablissement de la royauté ou la dissolution de la Convention Nationale, par des écrits contre-révolutionnaires ou autrement, la Commission ordonne que Louis-Victor Pavie sera livré sans délai au Tribunal révolutionnaire établi à Paris, pour son procès lui être fait et parfait jusqu'à jugement définitif. »

Dix-neuf habitants d'Angers décidèrent de défendre Pavie, et voici la pétition qu'ils firent lire à la séance de la Convention Nationale, le 18 août : « Au moment où, par la fatalité du sort

des armes, la ville d'Angers a eu la douleur de devenir pendant quelques instants la proie des vils esclaves des despotes, au moment où nous nous sommes vus dans l'odieuse nécessité de recevoir la loi des brigands (Vendéens) qui infectent nos contrées, *Pavie*, l'un de nos concitoyens, quoique partageant notre indignation de voir sa commune au pouvoir des traîtres à leur pays et à l'humanité, *Pavie*, disons-nous, a fait ce qu'un vaincu prudent peut faire quand il a l'espoir d'être vainqueur à son tour. Au lieu de mourir sans fruit pour son pays, il a eu le courage de vivre et de céder aux circonstances ; il a imprimé les proclamations des chefs des rebelles d'après des ordres à lui signifiés par eux, à peine d'exécution militaire. Nous ne vous dirons pas que, si *Pavie* se fût cru coupable, il aurait cherché à se soustraire aux coups de la loi au moment de l'évacuation de la ville d'Angers par les brigands. Il reste, au contraire, dans ses propriétés, il ne prend aucune précaution pour se cacher. Accusé pour son impression, il se présente ; la Commission Militaire l'interroge et, se déclarant incompétente, le renvoie devant le tribunal révolutionnaire établi par la loi du 10 mars. Voilà les faits qui concernent *Pavie* et d'après lesquels il languit depuis près d'un mois dans les fers. Nous vous demandons, au nom de la justice, de briser aujourd'hui ces fers ; fût-on coupable sans intention, et la volonté peut-elle être supposée où on ne fait que céder à la violence ? Si *Pavie* a manifesté des intentions, c'est lorsqu'il a acheté des domaines nationaux, lorsqu'il est allé combattre les ennemis de la République au canton de Bressuire (août 1792), lorsqu'il a rempli les devoirs de bon citoyen, lorsqu'il a, depuis la Révolution, consacré ses presses aux actes des administrations et à la propagation des écrits civiques. C'est parce que nous connaissons les sentiments de notre compatriote *Pavie* que nous vous demandons justice pour lui, car nous n'entendîmes jamais ni demander grâce ni nous intéresser pour des traîtres. Rappelez-vous le décret rendu pour les administrateurs fédéralistes, le temps que vous leur avez donné pour abjurer leur erreur, et voyez si *Pavie*, que nous vous demandons, n'est pas dans des circonstances bien plus favorables, puisque l'acte qui le compromet n'est pas même l'effet de l'erreur et n'est que le résultat de la violence ; et sous le couteau des rebelles sa mort n'aurait produit aucun avantage à la République, et sa résistance, loin de sauver la ville, n'eût pu que lui devenir fatale. Voilà les motifs qui ont déterminé sa conduite : c'est d'après eux que vous vous prononcerez. Nous attendons avec confiance et respect votre

décision ; daignez songer qu'il y va de la vie d'un honnête homme et de la tranquillité d'une famille chère à tous les amis de la liberté. » (*Archives Nationales*, carton C 267, dossier 635).

Tallien répondit : « Je demande que la Convention passe à l'ordre du jour sur cette pétition. Pavie a imprimé tout ce que les rebelles ont voulu. C'est au tribunal révolutionnaire à connaître de cette affaire, et nous devons nous garder de nous laisser apitoyer sur le sort de ceux qui ont favorisé les projets des contre-révolutionnaires. Que le tribunal fasse son devoir, et passons, nous, à l'ordre du jour. »

Cependant Pavie, parti d'Angers le 18 juillet, était arrivé le lendemain à la prison de La Flèche, et le 25, à celle du Mans. Il avait ensuite continué sa route de brigade en brigade jusqu'à Chartres. Le 16 août, Fouquier-Tinville écrivait, de Paris, à la Commission Militaire : « Je m'empresse de vous faire part que j'ai reçu les pièces concernant le nommé Pavie. Je n'ai point encore reçu ce prévenu ; je désirerais en savoir les motifs. »

La Commission Militaire se trouvait à Saumur quand elle reçut la lettre, pour le moins inattendue, de Fouquier-Tinville. Aussitôt (21 août), elle enjoignit au citoyen Edon, lieutenant de gendarmerie à Angers, de se rendre immédiatement à Saumur, pour comparaitre devant elle.

Le 23 août, la Commission mandait aux représentants du peuple Richard et Choudieu, qui étaient également à Saumur : « Nous avons requis le citoyen Edon, commandant la gendarmerie nationale à Angers, de faire transférer aux prisons du tribunal révolutionnaire à Paris le citoyen Pavie, imprimeur, en exécution du jugement de la Commission du 16 juillet. Suivant le récépissé du 18 dudit mois, le citoyen Edon s'est chargé sous sa responsabilité de la procédure du citoyen Pavie, pour le déposer au greffe du tribunal révolutionnaire à Paris. Il s'est également chargé de conduire ce citoyen, aux termes du réquisitoire de la Commission, dans les prisons du tribunal révolutionnaire. Mais, par une lettre écrite de la part de l'accusateur public du tribunal révolutionnaire, il annonce qu'il a bien reçu la procédure, mais que Pavie n'était point encore déposé dans les prisons. Surprise d'un pareil retard, la Commission Militaire a décerné un réquisitoire contre le citoyen Edon pour lui demander compte des motifs de ce retard. D'après les explication qu'il a données à la Commission, le citoyen Edon ne sait pourquoi le citoyen Pavie n'est pas encore rendu dans les prisons du tribunal révolutionnaire à Paris, par la raison qu'il l'a remis entre les mains de la gendarmerie de Durtal, quoiqu'il eût dû,

aux termes de notre réquisitoire, le conduire lui-même à Paris. La Commission Militaire ne voulant rien prendre sur elle ni prononcer en aucune manière contre la conduite du citoyen Edon, a cru qu'il était de la sagesse et de son devoir de s'en référer aux représentants du peuple, pour leur demander la marche que la Commission doit suivre à cet égard. »

Voici l'arrêté que Richard et Choudieu prirent, le 24 août, après avoir eu connaissance des explications du lieutenant de gendarmerie : « Le citoyen Edon retournera de suite à sa résidence à Angers. Il fera passer aux représentants du peuple les pièces qui doivent justifier des ordres qu'il a donnés pour assurer la conduite du nommé Pavie. La Commission Militaire se fera rendre compte par les commandants de la gendarmerie de la Sarthe, d'Eure-et-Loir et de Seine-et-Oise de la suite de la conduite de Pavie au tribunal révolutionnaire et en informera les représentants du peuple. »

Parmi les certificats fournis à la Commission Militaire, citons celui du capitaine de gendarmerie de la Sarthe, en date du 1^{er} septembre 1793 : « Pavie a été amené dans les prisons de La Flèche par les gendarmes de Durtal, qui en ont un reçu après l'avoir écroué sur le registre desdites prisons. Pavie ayant tombé malade, ce qui est attesté par la municipalité de La Flèche, n'a pu être conduit dans les prisons du Mans que le 25 juillet. Les gendarmes de La Flèche en ont également un reçu. Il a dû continuer ainsi sa route de brigade en brigade. »

En réalité, le prisonnier s'était évadé dans les environs de Chartres. Il s'était dérobé par la fuite à la sentence de mort qui l'attendait au tribunal révolutionnaire de Paris.

En apprenant cette évasion, le Comité révolutionnaire d'Angers prit l'arrêté que voici, dans sa séance du 8 septembre : « Le Comité, instruit que Pavie, imprimeur d'Angers, a cumulé aux délits qui lui sont imputés, la lâcheté de compromettre par sa fuite un gendarme de Chartres, regarde Pavie comme émigré ; en conséquence, requiert le département et le district de faire apposer les scellés à sa maison et de faire séquestrer ses biens. »

L'apposition des scellés fut faite le 8 et le 9 septembre par le juge de paix Chaillou.

Le Comité révolutionnaire d'Angers arrêta Marie-Marguerite Fabre, épouse de Louis-Victor Pavie, le 20 octobre 1793, comme « femme d'émigré et correspondante des brigands », et l'envoya aussitôt au château d'Amboise, où elle fut écrouée le 25 octobre.

Quant à son mari, il s'était réfugié en Espagne après son évasion.

★★

Le 2 décembre 1794, la Convention accorda une amnistie aux Vendéens : « Toutes les personnes connues dans les arrondissements des armées de l'Ouest, des Côtes de Brest et des Côtes de Cherbourg, sous les noms de *rebelles de la Vendée* et de *Chouans*, qui déposeront les armes dans le mois qui suivra le jour de la publication du présent décret, ne seront ni inquiétées, ni recherchées dans la suite pour le fait de leur révolte. »

Par un décret postérieur, rendu le 18 janvier 1795, la Convention donna une extension encore plus grande à l'amnistie : « Les personnes qui ont été condamnées à quelque peine que ce soit pour avoir pris part à la révolte qui a éclaté dans le département formant l'arrondissement des armées de l'Ouest, des Côtes de Brest et des Côtes de Cherbourg, mais dont les jugements n'ont pas été exécutés, jouiront des effets de l'amnistie et seront mises sur-le-champ en liberté. »

Aussitôt, Marie Fabre, femme de Louis-Victor Pavie, personne d'une grande force morale et d'une éducation supérieure, présenta une pétition au représentant du peuple Guyardin, qui était alors à Angers.

Guyardin répondit favorablement à la requête, et voici l'arrêté qu'il prit, le 28 janvier (*Archives de Maine-et-Loire*, série Q) :

« Sur la pétition de la citoyenne Marie Fabre, épouse du citoyen Pavie, imprimeur à Angers, tant en son nom qu'en celui de son mari, tendante à ce que la liberté lui soit définitivement rendue, que son mari soit admis à profiter de l'amnistie accordée à tous ceux qui étaient prévenus d'avoir pris part à la révolte de la Vendée ou favorisé leur parti et qu'ils soient réintégrés dans leurs biens ;

« Vu l'interrogatoire subi par le citoyen Pavie devant la Commission Militaire établie à Angers et le jugement de cette Commission, qui le renvoyait au Tribunal révolutionnaire, en date du 16 juillet 1793 ;

« Considérant qu'il résulte de l'interrogatoire et du jugement de renvoi que le citoyen Pavie n'était prévenu que d'avoir fait travailler ses presses comme contraint pour les rebelles de la Vendée, pendant leur invasion à Angers ;

« Considérant qu'il n'y a pas d'autre inculpation contre lui et que nul jugement n'a été rendu sur le délit dont il était prévenu, qu'en conséquence il est dans les cas prévus soit par la

loi du 12 frimaire (2 décembre 1794) soit par celle du 29 nivose dernier (18 janvier 1795) ;

« Considérant que les certificats produits à l'appui de la demande prouvent que depuis qu'il s'est soustrait aux poursuites dirigées contre lui, il s'est voué au service de la République dans l'exercice de son art près d'une des armées qui combat avec succès les tyrans coalisés, et qu'il a donné des preuves de dévouement à la cause de la liberté et d'amour pour la patrie ;

« *Arrête* ce qui suit : — 1) Le citoyen Louis-Victor Pavie, imprimeur à Angers, est libre de rentrer dans ses foyers et dans ses propriétés ; 2) L'Administration du district d'Angers fera lever les séquestres et scellés apposés, pendant son absence, sur ses biens meubles et immeubles et ceux de son épouse, et les réintégrera dans leurs possessions, à moins qu'ils n'aient été vendus ; 3) La citoyenne Marie Fabre, épouse du citoyen Pavie, est définitivement mise en liberté et autorisée à rentrer, sous sa responsabilité et sous la caution de ses biens, dans la jouissance de sesdits biens et de ceux de son mari. »

La levée des scellés eut lieu le 31 janvier, et Louis-Victor Pavie revint à Angers, où il mourut le 17 avril 1796.

Sa veuve, Marie Fabre, continua de diriger l'imprimerie de la rue Saint-Laud jusqu'au commencement du XIX^e siècle. Louis-Joseph-François-Marie Pavie, son fils, dirigea la maison jusqu'en 1835, et après lui, Victor Pavie, son petit-fils.

Le clergé de Marcé pendant la Révolution

Au moment de la Révolution, la paroisse de Marcé était desservie par M. David, curé, assisté d'un vicaire, M. Delouche. Disons un mot de ces deux ecclésiastiques.

I. — Jean-Mathurin-Joseph David naquit à La Flèche le 12 février 1734. D'abord curé de Saint-Laurent-du-Lin, il devint en 1777 curé de Marcé. Il ne tarda pas à gagner l'affection de ses nouveaux paroissiens, témoin cette inscription de la première pierre de la Mairie : « Bénissons le Seigneur de nous avoir donné M^e Jean David pour pasteur, qui a posé cette pierre, le 20 février 1790, à la diligence du sieur Grout, maire et maître en chirurgie. » M. David était à la fois curé et procureur de la

commune quand, le 6 février 1791, il fit le serment à la constitution civile du clergé. « Il s'y détermina, écrivait trois ans après M. Gruget, curé de la Trinité, d'après les sollicitations qu'on ne cessa de lui faire, pour l'engager à le prêter. Il était trop éclairé et trop attaché à la religion, pour demeurer longtemps dans cet état. En effet, lorsqu'il se fut convaincu qu'on en voulait à la religion, il fit sa rétractation et la rendit publique. » Le Pape ayant solennellement condamné ce serment le 13 avril 1791, M. David se rétracta le 22 mai : « Je soussigné, curé de Marcé, dans la crainte d'encourir l'excommunication portée par le Bref du Pape contre ceux qui ne se seraient pas rétractés dans quarante jours à commencer du 13 avril dernier, date dudit Bref, du serment qu'ils auraient prêté au sujet de la constitution civile du clergé, je me désiste de celui que j'ai fait le 6 février dernier et je requiers la municipalité de faire passer ma rétractation au district de Baugé et de m'en donner acte. A Marcé, le 22 mai 1791, jour où j'ai prononcé ma rétractation, en présence de la municipalité, du conseil de la commune et de toute ma paroisse, à l'issue de la messe paroissiale, assemblés et convoqués à cet effet. » Le 29 mai, les électeurs du district de Baugé nommèrent un intrus à Marcé. Quant à M. David, chassé de son église et de son presbytère, il finit par se réfugier à Angers, et le 16 novembre il accepta l'hospitalité que lui offrit M^{me} Dupré, rue Saint-Aubin. Pour obéir à l'arrêté du 1^{er} février 1792, il dut se rendre chaque jour à l'appel nominal des prêtres insermentés, et le 17 juin il fut traitreusement emprisonné au Séminaire (*rue du Musée*). Le 12 septembre, il partait d'Angers pour la déportation en Espagne. Revenu d'exil en 1802, M. David reprit le gouvernement de sa paroisse, et il mourut en fonctions, le 4 février 1818, à l'âge de 84 ans.

II. — M. Jean *Delouche*, né à Saumur le 26 novembre 1751, fut nommé vicaire à Marcé en 1784. Comme son curé, il prêta serment le 6 février 1791 et se rétracta le 22 mai. Au mois de septembre, il résidait à Angers, chez M^{lle} de Chasserie, dans la Cité. Interné le 17 juin 1792, le confesseur de la foi partit le 12 septembre pour la déportation en Espagne. M. Delouche ne rentra en Anjou qu'après l'application du Concordat. Nommé curé de Saint-Hilaire-le-Doyen en septembre 1807, il démissionna en 1825, se retira à Saumur, où il mourut le 4 avril 1826.

III. — Voici quelques détails sur l'intrus de Marcé. Né à Andard le 21 mars 1758, M. Michel-Mathieu *Thuau* était vicaire dans sa paroisse natale. Il prêta serment, et le 29 mai 1791 fut

*Saint Hilaire-le-Doyen était une des paroisses de la ville
Montreuil-Bellay.*

nommé curé constitutionnel de Marcé par les électeurs du district de Baugé. Il prit possession le 26 juin. Mais cela n'alla pas sans les protestations d'un certain nombre de fidèles de la paroisse, lesquels ne se gênèrent pas pour dire que M. Thuau était un *intrus*, etc. A la date du 8 mars 1792, la municipalité fit comparaître plusieurs témoins, elle recommença le 15 mars, puis le dossier dénonciateur fut envoyé au directoire du département. Le 17 mars, le département prit un arrêté qui renvoyait cette affaire à l'accusateur public près le tribunal criminel de Maine-et-Loire, et quatre jours après copie des pièces du dossier fut adressée à ce magistrat. C'est le juge de paix de Seiches qui, le 8 avril, condamna les personnes dénoncées à l'amende et même à la prison, pour avoir manifesté des opinions religieuses « tendant à troubler l'ordre public établi par la loi », mais, le 17 du même mois, le tribunal du district de Baugé cassa ce jugement (*Anjou historique*, XVII, 171). Le 19 mars 1794, l'intrus Thuau fit la déclaration suivante : « Je soussigné, curé constitutionnel de Marcé, déclare abdiquer ma cure et toutes fonctions sacerdotales, et ne pouvoir remettre mes lettres de prêtrise parce qu'elles sont tombées au pouvoir des brigands, » c'est-à-dire des Vendéens.

M. Thuau continua de résider à Marcé, où il remplit les fonctions d'officier public jusqu'en 1797. On le retrouve à Andard, en 1799, jouissant de sa pension d'ex-curé constitutionnel de Marcé. Réconcilié avec l'Eglise avant le Concordat, M. Thuau fut nommé, en 1803, curé de Chavagnes-les-Eaux, où il mourut le 25 septembre 1840, dans sa 83^e année.

IV. — M. François-Louis *Pottery*, né à Marcé le 22 septembre 1757, ayant prêté serment comme vicaire de Beaufort le 13 février 1791, fut nommé intrus de Corzé le 29 mai 1791 par les électeurs du district de Baugé. L'église de Corzé ayant été fermée le 20 mars 1794, M. Pottery remit ses lettres de prêtrise aux autorités révolutionnaires le 1^{er} avril suivant. Il resta à Corzé, où il remplit les fonctions d'officier de l'état civil jusqu'en février 1795. A cette date, il se retira à Marcé, et en 1796 il rétracta publiquement son serment. A partir de janvier 1797, comme l'indique le registre paroissial de Marcé, M. Pottery ~~exerça le culte catholique et administra les sacrements dans la chapelle du château de Princé, aujourd'hui encore existante à Marcé~~ *celle org de non lieux baptême à Marcé, et qu'il y avait dans la paroisse voisine*. Le 20 avril, le commissaire cantonal de Seiches écrivait au commissaire central d'Angers : « Pendant les trois jours appelés ci-devant fêtes de Pâques, le fanatisme a levé dans notre canton sa tête hideuse. Un nommé Pottery, ci-devant curé

te chapelle
encore
d'hui

constitutionnel de Corzé, après s'être purifié, comme il l'a dit publiquement, par les jeûnes et les pénitences de l'iniquité qu'il avait commise en prêtant le serment, est venu à bout de rallier tous les fanatiques du canton. Il remarque, rebaptise, il a dit la messe les trois jours désignés ci-dessus dans la chapelle du ci-devant château de Prince⁴, situé commune de Marcé, en ce canton, et cela sans avoir rempli aucune des formalités prescrites par la loi » du 29 septembre 1795. Après le coup d'Etat du 18 fructidor (4 septembre 1797), les prêtres catholiques furent encore obligés de se cacher et de n'exercer le ministère que clandestinement, ce qui dura jusqu'à la fin de 1799. Dès le 24 février 1800, M. Pottery, qui demeurait alors à Angers, se présenta au général Hédouville, qui lui donna un sauf-conduit. C'est alors que M. Meilloc, administrateur apostolique du diocèse d'Angers, nomma M. Pottery desservant de la paroisse de Sainte-Colombe près La Flèche, et le 24 avril la municipalité d'Angers lui délivra un passeport pour aller en cette paroisse. En 1802, Sainte-Colombe fut rattachée au diocèse du Mans, et M^r de Pidoll maintint M. Pottery à son poste. Voici l'inscription que l'on voit encore sur son tombeau : « Sous cette tombe repose le corps de M. Pottery, desservant de la paroisse de Sainte-Colombe, diocèse du Mans, né le 22 septembre 1737 à Marcé, ordonné prêtre le 25 mai 1782, décédé dans cette commune le 2 mars 1803. » Il avait été frappé à mort par un « libertin » de sa paroisse, et il avait rendu son âme à Dieu en demandant grâce pour son assassin.

V. — M. Louis-Aimé David, né à La Flèche le 15 avril 1744, devint en 1776 curé de Chouzé-le-Sec, et il prêta serment en 1791. Reconcilié de bonne heure avec l'Eglise, il vint à Marcé, en 1800, et y exerça les fonctions du saint ministère jusqu'à l'arrivée de son frère, déporté en Espagne. De 1802 à 1818, il fut le vicaire de son frère, M. Jean-Mathurin-Joseph David, et devint curé de Marcé en 1818. Mort en fonctions le 29 décembre 1824. Sa tombe porte l'inscription suivante : *Hic jacet Ludovicus-Amatus David, olim rector parochiæ Sancti Martini vulgo de Marcé. Hæc in honorem Ludovici David jubente Carolo, Andegavensi episcopo.*

Voici la liste des curés de Marcé depuis le XVIII^e siècle : MM. Jean David (1777-1818), Louis David (1818-1824), René Goubault (1825-29), Joseph Arney (1829-48), Aimé Faucillon (1848-54), Augustin Pau (1854-59), Joseph Grélé (1859-65), Théodore Pletteau (1865-69), Pierre Banchereau (1869-77), Joseph

Hilaire-le-Doyen était une des paroisses de la paroisse
mairie-Séclay.

Hodée (1877-84), Auguste Séchez (1884-88), Jean Courbet (1888-1915), Edouard Thoreux (1915-20), Louis Chasles nommé en 1920.

La Guerre de Vendée en 1793 (Relation inédite)

Né à Montbazon (Indre-et-Loire) le 28 juillet 1742, Charles-Pierre-Augustin Boucher fit ses études chez les Jésuites, au Collège royal de La Flèche. Une fois en possession du diplôme de maître ès arts, il voulut devenir chirurgien, étudia d'abord à La Flèche puis à Paris, et, le 12 février 1767, il fut proclamé « maître en chirurgie » pour La Flèche, où il exerça son art pendant près d'un demi-siècle. Il était membre correspondant de l'Académie royale de Chirurgie quand éclata la Révolution. Après avoir exercé les fonctions d'adjudant-major de la milice bourgeoise, puis de capitaine de la compagnie des canonniers, Boucher devint simple canonnier, par suite de mesure générale. En mars 1793, il partit avec le titre de chirurgien-major pour combattre les Vendéens, accompagné de son gendre Rojou, ancien député de la Sarthe à l'Assemblée Législative. Revenu un mois après à La Flèche, notre chirurgien assistait, avec le bonnet rouge, aux séances du club, mais en gardant toujours une modération relative, qui était dans son caractère. Boucher mourut à La Flèche, le 21 octobre 1812. — C'est vers le mois de décembre 1801 qu'il voulut raconter ce qu'il avait vu de la guerre de Vendée : il écrivit alors un cahier de notes intitulé « Les Vendéens », que nous publions, d'après le manuscrit original (1), qu'a bien voulu nous communiquer M. Frédéric Masson, membre de l'Académie Française.

L'ordre d'envoyer des secours contre les Vendéens arriva à la municipalité de La Flèche le soir du dimanche de la Passion, 17 mars 1793. Le lendemain matin, la compagnie des canonniers formant environ 80 hommes, celle des grenadiers, celle des chasseurs, faisant en tout 200 hommes, sous le commandement de Saverdan, partirent avec deux coulevrines. Cette petite troupe était toute en uniforme, bien armée et très exercée dans

(1) Acheté à une vente faite par le ministère de M^e Bled, notaire à Baugé, le 5 mars 1899, après le décès du Dr Ridreau, époux de Anne-Henriette Rojou, petite-fille de Charles-Pierre-Augustin Boucher.

le maniement des armes. Les canonniers avaient reçu des leçons de deux officiers d'artillerie et servaient leurs pièces avec autant de célérité que les canonniers de ligne (1). (Les mouvements occasionnés par la disette vraie ou factice des blés, fut l'époque à laquelle notre garde nationale sentit la nécessité de se mettre sur le pied militaire).

Lorsqu'on arriva à *Baugé*, on trouva la compagnie des grenadiers du *Lude*, envoyée par sa municipalité, qui avait reçu les mêmes ordres que la nôtre. Elle était composée d'environ 100 hommes, aussi en uniforme et bien armés. La commune de *Baugé* donna environ le même nombre d'hommes. On fut coucher à *Longué*. Le lendemain, on arriva à *Saumur*, où l'on reçut l'étape.

Nous ne fûmes pas peu surpris de la consternation que nous trouvâmes dans cette place. Elle était remplie de gens armés de fusils, de piques, de fourches, de vouges, de quelques hommes de cavalerie. Tout ce monde était en désordre. Quelques pièces de canon, un obusier étaient sur la place. Nous apprîmes que les insurgés avaient repoussé les républicains, que la pièce appelée *Marie-Jeanne*, pièce d'un gros calibre, était tombée en leur pouvoir et qu'ils avaient taillé en pièces les canonniers qui la servaient (16 mars, au combat de Coron-Vihiers).

Un Conseil de guerre assemblé à la municipalité ne jugea pas à propos de nous faire entrer dans la Vendée par le pays saumurois. On nous fit longer la Loire et descendre à *Angers*.

Cette grande commune nous offrit un spectacle plus satisfaisant. Nous fûmes reçus avec des visages sereins. On semblait s'occuper de plaisirs plus que de guerre. Après avoir fait séjour, on nous donna ordre de nous porter par eau sur *Chalonnés*. L'embarquement se fit sur deux sapinières. Chacune fut armée d'une coulevrine. La rivière était extrêmement grosse. Il ne cessait de pleuvoir depuis huit jours. Le vent était violent et contraire. Les mariniers, malgré tous leurs efforts, n'avancèrent que très lentement, et vers la fin du jour ils désespérèrent de pouvoir continuer la route. Alors nous nous amarrâmes et, excédés par la pluie, battus par le vent, n'ayant que du pain

(1) Au moment de notre départ, je courus chez le commandant Bouchet, à qui je dis : « Il vient de me venir en pensée, Monsieur, que la troupe n'a point de chirurgien. Hâtez-vous, je vous prie, de m'en donner le brevet de votre main à l'instant, car on va partir. Il n'y a pas de temps à perdre ». Bouchet me rendit ce service avec plaisir, et je fus par là exempt de faire le service des coulevrines. Personne dans la compagnie n'en parut fâché. Au reste, je me tins toujours auprès d'elle dans tous les mouvements, dans toutes les circonstances.

pour toute provision, on résolut de dépêcher à Angers quelques-uns des nôtres pour faire changer notre destination ou pour avoir des vivres. Dans ce moment, nous vîmes deux petits bateaux qui voguaient vers Angers à pleine voile, avec la rapidité de l'oiseau, et qui nous faisaient des signes auxquels on ne comprit rien. Nous jugeâmes cependant qu'ils nous avertissaient de ne pas avancer davantage et qu'ils allaient annoncer quelque nouvelle à la municipalité d'Angers. Nous ne nous trompâmes pas. Une heure après, un courrier parut le long de la rive et apporta l'ordre de nous rendre au port d'où nous étions partis. Les deux bateaux avaient apporté la nouvelle que les royalistes étaient entrés dans Chalonnes, avaient surpris les républicains, dont plusieurs s'étaient noyés (22 mars), que cette commune était dans une épouvante si grande qu'une femme voulant sauver son enfant en le faisant entrer dans une barque, l'avait laissé tomber dans la rivière où il avait péri, etc.

La sérénité des Angevins se changea en inquiétude. Les gouvernants furent tellement consternés qu'ils ne purent s'occuper de faire des billets de logement. Chacun de nous se retira où il put ; quelques-uns furent obligés de passer la nuit sous la halle, morfondus par la pluie et la faim.

La Providence nous servit bien dans cet embarquement (j'aurai lieu de faire cette remarque une seconde fois). Si nous avions eu le vent bon, nous serions arrivés devant Chalonnes, et les royalistes nous auraient coulés bas infailliblement. Deux boulets eussent été suffisants pour percer nos sapinières, et il eût péri ainsi environ 400 individus, dont les deux tiers étaient pères de famille.

On nous laissa passer tristement deux jours, à Angers. Le même désordre qui régnait à Saumur, s'empara de cette grande cité. Rien n'y était prévu. Cependant deux représentants du peuple, les citoyens Choudieu (natif d'Angers), Richard (natif de La Flèche), et un vieux général venu en berline avec beaucoup d'oreillers de lit et trois à quatre femmes, semblaient devoir rassurer les esprits et fournir les moyens convenables. Mais les deux premiers étaient occupés aux séances du club (1) et le général faisait chauffer ses douleurs (*le général Wittingkoff*).

Le citoyen La Perraudière, des environs de Baugé, homme bien né, dont la bravoure répondait à un beau physique, commandait à Chalonnes et fut fortement inculpé. Un Conseil de

(1) Il était apparemment plus important d'élever les esprits à la hauteur de la Révolution. (*Note de l'auteur*).

guerre (25 mars) lui rendit l'honneur, et on afficha sur les murs que le citoyen La Perraudière s'était vaillamment défendu avec un petit nombre de braves, et qu'il n'y avait eu que quelques postes avancés qui avaient été surpris et avaient fui sans faire de résistance. Toutefois, ce commandant se retira chez lui.

Enfin notre petite troupe reçut ordre de se porter à *Saint-Lambert-du-Lattay*. Il était alors trois heures du soir (24 mars) et nous avions quatre lieues à faire par des chemins détournés et détestables. Nos deux pièces de canon s'embourbèrent plusieurs fois, l'essieu de l'une d'elles cassa. La nuit nous surprit. Arrivés sur une hauteur, battus par la pluie et un vent très froid, la moitié de nos hommes étaient sans sentiment. Rojou m'a dit plusieurs fois que s'il n'avait pas eu de l'eau-de-vie, il eût immanquablement péri. On resta sur cette maudite hauteur une grande heure, ne sachant pas où descendre, tant il faisait noir, tant les chemins étaient étroits et paraissaient rapides. On entendait au bas un torrent ou un gros ruisseau, qui semblait dépasser sa chaussée par le bruit que sa chute faisait. Il fallut cependant prendre son parti. On descendit peu à peu le chemin qui parut le plus viable. Il nous conduisit sur un pont et de là dans un grand chemin ouvert depuis peu, dont une partie était encore en vigne et en guéret, de manière qu'on y enfonçait jusqu'à moitié jambe. Il était long d'une demi-lieue et aboutissait à Saint-Lambert. Certainement nous eussions été mis en déroute, nos deux pièces enlevées par cinquante royalistes, s'ils se fussent présentés. Cette pensée ne vint à personne, parce qu'on ne croyait pas être encore en pays ennemi, et certes nous y étions très réellement.

En effet, le gros de l'armée vendéenne n'était qu'à une lieue et demie. Tout le pays de Saint-Lambert avait envoyé ses hommes pour la grossir. Les femmes et les enfants servaient d'espions. Il était cinq heures du matin lorsque chacun de nous se jeta dans la première maison qui s'offrit à lui. Ainsi dispersés, quelque patrouille de royaliste pouvait nous égorger séparément.

A midi (25 mars), Saverdan, notre commandant, rassembla sur la place notre petite troupe. Il fut pris des mesures pour les vivres, la distribution des postes et des logements. Quelques heures après, nous apprîmes l'arrivée d'un commissaire, d'un commandant appelé Ladouce, ancien militaire retiré près de Tours, et de quelques adjudants qui n'avaient jamais fait la guerre, tels que Hortode le feudiste, Talot, fils d'un cirier à Cholet, qui a été ensuite nommé représentant du peuple et qui

enfin a été condamné à la déportation comme complice de la machine infernale du 3 nivose (24 décembre 1800) par laquelle Bonaparte manqua de périr.

Cependant il se forma bientôt une armée de 4.000 hommes par les détachements qui arrivèrent successivement du Mans, de Tours, de Blois, de Laval, etc. Les Fléchois en formaient la tête à chaque revue (nous comprenons sous ce nom tout le détachement qu'on se rappelle être formé de Ludois et de Baugeois); leur bonne tenue leur mérita cet honneur. Dès qu'une générale battait, ils étaient aussitôt en rang et leurs coulevrines en état de faire feu. Ils furent chargés d'ouvrir la campagne le 26 mars, jour du mardi-saint.

Notre petite troupe, ayant le commandant Ladouce à sa tête, partit à la pointe du jour, précédée d'une compagnie de travailleurs pour aplanir les chemins, et 30 dragons sur ses flancs. Elle se porta sur *Chemillé*, très gros bourg, composé de deux paroisses et une église canoniale, principale place des royalistes de ce côté de la Vendée.

Les avant-postes de l'ennemi se retirèrent à la hâte et avertirent leurs commandants de notre approche. En effet, nous les trouvâmes un peu en avant de Chemillé, rangés en bataille avec trois pièces de petit calibre. Arrivés à cinq cents pas les uns des autres, ils crièrent *Vive le Roi!* et tirèrent deux coups de canon. Nous nous mîmes en ligne et leur ripostâmes de deux coups de coulevrine. A chaque coup ils se courbaient et se relevaient en criant *Vive le Roi!*

Le commandant envoya le citoyen Boisseau (hôte du *Lion d'or*), lieutenant de nos grenadiers, s'emparer d'une maison sur le chemin, d'où cette petite troupe fit feu d'assez près sur l'ennemi. La fusillade s'engagea sur tous les points. Boisseau fut obligé de se replier, ayant vu que des royalistes apportaient sur leurs épaules une de leurs pièces vis à vis son poste, qui en aurait été foudroyé. L'ennemi parut se fortifier en nombre et sembla vouloir nous tourner à droite, par derrière un taillis. (Un ruisseau nous défendait en devant et notre gauche était appuyée par une colline profonde). Alors le commandant envoya un dragon au galop pour avertir toute l'armée de se rendre en diligence pour nous soutenir. Mais nous ne pouvions tenir pendant le temps nécessaire pour l'arrivée de ce secours; le commandant le sentit; il ordonna la retraite, qui se fit en bon ordre. Les Vendéens ne nous suivirent pas.

Le jeudi-saint (28 mars), une patrouille (je ne sais de quelle commune) amena au camp quatre ou cinq paysans liés, en

chemise, la tête nue. Un garde national marchait devant eux, tenant un crucifix qu'il leur présentait à la figure, en leur disant par dérision : *Voilà ton petit bon Dieu*, etc. (1). Ces hommes furent mis en prison, où déjà on avait entassé plusieurs femmes. On nomma un Conseil de guerre, dont Merlin, canonier, ci-devant Doctrinaire, fut désigné comme président. Ce galant homme, aussi humain qu'éclairé, ne trouva pas de coupables. Depuis, un officier supérieur, ancien militaire, lui en fit des reproches devant moi. Ce même militaire fut tué quinze jours après en entrant à Chémillé.

Plusieurs personnes de Saint-Lambert avaient été précédemment enlevées et envoyées dans les prisons d'Angers. M^{lle} Androuin l'aînée y avait été conduite depuis huit jours. L'histoire de cette personne est trop intéressante, ainsi que celle de toute sa famille, pour ne pas tenir ici sa place.

La famille Androuin était issue du notaire de Saint-Lambert. Elle était composée de trois filles, très belles et très vertueuses, demeurant ensemble, et d'un frère qui occupait avec sa femme une autre maison. Le curé remplaçant (*Dubourg*), jeune homme à violentes passions, devint amoureux de l'aînée et fit toutes les sollicitations possibles pour avoir accès dans cette maison ; ce fut toujours inutilement. Son amour se changea en haine et sa haine en fureur. Il dénonça M^{lle} Androuin au comité d'Angers et la dépeignit comme une contre-révolutionnaire des plus dangereuses. On envoya des gens armés pour se saisir d'elle. Elle fut enlevée de chez elle, mise sur un âne, la face tournée vers la croupe et tenant la queue de l'animal dans sa main. On la promena ainsi autour du bourg, et de là elle fut conduite dans un de ces lieux où tant de malheureuses victimes du fanatisme révolutionnaire furent entassées pour être conduites au supplice. Celle-ci y fut conduite, en effet. Quelque temps après, ses deux sœurs et son frère eurent le même sort. Tous les quatre furent guillotins (*Anjou Historique*, XIII, (287). Ce prêtre révolutionnaire avait inscrit au-dessus de la porte de la cure : *Diis patriæ servio*, je sers les dieux de la patrie. O Français, quels dieux ! quelle patrie ! quel prêtre !

Ce fut chez cette malheureuse famille que plusieurs canoniers et grenadiers de La Flèche furent logés pendant leur séjour à Saint-Lambert. J'étais de ce nombre, et je puis assurer

(1) Cette scène et le temps de la Passion firent un rapprochement d'idées frappantes chez beaucoup de nous, pères de famille, et nous vîmes avec peine les jeunes gens faire des rires, des huées éclatantes, *generatio hæc priori pejor*.

que nous fûmes comblés d'honnêtetés et d'attentions par ces respectables et aimables personnes. Leur frère était officier municipal, et nous avons été témoins des soins qu'il prenait jour et nuit pour la subsistance de l'armée.

Reprenons la suite des opérations militaires. Le samedi-saint (30 mars), vers midi, on battit la générale. En même temps on cria *Aux armes !* et les coups de fusil se firent entendre. Nous commençons à manger la soupe, elle fut à l'instant quittée, chacun courut à son rang. Déjà l'ennemi avait fait replier plusieurs postes. Nous arrivâmes sur le grand chemin de Chemillé, par lequel il venait. Nous le vîmes se former en ligne sur une hauteur qui dominait celle sur laquelle notre artillerie était établie, au nombre de huit pièces de 4 et nos deux coulevrines. L'ennemi en opposa six. Ses tirailleurs se répandirent sur les côtés du chemin ; son avant-garde attaqua notre grande garde, qui occupait un lieu appelé les Haies, composé de sept à huit maisons. Ce poste fut encore forcé. Un de leurs corps s'empara d'un petit hameau, nommé les Tailles, qui était très voisin de notre première ligne. Notre détachement qui occupait toujours le front, donna la compagnie des grenadiers du Lude, qui se trouva sur la gauche, côté sur lequel était le lieu des Tailles. Le citoyen Gabeau, leur capitaine, commanda avec tant d'intelligence et il fut obéi avec tant de bravoure, qu'il débusqua l'ennemi. La résistance fut longue, parce que les royalistes s'étaient emparés de plusieurs maisons avant l'arrivée de Gabeau. L'artillerie joua de part et d'autre avec activité ; on voyait les boulets se croiser en sillonnant le sable du grand chemin. Pendant la vivacité du feu, on aperçut un homme venir à cheval au galop, le sabre en main ; il avait l'air de fondre sur nos canonniers. L'un d'eux lui tira un coup de pistolet et le renversa mort. On s'empara de son cheval, qui fut quelques jours après vendu 300 livres, au profit des canonniers de La Flèche (1). Le cavalier était un simple paysan, dans la poche duquel on trouva du pain sec et très noir. Le sabre fut reconnu pour celui d'un officier de dragons républicain. Le soir arriva et donna un éclat au feu des tirailleurs et de l'artillerie, qui eût fait grand plaisir à voir s'il n'eût pas été meurtrier. L'ennemi cessa peu à peu son feu et se retira vers le milieu de la nuit. Le lendemain, on trouva dans les vignes voisines beaucoup de sabots, ce qui annonça que l'ennemi avait perdu beaucoup des siens et qu'il les avait enlevés.

(1) Ces 100 écus furent mangés dans un déjeuner, le surlendemain de notre retour à La Flèche, où Gasnerie, le maître de pension, souffla l'esprit clubiste.

La perte des républicains fut assez légère. On regretta un superbe jeune homme de la Mayenne qui, étant dans les tirailleurs, monta sur le revers d'un fossé pour découvrir mieux l'ennemi (il fut à l'instant frappé d'une balle au milieu du front), un jeune homme d'Angers, presque encore enfant, qui reçut un coup de feu au milieu de la poitrine, etc. Huit à dix blessés furent évacués sur Angers, où ils ont dû périr par la nature de leurs blessures. Les Ludois eurent leur lieutenant, le citoyen Pesse, frappé d'une balle morte à la cuisse ; un vieux militaire, qui portait le drapeau, reçut une balle dans la partie antérieure de la cuisse ; un aubergiste fut atteint obliquement d'une balle à la mamelle (1). Les Fléchois n'eurent ni morts ni blessés ; il n'y eut parmi eux de remarquable qu'un boulet qui renversa le pompon du citoyen Merlin, Doctrinaire.

La vive résistance des républicains persuada aux royalistes qu'il ne fallait plus avoir d'affaire générale. En effet, il n'y eut plus que des engagements de postes, des rencontres de patrouilles pendant neuf à dix jours. Dans l'une de ces patrouilles, qui étaient toujours très fortes, le capitaine des grenadiers de Tours, conduisant sa troupe par un ravin, se trouva face à face avec un capitaine de cavalerie ennemie, qui n'avait avec lui que quatre hommes. La partie était inégale ; le capitaine royaliste le sentit, mais il ne pouvait reculer, parce que le chemin ne permettait que le passage d'un homme. Il cria au capitaine de Tours : *Je ne me rends pas*. Il lève le sabre ; le républicain l'ajuste de son fusil et le jette par terre. Les trois autres cavaliers trouvèrent cependant le moyen de retourner leurs chevaux, et le chemin étant tortueux facilita leur fuite.

Chaque jour notre petite armée grossissait. Elle fut souvent visitée par les généraux : Leigonyer, Berruyer, Montesquieu nous passèrent en revue successivement.

Nous nous aperçûmes un jour que les Tourangeaux avaient été remplacés par un autre détachement de Tours. Il était bien naturel que nous désirassions jouir du même avantage. Nous fîmes des démarches auprès de notre municipalité. Par justice et reconnaissance, nous devons dire que le citoyen

(1) C'est avec regret que je me rappelle le citoyen G..., jeune homme bien né, qui apporta au camp une oreille qu'il avait coupée à un Vendéen, percé d'un coup de feu. Je lui dis par une mauvaise plaisanterie : « Mords cette oreille ! » Ce jeune homme était, d'ailleurs, brave. Appelé depuis par son âge parmi les volontaires, il fut blessé à une main et je lui ai donné mes conseils. Que n'enlevait-il tout de suite la chevelure de ce Vendéen : il s'en fût fait une perruque ! Comme l'homme honnête se dégrade par le mauvais esprit régnant !

Etourneau-Massé se donna de grands mouvements pour notre retour. Il savait que le général voulait nous retenir ; il partit pour Saumur, où il devait trouver un général supérieur, dont il se flattait d'obtenir un ordre conforme à notre pétition. Les mouvements de cet excellent compatriote furent inutiles. Cependant la municipalité fit partir le même nombre d'hommes. Quelques officiers de l'état-major de l'armée proposèrent de retenir les deux détachements. J'avais des raisons bien pressantes pour hâter mon retour, puisque ma fille attendait les secours de mon art, étant sur le point d'accoucher pour la première fois, et, de plus, elle était privée de son mari, qui était dans les grenadiers. Ces motifs me portèrent à demander à la compagnie d'être nommé l'orateur pour insister sur la pétition, qui avait été rejetée deux fois. Je fus chargé de nous représenter de nouveau au général, ayant pris avec moi six à sept camarades. Mon discours eut pour principal argument cet axiome républicain : « Tous les hommes sont égaux en droits » ; et ayant prouvé qu'on avait permis aux Tourangeaux de se retirer, moyennant un remplacement, je conclus et insistai à demander qu'ont fit jouir les Fléchois du même avantage. On m'écouta, puis on parut s'occuper d'autre chose. Je restai et pris un siège avec mes camarades. Je parlai toutes les fois que je pus rentrer en conversation. Enfin, au bout d'une heure et demie de séance, j'obtins, autant par importunité que par justice, la feuille de congé pour le détachement. Le lendemain, le détachement remplaçant arriva, et nous nous rendîmes dans nos foyers.

Ce second détachement fit son service pendant un mois, ainsi que le premier. Il n'eut qu'une affaire, mais elle fut très chaude (1) : il se trouva à celle dans laquelle l'ennemi fut chassé de Chemillé (11 avril). Le citoyen Martineau, perruquier, y reçut un coup de feu, dont il mourut à Angers. Il le reçut, sorti de sa compagnie, qui ne voulut pas participer au pillage. La cupidité fut la cause de sa mort. — Ce détachement fut témoin, aux Ponts-de-Cé, de plusieurs exécutions militaires sur les Vendéens. Dans cette cruelle guerre, les républicains ne faisaient point de prisonniers : dès qu'il avaient pris un homme, il était fusillé. Un grand nombre de malheureux colons de la Vendée avaient été amenés aux Ponts-de-Cé. On les faisait mettre à genoux et on leur ordonnait de crier *Vive la République !* Peut-être bien leur attachement à Louis XVI, mais

(1) Il y périt un grand nombre de Parisiens, qui étaient arrivés depuis quelques jours. Chemillé fut mis au pillage ; il était riche en toile, en mouchoirs.

certainement celui qu'ils avaient pour leur religion, que le Gouvernement avait détruite, ne leur permettait pas de faire ce cri d'assentiment. Ceux-ci ne voulurent donc pas crier *Vive la République* ; ils furent fusillés successivement, et on les jeta par-dessus le parapet dans la Loire. Ils arrivaient comme des moutons, l'un après l'autre, sur le même pavé, et, après avoir fait le signe de la croix, sans se plaindre, ils recevaient le coup de fusil. Tel a été le rapport fait par le citoyen Androuin chez le citoyen Ducan, étant précepteur de ses petits-enfants. La vérité veut que nous disions que les Vendéens se contentaient de couper les cheveux à leurs prisonniers et de les renvoyer ensuite. La Flèche en a vu un certain nombre revenir ainsi sans chevelure. Il eût été de la justice de traiter également les prisonniers Vendéens.



Les royalistes se portèrent sur *Saumur*, le 9 juin 1793. Le général Santerre défendait cette place avec une force imposante. Les royalistes ne craignirent pas cependant de l'attaquer en plein midi. Leur attaque dirigée sur trois points fut si vigoureuse, qu'en moins de deux heures ils parvinrent au milieu de la place (1). La garde nationale et la garnison s'enfuirent par tous les chemins qu'elles trouvèrent ouverts. Cette armée fut tellement dispersée, que le général Santerre, croyant qu'elle avait pris le chemin de La Flèche, arriva dans cette commune au matin, et, chose qui ne peut être croyable qu'aux Fléchois qui l'entendirent, ce général demanda tout bonnement : *N'avez-vous point vu mon armée ?* Il descendit au *Lion d'or*. L'hôtesse lui fit un accueil distingué, dû au premier abord d'un pareil uniforme ; mais l'ayant entendu nommer Santerre : *Quoi ! c'est vous qui avez fait tuer le Roi ? Ah ! retirez-vous d'ici !* Elle dédaigna de prendre un écu de 6 livres qu'il avait mis sur la table pour payer un bouillon. Il fut déjeuner chez le citoyen Beau fils, médecin. Bientôt il repartit pour quêter son armée.

La prise de Saumur, cet ancien boulevard des calvinistes, étonna et surprit tout le monde. La terreur devint générale et se répandit jusqu'à Paris, où on appela des forces, comme on fit lorsque le roi de Prusse arriva à Châlons (septembre 1792). Les royalistes avaient du courage, ils étaient Français, mais ils ne surent pas profiter de leur victoire. Au lieu de marcher sur

(1) Avec très peu de perte. Cependant Dommagné, capitaine de cavalerie, y fut tué. Sa femme, qui était restée tranquille à Malicorne, fut traitée en prison, au Mans, malgré un état de maladie qui faisait craindre pour sa vie.

Paris, par Orléans, ce qui leur eût été facile, ayant leur droite toujours défendue par la Loire et de là, gagnant par les forêts, ils eussent arrivé sans aucun empêchement sur cette capitale et y eussent entré. Mais ils s'arrêtèrent à Saumur, s'y rafraîchirent pendant cinq à six jours.

Ce séjour inquiéta beaucoup les Fléchois. On pensa que l'ennemi pourrait bien prendre le parti de marcher sur Paris et qu'alors il se diviserait en deux colonnes à cause des vivres. Il était naturel de croire qu'une de ces colonnes prendrait sa route par La Flèche. Un soir, sur les 9 heures, le bruit se répandit que les *brigands* arrivaient (car c'est ainsi qu'on appela ces hommes que l'on fut piller et tuer chez eux ; cette dénomination porta son impression dans les esprits du peuple). Les administrants s'assemblèrent pour délibérer sur le parti qu'il y avait à prendre. Un certain nombre de citoyens se rendirent à ce conseil, où on posa ainsi la première question : *Fera-t-on résistance ?* Tout le monde répondit négativement. Voici la seconde question : *Ira-t-on au-devant des vainqueurs leur faire acte de soumission, afin de se les rendre propices, ou les administrants resteront-ils dans cette salle et les citoyens retirés chez eux ?* Plusieurs individus, même très marquants dans la Révolution, tels que Jamin, répondirent qu'il fallait envoyer une députation à l'entrée de la Beufferie, pour leur faire hommage. Etourneau, officier municipal, s'opposa à cette mesure et dit qu'une telle démarche était trop humiliante, il fallait que les administrants restent toute la nuit dans cette même salle, il fallait seulement illuminer les fenêtres afin d'éviter le désordre. Cette opinion prévalut et fit honneur à son auteur, même dans l'esprit des aristocrates, tant il est vrai que l'homme à caractère est toujours estimable.

Cette terreur ne fut que panique. La nuit se passa tranquillement. Bouchet, ancien officier de fortune de carabiniers, (royaliste au fond du cœur), commandait la garde nationale. Il se crut obligé de prendre des renseignements sur l'armée des royalistes. Il choisit à cet effet Legout-Devau, ancien chartreux, et Malherbe, ci-devant élève de l'Ecole militaire. Ces deux émissaires se rendirent à *Saumur*, y entrèrent comme voyageurs, prirent langue avec les habitants de cette commune, qui leur firent l'aveu qu'ils n'avaient à se plaindre d'aucune violence. Ils communiquèrent même avec des officiers, qui leur firent entendre que le dessein de l'état-major n'était pas de s'éloigner de la Vendée, parce qu'ils espéraient des secours

puissants de l'Angleterre par la mer qui borde ce pays, et surtout parce qu'ils attendaient par cette voie M. d'Artois.

Ces deux émissaires de retour, Bouchet communiqua à la municipalité la mission dont il avait chargé Devau et Malherbe et il en fit connaître le résultat. Quoiqu'il fût satisfaisant, un certain nombre de républicains blâmèrent Bouchet et lui imputèrent des desseins de trahison. Cette affaire parut assoupie, mais dans le temps de la vigueur des clubs elle fut réveillée. Bouchet fut près d'être mis en arrestation. Il tomba malade de chagrin et mourut (1). Malherbe, qui n'était point habitant de La Flèche, l'avait quittée et s'était précipité dans un puits, par suite d'un amour dédaigné. Devau fut seul mis en état d'arrestation ; on sait qu'il s'en est heureusement tiré et on connaît le reste de ses aventures, de sa haute fortune et de sa décadence (2).

Ici se trouve la place d'une anecdote assez singulière. Le jour de la Saint-Jean 1793, sur les sept heures du matin, arrivèrent au galop cinq royalistes, le sabre à la main et criant *Vive le*

(1) Bouchet était un officier parvenu du corps des carabiniers, homme loyal, couvert de blessures qui lui avaient mérité la croix de Saint-Louis. Il épousa la sœur de Beauvais, médecin, belle et aimable personne, morte un an avant son mari.

(2) Legout-Devau, prêtre, chartreux à Nantes, né à La Flèche, arriva chez ses respectables père et mère au commencement de la Révolution. Il avait juré, puis s'était rétracté. Il vécut premièrement d'une manière très décente. Je lui ai entendu dire plusieurs fois qu'il ne pouvait admettre un serment qui détruisait la hiérarchie ecclésiastique, une constitution qui anéantissait les vœux monastiques. Cet homme voulut se mêler des affaires publiques. On croit même que ce fut lui qui proposa à Bouchet de faire le voyage de Saumur, qui par la suite a occasionné son arrestation, Garnier (de Saintes), qui n'aimait pas le sang et qu'on connaissait pour tel, fut sollicité en sa faveur. Il répondit que tout ce qu'il y avait de mieux à faire, était de laisser cublier cette affaire. Le temps, en effet, amena sa détention, lorsque la violence du jacobinisme se relâcha. Devau eut la maladresse de se brouiller avec sa famille ; il ne rentra point dans la maison paternelle. Il se jeta dans le commerce avec quelque acquêt que lui prêta M. Delorme et qu'il lui a mal rendu. Ce fut alors que cet individu montra combien il était naturellement intrigant, sous les dehors d'un homme tranquille, et combien il avait les passions vives sous les apparences d'un homme pesant. Il voyagea en Allemagne, en Suisse et fit des affaires avec le Gouvernement pour des aciers, etc. Il devint millionnaire. Alors il épousa, à l'âge de 45 ans, une jeune personne, qui était dans la détresse par l'inconduite de la mère. Ces deux femmes ont ruiné Devau, mais il a contribué lui-même à sa chute par un luxe étonnant. Il est venu à La Flèche deux fois. A la première, il allait à Nantes pour son commerce ; il en apporta une immensité prodigieuse de poissons de toute espèce. Un Ministre de la Marine n'eût pas mieux regalé, lorsque Devau donna un dîner auquel je participai. Cet homme singulier avait le talent de faire les pièces les plus délicates au tour ; il s'était perfectionné dans cet art, étant moine. Il est aujourd'hui séparé de sa femme dans le pays étranger.

Roi ! Ils vont droit à la municipalité et ordonnent, de par le Roi, de disposer à l'instant des vivres et des logements pour 15.000 hommes, faisant partie de l'armée qui s'était emparée d'Angers. Les officiers municipaux furent terrorisés, mais ne crièrent pas *Vive le Roi !* Ils répondirent qu'ils feraient tout ce qu'ils pourraient dans cette occasion. Les cinq royalistes se portèrent aux prisons, d'où ils firent sortir un pauvre hère, qui avait été pris caché dans un moulin. Ils furent au collège, où il y avait un dépôt de chevaux ; ils en choisirent un pour monter leur nouveau camarade. Després, très chaud révolutionnaire, était chargé de ce dépôt ; il en fit grandement les honneurs, arbora la cocarde blanche et fit présent d'un guidon blanc, etc. Toute la ville était dans la plus grande agitation. Ces six royalistes la parcouraient, faisaient crier *Vive le Roi !* à tous les groupes qu'ils rencontraient. Picouveau, excellent patriote, homme honnête quoiqu'il ait été du comité révolutionnaire, arbora la cocarde blanche ; cette faute ne lui a jamais été reprochée, tandis qu'elle a été la cause de la détention du D^r Latour, homme âgé de 80 ans. Les six royalistes se rendirent au *Lion d'or*, mangèrent un morceau et repartirent. Leur chef était un sous-lieutenant de dragons, qui avait ci-devant demeuré à La Flèche (Meignan). Il y a lieu de croire que cette bravade était l'objet d'un pari avec ses camarades.



Les insurgés ne restèrent que quelques jours à Saumur, d'où ils enlevèrent beaucoup de provisions de guerre et de bouche. Ils dirigèrent leur marche sur *Angers*, et ils y entrèrent encore avec plus de facilité qu'à Saumur. Ils établirent de nouveaux fonctionnaires publics avec la cocarde blanche. Plusieurs de ces nouveaux administrateurs reprirent les marques de décoration qu'ils portaient dans l'ancien régime. M. Legouz, ancien major du régiment du Roi, reparut avec son cordon rouge. C'était une démarche précipitée et irréfléchie. Les républicains ont fait payer de leurs têtes cette imprudence à ceux qui l'avaient commise. L'armée royaliste était si puissante que ses partisans croyaient qu'elle rétablirait le trône et qu'en attendant les chefs prendraient dans chaque ville des otages, ainsi qu'il se pratiquait dans l'ancienne guerre civile. Mais ce fut une chose dont les insurgés ne s'avisèrent pas. Ils se contentèrent de délivrer quelques prisonniers, de faire sortir trois à quatre cents prêtres non assermentés, renfermés à la

Rossignolerie (1); puis, ils sortirent de cette grande et importante place pour rentrer dans l'intérieur de la Vendée.

Cependant ces incursions alarmèrent fortement le parti républicain. On crut qu'il fallait assembler une masse d'hommes si énorme, qu'elle écrasât en un moment les rebelles. En conséquence, on ordonna dans les départements environnants la levée de tout homme depuis 16 ans jusqu'à 60. Cette conception fut sans doute plus l'effet de la peur que de la raison. Cette masse composée de parties incohérentes devait s'écraser elle-même au premier choc, et c'est ce qui arriva dès qu'elle fut un peu ébranlée. Toute notre garde nationale, tous les paysans avec des fourches, des piques, des vouges, quelques mauvais fusils, partirent au milieu des pleurs de leurs femmes et de leurs enfants.

Arrivée aux *Ponts-de-Cé*, notre garde nationale fut chargée de faire une incursion dans l'île de Denée. On croyait y trouver des hommes et on n'y rencontra que des femmes, des enfants, des bestiaux. Le général Moulin ordonna que tout fût enlevé et traduit à Angers.

La place des Fléchois était marquée dans les dispositions de cette grande bataille. On lui réservait une hauteur vers le Pont-Barré. Mais ici la Providence les sauva pour la seconde fois d'une occasion où ils devaient tous périr.

Le feu de l'insurrection était allumé du côté de Ballon (Sarthe). On demanda en hâte une troupe alerte et sur laquelle on pût compter pour la bravoure et la bonne conduite. Les Fléchois furent désignés. Alors le poste de la hauteur du *Pont-Barré* fut confié à la garde nationale de Châteaugontier. Ce poste était important parce qu'il protégeait la masse qu'on devait faire entrer par ce pont dans la campagne qui entoure Saint-Lambert-du-Lattay. L'ennemi méprisa la masse, la laissa avancer et attaqua les Castrogontériens, qui, quoique secourus vaillamment par l'élite de la garde nationale d'Angers, de différents pelotons d'infanterie et de plusieurs corps de cavalerie, furent taillés en pièce, de manière qu'il périt plusieurs centaines de pères de famille de cette commune et un très grand nombre de celle d'Angers. Un corps de 300 hommes de la garde nationale de Chartres, qui avait passé à La Flèche trois jours auparavant et qui nous avait paru composé de bons bourgeois, fut écrasé. La masse sur laquelle on avait tant compté, s'ébranla d'elle-même en reculant aux premiers coups de

(1) Il n'y avait que 134 prêtres enfermés à la Rossignolerie, aujourd'hui le Lycée (*Anjou historique*, XXI, 88).

canon. Les hommes tombèrent les uns sur les autres, se blessèrent, se tuèrent avec leurs propres armes et s'étouffèrent en grand nombre au défilé du Pont-Barré. Une nuit d'horreur termina cette fatale journée (19 septembre 1793). Un grand nombre d'individus se noyèrent dans la petite rivière du Layon, d'autres succombèrent dans les fossés, d'autres par la faim et l'épuisement. D'autres s'égarèrent et n'ont rentré dans leurs foyers que 8, 10, 15 jours après (1).

Pendant que cette affaire se donnait, il y avait à La Flèche depuis deux jours un corps de hussards (eh ! pourquoi ne le faisait-on pas avancer ?). Quelques-uns de nos malheureux paysans qui croyaient se trouver parmi des amis en arrivant à La Flèche, manquèrent d'être coupés en morceaux par cette troupe, qui les traita de lâches et leur imputa la défaite de la masse.

Chaque jour, on en voyait passer les débris. Chaque individu avait l'air d'un spectre et mourait de besoin. A la vérité, les communes avaient envoyé des chariots avec du pain, mais ces chariots furent pris par l'ennemi. Ils furent encore la cause de la perte d'un grand nombre d'hommes, par l'embarras qu'ils occasionnèrent dans les chemins.

Le malheureux commandant de la garde nationale de Chartres reparut seul à La Flèche. Cet homme gémissait, sanglotait et ne pouvait proférer que ces mots : *Que vais-je dire ? Que vais-je répondre à tant de femmes, à tant d'enfants que j'aime et qui m'aimaient, lorsqu'ils vont me redemander leurs maris, leurs pères, moi qui ai été le premier à les engager à venir dans la Vendée ? Ils sont presque tous morts, et le reste est dispersé. J'ai suivi dans la déroute générale ce chemin par hasard, me trouvant avec un groupe d'hommes qui l'avaient pris peut-être aussi par hasard !*

Ce funeste événement fit la plus grande sensation à la Convention nationale. Thirion, l'un des représentants du peuple, fut envoyé dans la Vendée. Il crut devoir commencer ses expéditions par brûler le cœur de Henri IV (28 septembre 1793) et nous laissa ces mémorables paroles : « L'Assemblée nationale est dans la résolution d'employer de grandes forces pour réduire les Vendéens ; mais si elle ne peut y parvenir, elle abandonnera le pays insurgé, qui se gouver-

(1) Ce retardement fut un temps de désespoir pour une infinité de femmes et d'enfants qui croyaient leurs parents morts. A leur retour, ils racontèrent la mort de plusieurs de leurs connaissances et réalisèrent le deuil de quelques familles.

nera à sa manière. J'en suis vraiment fâché, mais il y a lieu de croire que vous y serez compris... Ah ! malheureuse Vendée, elle seule est capable d'opérer une contre-révolution. » J'ai entendu ces dernières paroles de mes propres oreilles (1).

Les troubles qui s'étaient élevés du côté de Sablé, s'apaisèrent d'eux-mêmes, et notre garde nationale rentra après un mois d'absence. Rojou eut le bonheur d'être nommé sergent-major et n'eut d'autre service que de distribuer la paye, qui était de 40 sols par jour, somme excessive, mais le Gouvernement voulait que la cupidité lui fournît des soldats. Il permettait même le pillage. Les dragons désolèrent les environs de Sablé.



L'armée vendéenne, commandée par La Rochejaquelein et d'Autichamp, passa la Loire à quatre lieues d'Angers (18 octobre 1793). Elle était composée de 80.000 individus, dont 50.000 combattants, sur lesquels 30.000 étaient d'excellents guerriers. Le reste était composé de vieillards, femmes, enfants et prêtres. Parmi ces derniers se trouvaient ceux qui avaient été tirés de la Rossignolerie. (On a donc eu tort de faire un crime à plusieurs prêtres des environs de La Flèche d'avoir suivi les Vendéens; que fussent-ils devenus s'ils n'avaient pas suivi l'armée catholique ?) On ne sera pas surpris du grand nombre de femmes, de vieillards et d'enfants qui étaient à la suite de l'armée royaliste; on avait brûlé leurs maisons, et leurs personnes étaient souvent massacrées; on a vu des soldats républicains éventrer des femmes grosses.

Cette armée traversa la Bretagne, la Normandie et arriva devant *Granville*. Elle fut repoussée de devant cette place; et désespérant de pouvoir la réduire, elle prit sa route par *Vitré*, *Laval*, *Sablé*, ayant toujours à sa poursuite la garnison de Mayence. Lorsqu'elle fut arrivée à Sablé, nous ne doutâmes

(1) Les terribles paroles de Thirion furent un coup de foudre pour tout le monde. Il était réellement un oracle de mort, de destruction. Elles étaient un souffle de feu qui annonçait un incendie universel. En effet, nous eussions subi le même sort qu'a éprouvé la Vendée, où on a brûlé toutes les fermes, passé au fil de l'épée les hommes, les femmes et les enfants. Plusieurs citoyens prirent le parti de fuir au loin. Déjà un grand nombre d'habitants d'Angers étaient passés par La Flèche, les uns à cheval, les autres en voiture. Je m'occupai de ce projet et songeai à gagner le milieu de la France vers Moulins, Bourges. Je songeais quelquefois à acheter une grande voiture et deux chevaux pour mettre ma femme et mes enfants. Mais j'avais peu d'argent, et on a peine à abandonner sa maison, son mobilier. Je restai donc avec ma famille et le Ciel prit soin de nous. Il nous a préservés tous de la mort, même des blessures.

pas qu'elle vint à *La Flèche*. Le district, la municipalité, le Comité révolutionnaire firent les préparatifs pour fuir et se mettre en sûreté. Notre garde nationale prit le même parti, étant trop faible pour résister à un pareil nombre. Dans cet instant où chacun songeait à sa sûreté, le patriote Germont, qui était du Comité révolutionnaire, se lamentait et criait à ses collègues : « Ne prévoyez-vous pas que les détenus de la Visitation vont sortir ? Hâtez-vous de les faire enlever. Vite, des voitures. » Il fit commander les canonniers pour conduire ces prisonniers à Saumur. En conséquence, on vint me donner l'ordre pour les accompagner. La compagnie ne se forma point, les canonniers avaient pris leur parti, comme le reste de la garde nationale. Il me fut fort doux de faire comme mes camarades.

Mon gendre et moi partîmes le 9 frimaire an II (29 novembre 1793), lui à pied, moi à cheval, à sept heures du soir, avant-veille du premier dimanche de l'Avent. Je pensai que le pays entre Le Lude et Château-du-Loir était impraticable pour une armée, surtout dans cette saison, par la raison que les terres en sont argileuses, tels que Broc, Mayet, etc., où j'avais été appelé assez souvent pour donner les secours de ma profession. Nous couchâmes à *Thorée*. Le lendemain matin, nous apprîmes que la municipalité de La Flèche y avait passé la nuit ; nous la rejoignîmes. Je m'aperçus que Rojou avait de la difficulté à marcher, un de ses souliers le gênait. C'était un grand inconvénient dans pareille circonstance, ne sachant jusqu'où il faudrait aller. Je me déterminai à venir au galop lui chercher une autre paire, bien persuadé que les royalistes ne pourraient encore être à La Flèche, parce qu'ils n'étaient arrivés la veille à Sablé que sur les trois heures de l'après-midi.

L'arbre de la liberté était un grand mai qui se voyait de loin ; je le pris pour mon étoile polaire. En effet, si les royalistes eussent été dans nos murs, ils eussent commencé par l'abattre. Je l'aperçus toujours debout et arrivai en toute confiance à la maison. Je demandai promptement des souliers, une soupe aux choux, de l'avoine. On se mit en grand mouvement pour répondre à mes demandes. Ma femme eut affaire dans le voisinage. Deux minutes après, elle rentre et me dit : « Sauve-toi, mon ami ; ils sont au carrefour ! » Je saute sur ma cavale et fuis au galop. Je trouvai Bouju, l'apothicaire, et Leroy, teinturier, à cheval dans la Beufferie. En passant sur le pont des Carmes, j'avais jeté un coup d'œil vers le grand cimetière et avais vu une colonne dans le grand chemin. Je pressai mes deux com-

pagnons. A peine fûmes-nous à 400 pas dans le chemin du Lude, que nous vîmes deux cavaliers à manteaux blancs, sabre à la main, entrer dans le même chemin. Nous ne les craignons pas, ayant six coups à tirer contre eux quatre. Cependant nous continuâmes d'avancer et ils ne parurent pas avoir envie de nous poursuivre. Lorsque nous fûmes vers La Bruère, nous vîmes une colonne de cavalerie assez forte sur le grand chemin du Mans ; nous jugeâmes que ces cavaliers étaient destinés à éclairer les environs des villes où leur armée arrivait.

Nous rejoignîmes la municipalité, à qui je persuadai d'aller à *Broc*, où nous passâmes deux jours. Le troisième, on nous avertit que les insurgés avaient pris la route d'Angers. Alors nous repartîmes tous pour rentrer dans nos foyers, où il nous tardait d'arriver pour savoir le sort de nos femmes. En entrant dans cette ville, nous fûmes frappés par l'odeur la plus infecte : les rues étaient remplies d'ordures. Ces malheureux étaient atteints de la dysenterie, fléau qu'ils communiquaient partout où ils passaient. La fille aînée de Rojou, ma petite Caroline, âgée de 7 mois, en fut atteinte.

Ma femme et ma fille étaient excédées de fatigue, ainsi que la domestique. Douze cavaliers s'étaient emparés du logement de notre maison et en défendaient l'entrée à un plus grand nombre, afin d'être plus à l'aise. Ce fut inutilement que se présenta un homme qui, par ses vêtements quoique délabrés, annonçait quelqu'un de bien né ; il était intéressant par son âge, son épouse et deux enfants de 7 à 8 ans. Ma femme en fut vraiment émue. En entrant, ils assurèrent qu'ils ne feraient point de mal, mais ils voulaient être bien nourris. Ils se firent servir par les deux maîtresses et la domestique ; ils amenaient quelques camarades aux repas, mais ne leur permettaient pas de coucher. Ils burent une busse de vin rouge tout entière. Plusieurs demandèrent à échanger leurs chemises sales pour des blanches ; il fallut consentir à cet échange.

Dans l'intérieur de la ville, il n'y eut aucune violence commise envers les citoyens, mais les boutiques de quelques particuliers furent pillées, ou, si l'on veut, ils enlevèrent les effets qui leur convenaient, en donnant des bons à prendre sur Louis XVII.

Le prince de Talmond était le chef de cette armée. Son nom en imposait. Il engagea plusieurs personnes à se lier à sa destinée. Tels furent M. Giroust et sa femme, M. et M^{me} Longlai (Les deux premiers étant pris ont été fusillés à Nantes, les deux autres se cachèrent après l'attaque du Mans et ont été amnistiés

à la paix) (1). La maison Devau logea presque tout l'état-major avec le prétendu évêque d'Agra. Le célèbre abbé Bernier ne parut jouer aucun rôle; il logea chez de petits particuliers. M^{me} Devau s'aperçut qu'il y avait peu d'accord entre les chefs. Tout le monde sentit qu'il régnait aussi beaucoup de mésintelligence dans le corps de l'armée. De plus, elle n'était point divisée par régiments, par compagnies. Quand il était question d'aller au combat, chaque soldat se rangeait auprès du premier qui se présentait. Cependant ils avaient quelques sous-officiers, mais qui ne paraissaient avoir de fonction que pour maintenir une certaine police. Quelques déserteurs avaient apporté leur uniforme, tout le reste était en habit de paysan ou de petit bourgeois. La cavalerie était en général bien montée, parce que les chevaux du Poitou sont bons. L'artillerie était composée de 30 pièces de canon du calibre de 4. De Marigny, que j'avais connu à l'École militaire pour un bras et qui avait conservé son caractère, la commandait. MM. La Rochejaquelein et d'Autichamp étaient les généraux; ils méritaient de partager ce grade par leur bravoure, leur honnêteté et leur intelligence.

Pendant leur séjour, les royalistes abattirent l'arbre de la Liberté, brûlèrent des papiers, des registres précieux, ouvrirent les portes de la Visitation où plus de 300 personnes de tout rang, de tout âge, de tout sexe, tant de la ville que de la campagne, étaient renfermées par le Comité révolutionnaire, parce qu'elles avaient la réputation d'aristocrates. Les royalistes emportèrent de La Flèche des habits neufs, des balles, de la poudre, que le district dans son épouvante avait oubliées dans la maison des Carmes, où il tenait ses séances. Ils emmenèrent un assez grand nombre de jeunes paysans qui avaient été persécutés par les enrégés, ainsi que Jean Tresneau (2).

(1) M. Berthelot de la Durandière fut contraint avec violence par son propre fils de suivre les royalistes. Si les autorités eussent eu le courage d'attester qu'il n'y avait aucun fait d'incivisme à reprocher à ce citoyen et que son fils, dont l'immoralité était connue, l'avait forcé avec le pistolet, il eût évité la guillotine à laquelle il a été condamné à Angers (25 février 1794).

(2) Couchot, grenadier de la garde nationale, exerçant la profession de boucher, frère de l'abbé Couchot, jureur, neveu des Couchot, aristocrates, allant chercher des veaux, rencontra une vendéenne à Bazouges. Tout le monde marchait armé. Il tire lâchement son sabre contre cette femme, restée en arrière depuis quelques jours, et lui coupe le bras. Le Ciel a puni ce forfait. Couchot allant à Angers quelques années après avec sa fille, fut attaqué au bras du charbon, qui le fit périr en 24 heures. Ce malheureux eut toujours l'air que Caïn nous semble avoir eu après le meurtre d'Abel, celui de se reprocher son crime. En vain voulait-il étouffer ses remords par ses déportements patriotiques, par des libations avec ses frères et amis jacobites,



Cette armée se reporta sur *Angers*, où elle crut pouvoir entrer comme la première fois qu'elle s'y était présentée. Mais les républicains y avaient mis une forte garnison et disposé les dehors de la place de manière à soutenir une attaque. Les royalistes échouèrent et perdirent un grand nombre d'hommes dans cette entreprise (*3 et 4 décembre*). J'ai vu assurer à un homme fort instruit que s'ils eussent soutenu leur attaque une heure de plus, la ville se serait rendue, faute de poudre.

Désespérés de n'avoir pas réussi dans leur projet, accablés par la fatigue d'une route de plus de 150 lieues, dans laquelle ils avaient souvent manqué de vivres, presque toujours été au bivouac dans une mauvaise saison, attaqués par la dysenterie et continuellement harcelés par la garnison de Mayence, telle était la position des royalistes. Il semble qu'alors leurs chefs perdirent la tête. Ils ordonnèrent de marcher sur *Baugé*, et le 7 décembre ils se reportèrent sur *La Flèche*. C'était une grande faute. Ils avaient tout plat pays à passer et pareille campagne aux environs de cette ville, conséquemment plus exposée aux attaques. Ils auraient dû se porter à Saumur, qui était moins fortifié qu'Angers; ils auraient pu s'y rendre par la levée, dont la campagne est très fertile, et un de leurs côtés eût été à couvert.

Dès qu'on sut que l'ennemi était à *Baugé*, on coupa la grande arche du pont des Carmes, on se disposa à faire une vigoureuse résistance, quoiqu'il n'y eût que trois à quatre cents hommes de troupe avec notre garde nationale. Le général Chabot la commanda, sous les yeux de Garnier (de Saintes), représentant du peuple.

À une heure après-midi, l'avant-garde ennemie arriva. On lui fit résistance sur le pont pendant deux heures. Le citoyen Monnier, lieutenant des canonniers, y fut blessé d'une balle dans la main; le citoyen Rétif père eut une jambe transpercée d'une balle. Le gros de l'armée ayant rejoint l'avant-garde, l'attaque devint irrésistible (1). (Nous partîmes, Rojou et moi, sur la fin du jour et nous mîmes la Sarthe entre les Vendéens et nous.) Garnier (de Saintes) le sentit bien et partit à franc étrier pour Le Mans. Chabot ordonna la retraite, et on suivit la route que traçait le représentant. Il était bien temps, car l'ennemi fut

(1) Ils trouvèrent une poutre dans la Beufferie, il coupèrent des peupliers près le Pont-Neuf. Ce fut avec ces pièces de bois qu'ils rétablirent le passage du pont.

passer la rivière aux moulins de la Bruère et des Îles et eût enveloppé notre troupe. Il dépassa aussi la rivière au moulin des Pins, de manière qu'il afflua dans la ville par le chemin du Mans et celui d'Angers avec la promptitude d'un torrent. (On aurait dû prévoir ces passages, auxquels on ne pouvait s'opposer, n'ayant pas assez de monde, et on aurait dû sentir qu'il était inutile de couper l'arche et d'exposer la ville à être prise d'assaut). Plusieurs citoyens furent surpris. Gasnerie, maître de pension, fut tué sur le marché au blé, Brossier, cordonnier, sur le pont des Capucins, où son cadavre resta deux à trois jours dans la boue, Baudrier, architecte, dans le parc des Dames, Allory fils, maçon, dans la rue Puet, etc. Dubois, perruquier, reçut 6 à 7 coups de sabre sur la tête et un qui lui coupa la moitié du nez. Un autre fils Allory en reçut un sur le front, qui pénétra jusqu'au cerveau. Mon voisin Guaiche, serrurier, Hérisson, perruquier, et sept à huit autres furent pris vers la Transonnière. Les royalistes les désarmèrent et les emmenèrent en prison. Un Conseil de guerre fut tenu à l'instant et ils furent condamnés à passer par les armes. M. de Biré, retiré (infirme) major du régiment de Bretagne, fut implorer la clémence des chefs : il eut beaucoup de peine à les fléchir. Cependant il obtint la vie de ces citoyens, qu'ils étaient condamnés à perdre sur le pont de la résistance.

La Flèche avait été prise de vive force. Quelques officiers et des soldats déserteurs de la République demandèrent le pillage de la ville (1), et non pas l'incendie, comme on l'a dit. La Rochejaquelein et d'Autichamp donnèrent l'ordre de fusiller celui qui oserait prendre au delà de ce qui lui était nécessaire pour la vie. Cet ordre eut son exécution sur deux pillards et la discipline fut maintenue. Cependant les insurgés ne laissèrent pas de commettre des excès (2) dans les caves, comme au précédent passage, et aussi dans les boutiques de nos marchands, à qui ils laissèrent des bons sur Louis XVII. Un chirurgien vint chez moi demander des instruments pour ses blessés et les

(1) C'est le droit de la guerre quand les habitants ont pris les armes. D'ailleurs, on avait pillé à Chemillé et dans presque toutes les villes de la Vendée. (*Note de l'auteur*).

(2) Les chefs des royalistes, peut-être irrités par leur mauvaise fortune, mal disposés par les propos du citoyen Lelong, maire de Bauge, firent chercher les officiers municipaux de La Flèche. Ne les ayant pas trouvés, ils s'emparèrent de leurs femmes et les firent mettre en prison. Quelques personnes prétendent que pour la première fois ils voulaient avoir des otages afin de se garantir d'un mauvais traitement d'un ennemi vainqueur. Cependant M^{me} Devau et toutes celles qui avaient été en arrestation, furent en députation chez le prince de Talmond et obtinrent la liberté de ces citoyennes.

emporta; il en prit en argent, qui ne lui pouvaient être nécessaires. Les chefs eurent l'attention de se transporter plusieurs fois chez différents particuliers pour répondre à leurs plaintes et rétablir l'ordre. Nous devons leur conserver une éternelle reconnaissance de nous avoir sauvés du sac de la ville. Les mêmes cavaliers qui avaient logé à la maison, y étaient revenus et se conduisirent de même. Ma cave et ma basse-cour furent épuisées.

On dit qu'ils firent une exécution militaire sur le port Luneau. Le citoyen Lelong, ci-devant lieutenant général au siège de Baugé, puis maire, ayant montré un civisme excessif et tenu des propos imprudents aux chefs, fut amené à La Flèche et fusillé. Personne n'a de certitude sur le lieu de l'exécution; mais ce qu'il y a de certain, c'est que ce citoyen fut enlevé par les royalistes et qu'il n'a pas reparu.

La Flèche étant sans consommations, l'ennemi fut obligé de quitter cette ville.

Le très brave Westermann s'avancait de nouveau avec une troupe particulièrement composée de deux anciens régiments Armagnac, Aunis, de chasseurs et de hussards. Un grand nombre de trainards furent tués dans nos rues et dans le chemin de Clermont. Dans l'un et l'autre endroit, ils ne laissèrent pas de faire une forte résistance, surtout dans la rue de la Sarthe et le faubourg des Capucins.

A un demi-quart de lieue du bourg de Clermont, il se passa un événement digne d'être cité pour les lâches. Un paysan, chez lequel deux religieuses étaient venues se réfugier, excédées de froid et de fatigues, ayant aperçu des hussards qui passaient sur le grand chemin, dont la maison n'était pas éloignée, court à eux, leur faisant signe de venir. Les ayant abordés, il leur dit : « Venez chez moi me délivrer de deux c... de religieuses ! » Les deux hussards arrivent et tuent inhumainement ces deux infortunées créatures. Ce meurtre fut vengé l'année suivante par un autre meurtre. Les Chouans vinrent une nuit faire lever cet homme, sous prétexte de vouloir manger chez lui, comme ils le pratiquaient chez tous les colons : ils entrent et lui déclarent qu'ils vont le mettre à mort dans son jardin, sur la fosse même où il avait enterré les deux religieuses. En vain, la femme, les enfants demandent la vie de celui qui gagnait la leur : cet homme fut fusillé au lieu désigné.

Voici un autre anecdote à peu près semblable. Je la rapporte encore pour les méchants. Une femme des environs de Clefs (j'ai appris le fait sur les lieux) ayant chez elle à se chauffer

quelques Vendéens, accablés de fatigues, hors de combat, sort pour appeler les républicains. Elle s'avance assez loin avant d'en rencontrer. Elle en rencontre enfin : « Allez vite à cette maison, leur dit-elle (c'était la sienne), vous allez y trouver de ces brigands. » Les bleus arrivent, trouvent un homme qui à leur bruit sort sur le seuil de la porte : il est pris pour un Vendéen et reçoit un coup de fusil. Ce bruit avertit les royalistes qui se sauvent. La femme arrive et voit que c'est son mari qui a été tué !



Cependant le gros de l'armée des insurgés était aux portes du *Mans* et faisait la plus vive attaque. C'était celle de gens désespérés, qui sentaient derrière eux la troupe de Westermann. Le passage de Pontlieu était fortement défendu par une bonne artillerie et par une troupe assez nombreuse aux ordres du citoyen Desmares (natif de La Flèche), dont la bravoure a toujours été la même dans toutes les circonstances. L'artillerie des royalistes était supérieure. Pontlieu fut forcé et l'ennemi entra dans la place le 10 décembre 1793. Cette ville devint bientôt un champ de bataille ou plutôt de carnage. Westermann et quelques corps de jeunes gardes nationaux forcèrent les royalistes, après une résistance de trois jours, à sortir du *Mans*. Alors cette armée battue, mais non en désordre, prit le chemin de Laval et fut assez heureuse pour regagner la Loire.

Je revins dans mes foyers le troisième jour après la sortie des Vendéens. La Flèche était un lieu d'horreur. Les rues étaient teintes de sang, quelques fenêtres en étaient encore tachées avec des portions de cerveau (telles étaient celles de la Chaise du Cerf, où huit à dix hussards furent tués). Des cadavres de chevaux barraient encore le devant de quelques portes. Des hommes morts se rencontraient encore çà et là. Le spectacle le plus affreux se présentait autour de l'hôpital. La rue de l'Abreuvoir, celle de Saint-Thomas étaient encombrées de cadavres, au nombre de plus de quatre cents. Hommes, femmes, enfants, vieillards étaient entassés nus les uns sur les autres et offraient un spectacle d'autant plus hideux qu'ils étaient amaigris par la dysenterie, couverts de l'ordure de cette affreuse maladie, et que d'autres présentaient de cruelles blessures. Si en deux jours il périt quatre cents malades à La Flèche, qu'on juge de la perte immense que fit cette armée par la maladie dans toute sa route ! La cupidité avait poussé des femmes à dépouiller de leurs habits les morts, au risque de gagner la contagion. J'en fis l'observation à la municipalité,

qui publia qu'il fallait brûler ces vêtements. Cet ordre fut mal exécuté, et tant par cette cause que par la terreur et l'état de l'atmosphère, un grand nombre de femmes et de vieillards périrent dans l'espace de dix à douze jours (1). Je me donnai les plus grands soins pour désinfecter l'hôpital et pour faire enlever ces cadavres. Les fossoyeurs firent de grandes fosses, où ils les enterrèrent. Je m'aperçus qu'il n'y avait pas plus d'un pied de terre pour les recouvrir; j'obtins des ordres de la municipalité pour faire amonceler de la terre sur ces fosses, où on voit encore (1801) les vestiges vers la muraille qui longe le grand chemin.

Après l'affaire du Mans, on transporta dans notre hôpital et les infirmeries du collège quatre à cinq cents blessés. Lespine et moi fûmes occupés pendant une nuit et deux jours à extraire les corps étrangers, à réduire les fractures et faire les autres pansements. Un grand nombre de balles restées dans les chairs et les os étaient de différentes formes : elles avaient frappé contre les murs, les pavés, avant d'atteindre les soldats blessés. Quelques jours après, on les évacua sur Angers.

Les campagnes des environs, surtout celles de Clefs, furent infectées. La dysenterie s'y propagea avec violence. Cependant les malades s'en réchappèrent pour la plupart. Une fièvre maligne survint ensuite; elle approchait tellement de la peste, que ceux qui en étaient atteints étaient enlevés en 24 ou 36 heures. L'atmosphère avait été infectée par cette nombreuse colonne, dont la contagion était d'autant plus grande que des individus se répandaient çà et là dans les maisons où ils vivaient avec les paysans; mais cette atmosphère fut encore plus infectée par le nombre des cadavres, qu'on enterra trop tard et à trop peu de profondeur. Obligé de me transporter pour secourir les malades de la campagne, j'ai vu pendant quinze jours ou trois semaines des chevaux morts dans le milieu des chemins ou dans les fossés, des bras, des têtes humaines déterrés par les chiens ou par les loups. Le mal fût peut-être devenu une vraie peste si nous n'eussions pas été en hiver et si le ciel de ce pays n'eût pas été naturellement exempt de miasmes.

Il resta chez quelques particuliers des mourants. On trouva même des cadavres de quelques malheureux qui s'étaient

(1) M^{me} La Rousselière, religieuse hospitalière, et trois domestiques de l'hôpital furent enlevées d'une fièvre maligne. M^{lle} Lespine, sœur de mon confrère, s'étant charitablement déterminée à remplacer M^{me} La Roussardière, eut le même sort.

cachés ne pouvant plus suivre les leurs et qui avaient péri autant de maladie que de besoin. Huit à dix jours après la sortie de cette armée, le citoyen Roujou, apothicaire, en trouva un par hasard dans son grenier au foin. Dans les premiers jours, je trouvai une femme dans une armoire de l'hôpital, d'où elle n'avait pas bougé depuis 48 heures. J'osai à peine lui donner des soins, craignant de la découvrir aux hussards, mais ils l'aperçurent et la sabrèrent, toute mourante qu'elle était. — Cette troupe commit des horreurs. Un Vendéen était depuis 36 heures expirant sur une pailleasse au milieu de la salle. Un hussard tire son sabre et lui fend le crâne. Le domestique de M. Longlai qui l'avait suivi, mais qui était revenu ensuite de lui-même après l'affaire du Mans, fut mis en prison. La fièvre maligne s'empare de lui : on lui met les mouches à la hâte dans la prison. La municipalité qui en fut instruite, ordonna que ce malade fût transféré à l'hôpital. Le lendemain, il en est tiré et traîné sur le Port Luneau, où il est fusillé par quelques soldats sans chefs.

Terminons ces anecdotes par quelques traits consolants pour l'humanité. Plusieurs Vendéennes étaient parties à la hâte de chez les citoyens où elles avaient logé, et y avaient caché leurs enfants, les unes sous le lit, les autres ailleurs. Ces pauvres enfants eurent le bonheur de retrouver une autre famille dans la maison où ils étaient délaissés. Le citoyen Farcy, apothicaire, le citoyen Perrinet-Coqueret, le citoyen Couchot, boucher, méritent d'être nommés et de recevoir des remerciements de toutes les âmes honnêtes pour les soins paternels qu'ils ont pris de ces orphelins. Dans les campagnes, ces traits de charité, d'humanité ont eu lieu non seulement envers les enfants, mais envers des hommes, des femmes, des filles, des gens de tout âge; ils ont été nourris secrètement jusqu'au moment où la paix de la Vendée a été conclue (1795). Quelques-uns de ces individus sont rentrés dans leurs foyers, d'autres sont restés attachés à leurs bienfaiteurs et les ont servis longtemps pour tâcher de s'acquitter envers leurs bienfaiteurs.

C'est de cette manière que plusieurs prêtres sont demeurés dans ce pays. Tel a été le respectable M. Brault, prieur-curé de Baugé, homme distingué en Anjou par sa vertu et par sa science. Il fut tiré par les Vendéens de la Rossignolerie et ne put les quitter qu'à leur passage dans sa ville. Cette détention lui a occasionné une enflure, dont il est mort. Sa mémoire sera longtemps en bénédiction.

Après ces traits d'humanité, je porte malgré moi mon esprit

sur l'atrocité du citoyen Maloré, mégissier. Cet homme, poussé par une rage d'un caractère nouveau, coupa à un cadavre vendéen les parties que la décence ne permet pas de nommer, les travailla et les passa comme une peau de gant. Un jour Beau fils, le marchand (qui ne fut ni parent ni ami de Beau fils, médecin), voisin de Maloré, obligé par la prudence de s'en faire un ami ou au moins de traiter avec lui de manière à ce qu'il n'en éprouvât pas quelque fâcheux traitement, le pria à déjeuner avec un certain nombre d'honnêtes gens, qui n'osaient pas trouver mauvais un pareil amalgame : l'atroce mégissier tira de sa poche comme un trophée ou comme une gentillesse cette peau humaine et la montra avec le sourire des Marat et des Robespierre. Avant la Révolution, ce Maloré était un homme honnête. C'est un grand problème de morale comment Maloré, Beau fils le médecin, que j'ai connu écolier, puis apothicaire et que j'avais toujours vu doux, honnête, ce qu'on appelle bon-homme, et autres de nos habitants ont pu être dénaturés par le jacobinisme au point d'être aussi méchants, aussi pervers qu'ils se sont montrés. Dans les révolutions, de la vertu au crime il n'y a qu'un pas.

Dissolution de deux Sociétés à Baugé (1793)

Les Sociétés Populaires furent pendant la Révolution les « sentinelles vigilantes tenant l'avant-poste de l'opinion. » Baugé eut la sienne, comme les autres villes. Formée en 1790, elle prit le nom de *Société des amis de la Constitution* et, en juillet 1791, elle fut affiliée à celle de Paris. Mais il y avait, à Baugé, d'autres Sociétés *particulières*, qui continuèrent d'être florissantes, malgré l'établissement de la Société Populaire. Cette dernière ne put le supporter, et elle finit par obtenir leur dissolution.

A la date du 9 juillet 1793, le directoire du district de Baugé prit l'arrêté que voici : « Les deux Sociétés particulières de la ville de Baugé, connues sous le nom du *Petit-Mont* et de *Saint-Nicolas*, demeurent supprimées, et il est enjoint à la municipalité, au commandant de la garde nationale et au lieutenant de la gendarmerie nationale de Baugé de tenir, sous leur responsabilité, la main à l'exécution du présent arrêté. »

Aussitôt, les administrateurs du district et le procureur-

syndic de Baugé envoyèrent cet arrêté aux représentants du peuple pour être approuvé par eux. Ils s'exprimaient ainsi : « Depuis près de quarante ans, il existe dans la ville de Baugé une association d'environ cinquante individus, connue sous le nom de *Grande Société*. Depuis son établissement jusqu'à ce jour, elle s'est constamment attirée l'animadversion des autres citoyens. Vous n'en serez point surpris lorsque vous saurez qu'elle n'était et n'est encore composée que de ci-devant nobles, conseillers du roi, médecins, bourgeois vivant noblement, hauts financiers et avocats. Ce dernier ordre terminait la ligne de démarcation, et tout citoyen d'une autre profession, réunit-il d'ailleurs toutes les vertus et tous les talents, ne pouvait prétendre à l'honneur d'y être admis. Il n'y a pas d'exemple du contraire. Orgueil de la noblesse, morgue de la magistrature, insolence des richesses se trouvant réunis dans ce repaire, il n'est pas étonnant si le mépris le plus marqué pour les autres citoyens était le résultat de cette association monstrueuse courbée sous le joug du despotisme. Accoutumée aux vexations de toute espèce, cette précieuse classe du peuple ne pouvait que se plaindre en secret et n'osait lutter contre ses oppresseurs, qui réunissaient les pouvoirs civils et militaires. — Telle était la situation des habitants de Baugé au moment de la Révolution, et lorsque la Déclaration des Droits de l'Homme a paru. Connaissant leurs droits, ils se sont empressés de secouer un joug qui les comprimait depuis si longtemps. En 1790, une réunion de citoyens demanda une assemblée générale. Elle eut lieu, malgré tous les efforts de cette Société, qui s'agita en tous sens pour faire échouer ce projet. Le vœu des citoyens ne fut point équivoque. Presque à l'unanimité la dissolution de cette Société fut prononcée. Mais ces égoïstes ne pouvant se faire à l'égalité et perdre une suprématie qui flattait leur amour-propre, intriguèrent si bien auprès du département, où deux de leurs membres siégeaient alors, qu'ils parvinrent à faire casser l'arrêté de l'Assemblée générale de la ville, sous la condition de recevoir à l'avenir dans leur Société et suivant le mode ordinaire, les citoyens qui s'y présenteraient, quelle que fût leur profession. Fiers d'avoir remporté cet avantage, ils ont continué à marcher sur la même ligne et à méconnaître les droits de l'égalité. — En vain la Société Populaire de Baugé a-t-elle fait les plus grands efforts pour les rappeler à ce principe sacré. En vain leur a-t-elle fait les invitations les plus pressantes de se réunir à elle pour ne former qu'une Société de frères, tout a été infructueux. Ceux mêmes qui étaient de la

Société Populaire ont préféré la désertion plutôt que de renoncer à leur Société privilégiée. — Etrangère à tous ces débats, l'administration du district de Baugé aurait continué à garder le silence, mais les événements malheureux qui ont désolé le département de Maine-et-Loire, lui ont démontré que l'esprit public avait été corrompu à Baugé. Elle a dû croire alors au bruit général qui en accuse cette Société. Cette présomption est d'autant mieux fondée que plusieurs de ces sociétaires dénoncés à l'opinion publique comme des aristocrates enragés n'en ont point été exclus et continuent à y avoir une influence dangereuse. — Tous ces motifs, à l'époque si intéressante où l'Acte Constitutionnel va être soumis à l'acceptation des assemblées primaires, ont déterminé l'administration du district à prendre l'arrêté ci-joint. Nous vous prions d'approuver les mesures qu'il contient, et d'être persuadés que, fidèles à nos serments, nous resterons inviolablement attachés à la Représentation Nationale et à la République une et indivisible. »

Les administrateurs du district de Baugé écrivaient en même temps au directoire du département de Maine-et-Loire : « Nous vous envoyons un arrêté pris dans notre séance du 9, qui suspend provisoirement tout rassemblement dans deux Sociétés de Baugé. Les motifs qui nous ont déterminés à le prendre, sont consignés pour la plupart dans le réquisitoire du procureur-syndic. Nous vous prions d'approuver les mesures qu'il contient. L'esprit public est corrompu à Baugé ; le bruit général en accuse les membres de la Grande Société. Ce qu'il y a de vrai, c'est que plusieurs d'entre eux, dénoncés à l'opinion publique comme des aristocrates enragés, n'en ont point été exclus et y conservent une influence dangereuse. Cette mesure provisoire déjouera les calculs, à cette époque intéressante où l'Acte Constitutionnel doit assurer le bonheur de tous les Français et affermir sur des bases inébranlables la République une et indivisible. » (*Anjou historique*, XVI, 295.)

Dès le 10 juillet, les représentants Richard, Turreau, Bourbotte et Goupilleau, qui se trouvaient à Angers, approuvèrent l'arrêté pris par le district de Baugé, ordonnant « aux autorités constituées et à tous les autres de tenir la main à son exécution. »

De son côté, le directoire du département répondit, le 11 juillet, aux administrateurs baugeois : « Nous avons lu votre arrêté relatif aux Sociétés particulières de Baugé. Comme vous, nous croyons que, dans les circonstances présentes, ces sortes de rassemblements sont infiniment dangereux, et le salut public

exige leur suppression. Continuez à surveiller les malveillants. C'est le seul moyen de maintenir la tranquillité dans le district de Baugé et de déjouer tous les projets préjudiciables aux véritables intérêts de la République. » (L, *District de Baugé*.)

Muni de la double approbation des représentants du peuple et du directoire du département, le directoire du district de Baugé promulgua son arrêté le 12 juillet.

Mais les sociétaires ne voulurent pas obéir et continuèrent de se réunir en cachette. Le directoire du district se fâcha, et on lit dans sa délibération du 30 août 1793 : « Instruit que les membres des Sociétés du Petit-Mont et de Saint-Nicolas de Baugé, au mépris de l'arrêté du district du 12 juillet portant suppression de ces Sociétés, se sont permis de se réunir dans le lieu de leur ancien rassemblement, comme ci-devant ; considérant que cette transgression à un arrêté pris d'après la disposition formelle d'une lettre du département, pourrait avoir des suites funestes si elle n'était promptement réprimée, en ce qu'elle donne l'exemple de l'insubordination et tend à faire perdre à l'administration la confiance de ses administrés ; considérant que le vœu public demandait depuis longtemps la suppression de la Société du Petit-Mont, et que ce jour il vient de se manifester de la manière la plus énergique dans la *Société Populaire de Baugé* ; le directoire du district, en persistant dans son arrêté du 12 juillet portant suppression des deux Sociétés, enjoint au commandant de la garde nationale et au lieutenant de la gendarmerie de tenir la main à l'exécution pleine et entière de cet arrêté, même d'employer la force armée à cet effet, s'il est nécessaire, et, pour faire revêtir cet arrêté des formes légales, le directoire nomme Ledeux, l'un de ses membres, commissaire à l'effet de s'atourner vers les représentants du peuple pour leur représenter les différents arrêtés relatifs à ces Sociétés, et leur demander l'homologation de l'arrêté du 12 juillet, qu'il fera préalablement viser par le département. »

Le 1^{er} septembre, le directoire du département donna son visa, et le même jour le comité révolutionnaire d'Angers prenait l'arrêté que voici : « Vu l'arrêté des représentants du peuple, du directoire du département et du district de Baugé des 9, 10, 11, 12 juillet et 30 août 1793, portant suspension des rassemblements qui se font dans des maisons connues de Baugé sous le nom de Société du Petit-Mont et de Saint-Nicolas, ouf le citoyen Ledeux, administrateur du district de Baugé et commissaire nommé par cette administration, qui a

dit qu'au mépris des arrêtés ci-dessus les hommes suspects qui composent les susdits rassemblements, continuent d'en faire, ce qui allarme les bons citoyens, *arrête* : A compter du jour que le présent arrêté sera communiqué aux membres de cette Société, ils cesseront de s'assembler sous quelque prétexte que ce soit, et en cas de contravention le Comité requiert le citoyen Ferrières, commandant de la garde nationale, et le citoyen Moron, commandant la gendarmerie de Baugé, de saisir et amener six des membres de ces Sociétés et de les traduire sur-le-champ au Comité. »

La Société Populaire subsista jusqu'à la fin de la Convention.

Une autre Société baugeoise fut également dissoute sous le Directoire. Le 16 mars 1798, le commissaire du Directoire près l'administration centrale de Maine-et-Loire écrivait à son collègue près l'administration cantonale de Baugé : « Je reçois une lettre du Ministre de la Police, qui me charge de prendre les mesures pour dissoudre la *Société Littéraire* de Baugé. Je vous charge de requérir de votre municipalité la dissolution d'une Société qui compte dans son sein quelques patriotes à la vérité, mais comprimés par une immense majorité opposée au régime républicain. »

Le vandalisme jacobin dans le district de Saumur

Le 29 octobre 1794, un décret de la Convention demanda aux districts de rendre compte de l'état des bibliothèques et des monuments de sciences et d'arts, ainsi que des dégradations et dilapidations. A Saumur, les administrateurs du district demandèrent aux citoyens Hubert, Lamarre et Vilneau qui depuis le 26 mai étaient chargés d'inventorier les bibliothèques et les monuments de sciences et d'arts, de rédiger eux-mêmes une réponse pour la Convention. Le 11 novembre, les trois commissaires rédigèrent le rapport que voici :

Le district de Saumur est frontière de la Vendée. Il a plusieurs fois été ravagé et par les débordements des insurgés et par les dévastations de plusieurs de nos bataillons qui n'étaient rien moins que les amis de la patrie.

A la première invasion des brigands (Vendéens), il y avait

dans la maison du district de Saumur des dépôts précieux de livres, qu'on y avait déjà transportés. Tout y a été pillé et mis en pièces pendant leur séjour (9-24 juin 1793). Lorsque la ville de Saumur fut évacuée, il y entra une affluence d'étrangers, les émissaires des factions, qui s'emparèrent de nos Sociétés populaires et y érigèrent la destruction en principe. Dans une séance du soir, le pillage des temples fut décrété par ces chefs de parti, et le lendemain, à la tête de leurs satellites forcenés, toutes les statues furent mutilées, les tableaux lacérés et tous les monuments abattus. Un de nos concitoyens disputa au sabre un tableau de Champagne de la plus grande expression et du plus haut prix. Rien ne fut épargné dans ce jour de vertige (21 novembre 1793). Nous regrettons plusieurs tableaux d'Arnou et quelques statues de réputation. Cette fureur circula dans les campagnes et dans les villes voisines. Par une terreur artificieusement répandue, le sage et l'amateur craignit de défendre les monuments des arts, et l'ignorance trompée par des doctrines perfides crut servir la République en se prêtant à la destruction. Présumez tous les effets malheureux que cette tactique a dû produire, et ne soyez plus étonnés s'il ne reste plus ni monuments ni tableaux dans les villes de notre arrondissement.

Plusieurs bibliothèques assez considérables ont eu le même sort. Celle des Récollets de Doué, ville qui touche la Vendée, y a été détruite par nos soldats et les brigands. Nos commissaires à la recherche des livres n'y ont trouvé que de misérables débris de théologie et de sermons de cloître. Ce qu'il pouvait y avoir de meilleur est rongé par les rats ou mutilé par le sabre. Ils en ont conservé plusieurs ainsi marqués de la fureur de nos modernes Vandales, pour traduire à la postérité cette image des horribles moyens de la tyrannie. Le magnifique château de Foulon, bâti sur ce territoire, présente la même destruction. Il a servi tout à tour d'avant-poste aux deux partis. La guerre y a mis en ruine ses tableaux, ses sculptures, ses plus beaux monuments. On n'y trouve plus aucun vestige de son ancien éclat. Il n'y reste plus qu'une horrible solitude.

Avant le décret qui est venu au secours des sciences et des arts ainsi proscrits, la plupart des commissaires à la vente des meubles nationaux qui ne pouvaient pas en présumer les dispositions, ont mis indistinctement en vente les bibliothèques et tous les objets des arts qui s'y sont rencontrés. C'est par l'effet de ces premières opérations que les deux grandes bibliothèques des Augustins et des Bénédictins de Montreuil-Bellay n'existent

plus. Nous exigeons des notaires qui ont opéré ces ventes, de nous mettre sous les yeux leurs inventaires et leurs procès-verbaux, pour en reconnaître les acquéreurs et les faire revenir au Museum, en leur proposant le remboursement du prix de la vente. La bibliothèque de l'abbaye de Fontevault avait été ainsi aliénée, mais nous venons de la recouvrer. Nous avons mis à la recherche des autres des agents qui ne s'épargneront nullement pour les découvrir dans leurs caches les plus secrètes.

D'autres commissaires aux ventes des meubles nationaux ont entrevu que les livres pourraient un jour servir à l'instruction publique et alors ils les ont fait transporter dans les magasins du district. On est aujourd'hui occupé à en faire l'inventaire et à les tirer de la confusion. Mais partout les tableaux, les gravures, les instruments de musique et les machines ont été vendus. Il ne nous reste que peu de chose. L'ignorance qui ne voyait rien de scientifique dans ces objets, a pu confondre dans les lots et ventes et Rubens et les télescoques et les machines électriques. En rovisant les procès-verbaux de ces notaires de campagne, nous espérons recouvrer ce que le défaut de connaissance a pu ainsi confondre.

Enfin, au moment où le décret a fixé l'attention publique sur cette crise dangereuse des sciences et a intéressé à leur conservation les administrations, nous en avons aussitôt pratiqué les dispositions, en nommant promptement des commissaires pour aller à la recherche des arts ainsi méconnus et abandonnés. Ces agents, qui gémissaient depuis si longtemps sur cette fatalité, se sont livrés avec ardeur à leur défense, à leur réparation. Leurs travaux n'ont pas été infructueux et, quelque grande qu'ait été la destruction, ils ont recueilli en ouvrages de quoi composer une des bibliothèques les mieux assorties.

Dans les maisons des Bénédictins de Saint-Maur et de Saint-Florent près Saumur, ils ont trouvé les éléments de toutes les sciences, des ouvrages dans toutes les langues, et les sources les plus anciennes de l'histoire et de la philosophie. Les maisons d'émigrés restantes leur ont fourni les richesses de la littérature et de la philosophie moderne, avec la beauté des éditions, la délicatesse des vignettes et le choix des gravures. Le travail des commissaires abonde. Il ne nous manque pour achever notre bibliothèque qu'un local propre à cette destination.

Toutes les maisons nationales à Saumur forment à présent des magasins militaires, des hôpitaux, des ateliers d'armes et de salpêtre. Nous n'avons pu rien changer à ces institutions trop

liées aux intérêts de l'armée qui nous environne. Il ne reste à notre disposition que la maison des ci-devant Récollets, qui offre dans sa vaste capacité et dans ses jardins un local propre à la bibliothèque, au museum et aux institutions botaniques. Mais malheureusement cette maison a été dégradée par les bataillons qui y ont été mis en garnison ; ils en ont brûlé les portes, les boisures ; tous les vitraux sont brisés ; le toit en est ouvert, de manière que ce local n'offre aucune assurance pour en faire un dépôt.

Ce défaut d'asile oblige les commissaires à renfermer les livres dans des caisses, à mesure qu'ils les inventorient. Il n'y a que la bibliothèque de Saint-Florent qu'on nous a pressés d'évacuer, parce qu'un arrêté du Comité de Salut public convertissait cette maison en hôpital militaire. Alors ces livres qui venaient d'être arrangés, sont rentrés dans une nouvelle confusion. Il a fallu les charger avec promptitude dans des caissons et les déposer à la maison des Récollets, qui n'est défendue pour le moment que par quelques serrures que nous avons fait mettre provisoirement et par un gardiataire.

Nous ne savons quelle calomnie ténébreuse nous a présentés comme les ennemis des arts (31 août 1794, à la Convention). Nous articulons que nous avons tout fait pour eux. Les dévastations ont été faites par des fureurs que notre autorité n'a pu arrêter. Mogue, pourvu de pouvoirs illimités, a donné l'exemple de la destruction, en frappant à coups de sabre la sculpture de la tribune où il parlait. C'est lui qui a érigé le vandalisme en principe. (*Anjou historique*, XXII, 156).

Quant aux tableaux vendus à bas prix, ce tort n'est attribuable qu'à l'administration qui nous a précédés. Un nommé Raynon, de Varennes, dans ce temps administrateur et présentement émigré, les a livrés à l'encan, après que son faux savoir les eût rebutés. Ce qui nous reste dans les lettres et les arts est le fruit de notre vigilance, et les pertes de notre temps ne sont attribuables qu'à la fureur de la guerre et des factions, que la sagesse ne peut arrêter. (*Archives de Maine-et-Loire*, série Q.)

A la date du 15 décembre 1794, le district de Saumur envoya ce rapport au Comité d'Instruction publique et à la Commission exécutive, mais après lui avoir fait subir des modifications importantes.

L'évacuation des îles de Chalennes et de Rochefort (1794)

Le 20 février 1794, les Vendéens se présentèrent à Chalennes-sur-Loire. Le bataillon soldé prit la fuite. Quant aux habitants, ils se réfugièrent dans l'île dépendante de leur commune, abandonnant aux vainqueurs leurs domiciles et tout leur avoir. Dans la nuit du 2 au 3 avril, l'armée vendéenne fit une attaque pour essayer d'entrer dans l'île, mais elle fut repoussée ; alors elle mit le feu aux maisons de la ville. Au lieu d'envoyer des secours aux Chalonnais, Hentz et Francastel leur ordonnèrent d'évacuer les îles dans cinq jours et de se retirer à vingt lieues de la Loire. Voici les motifs de cet arrêté que les représentants du peuple prirent à Angers, le 10 avril : « Plusieurs habitants des parties du département de Maine-et-Loire infestées de brigands se sont retirés dans les îles de Chalennes et de Rochefort ; à la vérité, ces habitants sont en général reconnus pour de bons citoyens qui n'ont jamais pris part à la révolte ; cependant ils sortent fréquemment de leurs îles pour aller dans leurs foyers, soit momentanément, soit sous divers prétextes ; cet état de choses peut entraîner de grands inconvénients, en ce qu'il se peut que des malveillants et des traîtres se mêlent parmi ces habitants et entretiennent des communications avec les brigands (Vendéens) et même leur portent des secours. » On ne se pressa pas d'exécuter cet arrêté, qui concernait tous les habitants à l'exception, et la majorité des Chalonnais était encore dans les îles quand, le 8 septembre, les représentants Guyardin et Dornier mirent fin à l'exil des patriotes.

Le 4 décembre 1794, le district d'Angers adressa à l'un des Comités de la Convention Nationale un rapport qui donne des renseignements sur l'évacuation laborieuse des îles de Chalennes et de Rochefort :

Les représentants du peuple Hentz et Francastel en mission dans le département de Maine-et-Loire arrêtaient, le 21 germinal (10 avril 1794), l'évacuation des habitants des îles de Chalennes et de Rochefort et de ceux qui s'y étaient réfugiés, sous un délai de cinq jours, qui a été prolongé de huit jours par le représentant du peuple, Garrau, en mission à Nantes, et fixé au 4 floréal (23 avril).

Le 3 floréal (22 avril), le juge de paix de Chalennes réfugié dans la principale île de cette commune, instruisit le district d'Angers qu'il existait dans cette île beaucoup d'effets natio-

naux, appartenant ci-devant à des rebelles et contre-révolutionnaires, qu'il avait mis sous les scellés, et demanda s'il devait, ainsi que la municipalité et les habitants, évacuer dans le délai fixé par les arrêtés des représentants du peuple. Le district estima que les arrêtés des représentants du peuple devaient être exécutés; que le juge de paix devait laisser les scellés sous la responsabilité du commandant de la force armée en station dans lesdites îles, ainsi que tous les effets nationaux qui n'avaient pu être mis sous les scellés; qu'il devait remettre au district ces procès-verbaux; enfin qu'il convenait de nommer des commissaires pour faire conduire au magasin du district tous les effets des rebelles et contre-révolutionnaires, crainte d'une incursion dans ces îles de la part des brigands. Le 4 floréal (23 avril), l'avis du district ayant été confirmé par arrêté du département, des commissaires ont été choisis et envoyés dans les îles de Chalonnès et de Rochefort pour l'enlèvement des effets tant des contre-révolutionnaires qu'autres effets nationaux. Cette opération a été exécutée.

Le 21 prairial (9 juin), le citoyen Malbrault, l'un des commissaires, exposa à l'administration qu'il serait instant de faire récolter les riches moissons qui couvrent les terres abandonnées par les contre-révolutionnaires et rebelles, et de prendre des moyens pour la conservation de leurs bestiaux, d'autant que les municipalités avaient dû évacuer lesdites îles, au terme de l'arrêté des représentants du peuple. Le 22 (10 juin), l'administration du district donna son avis et estima qu'il devait être nommé quatre commissaires qui seraient chargés d'ameubler la récolte des contre-révolutionnaires et rebelles des îles, et qu'ils devaient être autorisés à y employer tous les bras nécessaires. Le département, par son arrêté du même jour, confirma l'avis du district, en ajoutant plusieurs articles réglementaires sur les moyens. Cet arrêté, sanctionné en partie le 24 prairial (12 juin) par les représentants du peuple Bourbotte et Bô, a été confirmé à l'entier par le représentant du peuple Bourbotte (21 juin).

Le 11 messidor (29 juin), les commissaires firent passer, conformément à l'arrêté du département, du 4 prairial, leur procès-verbal estimatif du prix des journées à payer aux citoyens qui seraient employés à faire la récolte. Le 14 (2 juillet), le district, dans son avis pour la fixation de ces journées, estima que les foins appartenant aux rebelles ou à ceux dont ils étaient fermiers, devaient être transportés au magasin militaire, sauf à ceux qui y prétendraient des droits à se pourvoir

au district. Le même jour, intervint un arrêté du département qui homologua cet avis.

Sur l'exposé de l'agent national que les commissaires demandaient s'ils devaient faire récolter les fruits des biens cultivés à titre de colonie partiaire par des patriotes dont les propriétaires étaient absents, d'après les considérations dont le détail est dans l'avis du district du 22 messidor (10 juillet), il fut estimé que tout citoyen patriote qui a cultivé cette année à titre de colonie partiaire des domaines dans lesdites îles, devait être autorisé à récolter les fruits sous la surveillance des commissaires, à charge par eux de fournir leur déclaration de la nature et qualité des domaines par eux cultivés et du nom de ceux qui les leur avaient confiés. Sur quoi, intervint un arrêté du département, le 23 (11 juillet), qui autorisa les commissaires à laisser récolter les fruits des terres données à colonie partiaire par les colons eux-mêmes habitants de la rive droite de la Loire et des communes adjacentes, en recevant seulement d'eux la moitié des produits, et, au surplus, ils tiendraient un état exact du produit de la récolte des terres cultivées à colonie partiaire par des citoyens de ces îles non émigrés, pour qu'en temps et lieu il leur soit rendu compte comme de propriétés à eux appartenant.

L'administration du district a reçu du département copie d'une lettre du représentant du peuple Bô en mission à Nantes, sous la date du 29 messidor (17 juillet), portant autorisation aux commissaires des îles de Chalonnes et de Rochefort de se servir des bras de ceux qui ne les ont pas évacuées pour ameubler la récolte, qu'ils seront tenus de réunir dans un ou plusieurs magasins, sauf à accorder provisoirement le nécessaire aux individus pour leur subsistance, et il sera ensuite prononcé sur leur sort par le Comité de Salut public.

Au même temps, sur une pétition de Louise Bonouvrier, épouse du citoyen Charbonneau, capitaine au bataillon des Pères de famille, actuellement sur les frontières, tendante à ce qu'il lui fût permis de faire la récolte des terres du lieu de la Route-au-Loup, dans l'île de Chalonnes, dont elle est propriétaire et qu'elle avait fait ensemençer elle-même à ses frais, le district, par les motifs relatés dans son avis du 29 messidor (17 juillet), estima qu'il y avait lieu de maintenir la pétitionnaire dans le droit, comme propriétaire et comme ayant ensemençé à ses frais, de récolter les moissons et fruits dudit terrain. Le département, par son arrêté du 1^{er} thermidor (19 juillet), sans avoir égard à cet avis, ordonna aux commis-

saies de faire la récolte desdites terres, sauf à la pétitionnaire à faire valoir ses droits.

Sur cette même question, le département avait autorisé, par son arrêté du 18 messidor (6 juillet), Pierre Alleau à récolter les fruits d'une boisselée de terre, qu'il avait donnée à titre de moitié au nommé Guérinet, mis hors la loi, et à partager les fruits avec la nation; mais il l'a rapporté le 1^{er} thermidor et ordonné que la récolte serait faite par les commissaires, qui en dresseraient un état pour en faire raison à qui de droit.

Le district a reçu depuis du département expédition d'une seconde lettre que lui avait écrite le représentant du peuple Bô, le 7 thermidor (25 juillet), par laquelle, se référant à sa précédente du 29 messidor, il ajoute qu'il serait impolitique de laisser la récolte à la disposition des habitants de ces îles, que, s'ils sont patriotes, ils doivent voir avec plaisir qu'on les mette en réserve, et ils ne doivent pas douter de l'attention des républicains à les alimenter abondamment, et qu'il sera prononcé sur l'évacuation ou la conservation de ces îles par la suite.

Le 15 fructidor (1^{er} septembre), les commissaires des îles de Chalennes ont adressé au district une lettre en forme de pétition, dans laquelle ils forment différentes demandes, notamment s'ils devaient s'emparer des fruits des terres ensemencées par des fermiers d'individus détenus et dresser un état des sommes revenant à chaque colon qui avaient ensemencé les terres des contre-révolutionnaires. Le district a été d'avis que la récolte des terres ensemencées par les fermiers des détenus et absents devait être mise en réserve, conformément à la lettre du représentant Bô, que les fermiers devaient être provisoirement alimentés sur le produit de leur récolte, et qu'il devait leur être délivré la quantité de grain nécessaire tant pour ensemer leurs terres que pour la nourriture des ouvriers qu'ils emploieraient à les emblaver. Le département a homologué notre avis, le 25 fructidor (11 septembre).

Le district a estimé la remise totale des fruits des terres des habitants des îles de Chalennes, vu l'arrêté du Comité de Salut public qui permettait à tout réfugié d'habiter où bon lui semblait, sauf les villes frontières. Le département ayant homologué cet avis le lendemain, on s'est occupé depuis continuellement de la remise définitive à chaque habitant desdites îles de leur récolte (*Série Q*).

La Vendée angevine après le 18 fructidor Canton de Beaupréau

Sous le Directoire, le canton de Beaupréau comprenait cinq communes : Beaupréau, La Chapelle-du-Genêt, La Chaussaire, Le Fief-Sauvin, et La Chapelle-Aubry. Il n'y avait qu'une seule administration municipale pour tout le canton ; elle était assistée d'un commissaire du Directoire Exécutif. De plus, la loi du 11 octobre 1795 avait établi à Beaupréau un tribunal correctionnel, qui avait quinze cantons dans son ressort ; ce tribunal était également assisté d'un commissaire, nommé, comme l'autre, par les cinq Directeurs de Paris.

Depuis 1795 et surtout depuis la pacification de Hoche (1796), le culte était libre dans la Vendée. Mais voilà qu'éclate le coup d'Etat du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), et, le lendemain, une loi resuscite la persécution religieuse. Au système éclatant, public, de la guillotine rouge dressée en pleine ville, le Directoire pusillanime et vil fit succéder celui de la vengeance obscure, latente, à petit feu, moins sanguinaire, plus méprisable.

Dès le 19 septembre, l'administration cantonale de Beaupréau mandait à l'administration du département : « La nouvelle de l'événement fâcheux qui nous attriste, a singulièrement affecté les esprits ; la gaieté et l'air content ont disparu sur le visage d'un chacun. Nos ministres du culte catholique, prévenus par quelques malveillants, n'ayant point célébré leurs cérémonies dimanche dernier (17 septembre), cela a fait une sensation singulière, nos marchés sont absolument nuls. » (L 232).

Le même jour, l'administration helloprataine écrivait au Conseil des Cinq Cents : « Les cinq ministres du culte catholique qui dirigent nos âmes, exercent cet emploi depuis vingt à trente ans. Il est à la connaissance de nous tous que, depuis la pacification, ils ont été les exacts observateurs des dispositions des lois relatives aux cérémonies du culte ; ils coopèrent avec zèle, et de concert avec les agents et adjoints de leurs communes, à maintenir la paix et le bon ordre. Il en est même parmi eux que l'amour du bien public porte à sacrifier leur nécessaire pour éviter la mendicité ; ils occupent les enfants à la filature de la laine et donnent une portion de leurs aliments à l'indigent. Nous ne craignons point d'être démentis en disant qu'ils sont l'exemple du vrai républicain et prêchent

avec ferveur l'exécution des lois républicaines. — Mais ces hommes d'un grand mérite et vraiment dévoués au bonheur de la chose publique, quoique dans leur intérieur soumis aux lois républicaines, paraissent, aux yeux de ceux qui sont les organes des lois, réfractaires à leur exécution. Cependant, il est à notre connaissance (et la seule justice nous arrache cet aveu) que, dans leurs temples, ils ne font rien de contraire aux lois ; leur costume n'a rien qui annonce leur ministère ; enfin, leur conduite est celle de l'excellent républicain. — Parmi la population du canton de Beaupréau, il est des individus qui seraient assez injustes pour faire un mauvais parti au ministre qu'ils sauraient assermenté. — Dans ces circonstances, nous osons vous supplier de ne point exiger de nous, en ce moment de crise, la stricte exécution de l'article 25 de la loi du 19 fructidor (1). Dès qu'on a été instruit de la sortie de cette loi, le peuple a frémi, il a aussitôt ralenti ses occupations ; les cordons des bourses se sont renoués ; les ministres du culte s'étant dispensés de célébrer leurs offices, les esprits se sont consternés, les âmes se sont attristées, et notre commerce s'est trouvé paralysé. S'il s'opère quelque changement dans les choses actuelles, Beaupréau et toute la Vendée vont se retrouver déserts ; les réfugiés rentrés rétrograderont ; et alors, ce sol bon et fertile qui commençait à se rétablir, retombera dans sa stérilité. Personne n'osera habiter ce territoire, dans la crainte de revoir, et pour la même cause, la terre se délayer dans le sang humain. — Le canton de Beaupréau jouit de la tranquillité la plus satisfaisante. Ses prêtres ne sont point susceptibles de craindre le pouvoir dont l'article 24 de la loi du 19 fructidor (2) a investi le Directoire Exécutif, car ils ne troublent point la tranquillité publique. Au contraire, nous l'avouons avec satisfaction, c'est à leur bonne intelligence avec les autorités constituées que nous sommes redevables, pour ainsi parler, de la grande tranquillité dont nous jouissons. »

Ce plaidoyer en faveur des prêtres non assermentés resta dans les cartons de l'administration centrale de Maine-et-Loire, qui ne le transmet point au Conseil des Cinq Cents.

Le 25 septembre, le citoyen Bruslon, commissaire du Direc-

(1) Cet article obligeait tous les prêtres à faire le serment suivant : « Je jure haine à la royauté et à l'anarchie, attachement et fidélité à la République et à la Constitution de l'an III. » Ce serment fut condamné par Pie VI, le 21 septembre 1798.

(2) L'article 24 disait : « Le Directoire est investi du pouvoir de déporter les prêtres qui troubleraient la tranquillité publique. »

toire près l'administration cantonale de Beaupréau, mandait au commissaire près le département : « Les prêtres ont cessé leurs fonctions ; les habitants en sont très affectés et néanmoins en paix ; le commerce est absolument paralysé. »

Nouvelle lettre de Bruslon au même, le 29 septembre : « Le canton de Beaupréau, malgré tout ce que la malveillance peut répandre, jouit de l'union, de la concorde et de la paix la plus satisfaisante. Aussi, ni la force armée arrivée ici (le 21 septembre), ni la gendarmerie installée d'après sa réorganisation (le 22 septembre) n'ont fait d'impression aux habitants ; et s'ils s'en aperçoivent, ce n'est que par leur maraudage. Ils se rassemblent jusqu'à dix pour aller piller le raisin des vignes. — La cessation subite des messes fait un grand vide dans l'exercice des habitants ; et quoique leurs esprits en soient affectés, ils maintiennent la paix qui régnait parmi eux avant la loi du 19 fructidor. Leur cri général a pour sujet la paralysie dont le commerce se trouve affecté. Les travaux de toute nature ont cessé. Tout est mort, et malgré tout nous avons la paix. »

Bruslon écrit encore, le 13 octobre : « Voilà plus de quatre mois que je travaille, conjointement avec les prêtres, pour les listes civiles des habitants des cinq communes qui forment le canton de Beaupréau. » C'est-à-dire qu'il faisait constater par des actes de notoriété les naissances, mariages et décès, depuis 1791 jusqu'en 1797.

Lettre du 20 octobre : « Ce à quoi on ne peut s'habituer, c'est au défaut de rassemblement pour l'office du culte : ces bonnes gens, en usage de se reposer le septième jour, de se voir les uns et les autres, ne savent plus à quoi s'occuper. Ils ne fréquentent ni les temples ni les cabarets, ni les boutiques des marchands. Ils sont absolument désœuvrés. Malgré cela, soit par crainte, soit par amour des lois, on ne les entend point murmurer ni déclamer contre la circonstance qui a fait cesser les fonctions de leurs ministres. Ceux-ci se tiennent dans la plus grande réserve et ne font pas une de leurs fonctions, quelques sollicitations qu'on puisse leur faire ; ils renvoient absolument devant l'officier civil tout ce qui est de sa compétence. »

Quatre listes d'émigrés avaient été dressées au cours de la Révolution (10 juillet, 1^{er} août et 25 septembre 1792, 1^{er} octobre 1793) par l'administration départementale. Le 6 octobre 1797, elle fit fondre toutes ces listes en une seule. La municipalité belloprataine lui écrivait à ce sujet, le 1^{er} décembre : « Le territoire de notre administration municipale ne renferme aucun

émigré frappé par la loi du 19 fructidor. Il n'en est pas de même de ceux désignés par votre arrêté (6 octobre), où nous trouvons Bonnet, Bouchet, Chauvet, d'Aubeterre, Dupas, Fournier, Grasset, Gruget aîné, Gaultier, Godin, Lefebvre la Brûlaire, Pilard et Vivant. Tous sont décédés, sauf Dupas, Grasset et Gruget aîné. La citoyenne d'Aubeterre a obtenu (le 1^{er} septembre 1796) sa radiation définitive. »

Brûlon écrit à son supérieur hiérarchique, le 5 décembre : « L'administration municipale a mis en arrestation le citoyen Dupas, marchand et ex-agent de Beaupréau, à cause de son insertion sur la liste des émigrés en 1793. Je me rends aujourd'hui, avec le président de l'administration, au Fief-Sauvin, où résident l'ex-chanoine Grasset et l'ex-curé de cette commune (Gruget aîné). Nous allons, d'après la loi, leur notifier leur arrestation et qu'ils sont sous la surveillance de l'agent de leur commune et spécialement sous celle de l'administration municipale. »

Le Directoire Exécutif révoqua Bruslon, le 18 janvier 1798, et nomma à sa place Grolleau, qui, le 23 février, mandait au commissaire central : « Il n'existe point d'émigrés. Il y a des prêtres réfractaires dans les environs, mais ils se cachent. Quant à l'esprit public, c'est le désir de la continuation de la tranquillité. »

Le 2 mars, le commissaire central demanda des renseignements confidentiels et secrets sur les prêtres insoumis qui demeureraient dans chaque canton. Voici la réponse de Grolleau : « A Beaupréau, Loir-Mongazon, ex-vicaire et instituteur ; on le croit caché dans la ci-devant communauté de Saint-Martin de Beaupréau. A La Chapelle-Aubry, on ignore le nom du quidam, qui se tient à la cure. A La Chapelle-du-Genêt, Yves-Michel Marchais, ex-curé, et Sébastien Bouguier, son vicaire, demeurent à la cure. A La Chaussaire, on ignore le nom du quidam, mais il demeure à la cure. Au Fief-Sauvin, Laurent Gruget, ex-curé, demeure dans une petite maison qui joint le cimetière, proche la cure. A La Salle-Aubry, Delaunay se tient dans une maison particulière. A Villeneuve, Grasset, ex-chanoine de Beaupréau, se tient à la cure. A Saint-Martin de Beaupréau, Clambart, ex-curé, et Javelot, son vicaire ; on assure qu'ils sont presque toujours à la cure. » (L 380).

Le 30 septembre 1798, eut lieu l'arrestation d'un prêtre inscrit à Jallais (*Anjou historique*, XVI, 208). Cet événement fit une grande sensation dans les Mauges. Le 13 octobre, Gautret, commissaire du Directoire près le tribunal correctionnel de

Beaupréau, écrivait au commissaire central : « Une nouvelle guerre civile se prépare par les mauvais sujets royalistes. On m'a fait entendre que l'arrestation des prêtres qu'on faisait, le paiement des patentes et des impositions qu'on demandait, en étaient les motifs, parce que, dit-on, la pacification les en avait exemptés jusqu'en l'an VIII. J'ai beau vouloir les détromper à cet égard et leur faire dire (car je ne les vois pas) qu'il n'a point été question dans la pacification de ces prétendues conditions, ils soutiennent toujours pour l'affirmative. Ils ont cela pour prétexte. »

Le citoyen Godin, nouveau commissaire du Directoire près la municipalité de Beaupréau, mandait, le 23 mars 1799, au commissaire près l'administration centrale de Maine-et-Loire : « Une espèce de brigandage, pareil à celui des Chouans, parait s'organiser dans les cantons de Cholet, Chemillé et Jallais. Quinze scélérats, à la tête desquels est une femme, connue sous le nom de *Langevin*, gouvernante du nommé Bernier, ex-curé de Saint-Laud d'Angers, ont paru armés dans le courant de la décade dernière dans les bois de Chemillé. »

Le 10 mai 1799, l'administration centrale ordonna de fermer les églises des cantons de Beaupréau, Saint-André-de-la-Marche, La Romagne, Maulévrier et Montfaucon. Godin répondit, de Beaupréau, le 16 mai, au commissaire central : « Depuis que je suis près ce canton, je n'ai cessé de persuader les agents de remettre les clefs de leurs églises à l'administration municipale. Plusieurs m'ont dit qu'ils étaient bien aises de les avoir, afin de pouvoir monter leur horloge, qui était d'une grande utilité. D'autres m'ont répondu qu'elles étaient perdues et que les portes avaient été brisées par la troupe dans le temps de la guerre civile. Cela est arrivé notamment à La Chapelle-du-Genêt. — D'après l'observation que j'ai faite aux agents des différentes communes du canton de Beaupréau que j'étais instruit qu'il se faisait des rassemblements dans leurs églises les jours ci-devant fériés, ils m'ont fait réponse que cela était faux, il n'y a que quelques vieilles dévotes fanatiques qui allaient y dire leur chapelet. Ils peuvent m'en avoir imposé, mais comment faire fermer les portes brisées des églises ? A peine trouvera-t-on des ouvriers qui voudront le faire, surtout en ce moment-ci qu'il n'y a point de troupe. — Le maréchal des logis de la gendarmerie a paru très surpris de voir que l'arrêté de l'administration centrale n'était pas commun aux cantons de Montrevault, (Sainte-) Christine, Jallais, Le May, etc. Il se fait des rassemblements considérables dans les églises des diffé-

rentes communes de ces cantons, notamment dans celle de (Saint-) Pierre-Montlimart, où le maréchal des logis a vu lui-même plus de trois cents personnes il y a environ onze jours ; et dans celle de Bégrolles, il y a cinq ou six jours, se trouvait à peu près le même rassemblement. Il est très essentiel que ces cantons, qui sont nos voisins, soient compris dans l'arrêté de l'administration centrale ; j'aime à croire que vous allez les y faire comprendre. »

La Vendée Angevine qui s'était soulevée en mars 1793, en janvier 1796, voulut le faire une troisième fois en 1799. Le commissaire bellopratrain mandait à son supérieur hiérarchique, le 27 mai : « Des brigands du pays ont été assez indiscrets pour dire publiquement que des chefs de Chouans leur avaient écrit que s'ils voulaient tenir ferme, ils viendraient les débarrasser des scélérats qui leur ont fait fermer leurs églises. » — Nouvelle lettre, le 25 juin : « Les insurgés, au nombre de 30, se sont portés, hier et la nuit dernière, en plusieurs communes nous avoisinant, Jallais et canton de (Sainte-) Christine, ont coupé les arbres de la liberté, se sont portés à d'autres excès et menacent Beaupréau. » — Troisième lettre, le 28 juin : « A quatre heures du matin de ce jour, une vingtaine de scélérats, armés de fusils, pistolets et sabres, sont entrés à Beaupréau, en criant : *Vive le Roi !* Ils se sont portés de suite à la chambre commune, ont visité tous les papiers, pris un riche fusil ; ils ont désarmé le secrétaire, en assurant qu'ils ne voulaient faire de mal à personne ; ils se sont portés dans plusieurs maisons à la fois pour désarmer les citoyens, notamment chez le président de l'administration municipale, chez le commissaire, chez le président du tribunal correctionnel, le juge de paix, chez le receveur de l'enregistrement, où ils ont remué les papiers et registres et pris quelques effets. Ils ont fait contribuer la citoyenne Marchand, sous prétexte que son mari avait acquis du bien national. Ensuite, ils ont abattu les deux arbres de la liberté ; pour cet effet, ils ont forcé deux ouvriers de Beaupréau. Cela fait, ils ont été à la maison d'arrêt, d'où ils ont fait sortir deux hommes et deux femmes. Après cette expédition, ils ont forcé environ trente jeunes gens de partir avec eux. Ils ont évacué Beaupréau vers les neuf heures. »

On sait que la troisième guerre de Vendée se termina par le traité signé à Montfaucon-sur-Moine, le 18 janvier 1800. Ce fut la fin de la persécution religieuse.

La paix de la Jaunaye acceptée le 17 février 1795 par Charette, et le 2 mai suivant par Stofflet à Saint-Florent-le-Vieil,

avait été un véritable Concordat entre la Convention et les Vendéens. Ce premier Concordat, renouvelé en 1796, par Hoche, et par Bonaparte en 1800, devait trouver sa forme définitive dans celui du 15 juillet 1801.

Voici ce que devinrent les huit ecclésiastiques qui desservaient le canton de Beaupréau en 1798 : MM. Marchais et Delaunay, ancien chanoine de Saint-Pierre-Montlimart, moururent avant le Concordat. M. Grasset mourut curé de Villeneuve, le 15 août 1806 ; M. Gruget, curé du Fief-Sauvin, le 8 août 1811 ; M. Clambart, curé de Saint-Martin de Beaupréau, le 9 décembre 1819 ; M. Bouguier, curé de La Chapelle-du-Genêt, le 5 avril 1821 ; M. Javelot, curé de Denée, le 30 janvier 1829 ; M. Mongazon, supérieur du Petit-Séminaire d'Angers, le 20 septembre 1839.

Le Service des aliénés en Maine-et-Loire (1833)

M. Giraud, maire d'Angers, écrivait, le 6 décembre 1833, à M. Barthélemy, préfet de Maine-et-Loire, en réponse à une demande de renseignements :

Pour ce qui concerne les *maisons de détention*, le nombre des infortunés privés de la raison qui vivent dans ces asiles, s'élève à 153.

Les soins donnés aux fous de l'un et l'autre sexe dans les *hôpitaux*, où ils sont confiés à la surveillance des sœurs hospitalières, ne laissent rien à désirer pour tout ce qui tient à la vie proprement dite, aussi leur santé y est-elle généralement assez bonne ; mais il n'en est pas de même pour ce qui a rapport au moral et à l'âme. Ici viennent échouer toutes les consolations que les bonnes religieuses essaient de donner à leurs malheureux malades, dont l'imagination maintenue dans un état continuel de tristesse par tout ce qui frappe leurs regards, se refuse à toute impression douce.

En effet, nulle part dans ces maisons ne se trouve un local approprié à ce genre d'infirmité ; les loges ou choquettes construites pour recevoir les individus que leur aliénation mentale fait repousser de la société, non seulement ne sont point entourées, comme elles devraient l'être, de vastes cours plantées qui permettraient de leur faire prendre un exercice modéré et

salutaire, mais sont privées même, celles des femmes surtout, d'espace suffisant pour leur laisser respirer un air pur, inconvenient qu'on ne peut attribuer qu'à la disposition des lieux, mais qui est réel.

Mais si le sort des aliénés est triste dans les hospices, il est affreux dans les *prisons du Château*. Là, tout leur manque à la fois : nourriture suffisante, habillement, linge, coucher, propreté. Renfermés dans une tour semblable à un cachot, privés de la lumière du jour, leur condition est cent fois pire que celle des bêtes brutes. Heureux, mille fois heureux, celui qu'une place devenue vacante aux hospices permet de retirer de ce cloaque infect ! il lui semble à l'infortuné, suivant l'expression échappée au dernier qui a joui de cet avantage, qu'il « entre au Paradis ! » Heureux encore celui que la mort vient délivrer du supplice qu'il endure ! (*Anjou historique*, XXII, 174).

Cet état de misères provient de ce que les familles qui ont obtenu de l'autorité supérieure l'incarcération de leurs infortunés parents, à cause de leur démençe plus ou moins furieuse, cessent à l'instant même de s'en occuper et ne viennent pas contribuer par des secours quelconques à leur bien-être ; cet égoïsme est révoltant et demande qu'on y mette ordre le plus tôt possible.

Les femmes folles admises à la *prison des Pénitentes* y sont moins mal que les hommes au château. Quoique réduites comme les premiers à l'ordinaire de ces maisons, elles sont l'objet de soins meilleurs, et toutes généralement sont assez bien vêtues. Il ne leur manquerait qu'un espace plus grand pour prendre l'air. C'est encore un bonheur pour ces folles de pouvoir passer à l'hospice qui touche leur prison. Leur situation s'améliorerait beaucoup, si on contraignait leurs parents à contribuer à leur nourriture et à leur entretien dans la proportion de leur fortune.

L'administration des hospices admet de préférence les aliénés pauvres ; cependant elle en reçoit comme pensionnaires. Le taux de la pension n'est réglé que pour les fous à la charge du Département, il est de 300 francs par an. Quant aux autres, la pension est basée sur la fortune des familles.

Le seul moyen de parvenir à assurer aux aliénés un sort moins malheureux que celui que je vous signale, est de créer un établissement spécial, disposé de telle manière qu'on puisse établir, pour les hommes comme pour les femmes, la division que comportent les différents genres d'aliénation mentale.

Toute amélioration dans le système adopté par les hospices,

qui se sont prêtés autant qu'il était en eux à ce que commandait un sentiment d'humanité en faveur des aliénés, est, dans mon opinion, impossible. Rien dans ces maisons n'est préparé pour une institution semblable, si ce n'est le personnel composé de sœurs appartenant les unes à la congrégation de Saint-Vincent de Paul, les autres à celle de l'Hôpital général, qui font journellement preuve de zèle et de dévouement pour les pauvres. Les locaux sont insuffisants et impropres soit au traitement des malades susceptibles de guérison, soit à contenir ceux reconnus incurables. (*Archives de l'Hôtel de Ville d'Angers*, correspondance administrative du Maire).

La ville d'Angers en 1859

M. Duboys, maire d'Angers, écrivait, le 24 octobre 1859, au maire d'Orléans, pour répondre à une demande de renseignements que lui avait faite son collègue :

La moyenne des ressources de la Ville d'Angers est de 660.000 francs ; la moyenne de ses dépenses ordinaires est de 457.000 francs.

Le montant de la dette de la Ville en principal est de 2.121.836 francs, remboursables annuellement en 13 années.

La Ville aura à faire incessamment la dépense de construction d'une caserne de cavalerie, d'un nouveau quai, circonstance qui modifiera nécessairement notre situation financière.

Les pavages de la ville seraient en bon état s'ils n'étaient à chaque instant bouleversés par les tranchées du gaz et celles de la distribution d'eau.

Nous avons quelques grands égoûts pour débarrasser les ruisseaux des eaux pluviales et celles ménagères qu'ils reçoivent, mais nous aurons à en faire construire d'autres afin d'assurer ce service important.

Toutes les rues nouvelles qui comprennent les principaux débouchés sont bien alignées, mais il n'en est pas ainsi dans celles des vieux quartiers ; il existe encore beaucoup de maisons en dehors de l'alignement du plan de la ville, leur nombre toutefois commence à décroître.

Notre éclairage qui est presque complètement au gaz actuellement, est suffisant. Le nombre de becs affectés à ce service

est de 1.000. Le prix d'allumage est fixé à 0 fr. 03 par bec et par heure. La moitié des lanternes est de toute nuit, le surplus ne dure que jusqu'à 11 heures seulement. Il a été établi un demi-éclairage pendant la durée de la lune. La dépense s'élève par année à 60.000 francs.

La ville possède une distribution d'eau qui est exploitée en régies. Elle ne trouve pas positivement de bénéfice à cette exploitation, c'est-à-dire que le produit des concessions n'en couvre pas encore les frais, mais le mode a pour avantage très appréciable de n'être pas entravé dans l'exécution des dispositions qu'elle adopte pour ce service important, ce qui aurait lieu indubitablement si on avait affaire à une compagnie intéressée. (*Archives de l'Hôtel de Ville*, correspondance administrative du maire).

BIBLIOGRAPHIE ANGEVINE

Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, concernant les provinces françaises et les affaires de France (Paris, C. Klincksieck, 1920). — Œuvre posthume de M. Léopold Delisle, revue et publiée par M. Elie Berger. On y trouve des chartes relatives à l'Anjou.

Monuments du procès de canonisation du bienheureux Charles de Blois, duc de Bretagne (Paris, Champion, 1921). — Par décret du 29 novembre 1904, Charles de Blois (1320-1364) a été élevé au rang de Bienheureux. On donne dans ce volume les pièces du procès de canonisation instruit dès 1371, au couvent des Cordeliers d'Angers.

Andegaviana (23^e série), par M. le chanoine Uzureau (Angers, Siraudeau, 1923).

Les Mines de charbon en France au XVIII^e siècle, par M. Rouff (Paris, Rieder, 1922). — Les mines de charbon exploitées en Anjou au XVIII^e siècle étaient : 1) Saint-Aubin-de-Luigné, Chaudefonds et Chalonnès, 2) Saint-Georges-Châtelaion et Concourson, 3) Montjean, 4) Doué.

Deux Vendéennes : Louise-Marguerite de Bessay et Marie-Anne Acher du Bois, fusillées à Angers, au Champ-des-Martyrs, en février 1794, par le chanoine Boutin (Luçon, Rezeau, 1922). — C'est le 10 février 1794 que ces deux Vendéennes furent fusillées. L'auteur montre bien qu'on les condamna à mort pour avoir assisté à la messe des prêtres insermentés et parce qu'elles avaient refusé de participer aux offices des intrus.

Les Martyrs angevins : place du Ralliement et Champ-des-Martyrs, par M. le chanoine Uzureau (Angers, 1922).

Avant le Concordat. Une double mission secrète : Beulé et Astier, par Marcel Langlois (Paris, Picard, 1922). — Il s'agit de deux prêtres, membres de la Société du Cœur de Jésus, qui furent reçus plusieurs fois en audience par Pie VII en janvier 1801 ; ils étaient envoyés secrètement auprès du Pape par l'abbé Bernier, curé de Saint-Laud d'Angers, négociateur du Concordat. M. Beulé s'était réfugié quelque temps à Cholet pendant la Révolution.

Les Bourbons et la Vendée, par M. Gabory (Paris, Perrin, 1923). — L'auteur s'occupe de la Loire-Inférieure, de la Vendée et du Maine-et-Loire. Le chapitre le plus neuf est celui dans lequel M. Gabory s'inscrit en faux contre l'ingratitude des Bourbons envers la Vendée : il combat à ce sujet l'opinion bien connue de Crétineau-Joly et même de l'abbé Deniau. On trouve un bon résumé de la tentative de la duchesse de Berry en 1832. Il est incontestable que la princesse devint l'épouse du comte Lucchesi-Palli ; mais la date de ce mariage n'est pas du 14 décembre 1831, comme on l'a dit : il n'eut lieu qu'après le séjour de la princesse en Vendée. Le livre de M. Gabory, bien écrit, s'appuie sur des documents inédits ; les renseignements eussent été encore plus neufs et plus complets, si l'auteur avait consulté les papiers du maréchal de Bourmont.

L'Odyssée d'un Carmel, par le P. Munier (Paris, Téqui, 1922). — Il s'agit du Carmel fondé à Cholet en 1885, émigré en Belgique en 1901, d'où il lui a fallu de nouveau partir le 21 octobre 1914 pour trouver un refuge et probablement une maison définitive à Boulogne-sur-Mer.

L'accent de chez nous, essai d'une phonétique du Bas-Anjou, par Henri Cormeau (Paris, Crès, 1922).

Le Gérant : J. CREUSE.

Le Mail, à Angers

Son nom vient de ce qu'on y procura jadis aux habitants d'Angers le jeu du *mail*, qui consiste à pousser dans une direction donnée une boule que l'on frappe d'un maillet. On lit, en effet, dans la délibération municipale du 19 août 1616 : « Il n'y a en cette ville autre exercice public que celui de la paume, dont les frais sont si grands et l'action si violente, que plusieurs personnes de diverses qualités ne s'y pouvant exercer s'adonnent à beaucoup de débauche, dont ils se retireraient volontiers s'ils avaient quelqu'honnête exercice. » On chercha « un lieu proche de la ville pour y dresser un jeu de mail ». Une partie du terrain fut empruntée à la *prée d'Allemagne*, donnée le 14 septembre 1420 à la Nation d'Anjou de l'Université. La plantation sur quatre rangs d'ormes en fut entreprise, au mois de février 1617, par un marchand de la rue Saint-Aubin, nommé Gohier, moyennant un bail de seize ans et le droit de percevoir deux sols sur les joueurs. Dès 1651, un procès-verbal atteste « que depuis quatre ou cinq ans l'exercice du jeu de mail a complètement cessé. » Ce n'était plus qu'un lieu de promenade.

Le *Grand Mail* fut replanté, en 1704, de cinq cents pieds d'ormes ; les cent trente-sept ormes du *Petit Mail* ou *Avant-Mail* furent remplacés, en 1737, par de jeunes tilleuls de Hollande. En 1739, on agrandit le Mail de quatre bois-selées.

Dans sa *Description de la Ville d'Angers*, publiée en 1778, l'abbé Péan de la Tuilerie s'exprime ainsi : « Tout auprès des Minimes est le Mail, qu'on a fait planter pour servir de promenade de ce côté-là. On a choisi cet emplacement comme le plus heureux qui se pût trouver, et, en effet, rien n'est plus avantageux et plus agréable que cette promenade, qui fournit tout ce qu'on peut désirer. On y distingue le Grand et le Petit Mail. Au bout de ce dernier, qui a été replanté de tilleuls, on entre dans le grand, composé de trois allées formées par quatre rangées d'ormes ; celle du milieu est plus large que les deux autres. A chaque extrémité, il y a un corps de maçonnerie en croissant ou demi-lune, couvert d'ardoises, dans lequel on a mis des sièges pour se reposer. »

Le 23 février 1794, le représentant du peuple Lequinio prit, à

Nantes, l'arrêté que voici : « Le citoyen Monsallier est chargé de faire abattre sans délai tous les ormeaux propres à la marine, qui peuvent se trouver sur le Mail ou autres promenades d'Angers, et partout ailleurs où il en trouvera, et quelqu'autre bois que ce soit très propre à la marine. Les officiers municipaux d'Angers et toutes les autres autorités constituées sont requis, sous la responsabilité personnelle et collective des membres, de prêter à cette fin tout secours au citoyen Monsallier, à peine d'être poursuivis comme contrevenant aux intérêts pressants de la République. Le remboursement des bois sera réglé selon l'usage. » — Le 19 mars, Monsallier requiert la municipalité de lui fournir les bras nécessaires à l'abat des arbres du Grand Mail et du Champ-de-Mars, dont les branchages doivent rester au profit de la ville : on lui accorde pour cet ouvrage les jeunes gens de la première réquisition.

C'est en 1796 que le Mail fut réorganisé et agrandi. Le 11 mai, la municipalité écrivait à l'administration centrale de Maine-et-Loire : « Il est un objet bien nécessaire à la commune entière. C'est le local des Minimes. Il n'existe d'autre promenade que le Grand Mail et le Mail des tilleuls. Pour donner à cette promenade toute la beauté et l'utilité dont elle est susceptible, notre intention depuis longtemps est de faire un parallèle au Mail des tilleuls précisément dans l'enclos des Minimes ». — Nouvelle lettre à Laréveillère-Lépeaux, membre du Directoire, le 21 mai : « Les ravages occasionnés par la guerre civile qui depuis quatre ans désole nos contrées, les suites surtout du siège de notre ville (3 et 4 décembre 1793) ont détruit toutes les promenades qui existaient autour de nos murs. La seule qui reste, est le Grand Mail, détruit pour la majeure partie pour les besoins de la marine (1794) parce qu'il était planté en ormeaux. Cependant les exercices publics, les délassements des citoyens et surtout un endroit où on puisse célébrer les fêtes publiques, exigent un local commode, surtout dans une aussi grande commune que la nôtre. Pour remplir ce but, nous nous attachons au Grand Mail actuellement existant, et pour y former un ensemble, au terrain où était situé le ci-devant couvent des Minimes, afin d'y planter un mail parallèle à celui que nous appelons l'avant-mail ou mail des tilleuls. Notre demande n'est rien pour le Gouvernement, puisqu'il n'existe plus que des mesures sur le terrain que nous demandons, tous les bâtiments se trouvant détruits par l'événement du siège de notre ville. »

Dans leur numéro du 6 juin 1796, les *Affiches d'Angers* annoncent qu'une souscription était ouverte, au secrétariat de la municipalité, pour acheter le terrain où se trouvait le couvent des Minimes, afin d'agrandir la promenade du Mail.

Le 29 août, la municipalité écrivait au citoyen Pilastre, ancien maire d'Angers, devenu membre du Conseil des Anciens : « En ce moment même, on travaille à la plantation du Grand Mail, et on démolit l'église et les masures des Minimes pour mettre la place en état d'être plantée l'année prochaine. Si nos facultés nous avaient permis de donner une forme carrée au Champ-de-Mars, nous l'aurions fait; mais il faut y renoncer, puisque l'enclos des Minimes est encore vendu, et nous avons été obligés de faire acheter la partie des bâtiments qui nous étaient nécessaires pour le Mail. Nous n'avons pu faire plus pour notre ville. » (*Archives de la mairie d'Angers*)

L'administration municipale voulant donner à la place du Champ-de-Mars une forme plus régulière et la faire concorder avec la nouvelle plantation du Mail, traita avec les entrepreneurs de la manufacture nationale de toiles à voiles d'Angers et Beaufort d'un échange de terrain, qui devait la mettre à même de remplir ces deux objets. La municipalité fit constater par son ingénieur la valeur et l'étendue des terrains respectifs; l'administration centrale de Maine-et-Loire approuva ce projet d'échange le 13 septembre 1799; le Directoire, par un message au Conseil des Cinq Cents, en date du 28 octobre, provoqua du Corps Législatif une loi qui autorisât cet échange. Mais le 18 brumaire arriva, et la question ne fut résolue que plusieurs années après sous le Consulat.

Abel Servien en Anjou

Abel Servien, né le 1^{er} novembre 1593 d'un modeste gentilhomme du Dauphiné, sut par son propre mérite s'élever aux premières charges de l'Etat. Nommé Ministre de la Guerre en 1630, il fut disgracié six ans après.

Voici la lettre par laquelle Richelieu lui annonçait sa disgrâce, le 13 février 1636 : « Le Roi trouve bon que vous alliez demeurer à Angers. Là, vous pourrez vous divertir, et par l'exercice de la chasse et par les bonnes compagnies qui s'y

trouveront. Cependant on donnera dès demain à votre frère l'abbé toutes les assurances de la récompense de votre charge et des gratifications qu'il plaira au Roi de vous faire; ce qui sera suivi d'un effectif paiement dont MM. les surintendants me donnèrent hier parole et dont je me rendrai volontiers sollicitateur. » Servien eut cent mille écus d'indemnité. Le cardinal écrivait, le 21 du même mois, au Présidial d'Angers : « Quelques considérations particulières ayant fait résoudre le Roi à donner récompense à M. Servien de la charge de Secrétaire d'Etat, dont il l'avait honoré, et à l'éloigner de ces quartiers, je vous fais cette lettre pour vous dire que Sa Majesté a trouvé bon qu'il s'en allât pour le temps aux vôtres, et demeurât dans votre ville, afin que vous ne fassiez point difficulté de l'y recevoir et de le voir aux occasions qui se présenteront, son éloignement de la Cour n'étant pour avoir desservi ni le Roi ni l'Etat. Il est de si bonne compagnie et sa conversation si agréable, que je ne doute point que vous n'en fassiez beaucoup d'état, lorsque vous l'aurez connu particulièrement comme je fais et que vous ne lui rendiez, en général et en particulier, tous les témoignages d'estime et d'affection qu'il a lieu de se promettre de vos courtoisies. Je vous en conjure autant qu'il m'est possible et de croire qu'outre l'obligation que vous acquerez sur lui, l'affection que je lui porte me fera prendre part à son ressentiment, ainsi que vous connaîtrez en ce en quoi j'aurai lieu de vous servir et vous faire paraître par effet que je suis, Messieurs, votre très affectionné à vous rendre service. »

Servien dut rester en Anjou pendant sept ans, c'est-à-dire, jusqu'après la mort de Richelieu. Là, rapporte Tallemant, il chassait et coquetait. Il y avait presse à qui l'aurait pour galant. « Ménage qui était lors à Angers, disait à toutes ces femmes : *Pourquoi vous tourmentez-vous tant ? Il vous voit toutes de même œil...* » Servien, en effet, était borgne. « Tout borgne qu'il est, il ne laissait pas d'aller à la chasse; mais dès qu'il craignait quelque branche, il mettait la main devant son bon œil, et quelquefois on le trouvait à dix pas de son cheval, car ne voyant goutte, la première chose le mettait à bas. »

Servien devint amoureux d'une certaine demoiselle Avril; mais son frère l'abbé, craignant qu'il ne l'épousât, se mit en tête de le marier plus sérieusement. Il eut de la peine à s'y résoudre, rapporte Tallemant, « car il n'était pas trop époux ». Après s'être laissé prendre aux charmes d'une dame Bigot dont le père avait été procureur général au Grand Conseil, il obéit enfin aux conseils de son frère, et, le 7 janvier 1641, à

l'âge de quarante-huit ans, il épousa dame Augustine Le Roux, veuve de Jacques Hurault, comte d'Onzein, tué au siège d'Arras, et fille de Louis Le Roux, chevalier, seigneur de la Roche-des-Aubiers, paroisse de Coron. Au commencement, dit le malicieux des Réaux, elle le trouvait vieux : enfin elle fut ravie de l'avoir. Madame de la Roche-Servien, comme elle se fit appeler, « eût été quasi la petite fille de son mari; elle était jolie et coquette. » Mais elle espérait bien que l'exil de l'ancien Ministre de la Guerre ne serait pas éternel, et que ses charmes pourraient bientôt briller à la Cour de tout leur éclat.

Ambassadeur extraordinaire en Hollande (1643-1644), Servien fit un premier séjour à Munster de 1644 à 1647. Après une seconde ambassade en Hollande (1647), il revint à Munster et signa, l'année suivante, les traités de Westphalie. Le 24 avril 1649, Anne d'Autriche nomma Servien *Ministre d'Etat*, pour lui donner entrée permanente au Conseil.

Au commencement de décembre 1651, la Cour envoya Servien à Angers, pour surveiller et au besoin mater le duc de Rohan, gouverneur d'Anjou, des dispositions duquel on se défiait. Le Ministre alla prendre gîte chez son intime ami, messire Henri Arnauld, évêque d'Angers.

Le 17 janvier 1652, mourut à Coron la femme de Servien. Le Ministre « fit témoigner à l'évêque qu'il aurait une grande consolation dans son extrême douleur, s'il le pouvait voir. Ce fut un étrange embarras pour M. d'Angers, dit l'abbé Arnauld dans ses *Mémoires*; il voyait bien que son absence pourrait encore donner à M. de Rohan plus de hardiesse pour exécuter ses mauvais desseins : mais aussi, il n'était pas possible de refuser à un ami du poids de M. Servien, dans une occasion de cette nature, le service qu'il attendait de lui. M. d'Angers partit donc, faisant état de n'être que trois ou quatre jours en son voyage. » Parti d'Angers le 18 janvier, l'évêque revint de Coron le 21 au soir, mais le duc de Rohan, acquis à la Fronde, lui ferma les portes de la ville épiscopale.

Le roi, la reine et Mazarin arrivèrent le 5 février à Saumur, après avoir décidé d'assiéger Angers, dont la réduction servirait d'exemple à toute la France. Le maréchal d'Hocquincourt commença le siège le 11 février et entra dans la ville le 29 du même mois.

Le 4 mars, des députés du clergé angevin allèrent saluer la Cour à Saumur, et en particulier le Ministre Servien, « intime ami de M. l'Evêque. » (*Anjou historique*, III, 17.) Le 6 mars, l'évêque quitta Saumur pour retourner à Angers.

Pour assurer à jamais le repos de l'âme de sa femme, Servien fit construire, aux Ardilliers, une chapelle vis-à-vis celle du cardinal de Richelieu, « de pareille grandeur et structure » (1). L'acte de fondation de cette chapelle fut signé, à Saumur, par le Ministre, le 28 février 1652 (*Archives Nationales*, M. 225, n° 37).

Le roi partit de Saumur, le 7 mars, pour remonter la Loire, mais Servien resta quelques semaines en cette ville. L'abbé Arnauld écrit à ce sujet dans ses *Mémoires* : « M. d'Angers reçut une lettre de M. de Servien qui voulait faire célébrer à Saumur un service solennel pour Madame sa femme. Par cette lettre, on le sommit de la parole qu'il avait donnée d'y officier. Il n'y avait pas moyen de s'en dédire; cependant il lui fâchait fort de quitter Angers dans un temps où on pouvait craindre quelque désordre, et de la mauvaise humeur du maréchal de la Meilleraye, et de la chaleur des esprits encore bouillants et mal disposés. Il résolut donc de partir, mais de revenir dès le lendemain. Il se rendit à Saumur de bonne heure (20 mars) : on disposa toutes choses dès le soir pour le service du jour suivant. Un vénérable Père Récollet fit l'oraison funèbre; et ce fut avec tant de jugement, qu'oubliant que M. de Servien n'avait qu'un œil, il appliqua ce beau passage à la défunte : *Erat oculus cæco et pes claudo*; ce qui fit un peu rire la compagnie. Le repas que M. de Servien donna ensuite, fut magnifique : ce fut dans une salle des Pères de l'Oratoire. Il y avait trois longues tables parfaitement bien servies en poisson. Dès que le repas fut fini, M. d'Angers prit congé de M. de Servien, qui lui donna un carrosse et des chevaux pour aller rejoindre les siens, qu'il avait envoyés le matin à moitié chemin. »

Le 14 novembre 1652, Servien acheta le marquisat de Sablé, et en 1653 il devint surintendant des finances, fonctions qu'il conserva jusqu'à sa mort.

En 1654, le roi conféra à Servien la charge de sénéchal d'Anjou, dont s'était démis le prince de Guéméné. L'*Anjou historique* (XII, 452) a donné le procès-verbal de la séance du Présidial d'Angers que le nouveau Sénéchal présida, le 24 juillet 1655.

Le surintendant des finances et sénéchal d'Anjou fit commencer en 1654 le grand autel de Notre-Dame-des-Ardilliers, à Saumur, et le dôme, qui précède la nef, l'année suivante, par les architectes Biardeau et Gondouin.

(1) Elle fut enterrée dans un caveau, sous la chapelle.

Abel Servien mourut le 17 février 1659. Il était membre de l'Académie Française depuis 1635. Son fils aîné lui succéda comme sénéchal d'Anjou et décéda en 1710.

Origine du Séminaire d'Angers

La vie de Jean Roussard (1635-1713) est restée inédite, et le manuscrit en est conservé à la bibliothèque de l'Arsenal. On y lit le passage suivant, relatif à la fondation du Séminaire d'Angers :

C'est de l'école de M. Bourdoise que sont sortis les premiers supérieurs des plus anciens séminaires du royaume, entre lesquels celui d'Angers n'est pas des moindres. M. Garnier (1623-1703) avait eu le bonheur de puiser les eaux les plus pures de l'esprit ecclésiastique à cette fontaine, par la demeure qu'il avait faite sous un tel maître dans le séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris. De simple prêtre de Saint-Maurice d'Angers, il fut fait curé (1657) à la campagne (à Saint-Michel-de-Feins). Il commença, par la conversion de son vicaire, à faire voir combien il avait profité dans la maison d'où il sortait. Ce vicaire avait plutôt la mine d'un brave soldat que d'un prêtre : il était vêtu comme un paysan, avec de grands cheveux et sans couronne (tonsure). C'était un homme résolu, qui n'aimait que les compagnies, le jeu, la chasse, la bonne chère ; et, lorsqu'il était las de courir, il contraignait le paysan à le porter sur ses épaules jusqu'au bourg. Ce vicaire étant venu saluer son pasteur et lui offrir ses services, M. Garnier, quoique pénétré de douleur de le voir en ce pauvre équipage, ne fit pas semblant de le trouver mauvais. Au contraire, il embrasse cet homme, le caresse et lui marque la satisfaction qu'il aura de son service. Mais, le dimanche suivant, ce vicaire, nommé M. Moreau, fut si touché du prône que son curé fit pour la première fois à ses paroissiens, qu'il vint ouvrir son cœur à son pasteur et lui protester qu'il était bien résolu de changer de vie et de faire pour le salut de son âme tout ce qu'il lui conseillera. Il lui conseilla de faire couper ses cheveux, de porter la couronne convenable à son ordre, de se revêtir d'une soutane, de quitter ses divertissements profanes, de penser à se purifier, d'apprendre à faire oraison mentale. Ceci étant fait, M. Garnier l'envoya à Paris au séminaire, où lui-même avait demeuré peu

de temps auparavant, afin d'y apprendre quelle devait être la vie d'un prêtre. M. Moreau profita si bien des exercices du séminaire, qu'étant de retour, M. Garnier, qui pouvait se passer de lui, l'envoyait de temps en temps chez MM. les curés des environs desservir leurs cures afin de leur donner moyen d'aller aussi quelques mois apprendre leurs obligations dans le séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris.

Après que le curé et le vicaire eurent ainsi vécu quelque temps ensemble en bons prêtres à la campagne, ils pensèrent aux moyens de voir bientôt dans Angers un séminaire, à l'instar de celui de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Ils voyaient que la moisson était toute prête à couper, mais les ouvriers manquaient. Déjà leurs sollicitations, leurs avis, leurs bons exemples ébranlaient plusieurs vicaires et curés autour d'Angers et de Château-Gontier. Déjà MM. Maillard (1624-1692), Arthaud (mort en 1671) et Le Cerf (1640-1689), trois prêtres d'un rare mérite, s'offraient à M. Garnier pour commencer l'ouvrage, mais ils comprirent bien qu'ils n'en viendraient point à bout pendant que M. Garnier resterait à la campagne. Il fallut donc que celui-ci quittât sa cure de village pour prendre celle de Saint-Jacques d'Angers (1659). Ceci étant fait, ces Messieurs prirent d'abord une maison de louage (*l'hôtel du Sauvage*, rue Saint-Jacques, n° 33, le 8 juillet 1659), et achetèrent ensuite (1673) la maison du Logis Barrault (aujourd'hui le Musée et la Bibliothèque), capable de loger deux cents séminaristes, sans parler du petit séminaire (Ecole régionale des Beaux-Arts), qui en contient encore cent. Voilà l'origine du séminaire d'Angers.

L'abbé Davy, curé de Saint-Philbert-en-Mauges (1749-1816)

François Davy naquit à Saint-Lezin, le 22 février 1749 ; son père était cultivateur. D'abord professeur de rhétorique au collège de Beaupréau, il devint en 1775 vicaire à Saint-Martin de Beaupréau, et au mois d'avril 1777, il fut nommé curé de Saint-Philbert-en-Mauges.

M. Davy se rendit à Angers pour les élections de l'ordre du clergé, dont les séances, commencées le 18 mars 1789, se terminèrent le 6 avril. A la suite des élections du clergé d'Anjou aux

Etats-Généraux, dom Charles-Jacques Oursel, prieur de l'abbaye de Bellefontaine, crut devoir protester par une lettre publique contre les choix qui avaient été faits. M. Duboys, curé de La Pommeraye, lui fit une réplique, qui parut sous ce titre : *Apologie de MM. les curés, en réponse à la lettre écrite par dom Oursel, prieur feuillant de Bellefontaine, à M. de Bourne* (in-8° de 11 pages). Dans une lettre nouvelle, également rendue publique, dom Oursel attribuait la brochure ci-dessus qui avait paru sans nom d'auteur, à M. Davy, curé de Saint-Philbert. Le 23 septembre 1789, M. Davy publia à son tour une brochure intitulée : *Remontrances au P. Oursel, prieur de l'abbaye de Bellefontaine* (in-8° de 30 pages). Il y prenait la défense de la plaquette du curé de la Pommeraye.

La loi du 14 décembre 1789 ayant ordonné l'établissement de nouvelles municipalités par tout le royaume, les élections eurent lieu à Saint-Philbert dans les premiers jours de février 1790, et l'abbé Davy fut nommé maire.

Le 4 mars 1790, Louis XVI créa le département de Maine-et-Loire, partagé en huit districts et en 99 cantons. Saint-Philbert devint l'une des communes du canton de Villedieu. Le 28 avril, se tint, à Villedieu, l'assemblée primaire du canton, et M. Davy y fut nommé l'un des *électeurs*.

Avec les électeurs des 99 cantons de Maine-et-Loire, M. Davy se rendit le 10 mai à Angers pour procéder à la nomination des 36 administrateurs du département et du procureur général syndic. L'assemblée ne termina ses opérations que le 28 mai.

Quinze jours après, le 14 juin, le curé de Saint-Philbert arrivait à Cholet pour prendre part à l'assemblée des électeurs du district, chargée de nommer les douze administrateurs et le procureur-syndic du district. Le remarquable discours que M. Davy prononça en cette circonstance, a été publié, en 1912, par M. l'abbé Uzureau, dans le *Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Cholet*.

Au mois de septembre 1790, M. Davy se rendit de nouveau à Cholet pour prendre part à l'élection des juges du tribunal du district.

Arrive le décret du 26 décembre 1790 qui enjoint aux prêtres de faire le serment à la constitution civile du clergé. M. Davy refusa ce serment, que Pie VI condamna solennellement le 13 avril 1791. Les électeurs du district de Cholet nommèrent curé constitutionnel de Saint-Philbert (18 avril) M. Gâté, principal du collège de Doué, mais ce dernier n'accepta pas et M. Davy put continuer d'administrer sa paroisse. Le 12 juillet

1791, une loi supprima Saint-Philbert comme paroisse constitutionnelle. La signature de M. Davy apparaît sur le registre paroissial jusqu'au 24 mars 1792. Comme il n'avait pas voulu obéir à l'arrêté du 1^{er} février 1792 enjoignant aux prêtres insermentés d'aller demeurer à Angers, le curé de Saint-Philbert fut obligé de se cacher, et il ne tarda pas à gagner la ville de Nantes.

Arrêté le 23 août 1792 à Nantes, M. Davy fut conduit à la Permanence, puis au château. En exécution de la loi du 26 août qui condamnait les insermentés à la déportation, la municipalité lui délivra un passeport, le 10 septembre. On trouve son nom parmi ceux des prêtres de la Loire-Inférieure embarqués sur la *Marie-Catherine* et débarqués à Santona le 27 septembre 1792.



Après le départ de M. Davy, le culte ne s'exerça plus à Saint-Philbert, pas même le culte constitutionnel, puisque, nous l'avons vu, cette paroisse avait été supprimée par l'Assemblée Nationale. Lors du soulèvement général de la Vendée, le 12 mars 1793, les prêtres insermentés qui avaient pu rester dans le pays, sortirent de leurs cachettes et rentrèrent dans les églises. A Saint-Philbert, c'est l'abbé Martin-Claude Grasset, vicaire à La Trinité d'Angers, qui administra la paroisse, et sa signature apparaît sur les registres jusqu'au 22 juin 1794. Il fut remplacé à cette époque par l'abbé Guillon, docteur en théologie, chanoine de la cathédrale d'Angers. Enfin du 20 janvier 1796 jusqu'au mois de mai 1797, la paroisse fut desservie par l'abbé René Rivereau, vicaire à Thorigné.

Il y avait près de cinq ans que M. Davy était en exil. Les nouvelles de France paraissant meilleures, il partit d'Espagne, au milieu de l'année 1797, et rentra dans son presbytère au commencement du mois d'août. Le bon curé fut ravi de revoir ses paroissiens, et comme un bonheur, dit-on, n'arrive jamais seul, voilà que le Directoire vote (24 août) l'abrogation des lois contre les prêtres insermentés.

On était tout à la joie, quand le coup d'Etat du 18 fructidor (4 septembre 1797) engloba les ecclésiastiques non assermentés dans une nouvelle persécution, qui dura jusqu'à la fin du Directoire. M. Davy fut obligé de se cacher de nouveau et de n'exercer le ministère que clandestinement, et ce jusqu'au 18 brumaire.

Le commissaire cantonal de Montfaucon mandait, le 11 octobre 1797, au commissaire central : « Davy, curé de Saint-

Philbert, est rentré d'Espagne, dans sa cure il y a environ deux mois. Il a disparu depuis le 18 fructidor. » Un arrêté pris par le Directoire Exécutif, le 4 février 1798, condamna M. Davy à la déportation. Le 26 novembre 1798, le commissaire central écrivait, d'Angers, au commissaire cantonal de Saint-André-de-la-Marche, dans le ressort (1) duquel se trouvait Saint-Philbert : « On assure que Davy, après avoir émigré, est rentré en France, où il se tient caché », et le commissaire de Saint-André répondait, le 10 décembre : « Ce prêtre est rentré il y a quinze à dix-huit mois. »

Une colonne mobile, commandée par le général Travot, traversa le territoire de la Chapelle-Rousselin, le 6 juillet 1799 ; sur les dix heures du matin, elle arrêta M. Davy, à la métairie de la Malaiserie, exploitée par le fermier Raimbault. Le prisonnier fut interné à Cholet, et le 18 juillet à Angers.

Le 20 juillet, le commandant de la gendarmerie de Maine-et-Loire mandait au général Vimeux, commandant la 22^e division militaire : « François Davy, ex-curé de Saint-Philbert, a été déporté ou s'est déporté lui-même en Espagne, et il est rentré, au mépris des lois existantes contre les prêtres insermentés, sur le territoire de la République pour y entretenir les ferments de discordes et la guerre civile. Il est maintenant détenu à la citadelle d'Angers et est, je pense, dans le cas de l'article premier de la loi du 20 fructidor an III (6 septembre 1795) et de l'article 23 de la loi du 19 fructidor an V. Il doit être traduit devant une Commission militaire pour y être jugé. »

De la prison du château d'Angers, M. Davy écrivait, le 21 juillet, au commissaire du Directoire près l'administration départementale : « Je vous prie d'être touché de mon sort et d'être persuadé que je ne désire rien tant que la concorde et l'union. » (L 382).

Comme on craignait alors un nouveau soulèvement de la Vendée, les autorités n'osèrent pas faire partir M. Davy pour la déportation, encore moins le traduire devant une Commission militaire, qui l'eût condamné à mort, comme déporté rentré. Bien plus, le confesseur de la foi trouva des avocats même parmi les républicains. C'est ainsi que le citoyen Rousseau, ancien membre du Comité révolutionnaire de Cholet, écrivait, de cette ville, le 22 juillet, au citoyen Letellier, homme de loi, demeurant rue des Poëliers, à Angers :

(1) Saint-Philbert-en-Manges fit successivement partie des cantons de Villegou (1790-1791), de Saint-André-de-la-Marche (1791-1801) et de Beaupréau (depuis 1801).

« On a pris il y a quinze jours, dans une métairie de la Chapelle-Rousselin, le nommé Davy, ci-devant curé de Saint-Philbert. Il a été dix jours en la maison d'arrêt à Cholet, et le 30 messidor on l'a transporté en celle d'Angers. C'est un galant homme, aimable et généralement estimé de tout le monde. Lors de la loi de déportation, il fut le premier à l'exécuter. Il passa de suite en Espagne, où il a resté jusqu'à la loi qui autorisait leur rentrée en France. Aussitôt qu'elle lui fut connue, il repassa en France et se rendit au sein de sa famille et fixa sa demeure chez un beau-frère métayer, avec lequel il a toujours travaillé à la culture de la terre sans exercer aucun acte religieux ; et même lorsqu'on le prit, il était à faner dans une prairie. Lorsque la loi qui autorisait la rentrée des prêtres non assermentés en France fut rapportée, il était alors hors d'état de l'exécuter, puisqu'il était attaqué d'une maladie qui lui a duré plus de trois mois, et qu'il est dans le cas de faire attester par les officiers de santé qui l'ont traité. Sa détention fait une fermentation générale au pays, surtout parmi les gens de la campagne, qui se plaignent hautement de ce qu'on a muré les églises et qu'on les prive de l'exercice de leur culte, et qu'on leur enlève leurs ministres (1). Je crains fort qu'ils ne se soulèvent encore et ne fassent une nouvelle Vendée. Si malheureusement cela arrivait, ce serait la perte entière du pays. Ne serait-il point plus avantageux de renvoyer le nommé Davy et de le mettre sous le cautionnement et responsabilité de l'administration municipale de son canton et de sa commune, où il tiendrait, comme il l'a déjà fait, une conduite irréprochable ? Cette politique de l'Etat ferait évanouir l'orage dont nous sommes menacés et arrêterait les esprits effrénés. Comme j'ai l'honneur de vous connaître pour un homme qui désire le bien, voudriez-vous avoir la bonté d'en parler à l'administration centrale ? Pour moi, je m'y intéresse à cause de notre malheureux pays. Je crains qu'il ne devienne le théâtre d'une guerre aussi sanglante que la première. Si l'administration centrale peut, sans se compromettre, prendre ces motifs en considération, elle recevra des bénédictions de tous les gens de la campagne, et c'est là leurs vœux. »

De leur côté, les paroissiens de Saint-Philbert-en-Mauges adressèrent, le 2 août, à l'administration départementale une

(1) Le 30 juillet 1799, l'administration cantonale de Cholet écrivait à l'administration départementale : « L'arrestation des prêtres cause une grande fermentation parmi les gens de campagne. » Il s'agit de M. Davy, curé de Saint-Philbert, Ayrault, vicaire à Coron, Delaunay, vicaire à Gesté et Papin vicaire à Trémentines, arrêtés en juillet 1799, et tous libérés par politique.

pétition en faveur de leur curé : « D'après vos sages décisions, une partie de nos malheureuses contrées commence à espérer de voir renaître les beaux jours de la paix (1795, 1796 et 1797). Les moyens que vous avez employés relativement aux ci-devant prêtres de Trémentines (Papin), Coron (Ayrault) et Gesté (Delaunay), ont déjà ramené le calme dans ces cantons. Il vous reste encore une tâche à remplir pour ce grand œuvre, et nous ne doutons pas un instant que vous n'en saisiessiez l'occasion. — Le citoyen Davy, ex-curé de Saint-Philbert (acquéreur de domaines nationaux sous les noms de Terrien, Brebion et Chiron), fut pris il y a un mois et conduit dans la prison de Cholet. Nous bornâmes alors nos démarches à offrir pour lui une caution solvable, qui en répondrait sous la surveillance d'une administration quelconque, ce qui nous fut refusé. Soumis aux lois de la République, nous employâmes tous nos moyens à conserver la paix dans la commune et à porter, malgré ce refus, l'espérance dans l'âme de nos concitoyens. Aussi vous pouvez être certains que personne jusqu'à ce moment n'a pris part aux malheureux troubles qui nous agitent. Les actes de justice et d'humanité qui caractérisent votre administration, n'ont point trompé notre attente et nous assurent de plus en plus que vous obtiendrez à nos demandes, fondées sur l'amour de la paix et la prospérité de la République. Nous vous prions donc de rendre à la commune de Saint-Philbert le citoyen Davy, sous des cautions solvables qui répondront de lui et sous l'assurance que nous vous donnons d'employer tous nos moyens pour éteindre le germe de cette malheureuse guerre. Oui, nous vous assurons que nous les emploierons avec énergie, tant pour la prospérité de la République que pour le maintien de la paix. »

— En envoyant la pétition à Angers, le commissaire cantonal de Saint-André disait : « Si l'administration peut rendre cet individu, elle tranquillisera plusieurs communes et ôtera aux Chouans de grandes ressources. »

A leur tour, les habitants de la Chapelle-Rousselin et de Jallais mandaient, le 4 août, au commissaire du Directoire près l'administration départementale : « Nous avons été profondément affligés de l'arrestation du citoyen Davy, parce que cet ecclésiastique a toujours prêché la paix et n'a jamais enfreint les lois de la République en s'occupant de son ministère, soit publiquement, soit chez les particuliers. Nous ne doutons point des bons effets que produira sa mise en liberté pour la tranquillité publique de cette contrée, et nous nous reposons sur votre justice et votre loyauté bien connues pour obtenir qu'il soit fait justice à notre demande. »

Le 6 août, l'administration cantonale de Saint-André-de-la-Marche envoie à Angers le certificat que voici : « Le citoyen François Davy, ex-curé de Saint-Philbert, n'a point exercé de fonctions dans cette commune depuis la loi du 19 fructidor qui le défendait. Ce citoyen jouit de l'estime générale, non seulement dans sa commune mais encore dans les communes environnantes. Il a manifesté des sentiments de paix, qui lui ont mérité cette estime. En conséquence, nous invitons le département à relâcher, s'il se peut, ce citoyen, ce qui opérera le plus grand bien dans le canton. » (L 382).

C'est à la fin de septembre que M. Davy fut remis en liberté, comme nous l'apprend une lettre adressée, le 30 de ce mois, au commissaire du Directoire près l'administration départementale par quatre prêtres assermentés, eux aussi prisonniers au château d'Angers : « Votre humanité si féconde en moyens vous a suggéré ceux de soustraire à la peine un prêtre condamné par la lettre de la loi, sans l'être, il est vrai, par l'esprit. Si le Gouvernement a jugé la présence de l'un nécessaire pour contribuer à éteindre la guerre civile dans son canton, etc. »

M. Davy était sorti de prison depuis quelques semaines quand le 18 Brumaire rouvrit les églises et releva les autels. Il s'empressa de rentrer dans son église de Saint-Philbert. Le 3 décembre 1800, il mandait au Préfet de Maine-et-Loire : « Des circonstances impérieuses et une loi rigoureuse m'ont obligé de quitter ma patrie ou d'y vivre ignoré et inconnu... ».

Le 21 juillet 1801, le Ministre de l'Intérieur demanda au préfet de Maine-et-Loire l'état nominatif des prêtres qui, ayant occupé des places ou exerçant le culte, pouvaient mériter la confiance du Gouvernement et lui être utiles par l'estime et la confiance dont ils jouissaient. Dans sa réponse du 11 août, le citoyen Montault nomma entre autres ecclésiastiques le curé de Saint-Philbert-en-Mauges : « Il jouit de la confiance et est dans l'intention de la soumission, » c'est à dire dans l'intention de faire la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII.

M. Davy mourut dans sa cure, le 29 mai 1816.

Bonchamps avant la guerre de Vendée

Sous la monarchie de Juillet, Jean-René-Prosper-Félicité Sapinaud de Bois-Huguet (1767-1844), qui demeurait alors à Angers, écrivit une histoire de Bonchamps, son ami, son compagnon d'armes au régiment d'Aquitaine. Comme cet ouvrage est inédit et inconnu, nous en avons extrait quelques passages, concernant la vie de Bonchamps avant l'insurrection vendéenne. L'auteur parle le plus souvent en témoin oculaire.

Michior-Arthus de Bonchamps, d'une noble et ancienne famille de l'Anjou, naquit au château du Crucifix (Juvardeil), le 10 mai 1760. A peine savait-il lire, que l'étude de l'histoire faisait ses délices. C'est là qu'il puisa le désir de servir, désir qui, à l'âge de 14 ans, se changea en passion, au récit des vertus de Louis et des bienfaits d'Antoinette. Louis avait remis à son peuple le droit de joyeux avènement ; Antoinette, celui de la ceinture. La torture fut abolie, le Parlement rappelé, les arts encouragés, le commerce protégé, les malheureux secourus, et Delille chantait la jeune souveraine.

C'est un an après l'époque fortunée où Antoinette devint reine, où des milliers d'épées auraient brillé pour elle au moindre danger, que Bonchamps fut placé au régiment d'Aquitaine. Devant passer quelques jours à Paris avant de rejoindre, il fut confié au chevalier Sapinaud de la Verrie (1738-1793), qui servait dans la maison du roi et se rendait dans la capitale. Il fut flatté d'avoir à diriger un jeune homme que, si près de l'enfance, embellissaient déjà les fruits de l'âge mûr. L'un et l'autre se vouèrent un attachement durable, qu'après seize ans écoulés ils se renouvelèrent sur le sol vendéen, d'où, après peu de jours et beaucoup de gloire, il s'élevèrent au séjour d'une félicité immuable.

Le jeune Bonchamps fit ses premières garnisons en Bretagne, où il retrouvait avec plaisir les mœurs et les usages de sa contrée natale. Il cultivait à la fois son corps et son esprit, il s'étudiait à orner son âme des plus aimables vertus. Il joignait à la connaissance des belles-lettres et des mathématiques, celle du dessin et de la musique. Il nageait bien, montait bien à cheval, tirait des armes avec adresse. Mais ses plus doux loisirs étaient ceux où il faisait mouvoir sur une grande table des bataillons et des escadrons en métal.

Il connaissait la Bretagne, sous le rapport géographique et

militaire, comme s'il eût présagé qu'il y combattrait un jour. A Saint-Brieuc, il fit connaissance d'une jeune Bretonne. joignant à un extérieur attrayant tout ce qui peut toucher le cœur. Le sien y fut sensible, et ses hommages ne furent point stériles.

Les manières de Bonchamps étaient nobles et gracieuses, sa taille moyenne mais bien faite, ses traits expressifs, son teint brun, ses cheveux frisés ; ses lèvres un peu grosses lui donnaient un air de bonté, auquel sa facilité de s'énoncer ajoutait un nouvel attrait. Ses dents étaient d'une blancheur extraordinaire, ses yeux étincelants d'esprit. Il croyait que son sort dépendait de la jeune personne qu'il aimait, riche des qualités du cœur, mais ayant peu de fortune. Il se complaisait dans l'espoir de s'unir à elle, lorsque le bataillon d'Aquitaine dont il était, reçut l'ordre d'aller à Brest pour s'embarquer. Avant son départ, il voulut réaliser son rêve de bonheur ; mais son grand-père, pour qui l'or était au-dessus des avantages de la naissance et de la beauté, s'opposa à son mariage. Fils soumis et religieux, il se résigna.

Il s'embarqua à Brest en mai 1782, sous les ordres du comte de Damas, colonel en second d'Aquitaine, et rejoignit avec le second bataillon les 8.000 hommes envoyés contre les Anglais, qui menaçaient de s'emparer dans l'Inde des établissements français et hollandais.

Les jeunes seigneurs français qui combattirent en Amérique, en rapportèrent l'étincelle qui devait embraser les deux mondes. L'armée où était le jeune Bonchamps et avec qui le bailli de Suffren, commandant de la flotte, fit des prodiges, était animée d'un esprit bien différent. Chaque victoire que le comte de Suffren remporta, fut le sujet d'un nouvel hommage à son roi. Le nom de roi électrisait tous les cœurs. Bonchamps et le comte de Damas partageaient ce noble enthousiasme. Il s'accrut encore par l'entrevue d'Hyderaly avec le bailli de Suffren, au camp de Godlon, fait mémorable que Bonchamps se rappelait toujours avec un nouvel intérêt.

Cette guerre, où le jeune Bonchamps se distingua, se termina en 1784. Tombé malade pendant la traversée, il passa quelque temps pour mort.

Le second bataillon d'Aquitaine rejoignit le premier à Mézières. Le retour de Bonchamps mit le comble à ma joie. J'avais en lui un Mentor, un ami ; nous logions ensemble, mangions à la même table et avions le même goût pour l'étude. Désigné comme l'officier le plus distingué de ceux qui avaient fait la campagne de l'Inde, il fut nommé capitaine de grenadiers. Il n'eût rien

manqué à ses vœux, si son grand-père, possesseur des biens qu'il devait avoir, n'eût continué à s'opposer à l'union qu'il projetait. Bonchamps était le capitaine du régiment qui faisait le mieux manœuvrer. Excellent musicien et mis à la tête de la musique, il faisait exécuter les morceaux où respiraient l'honneur et l'amour du roi.

Bonchamps et moi, allant rejoindre en Bretagne notre régiment, vîmes passer Louis XVI à Rambouillet en 1788, suivi d'un brillant cortège, qui l'accompagnait à la chasse. Nous pûmes contempler le monarque de qui l'on disait en Europe : « Si la royauté est son état, la probité est son essence. » On se ferait difficilement une idée du sentiment qu'on éprouvait alors à la vue de la race auguste si désireuse du bonheur des Français, à la vue de cette reine pleine de grâce et de majesté, à celle de cette jeune Elisabeth sur qui les roses du martyre devaient s'unir aux lis de la candeur.

Nous passâmes quelques jours à Paris, en 1788. La douleur de n'avoir pu former les liens qu'il désirait, avait fait chercher à Bonchamps des consolations dans les hasards du jeu. Il y fut malheureux ; mais ses traits, lors même qu'il perdait le plus, n'en étaient pas moins calmes, sa conversation moins attrayante. On aimait à se taire pour l'entendre. Il devait avoir 18.000 livres de rente, mais, noble et généreux, sa dépense allait au delà. Nul étranger, nul officier marquant ne passait dans nos garnisons sans que le colonel d'Aquitaine ne s'empressât de le leur présenter.

Etant allés, le second jour de notre arrivée à Paris, à un spectacle du Palais Royal, une jeune personne dont la taille et la physionomie avaient un attrait infini, attira et fixa ses regards. Je crus voir quelques larmes dans ses yeux. Je pensai que c'était l'objet de ses premières amours, celle dont il m'avait tant parlé. Je ne me trompais pas. Le spectacle fini, il la suivit et eut un long entretien avec elle, qui lui apprit qu'elle était mariée avec un capitaine de vaisseau de la marine royale. Il eût voulu être ce capitaine, et resta plusieurs jours attristé et sans jouer aux échecs, jeu qu'il aimait avec passion et où il était très habile.

Toutefois la raison dicta sa conduite. Désireux d'arriver au grade de major en second, grade qui avait remplacé celui de colonel en second, il pensa que la main de M^{lle} de Scépeaux, s'il pouvait l'obtenir, l'aiderait à réaliser ses projets. Il la demanda, et M^{me} la maréchale d'Aubeterre à qui elle avait remis le soin de sa destinée, acquiesça à la demande du marquis de

Bonchamps (mariage célébré à Saint-Maurille d'Angers, le 10 février 1789). Il possédait ce qu'elle avait toujours désiré pour sa nièce : une naissance fort ancienne, un personnel agréable, beaucoup d'esprit et d'instruction, et, ce qui est au-dessus de tout, l'antique foi de ses aïeux. Tant de qualités lui avaient acquis l'estime de tout son régiment. Jamais on ne fut plus aimé ni plus considéré. Deux officiers renvoyés du régiment pendant que nous étions à Mézières, avaient été condamnés à se battre à outrance avant leur départ : Bonchamps, dans la réunion des capitaines, osa blâmer cette décision. « N'est-ce donc pas assez, dit-il, de les déshonorer, sans les contraindre à se tuer et à nous rendre témoins de ce sanglant spectacle, qu'improuvent à la fois la religion et le service du roi ? » Tous se rendirent à cet avis. Quant à lui, il osait faire profession de sa haine pour le duel : « Dieu et le roi, disait-il hautement, peuvent seuls disposer de ma vie ; à eux seuls je la dois, et non à un vain préjugé. » Il s'était acquis une influence de raison sur les jeunes officiers, qui les maintint constamment dans la route de l'honneur.

Prié de venir prendre part à son bonheur, je fus bien vite l'en féliciter à son château de la Baronnière (La Chapelle-Saint-Florent), situé sur les bords de l'Evre, qu'il domine et non loin de la Loire. C'est un des plus riches et des plus riants tableaux de la contrée ; c'était un bonheur de plus. Nous y passions des entretiens de l'amitié à ceux de la politique, et, jugeant du cœur des Français par le nôtre, adoucissions nos craintes sur l'avenir. M. d'Elbée, voisin de Bonchamps (à la Loge, paroisse de Saint-Martin-de-Beaupréau), ne partageait pas notre frayeur. Les Etats Généraux, nouvelle boîte de Pandore, lui semblaient ramener l'âge d'or, et Voltaire être le premier homme du monde. A ses yeux, tout s'éclipsait devant cet astre. M. d'Elbée, dont le père était devenu officier supérieur en Saxe, venait de quitter le régiment de Dauphin-cavalerie. Le mécontentement de n'avoir pu parvenir au grade de capitaine lui avait fait donner sa démission. Sa taille et sa figure étaient peu remarquables. Il parlait avec lenteur, mais avec enthousiasme, surtout de l'Assemblée Nationale, dont il attendait tous les biens, illusion dont il revint bientôt, car il était plein d'honneur, et la piété, dans son cœur, ne tarda pas à remplacer la philosophie. Il devait épouser la fille d'un négociant de Nantes, qui possédait avec les avantages de la fortune un extérieur agréable ; mais la femme de son camarade, la comtesse de Boisy, toute puissante dans l'art de plaire et de persuader, s'y opposa, pour unir son

sort à celui de M^{lle} d'Hauterive, fille du gouverneur de Noirmoutier, avec qui elle avait été élevée à Saint-Cyr et à qui elle désirait que son amitié fût utile (17 novembre 1788, mariage célébré à la Gaubretière)...

« Que le roi n'a-t-il le caractère de la reine ! » disaient Bonchamps et ses camarades, irrités de voir des députés envoyés dans toutes les villes de garnison, afin de les corrompre. Notre régiment, séduit par leurs présents et leurs fausses promesses, se prit de querelle, à Sarrelouis, avec le régiment de Nassau, qui jusqu'alors demeuré fidèle, huit jours après ne l'était plus. Sans le régiment de Royal-Allemand, l'un et l'autre se fussent exterminés. Bonchamps, revenu de semestre, rétablit l'ordre dans sa compagnie, que les autres imitèrent.

Le monarque fut arrêté à Varennes, le 22 juin 1791. L'Assemblée Nationale exigea des officiers le serment de fidélité à la nation, serment contraire à celui qu'ils avaient fait au roi et que l'honneur ne pouvait leur permettre. Bonchamps rentra alors dans ses foyers, d'où l'espoir d'être utile le fit se rendre à Paris, en novembre 1791.

Après le 20 juin 1792, Bonchamps céda aux instances qu'on lui fit d'émigrer, quoique ce parti lui parût peu sage. La Providence qui le destinait à être une des gloires de son pays, lui suscita un obstacle qu'il ne put franchir. Près d'arriver à Tournay, les troupes du général Dillon ayant été repoussées par le général Beaulieu, il fut contraint de revenir à Paris. Je l'y rencontrai en retournant à Ath, où étaient les officiers émigrés en activité, et m'en séparai, en craignant, ainsi que lui, que l'émigration pour beaucoup de Français ne causât un tombeau entre le sol étranger et le sol natal.

Le 10 août 1792, Bonchamps, Charette, Lescure, Larochejaquelein, Donnissan, d'Elbée, Précy s'étaient joints aux gardes Suisses, demeurés si fidèles. Henri de Larochejaquelein et Charles d'Autichamp trouvèrent un refuge momentané chez Bonchamps.

Lescure, Larochejaquelein et leur famille étaient partis de Paris dès le 25 août. Charette s'était rendu à sa terre de Fonteclosure, d'Elbée était revenu à sa terre de la Loge. Bonchamps, ainsi qu'eux, partit à la faveur d'une loi qui permettait la libre circulation des personnes et des grains. Arrivé auprès de La Flèche, Bonchamps, instruit qu'un bataillon nantais arrêtait les voyageurs, profita de l'obscurité de la nuit pour se frayer une route au milieu des soldats et arriva sans encombre au château de la Baronnière.

A peine arrivé en ses foyers, Bonchamps reçut l'ordre de comparaître devant le tribunal criminel de Maine-et-Loire, d'où sa prudence le fit sortir sain et sauf. Des journaliers soldés par l'autorité en avaient été la cause. Après avoir attaché un bonnet tricolore aux arbres de son jardin, ils avaient crié hautement : « A bas, à bas le bonnet ! »

Le décret du recrutement de 300.000 hommes (24 février 1793) souleva tous les jeunes paysans. « Eh bien ! combattons, disaient-ils, puisque nos tyrans l'exigent, mais combattons contre eux, et, s'il nous faut mourir, mourons pour sauver notre contrée. »

Aux Angevins et aux Bretons qui peuplent les rives de la Loire, Bonchamps expose la carrière périlleuse où ils s'engagent, et les voyant décidés à vaincre ou à mourir, en fait avec eux le serment, que répètent au loin les échos du vieux château de la Baronnière.

Il organisa deux compagnies de chasseurs à Saint-Florent-le-Vieil, où ils apprirent les manœuvres en peu de temps...

La baronne de Candé (1776-1856)

Charles-Guillaume Gontard, écuyer, sieur des Chevalleries et de la Pichonnière, né le 1^{er} novembre 1747 à Saint-Michel-du-Tertre, à Angers, épousa, le 14 février 1775, à Notre-Dame de Cholet, Antoinette Guy.

Deux enfants naquirent de cette union : Catherine-Pauline Gontard des Chevalleries, née à Angers le 26 janvier 1776, et Marie-Céleste-Rosalie née au mois de septembre 1777.

Le père, Charles-Guillaume Gontard, émigra en 1791. Dans ses *Souvenirs*, la comtesse de la Bouërie (1770-1867) parle de M^{me} Gontard et de ses deux enfants et nous raconte ce qu'elles devinrent pendant la Révolution.

« M^{me} Gontard habitait Angers, pendant l'émigration de son mari. Lorsque cette ville fut évacuée, au mois de juin 1793, par les autorités effrayées des succès des Vendéens qui furent reçus sans coup férir, M^{me} Gontard, craignant les excès auxquels on se porterait contre les royalistes, après le départ de leur armée, préféra la suivre avec ses deux jeunes filles. Elle alla ainsi jusqu'au Mans, où elle trouva un asile chez M^{me} C..... ; mais ce

repos ne fut pas long : le lendemain, la ville fut attaquée par les républicains (12 décembre 1793).

« En cas de danger, M^{me} C. fit connaître à ces dames une cache ingénieusement faite dans un appentis sous le toit d'ardoise ; l'entrée était dans une armoire à côté de la cheminée d'une chambre, et s'ouvrait par un petit bouton à ressort.

« Quand Le Mans fut envahi, M^{me} Gontard et Duvignaud, qui étaient ensemble, furent placées dans ce réduit obscur ; M. d'Herbault, officier vendéen qui était blessé et venait de l'être encore par une balle reçue au Mans, fut aussi caché dans cet endroit par le domestique de la maison.

« Leur position était fort pénible, resserrés dans un espace si étroit et sans jour. L'officier vendéen souffrait beaucoup de ses blessures ; l'ancienne avait besoin d'être pansée, et il aurait fallu un chirurgien pour extraire la balle restée dans la seconde. M^{me} Duvignaud ne put le soulager que par un simple pansement ; mais sa résignation et son courage étaient admirables.

« Le bruit du combat parvenait jusqu'à eux ; bientôt ce furent les cris des victimes qui firent succéder à l'effroi les sentiments les plus déchirants. C'est dans ce terrible instant que la servante de la maison, se croyant à sa dernière heure, imagina qu'il n'y avait qu'un moyen de salut : c'était d'expulser ces dames ! Elle communiqua ses terreurs à sa maîtresse et lui persuada d'éloigner ses hôtes. Se chargeant de cette mission, elle vint leur dire qu'il n'était fait aucune grâce aux royalistes et à ceux qui les recueillaient, qu'elles étaient invitées à s'en aller immédiatement ; sans cela ce serait fait d'elles et de tous ceux qui étaient dans la maison.

« Etourdies de cette cruelle invitation, ces dames se soumièrent aux malheurs qui les menaçaient. Elles suivent cette femme en silence et descendent l'escalier, mais quel nouvel effroi les saisit, en apercevant par la grande porte ouverte des soldats républicains occupés à arracher et à assommer M. Le Meignan, qui était dans sa voiture ! A cet affreux spectacle, elles reculent et n'ont pas le courage de franchir cette porte ; elles entrent dans un appartement du rez-de-chaussée et supplient M^{me} C. de ne pas exiger leur sortie.

« A ce moment, paraît le domestique de cette dame : *Que faites-vous ici, Mesdames ? Retournez vite en haut. Si vous êtes aperçues, nous périrons tous !* Cette phrase, dite avec intention par ce brave homme, eut son effet. Ces dames retournèrent dans leur asile, et les bleus qui pillaient la voiture de M. Le Maignan ne les aperçurent pas heureusement. Rentrées

dans leur gîte obscur, leur frayeur ne diminua pas : les cris des bourreaux et de leurs victimes parvenaient trop à leurs sens émus.

« La méchante et poltronne servante revint encore à la charge. M. d'Herbault surtout se trouvait l'objet direct de ses craintes : s'il était découvert, ses blessures témoigneraient contre lui, et sa maîtresse serait sans excuse d'avoir reçu un ennemi de la République !

« Ce pauvre officier, aussi pieux qu'il était brave, voulut se sacrifier pour ne pas compromettre ses hôtes. Ses compagnes d'infortune se révoltent à l'idée des dangers qu'il va courir, mais il cherche à les rassurer et à leur inspirer le courage qui le domine : *J'ai besoin, dit-il, d'être soigné. Je veux aller à l'hôpital. Ne me plaignez pas si je trouve la mort au lieu du soulagement. Dans l'état de souffrance où je suis, j'ai peu de temps à vivre. Plaignez plutôt cette brave jeunesse qui tombe sous les coups des assassins. Etant trouvé avec vous, je puis causer votre mort à tous. En m'éloignant, j'espère vous sauver, mon sacrifice peut être utile, je suis résigné, je sens que je m'élance dans les bras d'un Dieu de bonté.* Ils se firent de touchants adieux. Ces dames pensaient qu'elles ne le reverraient plus ; lui savait qu'il allait au-devant de la mort. Mais, conservant toute sa fermeté, il s'éloigna avec la résignation d'un martyr de la foi et de la bonne cause. Sans savoir où porter ses pas, il se trouva bientôt sur la place : il ne fut pas longtemps sans rencontrer la fin de toutes ses souffrances !

« Pendant les trois jours que durèrent les massacres, il serait difficile de dépeindre les terreurs qui agitérent ces dames. Cependant, M^{me} Du vignaud s'étant rappelé le nom d'une personne du Mans qui avait rendu des services à sa famille, se hasarda à sortir pour se mettre à sa recherche, promettant à ses amies de revenir dès qu'elle leur aurait trouvé un asile plus sûr. Elle s'était fait accompagner par la servante, qui vint ensuite dire à M^{me} Gontard et à ses filles que cette dame les attendait. Connaissant le mauvais vouloir de cette fille, elles répondirent qu'elles étaient résolues de rester jusqu'à nouvel ordre.

« Lorsque M^{me} Du vignaud reparut, elle raconta qu'après avoir été conduite par la servante chez M. Charpentier (nom de la personne qu'elle désirait voir), celle-ci l'avait ensuite abandonnée, espérant sans doute qu'elle ne retrouverait plus son chemin. Après avoir erré un peu, cette dame avait fini par s'orienter et était revenue sans accident. Elle ajouta que M. Charpentier n'osait les recevoir chez lui, ayant eu le malheur

de voir une Vendéenne jetée par une fenêtre de sa maison ; et, pendant cette scène horrible, les républicains l'avaient forcé de tenir une lumière !

« Enfin M. Charpentier trouva le moyen de faire conduire ces dames, le lendemain, chez de braves gens, qui les cachèrent avec soin. Elles avaient été six jours chez M^{me} C. ; pendant les trois premiers, on n'avait cessé de massacrer !

« Plusieurs représentants du peuple ayant quitté Le Mans, les trois qui étaient restés, dont l'un était Garnier (de Saintes), donnèrent l'ordre d'arrêter l'effusion du sang. Ils firent publier que les jeunes personnes âgées de moins de 18 ans n'avaient qu'à se présenter aux autorités, qui les feraient recevoir dans une maison où elles seraient en sûreté, et celles qu'on réclamerait habiteraient chez ceux qui voudraient les garder, sous leur responsabilité. Comme les habitants du Mans étaient généralement hospitaliers, ils sauvèrent beaucoup de personnes qui, sans eux, auraient péri dans les prisons.

« MM^{les} Gontard n'avaient pas 18 ans. Elles profitèrent de cette loi d'amnistie et purent sortir sans danger. Ceux qui cachaient leur mère, les réclamèrent, après qu'elles se furent présentées devant Garnier (de Saintes). Il était plus humain que les autres représentants, n'en avait pas la rudesse et ne tutoyait pas, malgré l'usage qui en était introduit partout en France. »

A la fin de 1794, M^{lle} Catherine-Pauline Gontard des Chevaleries écrivit ses *Souvenirs*, qui ont été publiés, il y a quelques années, par le vicomte Aurélien de Courson (Paris, librairie des Saint-Pères).

Le 8 novembre 1796, M^{lle} Catherine-Pauline Gontard épousa, à Angers, Jean-Marie-Antoine Brillet baron de Candé, fils de Charles-Louis Brillet de Candé et de Louise-Françoise-Adélaïde du Breil du Buron (1). Cette union ne fut pas de longue durée, car M. de Candé mourut, subitement, en revenant des eaux de Plombières, au village de Charmes (Vosges), le 22 août 1802. Quant à sa veuve, elle lui survécut de nombreuses années. Ce fut seulement le 8 juillet 1856 qu'elle rendit l'âme, en son hôtel d'Angers. Elle laissait deux enfants : 1) Pauline-Adèle-Eugénie Brillet de Candé, mariée, en 1820, à Maurice Hue marquis de

(1) M^{lle} Marie-Céleste-Rosalie Gontard des Chevaleries épousa, à Angers, le 12 juin 1798, Jacques-Joseph-Florent Duchesne, baron de Denant, né au château de Denant le 10 septembre 1777, officier vendéen, mort à la Pichonnière, commune de Charcé, le 19 janvier 1868, dans sa 91^e année. Sa veuve est morte, en 1870, dans sa 93^e année.

Montaigu : 2) Clovis-Antonin Brillet de Candé, né à Angers le 28 octobre 1801, marié à Claudine-Edme-Camille de Fraguier, et décédé en 1857.

Lettre de Louis XVI à l'Evêque d'Angers (3 septembre 1789)

Du 18 mars au 6 avril 1789, Mgr Michel-François Couët du Viviers de Lorry, évêque d'Angers, présida une partie des séances de l'ordre du clergé, dans l'église des Cordeliers d'Angers, mais il ne fut point élu député aux Etats Généraux, comme 31 de ses collègues.

Le 5 mai, il publia un Mandement ordonnant des prières publiques pendant la tenue des Etats Généraux. Le 22 août, autre Mandement prescrivant que le *Te Deum* serait chanté dans toutes les églises du diocèse, à l'occasion des délibérations prises dans l'Assemblée Nationale.

A la date du 3 septembre, le roi Louis XVI écrivait, de Versailles, à l'évêque d'Angers :

« Vous connaissez les troubles qui désolent mon royaume; vous savez que dans plusieurs provinces, des brigands et des gens sans aveu s'y sont répandus, et que non contents de se livrer eux-mêmes à toutes sortes d'excès, ils sont parvenus à soulever l'esprit des habitants des campagnes, et portant l'audace jusqu'à contrefaire mes ordres, jusqu'à répandre de faux arrêts de mon Conseil, ils ont persuadé qu'on exécuterait ma volonté, ou qu'on répondrait à mes intentions en attaquant les châteaux et en y détruisant les archives et les divers titres de propriétés. C'est ainsi qu'au nom du Souverain, le Protecteur-né de la justice, et au nom d'un monarque qui, je puis le dire, s'en est montré le constant défenseur pendant son règne, on n'a pas craint d'exciter le peuple à des excès, que les plus tyranniques oppresseurs auraient craint d'avouer. Enfin, pour augmenter la confusion et réunir tous les malheurs, une contrebande, soutenue à main armée, détruit avec un progrès effrayant les revenus de l'Etat et tarit les ressources destinées ou au payement des dettes les plus légitimes, ou à la solde des troupes de terre et de mer, ou aux diverses dépenses qu'exige la sûreté publique.

« Ce n'est pas tout encore; un nouveau genre de calamité a

pénétré mon âme de la plus sensible affliction. Mon peuple, renommé par la douceur de ses mœurs et de son caractère, mon peuple, dans quelques endroits, heureusement en petit nombre, s'est permis d'être l'arbitre et l'exécuteur de condamnations que les dépositaires des lois, après s'être livrés au plus mûr examen, ne déterminent jamais sans une secrète émotion.

« Tant de maux, tant d'afflictions ont oppressé mon âme, et après avoir employé, de concert avec l'Assemblée Nationale, tous les moyens qui restent en mon pouvoir pour arrêter le cours de ces désordres, averti par l'expérience des bornes de la sagesse humaine, je veux implorer publiquement le secours de la divine Providence, espérant que les vœux de tout un peuple toucheront un Dieu de bonté et attireront sur ce royaume les bénédictions dont il a tant besoin.

« La beauté des moissons dans la plus grande partie du royaume, ce bienfait devenu si nécessaire et si précieux semble annoncer que la protection du ciel ne nous est pas encore entièrement retirée, et nous aurons ainsi des actions de grâces à joindre à nos prières. Accompagnez ces prières des exhortations les plus pressantes, faites sentir au peuple, faites sentir à tous mes sujets que la prospérité de l'Etat, que le bonheur des particuliers, dépendent essentiellement de l'exacte observation des lois. La violence ne peut jouir qu'un moment de ses succès et de ses prospérités criminelles; on s'élève bientôt de toutes parts contre elle, et les hommes qui rompent le pacte social, ce fondement de la tranquillité publique, en reçoivent tôt ou tard la peine inévitable.

« Nulle part, les fortunes ne sont égales, et elles ne peuvent pas l'être, mais quand les riches vivent sans défiance au milieu de ceux qui le sont moins, leur superflu se réserve nécessairement pour l'industrie, le commerce et l'agriculture, et comme leurs jouissances sont bornées par les lois immuables de la Providence, souvent ils sont moins heureux que ceux dont la vie occupée par le travail se trouve à l'abri du tumulte des passions. Mais ce que vous devez surtout rappeler à mes sujets, c'est qu'en rassemblant autour de moi les représentants de la nation, j'ai eu principalement à cœur d'adoucir le sort du peuple par toutes les dispositions qui me paraîtraient pouvoir se concilier avec les devoirs de la justice. Déjà, par un même esprit, les Prélats, les Seigneurs, les Gentilshommes, les hommes riches de tout état, se disputent à l'envi les moyens de rendre le peuple plus heureux, et pour atteindre ce but, ils offrent des sacrifices qu'on n'aurait pas eu le droit d'exiger

d'eux. Exhorte donc tous mes sujets à attendre avec tranquillité le succès de ces dispositions patriotiques ; éloignez-les, détournez-les d'en troubler le cours par des insurrections propres à décourager tous les gens de bien. Que le peuple se confie à ma protection et à mon amour ; quand tout le monde l'abandonnerait, je veillerais sur lui ; mais jamais dans aucun temps il n'y a eu en sa faveur un concours plus général de volontés et d'affections de la part de tous les ordres de la société. Exhorte-le donc, au nom de la religion, à être reconnaissant et à montrer ce sentiment par son obéissance aux lois de la justice ; avertissez, instruisez ce bon peuple des pièges des méchants, afin qu'il rejette loin de lui, comme des ennemis de la Patrie, tous ceux qui voudraient l'induire à des actes de violences, tous ceux qui voudraient le détourner de payer sa part des charges publiques, et le priver ainsi de l'honorable qualité de citoyen de l'Etat.

« Les divers impôts qui composent les revenus publics seront examinés dans le cours de l'Assemblée Nationale, ceux qui paraîtront trop onéreux seront remplacés par d'autres, et tous seront adoucis successivement par le ménagement et la régularité des perceptions ; mais jusques à l'époque prochaine où les affaires seront arrangées, tous mes sujets ont un égal intérêt au maintien de l'ordre ; car la confusion entraîne la confusion et souvent alors la sagesse des hommes est impuissante pour remédier à la grandeur des maux et pour arrêter le progrès des inimitiés et des défiances mutuelles. Je ferai, pour le rétablissement de l'ordre dans les finances, tous les abandons personnels qui seront jugés nécessaires ou convenables, non pas seulement aux dépens de la pompe ou des plaisirs du trône, qui depuis quelque temps se sont changés pour moi en amertumes, mais par de plus grands sacrifices je voudrais pouvoir rendre à mes sujets le repos et le bonheur. Venez donc à mon aide, venez au secours de l'Etat par vos exhortations et par vos prières ; je vous y invite avec instance et je compte sur votre zèle et sur votre obéissance. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur l'Evêque d'Angers, en sa sainte garde. »

L'original de cette lettre, qui fut envoyée à tous les évêques de France, appartient à M. le baron de Couët, capitaine au 3^e hussards, à Strasbourg.

Dès le 10 septembre, Mgr Couët du Viviers de Lorry publiait un Mandement ordonnant des prières de Quarante-Heures pour demander à Dieu la prospérité du royaume. Le

18 octobre, le prélat adressait encore une lettre à son clergé, le priant de faire appel à la générosité des fidèles en faveur des finances du royaume.

Le dernier prieur de l'abbaye de Mélinais

Né à Saint-Maurille d'Angers, le 2 juillet 1753, de Louis Chollet, praticien, et de Rose Préau, M. Antoine-Pierre *Chollet* fit profession, le 10 juillet 1774, à l'abbaye des Génovéfains de Notre-Dame de Celle, en Poitou. Il était prieur et curé de Mélinais quand éclata la Révolution. Le 24 novembre 1790, il déclara à la municipalité de Sainte-Colombe près La Flèche « ne vouloir sortir », mais bien entendu vouloir continuer de pratiquer la vie commune, si toutefois les maisons « qui leur seraient laissées et les membres qui les composeraient lui convenaient. » Le 6 février 1791, M. Chollet prononça le serment que voici : « Je jure de m'acquitter toujours avec fidélité de l'emploi dont l'Eglise m'a honoré, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et, *exceptant formellement les objets dogmatiques et de discipline*, de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée Nationale et sanctionnée par le Roi. » Comme on le voit, cette formule était on ne peut plus orthodoxe.

Le 3 avril 1793, un détachement de la garde nationale, conduit par les officiers municipaux de Sainte-Colombe, arrivèrent trop tard à Mélinais pour y trouver M. Chollet. Quand dom Chabanel, prieur de Lesvière, vint se réfugier à Daumeray, en décembre 1793, on lui dit que M. Chollet était caché dans le pays.

Aux archives de la cure de Huillé, se trouve le « *Registre* contenant les baptêmes et mariages faits par moi, prêtre catholique, prieur des chanoines réguliers de l'abbaye royale de Saint-Jean l'Evangéliste de Mélinais, près La Flèche, diocèse d'Angers, et curé de la paroisse du même nom, et en vertu des pouvoirs extraordinairement accordés par M^r de Lorry, évêque catholique d'Angers, à tous les prêtres catholiques de son diocèse pour le temps de la persécution contre l'Eglise catholique, ledit registre commencé le 5 octobre 1795. » Il contient des actes de baptêmes et de mariages de 1791 à 1797 ; l'ordre des dates n'est nullement gardé. La signature de M. Chollet se ren-

contre également sur les registres de Baracé, Daumeray, Durtal, Tiercé, etc.

Le 16 septembre 1796, le commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Tiercé mandait à son collègue près l'administration centrale de Maine-et-Loire : « Un prêtre a dit une messe nuitamment à Soucelles. On croit que c'est le chanoine régulier Chollet, frère de l'ancien procureur-syndic du district de Châteauneuf. »

Le commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Châteauneuf écrit au même, le 2 décembre suivant : « Un rassemblement a eu lieu à la Guichardièrre (Briollay), quelques jours avant la foire de la Saint-Martin. Il était composé de quatre à cinq cents personnes. La messe a été célébrée, dans la grange de cette ferme, par Chollet. C'est un fanatique outré, qui parcourt les différentes communes d'entre Sarthe et Loir. Il remarie les personnes qui veulent bien se trouver aux rendez-vous nocturnes qu'il donne; il baptise les enfants. Il est accompagné de quatre hommes, qui le suivent continuellement mais sans armes. Ils sont cachés le jour et ne se montrent que la nuit. Le plus communément ils se tiennent à Tiercé, Montreuil-sur-Loir, Baracé et Daumeray. Ce prêtre insermenté était dans le cas de la déportation (26 août 1792), mais il n'a pas été déporté et a resté caché jusqu'à l'époque des troubles; il a suivi les Chouans pendant qu'ils ont existé. » — Nouvelle lettre, le 12 mars 1797 : « Il s'est fait un rassemblement assez considérable (nuit du 7 au 8 mars) dans le bourg d'Etriché. Ce rassemblement était composé de différents individus des deux sexes des communes voisines, venus en cet endroit pour assister à la messe de Chollet, qui l'a célébrée dans la ci-devant église. C'est le même qui occasionna un rassemblement à Briollay il y a quatre mois. Avec Glattier, aussi prêtre réfractaire, il se tient entre la Sarthe et le Loir. L'un et l'autre prêchent en faveur de la royauté et la désobéissance aux lois de la République. Si on ne prend pas des mesures pour déjouer leurs manœuvres, ces fanatiques parviendront à soulever le peuple qui a la simplicité de les suivre. » (L 383).

De son côté, le commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Morannes écrit également contre Chollet, les 15 mars, 8 mai et 25 mai 1797, si bien que le commissaire du Directoire près l'administration centrale dénonce (28 mai) à l'accusateur public près le tribunal criminel de Maine-et-Loire les troubles et les délits dont sont prévenus Chollet et Glattier, tous deux prêtres réfractaires. Le commissaire cantonal de

Morannes continue ses dénonciations les 9 juin, 20 juin, 6 juillet, 18 juillet, 16 août et 9 septembre (*Anjou historique*, XV, 407).

Le commissaire cantonal de Morannes écrit encore, le 18 septembre 1797 : « Chollet et Glattier ont prêché publiquement la contre-révolution, ont fait des processions avec croix et bannières de différentes couleurs, toujours accompagnés d'une troupe de chouans à pied et à cheval pour les escorter ; ils ont remarié et baptisé et fait faire les Pâques à tous les enfants de ceux qu'ils ont fanatisés, dont le nombre est très grand ; ils ont administré les malades, dit des services pour les morts. Ils ont tout fait, hors le bien. »

Le 25 octobre 1797, l'administration centrale du département demande un arrêté de déportation contre Chollet, que le Directoire Exécutif s'empresse de signer le 12 novembre.

Le commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Tiercé écrit, à son tour, le 15 janvier 1798 : « Chollet se tient sur Daumeray, Précigné et le Pé. De là, il fait des incursions sur la partie de Tiercé qui confine à Daumeray et y répand ses mauvais principes. Il ne va jamais que la nuit. »

Nouvelle dénonciation du commissaire cantonal de Morannes, le 18 janvier : « Chollet, Glattier et Jannet continuent de fanatiser tous les gens des campagnes des environs, et surtout Daumeray, Baracé, Tiercé, Etriché et une partie de Morannes. » Encore le 1^{er} février : « Chollet se retire dans la métairie de la Cahuère, chez Jean Anis, située sur les limites de Tiercé à Soucelles, où on voit même qu'il y a une cache souterraine. »

Enfin M. Chollet fut arrêté, le 1^{er} février 1798, à Soucelles. Le soir de ce jour, le citoyen Lebreton, commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Tiercé, annonçait cette nouvelle à son collègue près l'administration centrale : « J'ai reçu votre lettre relative à Chollet, le 11 pluviôse (30 janvier) au soir ; le lendemain, je me rendis à Châteauneuf pour me concerter avec les gendarmes. Je n'en trouvai aucun, ils étaient en route par vos ordres. Je me décidai à requérir le commandant de la force armée de mettre à ma disposition, le lendemain à dix heures du matin, douze hommes. Je me suis transporté aujourd'hui, avec ces braves volontaires, au lieu que vous m'avez désigné dans votre lettre. J'ai fait cerner la maison, et ai cherché l'endroit indiqué. Après avoir, sans rien découvrir, fait beaucoup de perquisitions, j'ai sorti dans le jardin pour examiner la maison. Je n'ai pas tardé à reconnaître, comme vous me l'annonciez dans votre lettre, qu'il y avait une cache entre

le tuyau de la cheminée et le mur. Rentré, j'ai découvert dans une chambre de derrière la petite trappe en question cachée par un lit ; elle était d'environ dix pouces sur chaque face, fermée bien hermétiquement. Nous l'avons enfoncée, et trouvé dans le réduit les cinq individus que je vous envoie. Les volontaires ont aidé à Chollet et C^{ie} à boire 7 à 8 bouteilles de bon vin trouvées dans le trou avec des huîtres fraîches. Vous ne pouvez vous faire une idée de la satisfaction que j'ai éprouvée en délivrant la patrie d'un de ses plus féroces ennemis (1). » (*Affiches d'Angers*).

Le 2 février, le commissaire du Directoire près l'administration centrale mandait, à son tour, au Ministre de la Police : « Je vous annonce avec bien de la satisfaction qu'Antoine Chollet, prêtre réfractaire, ci-devant prieur de Mélinais, l'un des plus féroces ennemis de notre Révolution, vient d'être pris avec quatre individus, présumés Chouans, qui accompagnaient partout le nommé Chollet et lui servaient de satellites. Par les renseignements que je m'étais procurés, je le faisais chercher sur trois points différents qui lui servaient de retraite ordinaire, et c'est dans une maison de la commune de Soucelles, canton de Tiercé, qu'il a été trouvé avec ses gardes du corps dans une cache où on ne pouvait entrer que par un passage d'environ 10 pouces carrés, fermé par une trappe en terrasse, et caché derrière un lit. J'ai contre cet individu un arrêté de déportation. Mais comme il pourrait être susceptible de la peine de mort, et qu'il est nécessaire de faire un exemple éclatant de ces scélérats, je ne me presserai pas de le mettre à exécution avant de l'avoir préalablement livré au tribunal criminel avec les compagnons de ses crimes. Dans cette cache ont été trouvés divers instruments du culte, des livres de religion, des effets de coucher et à l'usage du corps, et 2 septiers de blé seigle, desquels objets a été dressé un procès-verbal. Pour faire cette heureuse arrestation, il m'a fallu faire des dépenses, payer des espions, etc. J'espère, citoyen ministre, que vous aurez égard à ma lettre du 10 courant et que vous obtiendrez du Gouvernement qu'il me soit accordé des fonds pour ces recherches qui m'entraînent dans des dépenses préjudiciables à ma petite fortune. » (L 158).

Arrivé le 22 avril 1798 à Rochefort, M. Chollet^{*} partit pour

(1) Le 15 mars 1798, le commissaire cantonal de Tiercé écrivait : « La plupart des habitants des campagnes sont inconsolables de l'arrestation de Chollet. Ce malheureux les avait tellement subjugués, qu'il est impossible de les faire revenir sur sa conduite. »

l'exil le 1^{er} août, sur la corvette la *Bayonnaise*, qui était dans la rade de Cayenne le 29 septembre. Il eut pour résidence Sinnamary, où il décéda le 9 décembre 1798.

La Constitution civile du clergé dans le district de Baugé

Le décret du 26 décembre 1790 imposa au clergé un serment, dont voici la formule : « Je jure de remplir mes fonctions avec exactitude, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi. » On sait que Pie VI condamna solennellement ce serment, le 13 avril 1791.

Nous allons donner le tableau général de tous les ecclésiastiques qui demeuraient dans le district de Baugé au début de l'année 1791. Les noms de ceux qui firent le serment, ont été mis en italiques.

Auverse. — François-Antoine Graffard, curé ; René Lizé, vicaire, 26 ans (l'intrus, André-Jean Durondeau, fut installé le 24 juin 1792).

Baugé. — René Berault, prieur-curé, 62 ans ; François-Charles Couscher, vicaire, 29 ans ; Charles Prunier, vicaire, 43 ans ; François Fontaine, ancien jésuite, prêtre habitué et sacriste ; Oger, aumônier de l'hôpital ; Pierre-René Reby, prêtre habitué, aveugle, 70 ans ; *Louis-Maurille Houdet, principal du collège et faisant fonctions de vicaire ; Jean-Baptiste Guegan, gardien des Capucins ; Jean-Baptiste Rueau, vicaire des Capucins (Pierre Drouault, curé de Saint-Martin-d'Arcé, fut installé intrus de Baugé le 5 juin 1791).*

Bauné. — Paul Tanquerey, curé, 49 ans ; Pierre Arlouet, vicaire, 48 ans ; Jean Leroy, desservant de Briançon, 53 ans (Claude Lasnier, vicaire à Cornillé, fut installé intrus de Bauné le 12 juin 1791).

Beaufort. — *Hugues Pelletier, génovéfain, prieur-curé, 62 ans ; Dominique-Louis-Marie Vergne, premier vicaire, 34 ans ; François-Louis Pottery, deuxième vicaire, 34 ans ; Pierre Macé, troisième vicaire, 38 ans ; Joseph-Charles Leseiller de Montplacé, aumônier de l'hôpital ; Pierre-René Joseph Leseiller de Montplacé, chapelain à l'hôpital ; Louis-Léonor Château, fontévrisme, principal du collège ; Jean*

Coignard, fontévrliste, régent au collège; Mathieu-Marie Auger, fontévrliste, prêtre habitué à Beaufort; Jacques-Antoine Coquille, récollet, aumônier de la garde nationale; Louis-Antoine Hardiau de la Patrière, récollet; Jean-Marie Hemery, récollet; Etienne Daburon, récollet; Jean-Baptiste Thierry, récollet, confesseur des religieuses hospitalières de Saint-Joseph; Jean-Claude Vinot, récollet. (Le vicaire Vergne fut nommé desservant constitutionnel de Beaufort le 1^{er} mai 1791, et installé intrus de cette paroisse le 10 juin 1792, à la place du prieur-curé Pelletier, devenu évêque intrus de Maine-et-Loire).

Beauveau. — *Jean-Nicolas-Albert Grasset, prieur-curé, 65 ans; André-Charles Simonneau, vicaire, 38 ans.*

Blou. — *Charles Thiberge, curé, 78 ans; Olivier Dolivet, vicaire, 34 ans; Jacques Gauné, chapelain, 38 ans.* (Le curé étant mort le 12 avril 1791, le vicaire Dolivet fut installé intrus le 12 juin suivant.)

Bocé. — *André Provost, curé, 45 ans; Vincent-Marie-Joseph Lecamus, vicaire, 28 ans; Jacques Gazeau, prêtre habitué (Michel Renault, vicaire à Jarzé, fut installé intrus de Bocé le 12 juin 1791).*

Breil. — *François Dreux, curé* (Le curé étant mort le 7 mars 1792, Charles Septier fut installé comme intrus le 24 juin 1792).

Brion. — *Gaspard-Jean-Joseph Boussard, curé, 49 ans; Joseph Dion, vicaire, 40 ans; Henri Pelé, desservant de Sobs, 35 ans* (Le fontévrliste Barthélemy Trudeau fut installé desservant constitutionnel le 25 avril 1792).

Broc. — *Nicolas Renard, curé; Jean Chicoine, vicaire* (Julien Gaudin, vicaire à Saint-Germain-d'Arcé, installé intrus le 7 août 1791).

Chalonnnes-sous-le-Lude. — *René Tendron, curé, 57 ans; Jean-Simon Fouquet, vicaire, 34 ans* (Pierre Lionnet, aumônier constitutionnel de l'hôpital de Saumur, installé intrus le 16 octobre 1791).

Chapelle-Saint-Laud. — *Louis Lancelot, curé, 44 ans; Augustin Pilon, vicaire, 32 ans* (Le vicaire fut installé intrus le 19 juin 1791).

Chartrené. — *Louis Jacques Derbouille, curé, 50 ans* (Joseph-Jean Martin, vicaire à Chenu, installé intrus le 19 juin 1791).

Chaumont. — *Pierre-Louis Destouches, curé. Dom Couthaud, abbé de Chaloché; dom Marchal, prieur de Chaloché;*

dom Bardoul, dom Dalichamp, dom Godefroy et dom Laberge, religieux cisterciens de Chaloché.

Chavaignes-sous-le-Lude. — Jacques Provost, curé, 40 ans (resta en fonctions jusqu'au 4 juin 1792).

Cheviré-le-Rouge. — *Maurice-Vincent Jubin, curé, 45 ans*; Jean-Pierre Dorveau, vicaire.

Chigné. — Jean-Baptiste-Marie Boulay, curé; Levacher, vicaire (Le gardien des Capucins de Baugé, Jean-Marie Guegan, installé intrus le 12 juin 1791).

Clefs. — *Joseph-Marie Drouineau, curé, 55 ans*; *Simon Gaudin, vicaire*.

Corné. — *René Thomas, curé, 44 ans*; Jean-Pierre Troussard, vicaire, 30 ans; *Mathurin-René-Guillaume Renter, chapelain, 47 ans*.

Cornillé. — *Pierre Fercoq, curé*; *Claude Lasnter, vicaire*; Jean-Baptiste Coignard, prêtre habitué.

Corzé. — Charles-Jacques Avril, curé, 65 ans; François Chevreux, vicaire, 31 ans; Lemonnier, chapelain et maître d'école; Briard, chapelain d'Ardenne (Pottery, vicaire à Beaufort, installé intrus de Corzé le 16 octobre 1791).

Courléon. — *Pierre Brunet, curé*; Joseph-Abraham Hervé, prêtre habitué, ancien curé de Lézigné.

Cuon. — Pierre Tulasne, curé, 48 ans; Simon-René Voileau, vicaire, 36 ans (André-Charles Simonneau, vicaire à Beauveau, installé intrus de Cuon le 16 octobre 1791).

Denezé-sous-le-Lude. — François Mangin, curé, 67 ans; *Damien Rapicault, premier vicaire, 27 ans*; Laroche, second vicaire, 25 ans. Tous les religieux de l'abbaye de la Boissière avaient quitté l'Anjou, dès 1790 (Antoine Lemaitre, desservant de la Ménitré, installé intrus de Denezé le 19 juin 1791).

Echemiré. — Pierre-René Brunsard, curé, 46 ans; René Chevé, vicaire, 33 ans (Jean-Julien Chicoine, vicaire à Broc, installé desservant constitutionnel d'Echemiré le 14 août 1791).

Fontaine-Guérin. — René Giroust, curé, 69 ans; René-Mathurin Viau, vicaire, 32 ans (Jacques Gauné, chapelain à Blou, installé intrus le 3 juillet 1791).

Fontaine-Milon. — Bernard Leroyer de Chantepie, curé, 57 ans (Jean-Pierre Troussard, vicaire à Corné, installé intrus le 17 octobre 1791).

Fougeré. — *Louis Védie, curé*; *René-Louis-Marie Védie, vicaire*; Urbain Taudon, prêtre habitué, ancien curé de la paroisse.

Gée. — Joseph-Jacques-Philippe Huault-Dupuy, prieur-curé, 36 ans (reste en fonctions jusqu'en avril 1792).

Genneteil. — *Jean Gandon, curé, 55 ans; Martin Busson, vicaire, 28 ans.*

Guédeniau. — *Pierre Gazeau, curé, 61 ans; René Bourjuge, vicaire, 25 ans.*

Jarzé. — *François-Marc Fleury, curé et chanoine, 56 ans; Michel-François Renault, vicaire, 28 ans; Firmin Blondeau, chanoine, 34 ans; Pierre Coulion, chanoine, 50 ans; Joseph Chevron, chanoine, 37 ans; François Ferreau, semi-prébendé, 53 ans, alité depuis longtemps; Charles-André Fontaine, semi-prébendé, 57 ans.*

Jumelles. — Jean Baptiste-Etienne Berard, génovéfain, prieur-curé, 62 ans; Etienne Blotin, vicaire, 35 ans (Pierre Gaudin, vicaire à Saint-Philbert-du-Peuple, installé intrus de Jumelles le 26 juin 1791).

Lande Chasles. — Pierre-Jacques Gaudais, curé, 50 ans (cesse ses fonctions en 1792).

Lasse. — *Léonard-Joseph Tourtots, génovéfain, prieur-curé; Jacques-Etienne Besnier, vicaire.*

Lézigné. — Charles-François Quenion, curé, 44 ans (Mathurin-René Guillaume Renier, chapelain à Corné, installé intrus de Lézigné le 9 octobre 1791).

Linières-Bouton. — *Pierre-Jean Cormier, curé, 53 ans.*

Longué. — *François-Dubots, curé, 54 ans; René Monrobin, premier vicaire, 33 ans; Joseph Davy, deuxième vicaire, 25 ans; René Turpin, troisième vicaire, desservant à Chappes, 33 ans.*

Lué. — *Jacques Bougère, curé, 46 ans.*

Marcé. — Jean David, curé, 56 ans; Jean Delouche, vicaire, 40 ans (Michel-Mathieu Thuau, vicaire à Andard, installé intrus le 26 juin 1791).

Mazé. — *Jacques-René-Rousseau, curé; Pierre Breton, vicaire; André Janin, vicaire; Louis Gauron, vicaire.*

Meigné-le-Vicomte. — Henri-René Hautreux, curé, 68 ans; René Morisseau, vicaire, 35 ans (Le vicaire Morisseau installé intrus le 12 juin 1791).

Méon. — *Pierre Moreau, curé, 60 ans.*

Montigné. — *René Gilliers, curé, 57 ans; Augustin-Joseph Chauvellier, vicaire, 26 ans.*

Montpollin. — François-Jean Derbouille, 58 ans, curé (Mathieu Auger, fontévrisme, desservant constitutionnel de Saint Pierre-du-Lac, installé intrus de Montpollin le 6 octo-

bre 1791 ; Alexandre-Pierre Changion est installé comme nouvel intrus de Montpollin le 10 juin 1792).

Mouliherne. — *Jean Baptiste Jamin, premier curé ; Pierre Moreau, second curé, 56 ans.*

Noyant-sous-le-Lude. — *Pierre Pineau, curé ; Pierre-Jean. René Hurault, vicaire.*

Parçay. — *René-Vincent Favre, curé, 52 ans ; Jean-Baptiste Tendron, vicaire, 28 ans.*

Pèlerine (la). — *Charles-Urbain Daburon, prieur-curé, mort le 4 avril 1791* (dom Chappuis, cistercien du Loroux, nommé desservant constitutionnel, part le 27 décembre 1791 pour l'Indre-et-Loire ; Jean-Baptiste Tendron, vicaire à Parçay, installé desservant constitutionnel de la Pèlerine le 19 février 1792).

Pontigné. — Jean-Pierre Pineau, curé, 50 ans ; Jacques-René Hue, vicaire (Pierre-Julien Chatelain, récollet de Doué, installé intrus de Pontigné le 3 juillet 1791).

Rigné. — Laurent Gutter, curé (cessa ses fonctions en mars 1792).

Saint-Georges-du-Bois. — *Jérôme-Jacques-Julien Charton, génovéfain, prieur-curé ; René Rabouan, vicaire, 65 ans* (M. Charton, curé constitutionnel, donna sa démission le 1^{er} juin 1792 pour se retirer à Angers, et fut remplacé par Mathieu Auger, intrus de Montpollin).

Saint-Martin-d'Arcé. — *Pierre Drouault, curé, 39 ans.*

Saint-Philbert-du-Peuple. — *Laurent-René Buron, curé, 62 ans ; Michel-François Pâtureau, vicaire, 37 ans ; Pierre-Philippe Gaudin, faisant fonctions de second vicaire, 35 ans.*

Saint-Pierre-du-Lac. — *René Chesneau, curé, 41 ans.*

Saint-Quentin. — Louis-René Marguerit, curé, 63 ans (Etienne Verrye, ordonné par l'évêque constitutionnel, fut installé desservant constitutionnel le 22 mai 1792).

Seiches. — Pierre-René Lhéritier, curé, 34 ans ; *Urbain Quincé, vicaire, 37 ans ; Denis Blanvillain, vicaire, 25 ans ; Barthélemy Abrial, prêtre habitué ; dom Brenigard, prieur du Verger* (René Gaultier, vicaire à Saint Barthélemy, installé intrus de Seiches le 12 juin 1791).

Sermaize. — Jean-François Bonniol, génovéfain, prieur-curé, 46 ans (Charles Luceau, ordonné par l'évêque constitutionnel, installé desservant le 11 mars 1792 et intrus le 17 juin suivant).

Vaulandry. — *Jacques-François Foucault, curé, 49 ans ; François-René Rivetain, vicaire, 32 ans.*

Vernantes. — *Jean-René de Bellère du Tronchay, curé, 73 ans ; Joseph-Jean Gautronneau, premier vicaire, 34 ans ; Etienne Cornilleau, second vicaire, 26 ans ;* dom Brocard, prieur du Loroux ; *dom Chappuis, religieux cistercien au Loroux* (Pierre-Louis Millocheau, vicaire à Restigné, installé intrus de Vernantes le 9 octobre 1791, à la place du curé démissionnaire).

Vernoil-le-Fourrier. — *Pierre Gaillard, génovéfain, prieur-curé, 50 ans ; Pierre Lebreton, premier vicaire, 31 ans ; Louis-François-Marie Lecouvreur, second vicaire, 47 ans.*

Vieil-Baugé. — François-Louis Bauné, curé, 41 ans ; Charles-André Bretonnier, vicaire, 26 ans ; Claude Doué, ancien curé, prêtre habitué, 77 ans (Simon Gaudin, vicaire à Clefs, installé intrus le 5 juin 1791).

Le clergé de Neuvy-en-Mauges pendant la Révolution

Au moment de la Révolution, la paroisse de Neuvy avait pour curé M. David. Le vicaire se nommait M. Grellier. Nous allons parler de ces deux ecclésiastiques, qui refusèrent le serment à la constitution civile du clergé.

I — Né à Saint-Pierre de Chemillé le 27 février 1738, M. Pierre-Louis *David* fut nommé curé de Neuvy-en-Mauges au mois de décembre 1771. Les électeurs du district de Saint-Florent-le-Vieil nommèrent deux curés constitutionnels de Neuvy, savoir M. Deschamps, vicaire à Cizay, le 22 mai 1791, et M. Loir-Mongazon, vicaire à Juigné-sur-Loire, le 2 octobre suivant, mais aucun d'eux n'accepta. M. Davy et son vicaire purent donc continuer sans encombre l'exercice du ministère, et même rendre service aux fidèles des paroisses voisines privées de leurs pasteurs légitimes. En effet, de tous les environs on venait assister à la messe dans l'église de Neuvy, afin de ne pas communiquer avec les intrus.

Le 1^{er} février 1792, un arrêté du directoire du département avait bien obligé les prêtres insermentés à quitter leur domicile pour venir résider à Angers, mais l'arrêté excluait formellement de cette mesure odieuse les prêtres non remplacés. C'était le cas du clergé de Neuvy.

Le lieutenant de gendarmerie Boisard mandait, de Chemillé,

le 13 mai 1792, à Villier, membre du directoire du département : « Sur des déclarations que j'ai reçues, je vous proposerai d'enlever les curés de la Chapelle-du-Genêt et de Neuvy, et cela pour éviter les rassemblements de cinq et six mille personnes qui se trouvent fêtes et dimanches à leurs offices, à l'issue desquels il est tenu des propos séditieux, qui par suite pourraient occasionner des malheurs. Ces deux curés n'ont point fait serment. Je vous les enverrais à Angers. » Le 17 mai, Boisard arrive à l'improviste, mais ne peut surprendre M. David, qui s'était caché. Dès le 26 mai, un nouvel arrêté du département enjoignit à tous les ecclésiastiques non remplacés de quitter eux aussi leurs paroisses et de venir demeurer à Angers. Au lieu d'obéir, les deux prêtres de Neuvy restèrent cachés pour éviter leurs persécuteurs. C'est en particulier qu'il purent de temps en temps subvenir aux besoins spirituels des fidèles (1).

Le soulèvement général de la Vendée, au 12 mars 1793, permit au vaillant curé de reparaitre au milieu de son troupeau. Depuis cette époque jusqu'au passage de la Loire en octobre suivant, le culte religieux s'exerça en toute liberté. On croit que M. David suivit l'armée catholique et royale sur la rive droite de la Loire et qu'il revint en 1794 à Neuvy. Il se cacha à la métairie de la Poitralière. A partir de la pacification de la Jaunaye (17 février 1795) et surtout après celle de Saint-Florent-le-Vieil (2 mai 1795), M. Davy officia publiquement. La nouvelle prise d'armes de Stofflet (26 janvier 1796) obligea le curé de Neuvy à se cacher de nouveau, mais quelques mois après la pacification de Hoche rétablissait la liberté du culte en Vendée.

Le coup d'Etat du 18 fructidor (4 septembre 1797) engloba les prêtres avec les émigrés et les royalistes dans une persécution qui dura jusqu'à la fin du Directoire. Les prêtres catholiques furent contraints de se cacher de nouveau et de n'exercer le culte que clandestinement. Au mois de mars 1798, le commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Sainte-Christine écrivait à son collègue près l'administration centrale de Maine-et-Loire : « Davy, ex-curé de Neuvy, se tient souvent à la cure de cette commune, d'autres fois chez la nommée Grignon, ex-noble, au Cerisier, et d'autres fois chez la veuve Paumélière, au ci-devant château du Lavoir. »

(1) Le 7 février 1793, le district de Saint-Florent-le-Viel écrivait au département que MM. David et Grellier étaient cachés dans le pays (L 376).

Sitôt après le 18 brumaire, M. David célébra publiquement le culte ; et il mourut dans son presbytère le 24 mai 1805 (1).

II. — Né à Neuvy le 14 décembre 1760, M. Louis *Grellier* fut ordonné prêtre en 1786 et nommé vicaire dans sa paroisse natale. Avec l'armée vendéenne, il passa la Loire à Saint-Florent-le-Vieil (18 octobre 1793), et après le désastre du Mans il se fixa à Arquenay, entre Laval et Châteaugontier.

La Convention ayant accordé la liberté des cultes le 21 février 1795, M. Grellier se présenta, le 21 mars, devant la municipalité d'Arquenay : « La crainte de l'exportation, dit-il, m'a porté à me cacher et j'ai habité dans le Maine-et-Loire et la Mayenne. Jamais je n'ai excité de trouble ni de sédition ; au contraire, ennemi du sang, j'ai prêché la paix et la tranquillité. Désirant jouir de la liberté des cultes accordée par les décrets, je déclare que j'ai l'intention d'exercer mes fonctions à Arquenay, au Bignon et dans les autres communes environnantes. » C'est ainsi qu'on trouve la signature de M. Grellier sur les registres de Villiers Charlemagne.

La loi du 30 mai 1795 ordonna aux prêtres qui voulaient exercer le culte de faire acte de leur « soumission aux lois de la République ». Une autre loi du 29 septembre 1795 leur prescrivait la déclaration suivante : « Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la République. » M. Grellier ne s'étant soumis ni à l'une ni à l'autre de ces deux lois, fut arrêté par une patrouille qui se disposait à le conduire en prison. M. Hudon, vicaire à Saint-Pierre de Chemillé, lui aussi réfugié aux environs de Villiers-Charlemagne, résolut de sauver la vie à son confrère. Il choisit un certain nombre de Chouans et les envoya se placer en embuscade, non loin de Châteaugontier, sur le chemin que devaient suivre les gens de l'escorte. Ceux-ci n'étaient plus qu'à quelques mètres quand tout à coup les Chouans, le pistolet au poing, s'élancent de leur cachette en criant : « Rendez-vous votre prisonnier ou vous êtes morts ! » Les soldats républicains inférieurs en nombre, et se voyant mis en joue, abandonnent le prêtre et s'enfuient (2).

(1) Voici les noms de ses successeurs à la cure de Neuvy : MM. Thomas (1805-1809), Clémot (1809-1814), Marais (1814-1835), Malinge (1835-1862), Godard (1862-1868), Supiot (1868-1879), Florent, nommé en 1879.

(2) Chaque année, M. Grellier, devenu curé de Saint-Laurent-de-la-Plaine, se rendait à Saint-Pierre de Cholet, dont M. Hudon était curé, pour le remercier de lui avoir sauvé la vie en cette circonstance.

M. Grellier fut arrêté de nouveau le 27 décembre 1795, à Arquenay, pour avoir exercé le culte dans des maisons particulières. Le 29 décembre, le tribunal criminel de la Mayenne le renvoya devant celui de Maine-et-Loire, en vertu de la loi du 6 septembre 1795 prescrivant de faire juger les inculpés dans leur département.

Le 15 janvier 1796, M. Grellier fut interrogé par l'accusateur public près le tribunal criminel de Maine-et-Loire, qui écrivait, le même jour, au Ministre de la Justice : Qu'en faire ? Le condamner à mort, étant insermenté et non déporté ? Le bannir ? etc. (Archives Nationales, F¹⁹, 1012). Le Gouvernement était dans le plus grand embarras. Le Ministre rédigea d'abord une réponse, le 4 février, qui concluait à la peine de mort ; puis, il se ravisa et demanda l'avis du Bureau de consultation, etc.

D'un autre côté, les habitants de Neuvy apprenant que leur vicaire était prisonnier à Angers réclamèrent sa mise en liberté (18 janvier), en vertu de l'amnistie accordée aux Vendéens par le traité signé le 17 février 1795 à la Jaunaye entre les chefs de l'armée catholique et les représentants de la Convention (Archives de la Cour d'Appel d'Angers, *tribunal criminel*). Mais cette demande devint tout de suite inopérante, par suite du nouveau soulèvement de la Vendée Angevine, qui eut lieu, à la voix de Stofflet, le 26 janvier 1796.

On sait que le baron de la Paumélière, propriétaire du Lavouër, à Neuvy-en-Mauges, qui s'était soulevé en même temps que Stofflet, fut arrêté le 14 février, et cinq jours après il arrivait à la prison nationale, place des Halles. Il eut la grande consolation d'y trouver M. l'abbé Grellier, avec lequel il passa les quatre derniers jours de sa vie et à qui il fit toutes ses recommandations pour sa noble famille (*Anjou historique*, XXII, 207).

Cependant Hoche avait de nouveau pacifié les Vendéens et les Chouans. M. l'abbé Grellier lui adressa, le 18 août 1796, la pétition que voici : « Détenu depuis huit mois à la maison d'arrêt d'Angers, je vous serais obligé de vous intéresser à mon sort. Originaire de Neuvy et vicaire de cette commune, j'ai quitté le pays le 18 octobre 1793 pour me soustraire aux malheurs de la guerre. Alors je me retirai dans les communes voisines de Laval, et nommément à Arquenay, où j'ai été arrêté le 27 décembre 1795. Je voyageais en ce moment au milieu de la campagne. Conduit à Laval, on m'a renvoyé ici, comme mon département. Deux jours après mon arrivée à Angers, j'ai été interrogé par un membre du tribunal criminel.

Depuis cet instant, je n'ai entendu aucunement parler de mon affaire. Ma captivité m'est d'autant plus sensible qu'étant dans le même cas que tous mes autres confrères qui sont dans la Vendée, je désirerais jouir, comme eux, de la liberté, sinon comme prêtre, au moins comme citoyen, et pouvoir me réunir dans le sein de ma famille. Daignez me rendre un service, dont je vous aurai la plus grande reconnaissance. » Hoche envoya cette pétition à l'administration centrale de Maine-et-Loire, qui, le 25 août, en adressa une copie au Ministre de la Police et au commissaire du Directoire près le tribunal criminel du département (L 382).

Cependant, d'un bout à l'autre de la France, une grande pitié s'attachait au sort des prêtres incarcérés. Le 28 août 1796, un député de l'Isère, Dumolard, dénonça l'iniquité : « Je demande, continua-t-il, qu'un message soit adressé au pouvoir exécutif pour lui demander qu'il nous renseigne sur le nombre et l'état des maisons de réclusion, sur les délits des prêtres, sur les traitements qu'ils subissent. » La proposition fut adoptée. Le 2 septembre, le Ministre de la Police écrivit à l'administration centrale de Maine-et-Loire, qui répondit : Il n'y a que deux prêtres internés, Grellier, ex-vicaire à Neuvy, pour avoir exercé le culte dans des maisons particulières, et Coudroy, vicaire à Saint-Georges-sur-Loire, arrêté le 19 mai 1796 pour n'avoir pas fait sa soumission dans les délais prescrits par la loi du 29 septembre 1795 sur la police des cultes (L 379).

Les abbés Grellier et Coudroy mandaient, le 19 octobre, à l'administration centrale du département : « Voici près de deux mois que le citoyen Clémenceau, commissaire du Directoire près les tribunaux, nous fait espérer notre liberté, en vertu de la loi de fructidor dernier concernant les prêtres reclus. Vous nous avez envoyé dans le même temps un commissaire pour nous demander les motifs de notre détention. Nous nous sommes adressés au citoyen Monnier, commissaire près votre administration, pour le prier de nous faire jouir du bénéfice de cette loi. Il nous a répondu que l'objet de notre demande étant dans l'attribution judiciaire, il allait en faire part au citoyen Clémenceau et l'inviter à faire l'examen et les diligences nécessaires, afin de nous appliquer la loi, si elle nous concerne véritablement. Nous avons nous-mêmes écrit au citoyen Clémenceau (11 octobre). Arrivant et partant de suite pour la campagne, il nous a répondu qu'il allait confier le soin de notre affaire à son adjoint, Nous avons écrit (15 octobre) au citoyen adjoint du citoyen Clémenceau ; notre lettre ne lui est point

parvenue, parce qu'il est aussi en campagne. Ne sachant plus à qui nous devons nous adresser, nous vous prions de vouloir bien vous intéresser à notre sort et nous faire jouir du bénéfice de la loi. Tous les prêtres jouissent aujourd'hui de la liberté ; nous sommes les seuls renfermés, et cependant la loi doit être une et la même pour tous. » (L. 379).

Libéré dans les premiers mois de 1797, M. Grellier retourna à Neuvy.

Mais bientôt le coup d'Etat du 18 fructidor l'obligea à se cacher de nouveau. Au mois de mars 1798, le commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Sainte-Christine écrivait à son collègue près l'administration centrale de Maine-et-Loire : « Grellier, ex-vicaire de Neuvy, a été détenu dans les prisons nationales d'Angers pour cause d'assassinat dans les Chouans et mis en liberté il y a environ un an ; il a paru pendant quelque temps à Neuvy ; je ne sais s'il y existe actuellement. »

Quand M. Bourigault, vicaire à Saint-Laurent-de-la-Plaine, fut arrêté (11 août 1798) pour être déporté, M. Grellier s'occupait particulièrement de cette paroisse, autant que les circonstances le permettaient. Sitôt après le 18 brumaire, il fit travailler à la reconstruction de l'église commencée avant le 18 fructidor, et la bénédiction solennelle eut lieu le 25 avril 1800 en présence d'une vingtaine d'ecclésiastiques. Le 7 août 1820, on fit la bénédiction de la nouvelle chapelle de Notre-Dame-de-Charité. M. Grellier mourut le 26 mars 1838, après avoir gouverné la paroisse de Saint-Laurent pendant près de quarante ans. Sa sépulture fut présidée par un autre confesseur de la foi pendant la Révolution, M. Charuau, curé de la Jumellière.

Les visites domiciliaires dans le district de Saint-Florent-le-Vieil (1792)

Le district de Saint-Florent-le-Vieil, qui subsista de 1790 à 1795, comprenait les six cantons suivants : Beaupréau, Champ-toceaux, Montrevault, la Pommeraye, Sainte-Christine et Saint-Florent-le-Vieil.

La loi du 28-29 août 1792 ordonna de faire des visites domiciliaires dans toutes les communes de France, pour constater

la quantité des munitions et le nombre des armes, chevaux, charrettes et chariots chez les habitants.

Dès le 7 septembre, la municipalité de Chalonnes-sur-Loire, qui était du district d'Angers, écrivit à l'administration départementale pour demander l'autorisation de faire faire des visites domiciliaires dans deux communes du district de Saint-Florent-le-Vieil : « Le Conseil général de la commune de Chalonnes, en activité permanente, avise à tous les moyens que la loi lui dicte pour maintenir la constitution dont les bases sont la liberté et l'égalité, et la préserver des atteintes que l'orgueil et l'ambition, soutenus par le fanatisme, s'efforcent de lui porter. Tranquilles au milieu de nos concitoyens et soutenus par leur patriotisme aussi ferme qu'éclairé, nous n'aurions rien à craindre des complots perfides des ennemis de la chose publique, si le pays des Mauges qui nous avoisine, n'était égaré par le fanatisme, dont les fureurs arment le citoyen contre le citoyen, exemple que viennent de nous fournir les habitants de Châtillon-sur-Sèvre. Votre vigilance arrêtera les complots des méchants et nous préservera des horreurs d'une guerre civile que nos ennemis tâchent de nous susciter. — C'est d'après toutes ces considérations que nous vous prions d'autoriser la garde nationale de notre commune à désarmer les habitants suspects des paroisses de la Jumellière et de Saint-Laurent-de-la-Plaine, et d'ordonner que ces armes soient confiées à nos gardes nationaux, dont les bras demandent des armes pour maintenir la liberté et l'égalité. Nous sommes instruits qu'il y a une quantité d'armes assez considérable dans ces deux communautés, et quels sont les hommes qui les possèdent ? Des fanatiques, des ennemis déclarés de la chose publique, en un mot des contre-révolutionnaires. Il est donc urgent de les désarmer, et si vous laissez ce soin aux municipalités de ces communautés, c'est en vain que vous croirez que la loi sera exécutée et que la chose publique sera en sûreté. C'est avec peine que nous vous parlons ainsi de nos concitoyens et de nos confrères, mais l'intérêt public l'exige. D'ailleurs, leurs actions vous les ont fait connaître. »

A la date du 13 septembre, le directoire du district de Saint-Florent-le-Vieil s'occupa des visites domiciliaires, et prit à cette occasion l'arrêté que voici : « Vu la loi du 28 août dernier relative aux visites domiciliaires, le *directoire*, informé que plusieurs municipalités de son territoire ne se sont point encore mises en devoir de la faire exécuter dans l'étendue de leurs communes, et considérant que le salut public en exige cepen-

dant la prompte exécution, *arrête* : 1°) Il sera fait dès demain par les commissaires ci-après nommés, conformément à l'article 1^{er} de ladite loi, des visites domiciliaires dans les communes dont les municipalités ne leur justifieront pas de son exécution; ces commissaires feront tout ce qui est prescrit par la loi et pourront même requérir les officiers municipaux des communes de les accompagner dans leurs visites, ainsi que la gendarmerie et gardes nationales, en nombre suffisant et suivant que les circonstances leur paraîtront l'exiger. 2°) Aussitôt que les visites seront terminées, les commissaires déposeront aux mains des municipalités dont le civisme est connu, les armes qu'ils auront ôtées aux gens suspects et qui ne seront point dans le cas de pouvoir être employées au service militaire; quant aux fusils de guerre, les commissaires les déposeront à ce directoire, pour servir à l'armement de 160 hommes du district de Saint-Florent dont la levée a été ordonnée par son arrêté d'hier. 3°) Le directoire nomme commissaires, savoir : pour les cantons de la Pommeraye et Sainte-Christine, le citoyen Hiron, ex-administrateur; pour les cantons de Beaupréau et Montrevault, les citoyens Martin, administrateur, et Bolde, greffier du juge de paix; pour le canton de Saint-Florent, les citoyens Guérif et Letort, administrateurs; pour le canton de Champtoceaux, les citoyens Papin, administrateur, et Richard, maire de Liré. » (L 400 *bts*).

Le 14 septembre, le directoire du district de Saint-Florent mandait au département qu'il n'avait pas besoin des Chalonnais : « Vu la pétition du Conseil général de la commune de Chalonnnes et le renvoi du département au district de Saint-Florent pour donner son avis, le directoire du district témoigne au Conseil général de la commune de Chalonnnes sa vive reconnaissance sur les offres de secours qu'elle lui fait relativement à l'exécution de la loi du 28 août; il pense que la force armée de son ressort sera suffisante pour cette opération. En conséquence, le directoire, par son arrêté d'hier, attendu que plusieurs municipalités ne se sont point encore occupées de l'exécution de cette loi, et, considérant qu'il y a urgence, a nommé des commissaires qui doivent requérir la force armée de son ressort et procéder dès aujourd'hui à cette exécution; il les a chargés de lui remettre les fusils qui seront propres au service militaire, pour servir à l'armement de 160 hommes dont la levée a été ordonnée par son arrêté du 12 de ce mois relativement à son contingent de grenadiers et chasseurs. »

Six mois après (12 mars 1793), éclatait la guerre de Vendée.

La Bibliothèque de Saumur (1794-1923)

C'est le décret du 27 janvier 1794 qui établit une Bibliothèque publique dans chacun des districts de la République. A la date du 8 mars, les administrateurs de Maine-et-Loire écriront aux huit districts du département : « Nous venons de recevoir la loi sur l'établissement des bibliothèques publiques dans les districts. Nous nous empressons de vous faire part des principales dispositions, afin que vous vous y conformiez à fur et à mesure que vous ferez des ventes d'émigrés. — L'article 2 vous charge de désigner parmi les édifices nationaux de votre arrondissement un emplacement convenable pour y établir une bibliothèque publique, d'en envoyer au département l'indication avec le devis estimatif de la dépense à faire pour cet établissement. — L'article 6 porte qu'il sera sursis à toute vente de livres provenant des émigrés et de tout autre objet rare et monument instructif. — L'article 8 enjoint aux administrations de districts de nommer des commissaires hors de leur sein pour procéder aux inventaires et récolements des catalogues prescrits par les articles précédents. — Enfin, l'article 9 porte que vous recevrez une Instruction particulière à ce sujet par le Comité d'Instruction Publique et qui déterminera les opérations de vos commissaires. — Vous sentez trop combien cet établissement est précieux pour les arts et l'instruction de nos concitoyens, pour ne pas concourir à sa formation par tous les moyens qui sont en vous. La première opération, c'est d'arrêter chez tous les émigrés la vente des livres et de nommer des commissaires pour en faire la collection, la seconde de désigner un local commode pour recevoir les livres et autres objets d'instruction. Vous ferez le devis estimatif de la dépense que nécessitera cet établissement, vous nous enverrez les procès-verbaux, et, conformément à l'article 3, nous les ferons passer dans le mois au Comité d'Instruction Publique avec notre avis. Nous attendons de votre zèle que vous mettrez la plus grande activité dans l'exécution de ces premières dispositions, qui nous amèneront à la connaissance de nos ressources précieuses en ce genre et hâteront le moment d'en faire jouir nos administrés. »

Le 1^{er} mai, le district de Saumur mandait à la Société populaire de cette ville : « La loi du 8 pluviôse (27 janvier) porte qu'il sera établi dans chaque district une Bibliothèque publique. Cet objet est bien digne de fixer votre attention et la nôtre ;

l'instruction publique est le premier et le plus essentiel des devoirs que s'imposent les administrateurs dans un Etat libre. La loi nous prescrit une opération préalable; nous devons dresser des inventaires et procéder au récolement de ceux qui sont faits, des livres et manuscrits des ci-devant corps et communautés ecclésiastiques, de ceux des émigrés et des condamnés, enfin des objets d'histoire naturelle, des instruments de physique et de mécanique et de tous les monuments des arts et d'instructions. La loi qui nous confie ces opérations, vous appelle à les partager; les commissaires que nous devons nommer hors de notre sein, doivent être agréés par vous. Vous voudrez bien vous occuper sans délai de ce choix important à la chose publique. La nature de leur mission exige des connaissances et un civisme le plus pur. »

On s'entendit sur les noms de trois citoyens (René Vilneau, Hubert et Lamarre), qui furent nommés par le district le 26 mai. Chacun d'eux reçut, le 14 juin, la lettre que voici du district : « Nous t'adressons notre arrêté du 7 prairial (26 mai). Nous y joignons deux Instructions qui te serviront dans l'exécution de la mission que te confie le district et la Société Populaire de Saumur. Son objet est bien important pour la chose publique; il doit servir à propager l'instruction. En te nommant, nous nous sommes persuadés que tu accepterais cette nouvelle tâche, parce que nous connaissons ton zèle pour le bien général et tes lumières. Fais-nous part de suite de ton acceptation, et mets tous tes concitoyens et les nôtres à même de jouir bientôt des avantages de l'établissement d'un museum dans le district Saumur. »

Le lendemain, 15 juin, le district rendit compte au Comité de l'Instruction publique de la Convention de l'exécution de la loi du 27 janvier. Ce compte était d'autant plus nécessaire que la Convention avait ordonné aux districts, par son décret du 11 avril, de lui faire part du travail relatif à la confection des catalogues de chacune des bibliothèques de leur ressort. Les administrateurs Saumurois disaient : « Le district s'était empressé de faire former par un homme de lettres un inventaire des livres et ouvrages d'arts qui s'étaient trouvés dans les maisons nationales appartenant ci-devant à des corps et communautés ecclésiastiques. Tous ces objets soigneusement rassemblés dans un local à ce destiné, à Saumur, y ont été pillés par les brigands de la Vendée lors de leur invasion en juin 1793. Nous avons à regretter beaucoup d'ouvrages de philosophie. Depuis, nous avons nommé, de concert avec la Société Popu-

laire, trois nouveaux commissaires, auxquels nous connaissons du patriotisme et des lumières; nous les avons chargés de se transporter de suite dans toutes les maisons nationales appartenant à des émigrés et condamnés; nous espérons bientôt vous adresser le résultat de leur travail. »

La réponse des membres composant le Comité de l'Instruction Publique de la Convention fut communiquée aux citoyens Vilneau, Hubert et Lamarre, le 2 juillet, par le district : « Ils recommandent une prompte exécution de votre mission. Nous ne pouvons rien ajouter à leurs instances pressantes. Nous comptons sur votre exactitude, votre amour sincère de la chose publique et votre désir de propager les connaissances. »

Le 6 juillet, le district chargea spécialement Hubert, l'un des trois commissaires, de réunir les cartes et plans, ainsi que les ouvrages manuscrits et imprimés relatifs à la géographie, la topographie et l'hydrographie, et qui se trouvaient dans les cabinets et dépôts nationaux.

Le 30 juillet, la Commission temporaire des Arts, adjointe au Comité d'Instruction publique, envoyait la circulaire suivante à tous les districts : « Vous avez reçu l'Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver dans toute l'étendue de la République tous les objets qui peuvent servir aux arts, aux sciences et à l'enseignement. La section de bibliographie, la plus étendue de toutes, ne peut que se louer du zèle et de l'activité que la plupart des districts mettent à l'envoi des catalogues des bibliothèques, mais il est essentiel que le travail des autres parties mentionnées dans l'Instruction marche de pair avec celui de la bibliographie et de hâter par ce moyen les jouissances de tous les districts de la République. La Commission temporaire des Arts vous invite à nommer des commissaires patriotes et éclairés pour inventorier tous les autres objets d'arts et de sciences qui se trouvent déjà dans les dépôts de votre district ou qui sont encore dans les maisons sur lesquelles la nation a des droits. La célérité dans l'exécution, la promptitude de l'envoi de ces inventaires, en secondant les vues de la Commission, la mettra à même de terminer un travail dont le résultat fera connaître nos richesses en tout genre, servira à l'instruction de tous, propagera les lumières et affermira la République. » Le district de Saumur répondit, le 11 août : « Cette nomination est faite depuis plus de deux mois. Patriotes et intelligents, nos commissaires parcourent les campagnes, les maisons d'émigrés, déportés, condamnés, etc. Déjà, nous avons rassemblé plusieurs inventaires et catalogues. Nous nous proposons de vous en faire bientôt un envoi. »

C'est l'ancien couvent des Récollets qui avait été choisi pour le Museum (1). Deux ingénieurs avaient fait le devis des réparations urgentes et nécessaires pour mettre en état cet établissement. Le district l'avait fait passer en vain aux administrateurs du département, pour obtenir l'autorisation. Le 30 août, le district écrivait de nouveau à Angers : « Au moyen de ce que vous ne nous avez rien renvoyé à cet égard, la partie de cette maison est restée dans le plus mauvais état, et les commissaires ne savent où déposer les monuments et ouvrages précieux qui doivent le composer. La loi ne donne qu'un délai de quatre mois bientôt expirés ; elle nous prescrit de rendre compte au Comité des Arts des diligences que nous aurons faites pour son exécution. Ainsi veuillez prendre cet objet en considération et nous faire passer votre décision. »

Les administrateurs du district de Saumur virent avec la peine la plus sensible que Grégoire, dans le rapport qu'il fit, le 31 août, à la Convention sur les destructions des monuments des sciences et des arts, désigna leur district pour avoir vendu des livres, des tableaux et des objets rares à très vil prix. Le 4 novembre, ils dirent leur mécontentement au président de l'Assemblée Nationale : « Nous affirmons que nous n'avons pas eu connaissance de ces attentats ; et bien loin de les avoir commis, nous nous sommes empressés, en exécution de la loi du 8 pluviôse, de nommer des commissaires instruits et patriotes pour la formation d'une bibliothèque publique et pour la réunion des instruments des sciences et des arts dans cet arrondissement. Ils répondent à notre confiance, ils travaillent avec activité, et nous espérons que par nos soins et leurs efforts nous conserverons tous les biens précieux et tous les objets relatifs à l'instruction publique. Ces objets importants excitent notre sollicitude. »

Les dilapidations n'en continuaient pas moins, comme l'atteste cette lettre du district à la municipalité de Saumur, le 5 décembre : « La bibliothèque qui est dans la maison de l'Oratoire, est dilapidée. Des livres de prix ont été livrés pour le service de l'armée. Cette livraison nous surprend et contrarie la loi. Nous faisons tous nos efforts pour ramener l'ordre dans cette partie et empêcher les dilapidations. Nous vous prions de nous faire part si vous avez des renseignements sur les ordres

(1) Le 26 mai 1794, le district avait d'abord désigné les maisons des émigrés Clairval et Moltrot ; mais, le 21 juillet, les trois commissaires réclamèrent le couvent des Récollets parce que les maisons ci-dessus ne convenaient pas, et le district se rendit à leurs vœux.

donnés depuis peu au gardiataire de l'Oratoire de délivrer des livres pour le service de l'armée. Interrogez ce gardiataire. Souvent le citoyen Boischard, directeur d'artillerie à Saumur, nous a demandé des papiers pour faire des cartouches; nous avons eu le soin de ne lui en faire délivrer que sur le vu de nos commissaires aux inventaires des bibliothèques. Peut-être ne se sera-t-il pas contenté de cette mesure. Il faut donner à l'armée ce dont elle a besoin, mais il faut éviter le vandalisme. Nous nous confions en votre amour pour la chose publique afin d'éviter ces abus et nous dénoncer ceux qui viendraient à votre connaissance. »



À la date du 29 octobre 1794, un décret de la Convention avait demandé aux districts de rendre compte de l'état des bibliothèques et de tous les monuments de sciences et d'arts, ainsi que des dégradations et dilapidations. Le district de Saumur envoya le rapport suivant au Comité d'Instruction publique et à la Commission exécutive, le 15 décembre :

« La loi du 8 pluviôse prescrivit aux administrations de districts de faire dresser dans le délai de quatre mois un récolement des inventaires qu'elles avaient dû faire des livres et manuscrits des ci-devant corps et communautés ecclésiastiques. Elle les chargea de faire encore des inventaires des livres des émigrés et condamnés, de mécanique; et tous autres instruments de sciences et des arts devaient être également inventoriés. Cette mission, digne d'administrateurs patriotes, excita toute notre attention à notre entrée dans l'administration. Un décret du 22 germinal sur, la bibliographie nous demanda compte de la confection de ces catalogues dans notre arrondissement. Nous vous rendîmes ce premier compte le 27 prairial. Nous vous fîmes part et vous apprîmes avec douleur que l'invasion des brigands à Saumur avait causé de grands dommages dans nos dépôts littéraires. Des hommes de lettres avaient été chargés par nos prédécesseurs de dresser des inventaires des livres et manuscrits des ci-devant corps et communautés ecclésiastiques. Ces inventaires furent formés avec soin, et déjà de nombreuses collections avaient été transportées à Saumur. Au mois de juin 1793, les brigands y pénétrèrent et notre dépôt littéraire devint leur proie. La plus grande partie fut pillée, une autre partie incendiée, et le tout nous fut impitoyablement ravi. Peut-être retrouverons-nous les inventaires de ces livres, mais ils ne serviraient qu'à nous rappeler les pertes qu'a faites

la République. — Depuis que notre pays n'est plus infecté par les brigands, les inventaires des livres, manuscrits et monuments des sciences ci-devant appartenant à des émigrés se font avec la plus grande activité. Les richesses que nos commissaires découvrent dans les cabinets de ces ennemis de la patrie, nous dédommageront des excès commis chez nous par les barbares. — Les commissaires que nous avons chargés d'inventorier, n'avaient que quatre mois pour faire leur travail. Ces quatre mois sont expirés, et cependant il leur reste encore beaucoup de choses à faire. Autorisez-nous à prolonger leurs pouvoirs et leur indemnité. Sous peu nous ferons passer à la Commission les inventaires sur cartes. — La difficulté où nous sommes de trouver un local convenable pour former notre bibliothèque publique, nous empêche d'ouvrir notre museum. — Nous devons vous entretenir des dégradations et des dilapidations qui ont été commises dans notre pays au mois de juin 1793. Lorsque l'armée de la République rentra triomphante à Saumur, elle y fut suivie d'un grand nombre d'étrangers, de lâches et d'intrigants. Ces prétendus patriotes érigèrent l'ignorance en principe. En vain les bons citoyens s'armèrent de leur courage. Dans une séance du soir de la Société Populaire dominée par ces petits tyrans, le pillage des temples fut arrêté, et le lendemain des citoyens égarés par ces chefs de parti mutilèrent ensemble des statues, lacérèrent des tableaux et renversèrent des monuments précieux. Dans ces jours de délire (1), où l'autorité civile était sans vigueur, nous vîmes un de nos concitoyens disputer au sabre un tableau de Champagne de la plus grande expression et du plus haut prix. La République perdit plusieurs tableaux d'Arnou et des statues de réputation. Cette manie circula dans les campagnes, et le citoyen faible et opprimé crut servir la chose publique en se prêtant à ces destructions. Des bibliothèques ont éprouvé le même sort. Celle des Récollets de Doué y a été détruite par les brigands ; nos frères d'armes trompés en ont dispersé les tristes restes ; nos commissaires n'y retrouvent plus que des débris de théologie et de sermons de cloître, rongés par les rats et mutilés par le sabre. — Le génie de la liberté a préservé de ces ravages les bibliothèques de quelques autres maisons publiques. Chez les ci-devant Bénédictins de Saint-Maur-sur-Loire et de Saint-Florent-lès-Saumur, on découvre avec satisfaction les éléments de toutes les sciences, des ouvrages dans toutes les langues, les sources les plus anciennes de l'histoire et de la philosophie et les plus

(1) 21 novembre 1793 (*Anjou historique*, XVI, 632).

grandes richesses en littérature, avec la beauté des éditions, la délicatesse des vignettes et le choix des gravures. Par des recherches exactes et auxquelles préside seul l'amour du bien public, nos commissaires viennent de retrouver des livres et des manuscrits vendus antérieurement à la publication de la loi du 8 pluviôse. La bibliothèque de la ci-devant abbaye de Fontevrault l'avait été aussi; nous venons de la recouvrer. Conformément au décret du 14 fructidor (31 août 1794), nous poursuivons tous individus qui peuvent avoir en leur possession des manuscrits, titres, médailles et antiquités provenant des maisons nationales (1). — Autorisez-nous à disposer du local national occupé ci-devant par les Récollets, et bientôt nous aurons élevé aux sciences un temple digne d'elles. En attendant, les livres inventoriés et les objets des sciences et des arts qui ont été transportés des maisons nationales, sont renfermés dans des salles. »

Quatre mois après, le 6 avril 1795, le district lui adressait les inventaires sur cartes des bibliothèques de l'abbaye Saint-Florent, de l'abbaye Saint-Maur, des Récollets, de l'émigré Pillerrault, de l'émigré Boisayrault, de l'abbé Gasnier, déporté, de l'abbé Caffin, déporté, des tableaux et cartes géographiques des Ardilliers (Oratoriens), des cartes et estampes encadrées sous verre et des instruments de mécanique de l'émigré Pillerrault, des tableaux trouvés dans l'église d'Allonnes, des tableaux et cartes géographiques et généalogiques de l'abbaye de Saint-Florent. Le district ajoutait : « La loi du 30 ventôse (20 mars 1795) ayant suspendu la vente des biens des condamnés, nous ne vous faisons passer que 31 inventaires sur cartes de livres provenant de pareilles maisons. Nous avons beaucoup de gens qui avaient passé dans la Vendée, mais la loi leur rend leurs biens. »

Le 27 juin, le district écrivait au département, qui lui avait demandé des renseignements le 19 du même mois : « Le travail de la bibliographie n'est pas terminé. Les catalogues en ont été

(1) Le 27 mai 1795, le district mandait à trois habitants de Saumur (Manceau et Rousseau, perruquiers, et Vallet, faïencier), à la veuve Besnard, de Turquant, ainsi qu'à Henry, hôte à la Corne : « Lors des ventes faites dans les maisons de Fontevrault, des Ursulines et de la Visitation, vous vous y êtes fait adjudger des tableaux. Aux termes de la loi du 14 fructidor, nous devons rechercher tous les monuments des sciences et arts, sortis des maisons nationales pour être réintégrés dans le museum. Nous vous invitons donc à remettre ces tableaux entre les mains de Lamarre, notre commissaire en cette partie. Vous ne pouvez vous refuser à faire la remise de ces tableaux, en vous remettant le prix qu'ils vous ont coûté, sans encourir les peines que la loi prononce contre ceux qui se refuseront à son exécution. »

faits sur cartes dans les maisons nationales de 1^{re} et 2^e origine. Nous les avons envoyés à la Commission d'Instruction publique, à l'exception de ceux appartenant aux Vendéens ou à leurs héritiers et à ceux des condamnés. Les livres et objets des sciences de ces derniers leur sont remis dans les formes prescrites. Mais tous ces livres ne sont point encore rassemblés dans un museum. Nous en avons rendu compte au Comité de la Convention et à la Commission de l'Instruction publique, qui nous ont répondu de surseoir à tout choix définitif d'un museum, motivé sur ce que le Comité veut proposer à la Convention un travail général sur l'établissement des bibliothèques dans toute l'étendue de la République. »

Avec la Convention disparut, comme on sait, l'administration du district. Vilneau adressa, le 28 novembre 1795, à la municipalité de Saumur *intra muros* un rapport sur la Bibliothèque « nationale » de cette ville : « La maison des Récollets a été destinée par les administrateurs du district pour élever une bibliothèque et former un établissement d'instruction publique. La difficulté des réparations a suspendu jusqu'ici cet établissement, et la maison est occupée par un magasin d'équipement militaire. Deux chambres me restent pour en faire l'asile des sciences et des arts; les livres que j'y ai fait transporter, sont entassés dans la plus grande confusion, faute de tablettes et d'un local assez vaste. — Les livres qui doivent composer la bibliothèque nationale, ne sont pas encore tous réunis. Les dépenses de transports n'ont pas encore permis d'amener la bibliothèque de Saint-Maur, qui se trouve aujourd'hui sous la main du propriétaire de cette maison; cette bibliothèque est vraiment précieuse pour le choix des éditions et des ouvrages. Celle de Fontevrault, qui a été saisie dans les mains d'un particulier de cette commune à qui elle avait été adjugée par inadvertance, ne nous est pas encore parvenue, ainsi que celle de l'émigré La Berthaudière, qui est restée dans sa maison. La bibliothèque de Notre-Dame et celle des Cordeliers sont demeurées chacune dans leur ancien local. — Ainsi, lorsque les bibliothèques sont érigées sur tous les points de la République, nous ne voyons à Saumur que des matériaux dispersés. Ne serait-il pas à craindre qu'un plus long retard nous fit accuser d'insouciance et que le département ne s'appropriât toutes nos ressources? — Faut-il que je fasse rentrer la bibliothèque de Saint-Maur et autres? Les ferai-je déposer au museum, malgré qu'il soit occupé par une administration militaire? »



Quand le conseiller d'Etat Regnault (de Saint-Jean d'Angély) vint à Angers, au début d'août 1803, il demanda au préfet de Maine-et-Loire s'il y avait des bibliothèques publiques en son département. Le préfet répondit : « Il n'existe de bibliothèque publique que celle de l'Ecole Centrale », à Angers.

Un arrêté consulaire du 28 janvier 1803 mit « à la disposition et sous la surveillance des municipalités » les bibliothèques des Ecoles centrales et les autres bibliothèques « nationales », à charge pour les communes de les entretenir et de payer le traitement des conservateurs. La municipalité de Saumur fit alors transporter les livres de la bibliothèque dans une chambre de l'hôtel de ville, et en 1813 on les transféra au collège. Le 4 octobre 1816, le sous-préfet de Saumur mandait au préfet de Maine-et-Loire : « Il n'existe pas, à proprement parler, de Bibliothèque appartenant à la ville, mais seulement un amas de livres, la plupart dépareillés. Il n'y a aucun bibliothécaire en titre chargé du soin de cette prétendue bibliothèque. Les livres dont il s'agit proviennent en grande partie des maisons religieuses que renfermait Saumur et de l'ancienne abbaye de Saint-Florent. — On avait eu l'intention d'en former une bibliothèque publique. A cet effet, le conseil municipal avait voté une allocation de 500 francs pour traitement de celui qui devait être chargé de l'ordonner et de la conserver. En conséquence, les livres avaient été transportés dans un local des bâtiments du collège, où des rayons avaient été établis avec soin. Mais ce projet n'a pas été suivi ; les livres sont restés longtemps dans un entier abandon ; il y en a même eu beaucoup de soustraits et sans doute les plus précieux. Le maire actuel, voulant reprendre pour l'établissement d'une bibliothèque le projet formé et abandonné avant l'époque de son entrée en fonctions, a chargé deux personnes instruites de la ville de reconnaître les livres déposés au collège et de les mettre en ordre. Elles y travaillent en ce moment. »

Le 21 octobre 1818, Courtillier écrivait au maire : « La bibliothèque de la ville de Saumur se compose de cinq mille volumes, provenant en grande partie de l'abbaye de Fontevrault, de celle de Saint-Florent et de la maison des Oratoriens. »

Le 15 mars 1821, le sous-préfet mandait au préfet : « Tous les livres sont placés sur des tablettes, où ils sont bien rangés ouvrage par ouvrage, et assez bien par ordre de matières ; mais

il y en a tout au plus un cinquième d'inscrits sur le catalogue. »

La bibliothèque de Saumur a été définitivement transférée du collège à la mairie, en 1862. Elle est ouverte le dimanche et le jeudi (1).

La Municipalité d'Angers et les Chouans

Le 13 janvier 1795, deux administrateurs du district de Châteauneuf-sur-Sarthe sont admis à la séance de la municipalité d'Angers et s'expriment ainsi : « La facilité que les Chouans trouvent à passer les rivières, cause de grandes inquiétudes à la commune de Châteauneuf. Un assez grand nombre de ces assassins sont entrés dans plusieurs communes du district de Châteauneuf, notamment à Cheffes et à Tiercé, où ils ont commis des incursions effrayantes. Le peu de forces qu'il y a à Châteauneuf donne lieu de craindre que les Chouans ne se présentent pour entrer dans cette commune. La ville d'Angers qui s'approvisionne dans les environs de Châteauneuf, a intérêt de contribuer à les en faire chasser. En conséquence, nous demandons que la municipalité nomme des commissaires pour solliciter, avec nous, auprès des représentants du peuple une force assez imposante pour rassurer nos concitoyens de Châteauneuf. » On nomme aussitôt les citoyens Berger, Fillon et Heurtelou, à l'effet de se transporter chez les représentants, avec les administrateurs du district de Châteauneuf, pour demander les forces nécessaires.

A la séance du 7 février, plusieurs officiers municipaux s'expriment ainsi : « La situation malheureuse où se trouve la ville d'Angers, au dehors par rapport aux Chouans, qui viennent à nos portes et y commettent impunément des vols, des meurtres et des assassinats, et au dedans par rapport aux malveillants qui s'agitent en tous sens et font mouvoir tous leurs ressorts pour porter le peuple à troubler la tranquillité publique, vient principalement de ce que le service se fait mal et n'est, pour ainsi dire, confié qu'à des mains mercenaires. » Deux jours après, un arrêté du maire ordonne de faire des patrouilles jour et nuit dans la ville et dans les faubourgs.

(1) *Archives de Maine-et-Loire, séries L, Q, T.*

Deux administrateurs du district de Châteauneuf se présentent de nouveau à la séance de la municipalité d'Angers, le 1^{er} avril : « Les troupes, disent-ils, sont en trop petit nombre pour défendre la commune de Châteauneuf contre l'incursion des Chouans, qui, au mépris des propositions de paix qui leur ont été faites, ont rompu toute pacification et exercent en ce moment toute espèce de cruautés, menacent d'incendier les propriétés de ceux qui ne prendront pas parti avec eux. Cette conduite atroce de la part de ces scélérats a forcé de retirer tous les cantonnements pour les réunir au chef-lieu, mais cette mesure est insuffisante si on ne fait point passer d'autres troupes dans nos contrées. » La municipalité se joint aux envoyés du district de Châteauneuf pour demander au représentant du peuple Bezard d'envoyer de nouvelles troupes à Châteauneuf.

Dans la nuit du 9 au 10 avril, lisons-nous dans le registre des délibérations municipales d'Angers, « les Chouans se sont portés chez le citoyen Desvallois, notable, demeurant sur le chemin de la Haye-aux-Bons-Hommes, pour le désarmer. Il a été assez heureux pour se soustraire et leur échapper. Laisant sa femme et ses enfants la proie de ces scélérats, il s'est retiré au corps de garde du faubourg Saint-Jacques. Les bons citoyens de ce faubourg ayant été prévenus de cet événement se sont levés et ont pris les armes. Il s'est rendu de suite chez le commandant de la place pour le prévenir de prendre les mesures que les circonstances exigeaient. Pendant ce temps, le chef de poste du faubourg a fait faire des patrouilles tant par les hommes de sa garde que par les citoyens qui s'étaient rendus au premier avis. » La municipalité recommande des patrouilles plus fréquentes, et décide que la relation de ce fait sera communiquée aux représentants du peuple et aux commandants de la force armée, pour leur représenter tout le mal que veulent à la ville ces brigands de Chouans, dont la principale ambition est d'affamer la cité en interceptant les routes.

On sait que les Chouans firent la paix avec la Convention quelques jours après, le 20 avril, à la Mabilais, près Rennes.



Les Chouans ne tardèrent pas à recommencer la guerre. Le 23 octobre 1795, le général Monet obtint de la municipalité d'Angers douze lits pour établir un poste à la Baumette, afin d'empêcher les Chouans de passer la Maine.

Le 19 décembre, le commissaire du Directoire près l'adminis-

tration municipale d'Angers mandait à son collègue près l'administration centrale du département de Maine-et-Loire :

« La conduite des Chouans devient de jour en jour plus alarmante. Trop longtemps on a gardé le silence sur les ravages et assassinats de cette horde de scélérats, et c'est peut-être une des causes majeures qui a empêché la destruction de ces hommes farouches et de finir la guerre qu'on fait infructueusement depuis trois ans contre eux. Les devoirs de ma place m'imposent impérieusement de dire la vérité ; aussi je vais le faire. Quand il s'agit du salut de la patrie, on doit tout entreprendre. — Les Chouans n'ont jamais été organisés comme ils le sont en ce moment. Les chefs ont chacun leur arrondissement, et les compagnies, des cantonnements à poste fixe, sans comprendre des bandes agissantes qui surveillent toutes les démarches des troupes républicaines. Des proclamations rédigées par le ci-devant vicomte de Scepeaux, général en chef, ont été publiées et affichées dans tout le pays qu'occupent les Chouans. Le style qu'elles renferment (à ce qu'assurent des républicains qui les ont lues), est bien fait pour relever le courage des Chouans et de tous les habitants de la campagne qui leur sont attachés. On a grand soin de dire que nos armées ont été entièrement défaites sur le Rhin, que l'armée des émigrés est réunie à celle des Autrichiens et que la désertion de nos soldats est générale ; on engage tous nos déserteurs à se joindre aux Chouans pour recevoir une solde en numéraire, des subsistances à discrétion, ainsi que l'habillement. On finit par dire qu'il est bien malheureux que les Français soient réduits à une aussi affreuse misère, qu'ils seront tous protégés par les armées royales et catholiques, mais qu'il faut se défaire du gouvernement et de tous ceux qui administrent dans la République. D'après cette proclamation il a été nommé des commissaires civils et militaires par chaque commune pour l'administration des habitants, qui étant Chouans eux-mêmes s'en rapportent entièrement aux décisions de ces commissaires. Les rôles des contributions sont faits, les percepteurs nommés ont fait le recouvrement dans chaque commune en numéraire, et déjà ces contributions arbitraires sont presque entièrement payées. Le caissier général est au ci-devant château de Bourmont, où Scepeaux tient son état-major. Les Chouans possèdent beaucoup de numéraire, car aux contributions ils ajoutent les fermages des biens nationaux et ceux de tous les patriotes réfugiés, de manière que la République ne touche plus rien des pays envahis par les rebelles et même de ceux qui les envi-

ronnent. Ils se servent d'une politique bien faite pour renforcer leur parti et qui nous est bien funeste. Le discrédit des assignats est à son comble : les Chouans, depuis près de deux mois, ont eu l'adresse de laisser tranquillement commercer tous les habitants de leur pays et notamment dans la ville d'Angers, où les habitants des campagnes répandent tout le numéraire qu'on y voit à présent ; il semble même que les marchands qui vendent aux Chouans ont une sorte de considération pour eux, et par ce moyen il n'est plus difficile qu'ils se procurent tous les moyens d'augmenter leurs forces. Ils ne laissent rien sortir de leur pays, à moins que ce ne soit pour ceux qui leur procurent en échange des marchandises, telles qu'eau-de-vie, savon, tabac, chandelles et notamment de la poudre et des balles. — Nos soldats en cantonnement n'ont plus cet amour de la patrie qui les conduisait aux frontières. D'ailleurs, le prêt qu'ils reçoivent se réduisant à rien, le manque de pain et de vêtements qu'ils éprouvent, donnent la facilité aux habitants des campagnes, chez qui ils sont logés, de leur procurer tout ce que la République leur doit. De là, il s'ensuit de la reconnaissance et une sorte d'affiliation dans les maisons des habitants, qui par des conseils perfides conduisent le soldat à ne plus voir que ses intérêts et il abandonne ceux de son pays. — Il est temps que ce cancer politique soit arrêté dans sa marche. Il ne faut plus se le dissimuler, il ronge la République et fait craindre la perte de la liberté. La guerre des Chouans a des ramifications bien étendues et elle fait journellement des partisans. La hiérarchie m'ordonne de correspondre avec vous, je le fais, mais je me persuade que vous ne perdrez pas un instant pour faire passer copie de ma lettre au Directoire Exécutif et au Ministre. Vous pouvez y ajouter tout ce que votre prudence y suggérera pour prévenir les malheurs qui nous menacent. Nous serions bien coupables en gardant le silence. C'est quand nos ennemis s'efforcent en tous sens pour nous poursuivre, qu'il faut chercher à les arrêter. Les détails que je viens de vous faire, n'ont pas d'autre but, et je présume que le gouvernement prendra les mesures que les circonstances critiques exigent. »

Nouvelle lettre, le 22 décembre : « Il paraît que les Chouans viennent de recevoir un renfort de 300 émigrés, qui sont actuellement tant à Candé qu'à Segré et dont les principaux chefs ont été reçus au château de Bourmont. Ils ont apporté avec eux beaucoup de numéraire, de chevaux de luxe, etc., et maintenant on ne peut pas se dissimuler que le ci-devant district de Segré semble ne plus faire partie de la République. Le mal s'augmente

de jour en jour comme les forces des rebelles en imposent aux troupes républicaines. Les mesures sont trop lentes en comparaison des maux qui nous menacent. Il ne faut plus mettre en problème la consistance des Chouans. La perte de la liberté en dépend et les ramifications de cette guerre font tout craindre. Ne perds pas un instant à informer le Ministre et le Directoire Exécutif que jamais le département de Maine-et-Loire n'a été dans la position critique où il est maintenant, car quand il était entouré de Brigands qui l'assiégeaient (3-4 décembre 1793) il avait des ressources et des moyens. Aujourd'hui on ne voit plus la même énergie. »

Le même écrivait encore, le 24 janvier 1796 : « La commune d'Angers est tellement envahie par les Chouans, qu'on ne peut en sortir et il n'y a que la seule route de la levée à Saumur de libre. »

Au sujet du recensement de la population, le commissaire mandait, le 13 février 1796 : « Les parties de la campagne tant du faubourg Saint-Nicolas que la partie en dessus de Reculée et toute celle du côté du chemin de Nantes, ne pourront vous parvenir, puisqu'aucuns commissaires n'ont voulu se charger de ces différents endroits, à cause de la position du pays. » — Le 11 mars 1796 : « Je vous fais passer 28 tableaux sur la police intérieure, contenant les nom, âge, profession des habitants des deux sexes au-dessus de 12 ans, qui résident à Angers. La situation des environs de cette commune n'ayant pas permis aux commissaires d'aller dans la campagne, il s'ensuit que le travail n'est point fait dans son entier. » — Scépeaux se rendit au général Hoche, qui reçut le 24 avril 1796 sa soumission signée officiellement le 14 mai. Les bandes du Craonnais désarmèrent ce jour-là ; Bourmont rendit ses armes trois jours après. Le commissaire du Directoire près la municipalité d'Angers pouvait enfin écrire, le 5 septembre 1796, à son supérieur hiérarchique : « *Aujourd'hui que les choses sont changées de face*, je viens de faire convoquer quatre commissaires, chargés de faire le recensement des habitants qui sont au delà du Pont Brionneau, du faubourg Saint-Lazare et de Reculée. »



La guerre des Chouans reprit en 1799. Le 25 juin de cette année, la municipalité d'Angers écrivait aux députés de Maine-et-Loire qui siégeaient au Conseil des Cinq Cents et au Conseil des Anciens :

« Tous les symptômes effrayants de la malheureuse rébellion

qui a si cruellement dévasté nos contrées, se reproduisent aujourd'hui. Dans les ci-devant districts de Segré et de Châteauneuf-sur-Sarthe, ce ne sont plus des bandes de 25 à 30 assassins, ce sont des réunions de 600 hommes qui se qualifient du nom de *mécontents* et dont les trois quarts sont absolument étrangers à notre pays. Rien ne leur manque, ils sont supérieurement armés et équipés, les chefs qui les dirigent sont des hommes expérimentés. Que devenir, si nous restons sans moyens ? — Nous ne mettons pas en doute que le départ de toutes les troupes stationnées dans notre département n'ait produit cette horrible explosion. Douze cents hommes de la 10^e et de la 47^e ont été remplacés seulement par 300 hommes de la 40^e. Nous fîmes dans cette circonstance un appel à notre intrépide jeunesse, qui se fit un devoir de voler à l'ennemi à la voix de ses magistrats. Trois cents braves sont partis, et nous avons déjà à pleurer la perte de plusieurs victimes de leur courage et de leur dévouement. — Avant-hier, Châteauneuf fut attaqué. Il était défendu par une compagnie de notre colonne mobile et deux autres de ligne. Tous leurs efforts, toute leur intrépidité ne purent garantir le poste qu'ils avaient à défendre. Après un combat des plus meurtriers et dans lequel plusieurs jeunes gens d'élite ont succombé, les nôtres furent contraints de se retirer dans le château de la ville. Les brigands entrèrent à Châteauneuf, s'emparèrent des caisses publiques et pillèrent toutes les maisons des patriotes. D'un instant à l'autre nous craignons le même événement pour Segré, dont la garnison n'est pas en force et dont la situation difficile ne permet guère de soutenir une attaque vigoureuse. — Notre position est maintenant telle, que nous n'avons aucun moyen pour voler au secours de nos petites garnisons, qui sont à présent bloquées l'une et l'autre par des forces infiniment supérieures. L'audace de ces scélérats est à son comble. Des avis sûrs nous ont appris qu'ils se disposaient à piller nos faubourgs, tous nos habitants furent en armes la nuit dernière. — Dans de si fâcheuses circonstances, quel était le devoir des corps constitués ? Celui de requérir le général Vimeux de garder deux bataillons de la 28^e d'infanterie légère qui nous sont arrivés ce matin, qui sont destinés pour l'armée d'Italie. Ce secours provisoire peut arrêter les progrès d'un incendie qui ne se manifeste pas seulement dans les cantons connus sous le nom de *chouans*, mais encore dans la Vendée aux environs de Chemillé, Beaupréau, La Jumellière, etc. Des bandes de déserteurs s'y sont organisées quand le pays a été livré à lui-même ; elles parcourent les cam-

pagnes et cherchent à les soulever. Nous apprenons à l'instant que les autorités constituées de Chemillé et d'une foule d'autres cantons ont été forcées d'évacuer pour se soustraire à une mort certaine. — Si nos frontières ont besoin de défenseurs, nos contrées ne peuvent pas rester à la merci des brigands. La consternation et la misère sont à leur comble. Nous avons considéré comme un de nos premiers moyens de salut celui de retenir les deux bataillons de la 28^e. Le général Vimeux, dont nous ne saurions trop vous faire l'éloge et qui connaît toute l'horreur de notre situation, a cédé à nos instances et va diriger contre les brigands une force qui nous mettra peut-être à même d'attendre des secours assurément plus efficaces et que vous ne balancerez pas à solliciter en notre faveur. » (*Archives de l'hôtel de ville d'Angers*).

Deux jours après, le 27 juin, le commissaire du Directoire près la municipalité mandait au commissaire près l'administration départementale : « Les mesures prises contre les Chouans pour les contenir ont été insuffisantes. Vous connaissez les moyens, les ressources de ce parti infâme, les forces qu'on va déployer contre lui. Puisse-t-il pour le bonheur de la société être anéanti promptement ! La perte de quatre jeunes gens de cette cité a fait la sensation la plus douloureuse ; le deuil est général. »

Le 28 juillet, à deux heures du matin, plusieurs coups de fusil, tirés par les Chouans près la barrière du faubourg Saint-Lazare, alarmèrent le poste de la porte Lionnaise, qui envoya aussitôt prévenir le commandant de la place. Celui-ci et le citoyen Crepong, aide de camp du général Siscé, avec un détachement de 50 hommes, se portèrent aussitôt à l'endroit d'où était parti le feu. Les Chouans n'y étaient plus ; mais avant de se retirer, ils avaient scié et abattu la barrière.

Le 17 août, une soixantaine de Chouans scièrent la barrière de Pierre-Lise, et prirent la recette du jour, montant à six francs. Plusieurs pièces de canon furent alors placées sur les remparts ; chacun se mit sur la défensive ; et en cas d'attaque, les *Affiches* annoncèrent que les Chouans trouveraient dans Angers les mêmes hommes qui, le 3 décembre 1793, repoussèrent les Vendéens.

Le 30 septembre, sur les cinq heures du soir, les Chouans se présentèrent à la barrière du faubourg Saint-Lazare, pillèrent la caisse et blessèrent le receveur. Instruit de cet événement, le général Siscé fit prendre les armes à une compagnie de grenadiers, et, accompagné du chef de bataillon Fertel, il

poussa jusqu'à Avrillé. Tandis que ce détachement éclairait cette route, une deuxième bande de Chouans prenait les registres de la barrière de Brionneau. Un détachement de la 107^e demi-brigade prit les armes, mais les Chouans étaient partis. A minuit, la sentinelle de la Porte-Neuve (au haut de la rue David) aperçut, du rempart, une quinzaine d'hommes vers l'hôtel Gohin ; elle cria *Qui vive ?* On voulut lui répondre à coups de fusil ; la garde sortit, mais les Chouans étaient déjà loin.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre, une troupe de Chouans, après avoir passé devant la porte Saint-Aubin, se porta du côté de Saint-Serge, et de là tira une douzaine de coups de fusil sur le poste de la Porte de Fer (rue Boisnet).

Le 9 octobre, les Chouans se présentèrent à la barrière Brionneau et prirent la recette du jour, plus considérable qu'à l'ordinaire, puisque c'était un jour de marché.

Dans la nuit du 9 au 10 octobre, ils passèrent la rivière aux environs de Bouchemaine, et de là se répandirent dans le quartier de Frémur. Une fusillade s'engagea entre les Chouans et un poste d'habitants que le désir de défendre leurs propriétés avait réunis. Un Chouan fut arrêté et interné au château.

Le 14 octobre, Châteauneuf fut évacué sur Angers. Deux jours après, l'administration centrale de Maine-et-Loire, informée que les Chouans s'étaient emparés du Mans le jour précédent, et craignant qu'ils ne se réunissent pour attaquer Angers, prit un arrêté par lequel elle déclarait provisoirement cette ville en état de siège.

Le 21 octobre, un fort détachement de la garde nationale sortit d'Angers et se dirigea sur les bois d'Avrillé, pour protéger une compagnie de canonniers occupés à couper du bois propre à faire des fascines, destinées à réparer les fortifications de la ville.

Le 23 octobre, la municipalité arrêta que les habitants d'Angers seraient prévenus de l'ouverture et de la fermeture des portes de la ville, par une cloche placée dans le clocher du temple décadaire (cathédrale), qui était sonnée un quart d'heure avant l'ouverture et la fermeture.

Le lendemain, 24 octobre, le commissaire du Directoire près la municipalité écrivait, la mort dans l'âme, à son collègue près l'administration départementale : « On dit que les Chouans se réunissent pour enlever Château-Gontier. On dit qu'ils veulent attaquer Angers, le surprendre et y établir leur point de réunion. On dit qu'ils escaladeront les remparts, à l'aide des échelles

prises dans les faubourgs. On dit qu'ils se serviront des bateaux que trop négligemment on laisse sur la rive de Reculée. Enfin on dit bien des choses. — Au Mans, on s'est moqué de ces on-dit. A Nantes, on ne daigna pas y faire attention. Quant à moi, je crains tout, le désespoir peut tout. Songeons à nous, notre tour approche, n'ayons rien à nous reprocher. — 1° Des visites domiciliaires, 2° des barques canonnières, 3° une batterie sur le canal, 4° des réverbères dans les deux rues transversales, 5° l'enlèvement strict de tous les bateaux, sur tout le cours des rivières jusqu'à Châteauneuf, 6° l'enlèvement de toutes les échelles dans les faubourgs, une visite journalière pour s'assurer si on n'en fabrique pas, 7° surtout du pain, que toute notre sollicitude se porte sur ce dernier objet. Si une fatalité cruelle rend toutes nos précautions inutiles, nous n'aurons rien à nous reprocher. Aide-toi, Dieu t'aidera : voilà notre maxime. Nous conserverons Angers comme le palladium des départements de l'Ouest. Nous donnerons une grande leçon à ceux qui nous environnent, et dans le triomphe prochain de la République nous aurons l'honneur de la palme. »

Les Chouans ne s'emparèrent point d'Angers. Au contraire, ils signèrent la paix à Candé, le 20 janvier 1.800 (*Anjou Historique*, XVI, 322).

BIBLIOGRAPHIE ANGEVINE

Les collèges de l'ancienne Université d'Angers, par M. le chanoine Uzureau (*Semaine Religieuse*, 30 avril 1922).

L'hôpital Saint-Julien de Château-Gontier, par M. Gauchet (*Bulletin historique de la Mayenne*, 1921).

Charles Miron et les chanoines de la Trinité d'Angers, par M. l'abbé Delaunay (*Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers*, 1921).

Les Pères de l'Oratoire et l'Académie protestante de Saumur, par M. l'abbé Mérit (*Société des Lettres du Saumurois*, 1922).

Les Pères de l'Oratoire et le collège royal de Saumur, par le même (*Idem*).

Saumur en 1722, par M. le chanoine Uzureau (*Société du Saumurois*, 1921).

La suppression des Bénédictines de Baugé, par M. l'abbé Delaunay (*Société d'Agriculture*, 1922).

A Saint-Maur-de-Glanfeuil, vestiges du passé et souvenirs disparus, par le même (*Idem*, 1921).

Deux curés de Fontevault, par M. le chanoine Uzureau (*Société du Saumurois*, 1921).

Le grenier à sel de Saumur, par le même (*Idem*).

Le chancelier d'Aguesseau et la Faculté de Médecine d'Angers (1745), par le même (*Archives Médicales d'Angers*, 1923).

La Société de Médecine de Paris et la Faculté de Médecine d'Angers (1782), par le même (*Idem*, 1922).

Le citoyen Morainville, par M. Saché (*Revue d'Anjou*, 1922).

Les cahiers d'Artannes, Coutures et Fontevault, par M. le chanoine Uzureau (*Société du Saumurois*).

Jean-Antoine Vial, par M. Dufour (*Revue d'Anjou*, 1921).

Les fêtes nationales à Doué et à Fontevault, par M. le chanoine Uzureau (*Société du Saumurois*, 1923).

L'Hôtel-Dieu et la Providence de Saumur, par le même (*Archives médicales*, 1923).

L'évêque d'Angers pendant la Révolution, par le même (*Société d'Agriculture*, 1921).

L'hospice des Enfants trouvés et le cours d'accouchement à Angers, par le même (*Archives médicales*, 1921).

Les médecins du district de Baugé en 1791, par le même (*Idem*, 1923).

Le clergé d'Azé pendant la Révolution, par le même (*Bulletin de la Mayenne*, 1922).

Le clergé de Doué pendant la Révolution, par le même (*Société d'Agriculture*, 1922).

Le décret du 29 novembre 1791 et son application illégale en Maine-et-Loire, par le même (*Idem*, 1920).

La Marie-Jeanne, par M. Baguenier-Desormeaux (*Revue du Bas-Poitou*, 1922).

L'enseignement médical à Angers sous le Directoire, par M. le chanoine Uzureau (*Archives médicales*, 1921).

Les hôpitaux d'Angers en 1798, par le même (*Idem*, 1922).

Bourmont à Waterloo, par M. Gautherot (*Revue des Questions historiques*, 1922).

Les hospices de Baugé en 1816, par M. le chanoine Uzureau (*Archives médicales*, 1922).

Le concile de la province de Tours (1849), par le même (*Semaine Religieuse*, 12 mars 1922).

La journée du 19 mars 1862 à Angers, par le même (*Révolution de 1848*, 1922).

TABLE DES MATIÈRES DE LA 23^e ANNÉE

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	Pages
Le chapitre de la cathédrale d'Angers avant la Révolution : Pro- cessions	3
Le Mail, à Angers (1616-1923).....	193
Abel Servien en Anjou.....	195
La Chambre ecclésiastique du diocèse d'Angers.....	65
Origine du Séminaire d'Angers (1659).....	199
L'hospice des Incurables de Beaufort (1681-1923).....	130
Une visite à Fontevrault (xvii ^e siècle).....	129
M. de Romain (1725-1812).....	17
A propos des obsèques d'un janséniste angevin (1739).....	68
Une grande dame janséniste en Anjou (xviii ^e siècle).....	9
L'abbé Davy, curé de Saint-Philbert-en-Mauges (1749-1816).....	200
Un imprimeur angevin : Louis-Victor Pavie (1752-1796).....	134
Bonchamps avant la guerre de Vendée.....	207
La baronne de Candé (1776-1856).....	212
La marquise de Jousselin (1780-1867).....	77
La Faculté de Théologie d'Angers à la fin du xviii ^e siècle.....	20
Le dernier prieur de l'abbaye de Mélinais.....	219
Lettre de Louis XVI à l'évêque d'Angers (3 septembre 1789).....	216
Les chanoines de la cathédrale d'Angers pendant la Révolution..	80
La Constitution civile du clergé dans le district de Baugé.....	223
Le clergé de Marcé et de Neuvy pendant la Révolution.. .	141 228
Le district de Vihiers en 1791-1792.....	23
Les visites domiciliaires dans le district de Saint-Florent (1792).	223
Le pillage de l'abbaye de Fontevrault (1792-1796).....	96
Une relation inédite de la guerre de Vendée (Boucher).....	145
Dissolution de deux Sociétés à Baugé (1793).....	170
Vial, procureur général syndic de Maine-et-Loire.....	28
Un voyage dans la Vendée angevine (novembre 1793).....	104
Le vandalisme jacobin dans le district de Saumur.....	174
Le pillage du château de Jalesnes, à Vernantes.....	38
Une religieuse angevine guillotinée le 2 janvier 1794.....	40

Un prêtre breton guillotiné à Angers (17 janvier 1794).....	107
La Bibliothèque de Saumur (1794-1923).....	236
L'évacuation des fies de Chalonnes et de Rochefort (1794).....	178
Le brûlement des chapelets à Saumur (13 mars 1794).....	43
Les Fédéralistes angevins guillotins à Paris.....	48
La municipalité d'Angers et les Chouans (1795-1799).....	245
La prise de Segré par les Chouans (21 juillet 1795).....	55
Le canton de Beaupréau après le 18 fructidor.....	182
La loi des otages en Maine-et-Loire (1799).....	110
La démission de M ^{sr} de Lorry, évêque d'Angers (1802).....	57
Les paroisses poitevines du diocèse d'Angers (1802).....	60
L'arrondissement de Saumur en 1803.....	62
La ville d'Angers en 1803-1804.....	112
Fêtes funèbres chez les Francs-Maçons d'Angers sous le Premier Empire.....	113
Le sous-préfet de Beaupréau et le clergé de l'arrondissement (1807).....	118
Au Séminaire d'Angers : Projet d'échange entre le logis Barrault et l'abbaye Saint-Serge (1814-1828).....	120
Le service des aliénés en Maine-et-Loire (1833).....	188
La ville d'Angers en 1859.....	190
Le cinquantenaire de M ^{sr} Angebault (8 novembre 1865).....	122
<i>Bibliographie angevine</i>	191
<i>Table des matières de la 23^e année</i>	255

Le Gérant : J. CREUSÉ.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06855 9700

